

Le Monde des livres

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14998 - 7 F

VENDREDI 16 AVRIL 1993

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JACQUES LESOURNE

BOURSE

Jean-Paul II et les Juifs

Le pape s'est donc voulu avoir le dernier mot dans la pénible affaire du carnage d'Auschwitz qui, depuis près de quatre ans, empêche les relations entre les Juifs et l'Eglise catholique. A la lecture de sa lettre aux religieuses polonaises, publiée mercredi 14 avril à la veille du cinquantième anniversaire du ghetto de Varsovie, il est difficile d'imaginer un autre dénouement que le démantèlement du couvent installé en 1934 sur le site même du camp de concentration où ont péri 1,5 million de Juifs.

On les savait réalistes, mais les religieuses ne pouvaient être rebelles à l'ordre venu du pape lui-même. Et ceux qui en Pologne, aujourd'hui encore, font mine de douter de l'engagement dans cette affaire, de l'ancien archevêque de Cracovie-Auschwitz en seront pour leurs tris.

APRÈS des années de tergiversations et de violences (peu seulement verbales), la volonté d'en finir l'a donc emporté. On en est arrivé à la seule solution de bon sens imaginée et négociée à Genève, en 1986 et 1987, par des cardinaux et des personnalités juives occidentales, à l'issue d'un compromis qui avait fait dire au chef de la délégation juive, Théo Klein: «Pour la première fois de son histoire, l'Eglise a négocié avec les Juifs et leur a concédé quelque chose...»

Même si l'opinion polonaise, longtemps sous-informée par le pouvoir communiste ou aveugle sur la spécificité du génocide juif, reste divisée, l'épiscopat polonais a fini par se résigner à l'idée d'un départ des sœurs. Le cardinal Glomp a fait un vœu à 180 degrés par rapport à son discours de 1989 à Częstochowa, où sa défense des carmélites avait tourné à la caricature antisémite. Ce n'est pas le moindre signe de cette affaire que la conversion d'une partie de la puissante Eglise polonaise à l'idée d'un rapprochement avec les Juifs, esquissé lors du concile Vatican II (1962-1965), dont le rideau de fer avait tenu éloigné.

A quelques jours du 50^e anniversaire du ghetto, tout s'est donc passé comme si le pape avait voulu épurer un douloureux contentieux, issu du choc de deux mémoires, polonaise et juive. La première fait d'Auschwitz le symbole du martyre national de la seconde guerre mondiale, où ont péri trois millions de Polonais. La mémoire juive fait d'Auschwitz le symbole du génocide, à préserver de toute forme d'appropriation et de récupération, voué à un silence éternel. «Ne faites pas une croix sur notre mémoire», disaient sans cesse les Juifs aux chrétiens.

Toutes les ambiguïtés ne sont pas pour autant levées, comme l'attestent les termes même de la lettre du pape. Pour lui, la volonté d'expier sur les lieux mêmes du crime et de la mort, exprimée par les religieuses polonaises, garde toute sa légitimité. Jean-Paul II reste une énigme pour les Juifs. Ce pape a été le premier à franchir, en 1987, le seuil de la synagogue de Rome, à aller se recueillir dans des camps de concentration, à visiter des communautés juives. Mais l'incapacité de l'Eglise à clarifier sa responsabilité historique dans la diffusion de l'antisémitisme, la campagne de refondation chrétienne de l'Europe («nouvelle évangélisation») menées par ce même pape et le retard mis par le Vatican à reconnaître Israël n'ont pas fini de maintenir en éveil tous les soupçons.

Lire nos informations page 12



Accablé par des «repentis» italiens

Giulio Andreotti dément ses liens avec la Mafia

Giulio Andreotti, sénateur démocrate-chrétien à vie, ancien président du Conseil, figure historique de la politique italienne, s'est vigoureusement défendu de complicité avec la Mafia, mercredi 14 avril, devant la commission «ad hoc» du Sénat qui doit donner son avis sur l'éventuelle levée de son immunité parlementaire. Accusé de façon précise par plusieurs «repentis», M. Andreotti souligne l'absence de preuves.



Lire
M. Andreotti se défend d'avoir été «l'antenne romaine» de la Mafia par MARIE-CLAUDE DECAMPS
L'Italie en quête d'air pur par LUC ROSENZWEIG page 4

Dans «Le Monde des débats» d'avril
L'Italie en 1993
comme la France en 1958
Le président du Sénat, Giovanni Spadolini, participait à une rencontre organisée à Rome entre constitutionnalistes français et italiens, dont le Monde des débats publie le compte-rendu.
En vente dans les kiosques. Le numéro: 30 F.

Les victoires de Jonas Savimbi

L'UNITA contrôle les trois quarts de l'Angola
Son chef entend imposer ses conditions

HUAMBO

de notre envoyé spécial

Plus jamais ça: tel est, en substance, l'état d'esprit de Jonas Savimbi, président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), alors que viennent de s'ouvrir à Abidjan des pourparlers avec le gouvernement de Luanda. Plus jamais de pouvoir central descendant de tout, par-dessus les régions.

Plus jamais de gouverneur envoyé de Luanda pour, tel un procureur, administrer les populations «indigènes». Plus jamais d'investissements économiques profitant à la seule capitale, alors que les autres villes s'étioilent. Plus jamais, surtout, la suprématie des métis de Luanda sur les Ovimboudus - l'ethnie de M. Savimbi - qui constituent la majorité d'une population «humiliée depuis plus de cinq cents ans», selon le chef de l'UNITA.

Depuis 1975, avec seulement dix-huit mois d'interruption, l'Angola traverse une guerre civile qui a ravagé le pays et fait

des centaines de milliers de morts. En septembre 1992, on procède de paix, péniblement mis sur pied sous l'égide de l'ONU, et fait loog feu. M. Savimbi contestait les résultats des élections que les Nations unies avaient pourtant jugés «justes et honnêtes».

La guerre civile a donc repris, ouvertement troublée par deux tentatives avortées de négociation. La rencontre d'Abidjan constitue le troisième essai. Contrairement aux deux précédentes, M. Savimbi aborde cette étape avec un moral de vainqueur, rassuré par le succès de ses troupes qui contrôlent désormais les trois quarts du pays et viennent de remporter une victoire décisive en s'emparant, le 7 mars dernier, de Huambo, capitale des hauts plateaux et deuxième ville du pays.

C'est là que, ce dimanche 11 avril, il reçoit la presse. M. Savimbi n'est pas chef d'Etat mais il en cultive déjà les fastes... et les précautions.

GEORGES MARION

Lire la suite page 5

43,4 milliards de dollars d'aide

Les Sept apportent un soutien massif à Boris Eltsine

Les représentants des Sept réunis les 14 et 15 avril à Tokyo, ont réaffirmé avec une vigueur exceptionnelle leur soutien politique au président Eltsine. A dix jours du référendum russe, ils ont établi un vaste plan d'aides, d'un montant total de 43,4 milliards de dollars incluant des promesses entrecroisées. M. Eltsine se rendra au Japon le 25 mai avant d'assister en juillet au sommet des chefs d'Etat du G 7.

Le chaos de l'après-kopeck

par Erik Izraelwicz

Un gros chèque pour sortir de l'enfer. L'aide financière à la Russie arrêtée les 14 et 15 avril à Tokyo par les représentants des sept grands pays industrialisés est indispensable. Mais, et les signataires du chèque en sont convaincus, ce nouveau soutien des Occidentaux n'aura une réelle utilité que s'il contribue à «aider la Russie à s'aider elle-même». Les dollars promis n'auront d'efficacité que si les responsables de Kremlin - ceux d'aujourd'hui ou ceux de demain - s'engagent à adopter les mesures qui permet-

tront à la Fédération de Russie de sortir du chaos monétaire dans lequel elle se trouve aujourd'hui. Et ces mesures, elles sont connues: il s'agit, pour l'essentiel, de reconstituer, à Moscou, une véritable structure de pouvoir.

Avec le président Boris Eltsine - et ses économistes libéraux - les Russes ont été soumis, depuis dix-huit mois, à un choc sans véritable thérapie. Partielle, la réforme d'Egor Gaidar a plongé le pays dans une véritable anarchie.

Lire la suite et l'article de PHILIPPE PONS page 17

La nouvelle politique de sécurité de Charles Pasqua et les «réserves» de François Mitterrand

L'eau et le feu

par Edwy Plenel

C'est le véritable événement de ces derniers jours, et c'est pourtant celui dont on ne parle pas: les banlieues n'ont pas bougé. Quelques centaines de «cas-seurs» inorganisés, quelques petites bandes en errance dans l'ennemi d'un week-end pascal, quelques dizaines de victimes brisées et pillées ne font pas une émeute. Ainsi, dans la France de 1993, peut-on assassiner un jeune

ouvrier qui volait des pneus à Chambéry, un jeune Zaïrois qui volait des cartouches de cigarettes à Paris et un jeune lycéen d'origine algérienne qui participait à un rodéo à Watteles, sans que la colère explose, sans que les habitants des cités-ghettos se révoltent, sans que la jeunesse crie sa colère dans le désordre.

Le ministre de l'Intérieur a préféré ignorer ce constat plutôt rassurant.

Lire la suite page 8

La voie étroite

par Thomas Ferenczi

En période de cohabitation, la voie est étroite pour le président de la République s'il veut exister politiquement. Elle l'est encore plus pour M. Mitterrand depuis la lourde défaite électorale des socialistes, qui l'a privé d'une bonne part de son crédit. Le chef de l'Etat a le choix entre deux attitudes: ou bien il garde le silence, au risque de donner l'impression d'approuver l'action du

nouveau gouvernement; ou bien il manifeste sa désapprobation, en s'exposant au soupçon de sortir de son rôle et de méconnaître la leçon du suffrage universel.

De 1986 à 1988, M. Mitterrand avait opté pour la seconde de ces attitudes: l'éviction de la victoire de la droite et la remaniement de sa propre popularité lui permettaient d'apparaître comme un recours en cas d'échec de la nouvelle majorité.

Lire la suite page 8

Hosni Mubarak et Itzhak Rabin optimistes

La rencontre entre le président égyptien Hosni Mubarak et le premier ministre israélien Itzhak Rabin, à Ismaïlia, mercredi 14 avril, s'est conclue sur une note d'espoir. Les deux hommes se sont déclarés convaincus que les négociations de paix israélo-arabes, pour reprendre à la date prévue du 20 avril, M. Rabin a par ailleurs réaffirmé clairement que la résolution 242 du Conseil de sécurité était la base de la négociation sur les questions territoriales.

Lire page 7 l'article d'ALEXANDRE BUCCIANTI

Michel Rocard et la rénovation du PS

La direction provisoire du Parti socialiste, présidée par Michel Rocard, a décidé, mercredi 14 avril, d'allonger le temps de préparation des états généraux du parti, durant ainsi satisfaction aux fabulistes et aux refondateurs «quadrans».

Dans l'attente qu'il nous a accordé, Henri Emmanuel astime qu'il appartient à Michel Rocard de trahir le sursaut après la défaite.

page 10

Lire également

- La déclaration de M. Mitterrand lors du conseil des ministres
- Contrôles d'identité: un débat symbolique par ANNE CHEMIN
- Etrangers et violence: un raccourci discuté par PHILIPPE BERNARD
- Délinquance: un tableau alarmiste par ERICH INCIVIAN
- Un policier de Cherbourg blessé un mineur avec son arme de service par RENÉ MORAND pages 5 et 9

LE MONDE DES LIVRES

■ Naissance de Sade, par Philippe Sollers ■ Claudel derrière ses masques ■ Histoires littéraires, par François Bort ■ «Le dernier mot» ■ D'autres mondes, par Nicole Zend ■ L'enfer moderne ■ L'Histoire, de Jean-Pierre Rioux ■ La culture du Meï ■ Le Nord a perdu le Sud, par Tahar Ben Jelloun ■ Onetti, le solitaire célébré ■ Le feuilleton de Pierre Lepape: «Un pas vers la majorité» pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

Marguerite

YOURCENAR

Conte bleu

Le premier soir

Maléfice

Preface de Josyane Savigneau

GALLINARD

A L'ETRANGER: Afrique, 4,90 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,90 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Amérique-Mexique, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 250 DR; Hongrie, 1,20 T; Italie, 2,400 L; Luxembourg, 48 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 esc; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 18 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,90 \$.

DÉBATS

Ex-Yougoslavie

Proposition

par Jean Mattéoli

DANS le concert discordant des idées qui sont émises ici et là pour mettre fin à la guerre de Yougoslavie, il en est une qui, récemment, m'a frappé. C'est celle qui imprègne un petit livre aussi original que curieux, dont le titre est à lui seul un programme : *Propositions pour une nouvelle Communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie* (1).

L'auteur, que je connais bien, cet yougoslave, ni serbe, ni croate, ni bosnien, mais simplement yougoslave et n'ayant pas l'intention d'acquiescer à une autre nationalité, alors même qu'il pourrait être, par son origine, sa famille et son passé, aussi bien serbe que croate ou bosnien. Le livre, quant à lui, énonce une idée simple et riche de conséquences si on veut bien la considérer avec attention ; il rappelle que la Yougoslavie a toujours été composée d'entités géographiques qui ont souvent été indépendantes dans le cours de l'histoire et au sein desquelles les hommes de toutes origines, de toutes religions, de toutes cultures vivaient harmonieusement. Sans aller jusqu'à dresser une liste de ces régions, qui constituent en quelque sorte la structure naturelle de la Yougoslavie, il donne des exemples qui, en effet, parlent d'eux-mêmes : la Dalmatie, l'istrie, l'Herzégovine, la région de Dubrovnik, etc.

Imaginer un partage de l'ancienne Yougoslavie selon des critères ethniques, explique Boris I. Vukobrat, n'est pas seulement éminemment absurde, mais aussi, pour la simple raison qu'il faudrait alors diviser bon nombre de familles. Ce qu'il faut retrouver, c'est précisément l'ordre qui régna durant trois siècles lorsque chaque ethnie vivait en bonne intelligence avec son voisin, sans prétendre lui imposer sa loi parce qu'il était différent. Et cet ordre ne peut

s'organiser que dans le cadre d'un accord commun.

L'auteur de cette suggestion, révolutionnaire dans le climat actuel qui règne dans les Balkans et pourtant parfaitement rationnelle, ne se limite pas à l'énoncé d'un principe, aussi raisonnable soit-il. Il suggère que les régions historiques de l'ancienne Yougoslavie deviennent les cellules de base de chacune des Républiques reconnues par la communauté internationale – la Croatie, la Bosnie, l'Herzégovine, le Serbie, le Monténégro – ou qui ne tarderont sans doute pas à l'être – la Macédoine – et qu'elles soient toutes dotées d'une grande autonomie. Plus le pouvoir politique, administratif et économique sera proche des citoyens, écarté de la substance, et plus la cohabitation des hommes sera harmonieuse. Le système imaginé est en réalité très proche de celui qui gouverne la Suisse et les États-Unis ; il paraît bien adapté à ces États multinationaux et multiculturels qui sont toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie.

Et, comme il faut bien que les dites Républiques réapparaissent à vivre ensemble comme l'ont toujours fait leurs devanciers dans le passé, Boris I. Vukobrat préconise l'institution d'une communauté aux liens très souples mais capable d'assumer les responsabilités que les États ne peuvent assumer. A bien des égards, le schéma qu'il suggère est celui qui a conduit les douze pays du Marché commun à édifier l'Union européenne : la principale différence est qu'il propose de brider les étapes afin de permettre aux Républiques de se relever rapidement de leurs ruines.

Boris I. Vukobrat est non seulement un bon économiste, mais un chef d'entreprise avisé qui a fait de son groupe de sociétés un des premiers de son secteur. Lorsqu'il aborde ces questions, il

sait de quoi il parle et sa double expérience de la gestion des affaires dans le monde occidental et dans l'environnement communautaire lui permet de faire des propositions très concrètes : son discours est empreint d'un solide bon sens qui mérite d'être entendu par tous ceux qui, de bonne foi, cherchent une solution au terrible drame yougoslave.

J'avoue avoir lu avec un grand intérêt ce livre même si je ne partage pas toutes ses conclusions. Mais ce qui m'a le plus frappé dans ces propositions d'un Yougoslave à l'usage de ses concitoyens, c'est l'extraordinaire optimisme qui s'en dégage. Tout en reconnaissant que l'on peut qualifier ses propos d'utopiques, Boris I. Vukobrat rappelle d'un mot que l'idée de la construction européenne est née dans l'esprit de Coudenhove-Kalergi, de Maurice Druon ou de Jean Monnet avant la seconde guerre mondiale ou tandis qu'elle battait son plein et, pour bien faire partager son optimisme, il écrit : « Puisse les utopies d'hier se réaliser en Europe la réalité d'aujourd'hui ne deviendrait-elle pas la réalité yougoslave de demain ? »

Alors que de cette malheureuse Yougoslavie, déshéritée et meurtrie, que nous écrivons tant de choses et des cris de haine, je trouve pour ma part réconfortant que se fasse entendre la voix d'un homme qui n'a pas renié son pays et qui parle de paix, de réconciliation, d'espoir. Par les temps qui courent, admettons-le, ce n'est pas si fréquent.

(1) De Boris I. Vukobrat, aux éditions Copart.

► Jean Mattéoli est président du Conseil économique et social.

Russie

Au-delà du choc

par Roger Fauroux

LES Occidentaux ne se sont jamais départis vis-à-vis des Russes de cette attitude un peu pincée que prennent les coursiers de Louis XV en accueillant Pierre le Grand à Versailles : quel géant, mais quel est mal élevé ! Et il est vrai que le décalage de la politique et de l'économie de la Russie après soixante-dix ans de glaciation ont de quoi justifier le doute sur sa capacité à devenir un long terme un partenaire fréquentable.

Sur ce pays à tous égards démodé, tout est vrai et tout est faux et quelques impressions de voyage ne prétendent pas remplacer les analyses en profondeur disponibles.

Pourtant le choc d'un contact avec Moscou après trois ans d'éloi-

gnement et le pouvoir de déloger quelques idées reçues et de réviser à la hausse l'appréciation que l'on peut porter sur les ébauches de la Russie.

D'abord Moscou bouge et s'affaire : il suffit de circuler dans les rues – souvent atrocement embouteillées – ou de parler avec des Moscovites pour constater que tout ce remue-ménage n'est qu'une volonté désespérée de s'en sortir : l'espace d'incertitude qui faisait jadis de Moscou la capitale de l'ennemi et valait aux garçons de restaurant comme aux vices-ministres l'oscar de l'inefficacité, a fait place à une hyperactivité pagailleuse qui évoque le communisme se crée par couches, le capitalisme, lui, naît d'abord du marché, c'est-à-dire du trafic, la production suit comme elle peut et les institutions légifèrent bien plus tard, quand la bataille, si l'on peut dire, est déjà gagnée. C'est ainsi que les Cortès ou les Cortes, pour émerger de l'extrême misère où les avaient jetés les guerres, ont emprunté dans les débuts les mille et une voies tortueuses qui courent bien au-dessous des statistiques et de ce que nous appelons la légalité.

Potentiel technique

Mais l'originalité quasi unique de la Russie dans l'histoire de l'humanité est que ce pays sans monnaie, sans institutions et apparemment à la dérive reste encore, sur le plan intellectuel et technique, l'un des plus avancés de la planète. Lénine et ses successeurs ont assurément tout raté, sauf la formation des hommes. Dieu sait par quel miracle a pu se créer – ou plutôt se perpétuer – l'élite russe d'avant 1917 valait bien la nôtre, – derrière la nomenclature affligeante qui occupait le devant de la scène, une génération de professeurs, de journalistes brillants et d'hommes politiques sérieux et compétents parfaitement au fait de la situation de leur pays et passionnément attachés à le remettre sur les rails. Quant aux savants et aux techniciens – et c'est là où il n'existe plus de modèle pour décrire la Russie

d'aujourd'hui, – ils représentent, dans cette économie en déroute, un corps de bataille sans beaucoup d'équivalents dans le monde. Le régime communiste les avait cajo- lés, au début par fidélité à l'utopie marxiste de la conquête de la nature, ensuite parce que leurs talents fournissaient un substitut commode aux mille frustrations de la vie quotidienne en URSS. Mais, inversement, la technocratie scientifique et largement utilisée à son profit le communisme pour réaliser ses rêves les plus grandioses en puisant sans retenue dans la poche des prolétaires. Nous savons d'ailleurs par quelques exemples bien de chez nous ce dont peut accoucher la République des savants et de l'inefficacité, et fait place à une hyperactivité pagailleuse qui évoque le communisme se crée par couches, le capitalisme, lui, naît d'abord du marché, c'est-à-dire du trafic, la production suit comme elle peut et les institutions légifèrent bien plus tard, quand la bataille, si l'on peut dire, est déjà gagnée. C'est ainsi que les Cortès ou les Cortes, pour émerger de l'extrême misère où les avaient jetés les guerres, ont emprunté dans les débuts les mille et une voies tortueuses qui courent bien au-dessous des statistiques et de ce que nous appelons la légalité.

Le résultat, en tout cas en ce qui concerne l'ancienne Union soviétique, est saisissant : d'une part, des instituts scientifiques brillantissimes en panne de crédit, dont les équipes risquent de se disperser entre Harvard et Téhéran. D'autre part, d'énormes combinats technico-scientifiques, riches d'une tradition prestigieuse – ce sont eux qui ont écrit entre autres l'histoire de l'espace – et d'une pléiade d'ingénieurs de talent, en panne de projet et échoués tels de gigantesques cétacés sur les plages de la perestroïka.

Au prix où se valorise aujourd'hui en dollars le travail russe, bien peu d'argent est nécessaire pour sauvegarder – au besoin en le reconvertisant – ce considérable potentiel technique avant que ces entreprises ne se dispersent, ne deviennent une proie facile pour les prédateurs, ou ne ravagent les marchés occidentaux en continuant, pour quelques temps, à produire sur leur lancée. Il faudrait surtout, pour nous protéger et les protéger contre ces risques, développer d'urgence une volonté plus forte et une meilleure appréciation de ce que le peuple russe, malgré le communisme, a été et est encore capable de réaliser pour le bien de l'Europe.

Alternance

Gouverner la France en Europe

par Henri Froment-Meurice

L'ARRIVÉE en pouvoir d'un gouvernement issu du centre et de la droite aura plus d'incidence sur notre politique économique et sociale que sur notre politique étrangère. Aussi longtemps en effet que M. Mitterrand restera président de la République, il conservera, sans que l'on doive parler de « domaine réservé », les pouvoirs qu'il tient de la Constitution, renforcés par sa pratique telle qu'initée par le général de Gaulle et jamais abandonnée par ses successeurs. En outre, nous ne sommes pas dans une période où s'impose une « révision déclinante », comme disait Foster Dulles, de notre politique étrangère. Mais ceci ne signifie pas qu'il n'y ait pas matière à débat et, dans certains cas, à correction ou à initiative.

Pour s'en tenir à l'Europe, depuis le début du second septennat de M. Mitterrand, deux événements majeurs s'y sont produits : à l'Ouest, le franchissement d'une étape capitale de la construction européenne avec le traité de Maastricht ; à l'Est, l'effondrement du système soviéto-communiste. L'un et l'autre donnent à notre continent des chances exceptionnelles, en vérité inespérées, de faire progresser son unité sur la base de la démocratie pluraliste et de l'économie de marché. L'objectif pour demain est d'utiliser au mieux ces chances. La tâche, certes, est collective, mais beaucoup dépend de notre pays. Gouverner la France, c'est chaque jour davantage la gouverner en Europe.

A l'Ouest, le traité de Maastricht a été approuvé par le peuple français. Il doit donc être mis en œuvre. Cela suppose que le gouvernement ne se laisse pas freiner par ceux qui ont dit « non ». A cet égard, sa composition rassure. Cela suppose aussi que, si le Danemark et/ou la Grande-Bretagne, par malheur, ne ratifient pas, la France s'emploiera, par un moyen ou par un autre, à mettre en œuvre le traité entre les Dix (ou Onze) ayant ratifié. L'engagement en a été pris au conseil européen d'Edimbourg. Il doit être tenu. Il ne s'agit pas de profiter de l'occasion pour tout remettre en question.

Des instruments législatifs à fabriquer

Mettre en œuvre Maastricht signifie travailler sur tous les fronts à l'émancipation d'une entité européenne, autant que possible dotée d'instruments d'action efficaces.

1) Aller résolument vers l'Union économique et monétaire. Cette marche implique une coopération encore accrue entre France et Allemagne. Nous allons donner à la Banque de France un statut d'indépendance, espérons-le sans « égoïste ». L'Allemagne va y trouver l'assurance qu'elle souhaite. Mais, dans le même temps, il conviendrait de négocier entre Banque de France et Bundesbank une sorte de pacte de coopération qui implique que les décisions, non pas seulement en matière d'intervention sur les marchés des changes, mais aussi de taux d'intérêt, soient délibérées en commun. La défense concertée des parités va de pair avec la concertation sur les taux d'intérêt.

2) Mettre en place le volet extérieur du marché intérieur. L'acte unique a ouvert les frontières intra-communautaires, il facilite ainsi l'accès des tiers. Le rapport que le gouvernement m'avait demandé en 1987 présentait diverses recommandations globalement fondées sur le principe de la réciprocité : « Je m'ouvre à toi, tu dois t'ouvrir à moi ». Elles ont été très peu suivies d'effet, comme l'a montré, entre autres, la négociation sur les automobiles. Il est plus que temps de reprendre l'initiative. La CE doit se doter d'instruments législatifs analogues à ceux des États-Unis. Cela n'a rien à voir avec une « fortteresse Europe ». Néanmoins, comme jamais un commissaire européen n'abolira le Buy-American Act, il lui faut pouvoir brandir la menace d'un Buy-European Act.

3) Fabriquer les instruments d'une politique étrangère et de sécurité commune, car aujourd'hui ils n'existent pas. L'Europe demeure incapable de transformer son potentiel en puissance. Pour la politique étrangère, elle n'a pas ce que le traité de Rome a fait dans des domaines de compétences, les mécanismes permettant de surmonter les inévitables divergences d'intérêt. Pour la sécurité, elle ne s'est pas dotée de moyens propres. Maastricht n'a apporté, en politique étrangère, qu'une pincée de votes à la majorité, en défense,

qu'un pari sur l'UEO. Les directions à prendre maintenant sont visibles. Pour la défense, l'Europe a besoin d'une force d'intervention d'environ cent mille hommes. L'Eurocorps franco-allemand en est le premier noyau. Pour conduire la politique extérieure, le Conseil européen doit se donner une tête autre qu'un président semestriel. Il lui faut un président désigné pour quatre ans, comme le président de la Commission. En demandant qu'il ait précédemment siégé au Conseil européen, au moins pendant trois ou quatre ans consécutifs, l'on restreindrait le nombre des éligibles.

Un second chantier

Le deuxième grand chantier, c'est l'Europe de l'Est et la Russie. Nous n'avons pas été, reconnaissons-le, à la mesure de l'énorme événement qu'a été la chute du communisme. L'effort d'assistance est désespérément insuffisant. Une remise à plat s'impose, aux trois niveaux français, communautaire, occidental.

La ceinture des six États qui formaient le glacis de l'URSS, de la Pologne à la Bulgarie, doit être, dans sa totalité, même si le passage à la démocratie et à l'économie de marché y est inégal, soutenue avec plus de détermination. Il est certes raisonnable de signer entre la CE et ces États des accords d'association, normal de les admettre, sauf exception, au Conseil de l'Europe. Mais cela ne suffit pas, pas plus que ne suffisent les instances paneuropéennes (à trente-cinq ou quarante-cinq ?) de la CSCE. Entre les Douze et ces Six-là, il faut créer un conseil de coopération politique se réunissant trimestriellement et doté de quelques instruments communs d'analyse et de prospection afin de travailler ensemble aux meilleurs moyens d'établir l'Europe.

Quant à la Russie, notre intérêt est indiscutablement qu'elle ne sombre pas dans le chaos. Il faut donc l'aider à retrouver stabilité et croissance. L'Occident, après une trop longue période de silence, paraît le comprendre enfin. Mais la façon dont il procède laisse perplexes. Tout d'abord le voeu qui prend parti dans la lutte pour le pouvoir : est-ce raisonnable ? Boris Eltsine est-il l'ange de la démocratie, gardien des « réformes », face à Khasboulatov, réincarnation du passé « stalinien » ? La situation réelle paraît beaucoup plus complexe. Et si l'on entend par « réformes », l'application mécanique des recettes type FMI, ne fait-on pas fausse route ? Ce qui paraît marcher en Pologne ne marche pas nécessairement en Russie. Ensuite, l'Occident a tort d'aller à l'aide, une fois de plus, en ordre dispersé, Clinton en tête. La négociation doit être collective et serrée. L'aide doit être ciblée sur certains secteurs (énergie, sécurité, nucléaire). Elle doit être conditionnelle : par exemple, les remboursements pouraient être gagés par des prélèvements sur les recettes d'exportations de matières premières : les milliards de dollars placés en lieu sûr à l'étranger devraient être rapatriés. Sinon l'argent va chez les mafieux.

Mais gouverner la France en Europe ne peut réussir que si France et Allemagne, demain comme hier, marchent de concert. Le traité de l'Elysée, dont le trentième anniversaire n'a pas donné lieu à la moindre souhante, est loin d'avoir développé toutes ses potentialités. Au moment où la Communauté européenne va s'élargir au risque de se diluer, le cœur d'un éventuel « noyau dur » doit être renforcé.

► Henri Froment-Meurice est ambassadeur de France.

Libertés

Symboles

par Michel Tubiana

LA nouvelle majorité est confrontée à une crise sociale et électorale d'une particulière importance.

Le taux d'abstentions ainsi que le nombre de votes blancs confirment le désarroi d'une partie significative de la population qui ne trouve, dans aucun des projets politiques concurrents, la réponse à la crise sociale que connaît notre pays. La persistance d'un vote important en faveur du Front national conforte cette analyse.

L'affirmation d'une réelle citoyenneté sociale et le refus de considérer le chômage comme une fatalité sont des exigences auxquelles le nouveau gouvernement aura à répondre. Cela implique que des réponses concrètes soient apportées dans divers domaines, notamment ceux du droit au logement, de la santé, de l'école ou des banlieues. C'est aussi prendre en compte une nouvelle approche économique qui ne se contente pas de la recherche éphémère d'une meilleure productivité ou mépris du facteur humain.

Rien de cela n'est simple et il n'existe pas de solutions miraculeuses. L'absence de certitudes, affichée par la nouvelle majorité, est une vertu appréciable. On regrettera que cette humilité disparaisse dès qu'il s'agit des étrangers ou de la sécurité publique.

Les premiers projets gouvernementaux, coulés de manière caricaturale aux bons coins du ministère de l'intérieur, tendent à restreindre encore un peu plus les droits des étrangers et à raboter les quelques acquis de la réforme du code de procédure pénale.

Intéressé à ceux qui vivent dans notre pays d'y recevoir leur famille et restreindre les garanties, encore imparfaites, accordées aux citoyens lorsqu'ils sont confrontés à la justice et à la police, tout cela a déjà conduit la France à être condamnée par la Cour euro-

péenne des droits de l'homme. Empêcher un étranger de faire valoir efficacement ses droits, compliquer l'acquisition de la nationalité française, c'est favoriser encore un peu plus l'exclusion de milliers de jeunes, en situation déjà précaire, et attiser des réactions de désespoir.

Aucune de ces mesures n'est acceptable au regard des libertés individuelles et collectives, aucune de ces mesures n'est une réponse efficace à la crise sociale et civique que nous traversons.

Il ne s'agit nullement d'absoudre la précédente majorité qui a une lourde responsabilité dans les incohérences, les hypocrisies et les lâchetés qui ont marqué ces dernières années. Il s'agit simplement de dire que le problème des flux migratoires, la situation des immigrés, l'exclusion des plus démunis, la justice méritent de vrais débats qui ne peuvent être réduits à des déclarations symboliques aussi ambiguës et inutiles que celles que l'on nous propose.

Le rétablissement d'un ministère chargé des droits de l'homme mériterait de cette même démarche symbolique. L'expérience antérieure de M. Mitterrand a démontré que le respect de ceux-ci ne saurait être l'épanouissement d'un gouvernement ou d'un ministre quel qu'il soit. Décidément, les symboles demeurent et leurs victimes aussi.

Dans cette situation, où l'essentiel des pouvoirs est regroupé entre les mains d'une seule famille politique, ce sera plus que jamais la responsabilité du mouvement associatif et des organisations civiques de préserver les droits de chacun mais aussi de poser les vraies questions et d'aider à l'urgence des réponses.

► Michel Tubiana est secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescour, gérant
Jean-François Lebel, directeur de la rédaction
Bruno Frippeau, directeur de la rédaction
Jean-François Lebel, directeur de la rédaction
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Sol, adjoint au directeur de la rédaction

Yves Agnès
Thomas Frenay
Philippe Harvenin
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Benoit-Méry (1944-1988)
Jean-François Lebel (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :
11, RUE FAUGUET
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-50-25-26
(1) 40-50-25-27
Télécopieur : 40-50-30-10

ADMINISTRATION :
1, PLACE ROBERT-MERLE-MÉRY
94022 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-50-25-28
Télécopieur : 40-50-30-10

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

L'émissaire américain Reginald Bartholomew a tenté de faire pression sur les Serbes

L'émissaire spécial du président américain pour l'ex-Yougoslavie, Reginald Bartholomew, a déclaré jeudi 15 avril à Zagreb, avoir eu « des échanges très directs et très francs » la veille à Belgrade avec Slobodan Milosevic et Radovan Karadzic, nous indique notre correspondant Jean-Baptiste Naudet. M. Bartholomew a répété aux leaders serbes « ce que dit toute la communauté internationale » : qu'il « est temps d'arrêter les actions militaires », qu'il « est temps pour les Serbes de Bosnie d'accepter le plan Vance-Owen » de paix pour la Bosnie.

Interrogé sur les résultats de ces conversations, le diplomate américain ne s'est pas engagé : « Le réel test

sera ce qui se passera dans les prochains jours » notamment sur le terrain, a-t-il dit. « J'ai été très clair », a encore indiqué M. Bartholomew, « les États-Unis ne proposent aucun changement » dans le dessin de la carte des régions de la Bosnie proposé par MM. Vance et Owen, et qui est contesté par la Serbie. Car « ce n'est pas aux États-Unis de faire des propositions ; c'est aux parties (en conflit) de décider » mais « dans le cadre du plan Vance-Owen », a-t-il ajouté.

La veille, M. Bartholomew avait déclaré que les États-Unis répondraient « d'une façon ou d'une autre » à la demande du gouvernement bosniaque de lever l'embargo sur les armes si les Serbes poursuivaient leurs

atrocités et refusent de souscrire au plan de paix. Le représentant américain s'est entretenu à Zagreb avec Alija Izetbegovic, à qui il a demandé de s'en tenir au plan Vance-Owen.

Le président bosniaque a déclaré, pour sa part, qu'après les événements sanglants de Srebrenica, il ne se sentait plus « lié par sa signature au bas de ce plan » et que la participation de la partie musulmane à la poursuite des négociations de paix ne relevait désormais que de sa « bonne volonté ».

De son côté le médiateur russe, Vitaly Tchoukine, qui se trouve à Belgrade depuis mardi, a eu plusieurs entretiens avec les dirigeants serbes, Slobodan Milose-

vic, Dobrica Cosic et Radovan Karadzic. A New-York, l'ambassadeur russe à l'ONU, Iouri Vorontsov, a proposé mercredi que se tienne le mois prochain une réunion au niveau ministériel du Conseil de sécurité consacrée aux opérations de « maintien de la paix » de l'ONU et à la situation en Bosnie. La Russie assumera en mai la présidence tournante du Conseil de sécurité.

Les ministres des affaires étrangères russe, français, britannique et américain se sont entretenus de la Bosnie mercredi soir à Tokyo, en marge de la réunion du G7.

Londres demeure hostile à une levée de l'embargo sur les armes en Bosnie

LONDRES

de notre correspondant

En se livrant à une critique acerbe de la politique menée par son successeur et, au-delà, par les pays européens, s'agissant de l'ex-Yougoslavie, Lady Thatcher a montré qu'elle savait encore être au diapason de l'opinion publique (le Monde du 15 avril). Sa dénonciation virulente de l'impunité occidentale à agir pour faire cesser les massacres qui se déroulent en Bosnie orientale rencontre un écho de plus en plus fort, au fur et à mesure que la télévision diffuse des images des enfants martyrs de Srebrenica. Contrairement aux thèses défendues par Malcolm Rifkind, le ministre de la défense, il semble même que les Britanniques, jusque-là peu enclins à accepter que des troupes nationales interviennent directement dans le conflit, aient évolué sur cette ques-

tion : selon un sondage Gallup publié, jeudi 15 avril, par le Daily Telegraph, 61 % des personnes interrogées estiment qu'il serait souhaitable d'envoyer une force internationale en Bosnie pour tenter d'imposer un règlement de paix, et 67 % d'entre eux se déclarent favorables à une participation britannique.

L'ancien premier ministre, qui mesure parfaitement à quel point ses propos coïncident avec l'émotion populaire, a choisi d'ignorer les rebuffades officielles du gouvernement de M. John Major (M. Rifkind a parlé de « sottises émotionnelles »), et, pour la première fois depuis son départ du 10, Downing Street, a multiplié les interventions sur des chaînes de télévision, notamment américaines, sachant que son image, associée à la guerre du Golfe, reste forte aux États-Unis. « J'étais en colère lorsque les Malouines ont été

envahies », a-t-elle rappelé, nous avons agi ; j'étais en colère lorsque les Irakiens ont envahi le Koweït. Le président Bush et moi avons agi. Nous avons les armements nécessaires. Nous avions aussi la volonté. Nous avons les armements aujourd'hui. Où est la volonté ?

« Une nouvelle étape de l'inhumanité »

Dans les milieux officiels, les déclarations de l'ancien premier ministre semblent avoir plus d'impact aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne. Alors que, selon M. Reginald Bartholomew, l'émissaire américain pour l'ex-Yougoslavie, Washington pourrait envisager une levée partielle de l'embargo militaire qui s'applique à la Bosnie-Herzégovine, Londres continue d'affirmer que le fait d'armer les musulmans de Bosnie aurait pour seul effet de

prolonger et d'accentuer le bain de sang, sans faire progresser une solution pacifique. M. Rifkind affirme certes que le bombardement de Srebrenica constitue « une nouvelle étape de l'inhumanité », mais il souligne que « la bonne direction est de poursuivre la politique actuelle, aussi ingrate et frustrante soit-elle ». Des raids aériens sur les positions serbes ne seraient efficaces, à ses yeux, que s'ils étaient accompagnés par un nombre important de troupes au sol.

La plupart des parlementaires du Parti conservateur semblent partager la prudence officielle, tout en estimant que la « honte » ressentie par Lady Thatcher devant l'incapacité des pays européens à mettre un terme aux massacres, n'est pas isolée. Les réacteurs inconditionnels de la position de l'ancien premier ministre sont, sans surprise, les « eurosceptiques » du Parti conservateur. Pour l'instant, la diatribe de Lady Thatcher n'est donc pas de nature à embarrasser M. Major, même si l'incident creuse le fossé qui sépare celui-ci - accusé de ne pas avoir le « cœur de lion » de Churchill - et le « cœur de lion » de Churchill.

LAURENT ZECCHINI

Selon Boutros Boutros-Ghali
Le général Morillon
« a agi en conformité avec les résolutions de l'ONU »

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a affirmé, mercredi 14 avril à Rome, que le chef des « casques bleus » en Bosnie, le général français Philippe Morillon, « a agi en conformité avec les résolutions de l'ONU » depuis le début de sa mission dans l'ex-Yougoslavie.

M. Boutros-Ghali a affirmé qu'il comprenait le sentiment de culpabilité de la communauté internationale devant le drame yougoslave. « Nous devons essayer », a-t-il dit, « de corriger [notre attitude] et d'agir, et c'est ce que nous sommes en train de faire, dans le cadre des Nations unies et en collaboration avec la Communauté européenne. » (AFP)

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les douze accusés du putsch de 1991 contestent la compétence du tribunal

Le procès des douze putschistes d'août 1991 s'est ouvert, mercredi 14 avril, devant le tribunal militaire de la Cour suprême de Russie. Les accusés en ont demandé le report après que l'un d'entre eux, victime d'un malaise cardiaque, eut été hospitalisé.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Arrivés au tribunal en procession derrière un immense drapeau rouge, entourés de leurs familles et de quelques centaines de leurs partisans, les douze putschistes d'août 1991 ont fait une entrée remarquée, mercredi 14 avril, dans la grande salle du tribunal militaire de la Cour suprême de Russie pour l'ouverture de leur procès. Comme on pouvait s'y attendre, les accusés, qui sont passibles de la peine de mort pour « conspiration en vue de prendre le pouvoir », ont émis une longue querelle de procédure. L'avocat de Gennadi Iassov, qui dirige le Comité pour l'état d'urgence institué le 19 août 1991, a ainsi estimé que la Cour suprême de Russie était incompétente dans cette affaire puisque celle-ci « concerne non seulement la Russie mais aussi les autres États indépendants, anciennes républiques de l'ex-URSS ».

Les inculpés, qui demandent à être jugés par un jury, ont aussi mis en cause la personnalité du procureur général, Valentin Stepankov, en lui reprochant notamment d'avoir révélé des éléments de l'enquête dans un livre publié l'an dernier. « Si les procureurs ne sont pas changés, nous refuserons de répondre aux questions du tribunal », a ainsi menacé Anatoli Loukianov, l'ancien président du Parlement soviétique.

Le tribunal militaire a rejeté les demandes des accusés et donc refusé de se déclarer incompétent. Pourtant, avant d'entrer dans le vif du sujet, les juges doivent maintenant résoudre un autre dilemme. Mercredi après-midi, un des accusés, Alexandre Tizakov, a été victime d'un malaise cardiaque, et on apprend, jeudi matin, qu'il avait été hospitalisé dans la nuit. Or il est impossible en Russie de juger une personne par défaut. Les autres inculpés demandent en conséquence un report pur et simple du procès.

Tout indique que celui-ci va durer longtemps. Ce qui fait bien l'affaire de Boris Eltsine, qui a lui-même dit, mercredi, au cours d'une conférence de presse, son espoir de voir la Cour

bloquée par les querelles de procédure durant « les dix premiers jours de débats ». Le président russe, eût-remonté occupé par la préparation du référendum du 25 avril, ne souhaite pas, que le procès vienne perturber une campagne électorale où il veut apparaître comme un « rassembleur ».

Au cours de la même conférence de presse, le chef de l'État a fait part de sa conviction que des élections législatives et présidentielle anticipées suivront le référendum et que ces scrutins seront organisés sur la base d'une nouvelle Constitution dont il a dévoilé les grandes lignes. Celle-ci, qui sera fondée sur les principes « des droits et des libertés conformes aux normes internationales » et garantira, notamment, « le droit à la propriété et à la liberté économique », instituera un pouvoir présidentiel fort et un Parlement bicaméral.

M. Eltsine a, d'autre part, indiqué qu'il démissionnerait au cas où les électeurs répondraient par la négative à deux des quatre questions du référendum : « Faut-il vous confier au

président ? » et « Voulez-vous des élections législatives anticipées ? » Le président ne paraît pas disposé à suivre les dispositions du Congrès des députés, qui a placé la barre très haut en décidant que, pour être adoptée, une question devra avoir recueilli l'approbation de la majorité des inscrits. Or, compte tenu du fort pourcentage d'abstentions attendu, il faudrait un miracle pour que M. Eltsine puisse atteindre cet objectif.

Le chef de l'État a profité, enfin, de cette rencontre avec la presse pour mettre son vice-président, le général Alexandre Rousskov, qui a manifesté ouvertement son opposition depuis la fin mars, devant ses responsabilités. « Il est impossible », a déclaré M. Eltsine, d'avoir un vice-président qui ne soit pas d'accord avec la politique de son président (...). Je pense que le temps de décider lui-même de son destin est arrivé. »

Symboles

L'exode sans fin, depuis un an...

TUZLA

de l'envoyé spécial de l'AFP

Elle a quarante-quatre ans et, depuis le 5 mai 1992, elle erre sur les routes de l'enclavement musulman de Srebrenica, avec ses trois jeunes enfants, dont l'aîné refuse de parler depuis la disparition de son père. Fahra Hodje est arrivée mardi soir 13 avril, à Tuzla (ville sous contrôle musulman, située à environ 90 km au nord-ouest de Srebrenica) avec le dernier convoi du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en provenance de Srebrenica, l'enclave musulmane de Bosnie orientale, assiégée par les forces serbes. Son fils aîné, Fahiddin, sept ans, s'est enfoncé dans un silence quasi permanent depuis que son père a été enlevé par les tchetniks (Serbes), l'été dernier, alors qu'il tentait de se procurer de la nourriture pour sa famille.

Ils habitaient dans le village de Trubace, à deux heures d'autobus de Srebrenica. Les Serbes sont venus, ont pillé et brûlé les maisons. La famille s'est alors enfuie dans la forêt pendant dix jours. Ils ont ensuite rejoint un autre village, près de la rivière Drina, frontière naturelle entre la Bosnie et la Serbie. Là, de nouveaux combats les ont surpris. Ils sont retournés se cacher dans les bois, s'approchant à la nuit tombée des quelques maisons encore habitées pour quémander de la nourriture.

La foule et les passe-droits

De fuite en fuite permanente, seule avec ses trois enfants, Fahiddin, l'idiana (cinq ans), et Fahretta (deux ans), Fahra Hodje s'est retrouvée il y a un mois à Srebrenica, déjà submergée de réfugiés, explique-t-elle. Dès qu'elle a su que le HCR organisait des évacuations, elle a tenu sa chance. Mais la foule, les passe-droits, l'argent qui lui manquait, l'ont empêchée de prendre l'un des trois premiers convois. Il aura fallu sa ténacité et sa pétition pour enfin pouvoir partir, mardi. Ce convoi, elle a failli le rater en raison des

tirs de l'artillerie serbe bosniaque qui, la veille, avaient fait plusieurs dizaines de morts. Avec ses enfants, elle a dû s'abriter dans un garage où elle n'est restée que quelques heures avant de regagner le lieu d'embarquement dans les camions de l'ONU.

Après deux jours d'attente, dans la bousculade, la confusion et l'angoisse, elle a finalement joint ses deux plus jeunes enfants dans la ville, dès l'ordre d'embarquement donné. Avec l'aide d'autres réfugiés, elle a ensuite réussi à se hisser à son tour avec son fils. Allongée sur un matelas disposé à même le sol du gymnase de Tuzla servant de centre d'accueil, elle sort de son malheur baluchon deux photos Polaroid des années heureuses, celles d'avant-guerre. Son mari est là, souriant, ses deux filles sur les genoux et son garçon devant lui. Elle est un peu en retrait.

Après une nuit quasiment blanche dans ce gymnase, Fahra et ses enfants sont montés, avec d'autres réfugiés, dans un autobus de la ville réquisitionné pour la circonstance. Leur nouvelle destination : Lukevac, une ville ouvrière à une vingtaine de kilomètres de Tuzla.

Elle imagine pouvoir rejoindre rapidement deux de ses sœurs installées en Croatie, de l'autre côté de Brcko. Elle ne réalise pas encore que cette ville, située à l'extrême nord de la Bosnie et la frontière croate, est non seulement dépeuplée mais aux mains des Serbes. Massés devant le gymnase, des réfugiés, plus anciennement arrivés, tentent d'apercevoir des membres de leurs familles au cours de leur transfert vers d'autres centres d'hébergement.

Quand le hasard le veut, ce sont alors de longues embrassades mêlées de sanglots, silencieuses, pudiques. Déjà plusieurs fois réfugiée, Fahra espère ne plus jamais l'être, même dans les environs de Tuzla, si proches des lignes de front.

BRUNO FRANCESCHI

PIERRE BOURDIEU



« La misère du monde »
france
parle.

A travers une cinquantaine de témoignages bouleversants, Pierre Bourdieu et son équipe lancent un défi aux hommes politiques pour qu'ils cherchent, d'urgence, à agir contre les souffrances les plus cruelles vécues par les démunis - jeunes en échec, enseignants ou éducateurs de banlieue, paysans... Catherine Bédaride / Le Monde de l'éducation
Ces histoires aident à comprendre pourquoi les gens sont ce qu'ils sont, et font ce qu'ils font. Chacune d'entre elles peut se lire comme une petite nouvelle. Georges Balandier / Le Monde

Dans ce livre, le plus bouleversant qui ait été donné à lire depuis longtemps, la France qui souffre parle. Enfin. Thierry Gandillot / Le Nouvel Observateur

Ce livre est surtout un acte politique : celui de constituer un savoir « réflexif » qui permette à la société d'intervenir sur elle-même. R. Maggiori et J.-B. Marongiu / Libération

Un énorme "J'accuse". Michel Grollet / Le Soir

Collection Libre examen

Editions du Seuil

EUROPE

ITALIE : malgré deux nouvelles « dépositions » de « repentis »

Giulio Andreotti se défend d'avoir été l'« antenne romaine » de la Mafia

ROME

de notre correspondante

« Qu'on me montre une preuve, une seule, même une carte de vœux à l'occasion de Noël ! (...) On ne pourra rien prouver contre moi ! » Dans ses rares entretiens à la presse, dans son « mémorial » de défense qui compte 76 pages et qu'il a soutenu lui-même pendant deux heures mercredi, devant la commission du Sénat chargée de se prononcer sur la levée de son immunité parlementaire, Giulio Andreotti, sénateur à vie, sept fois président du conseil, trente-six fois ministre, et soupçonné d'association mafieuse, se bat bec et ongles.

Non, a-t-il décidé, contre l'avis d'une bonne partie de la Démocratie chrétienne, il ne renoncera pas, de lui-même, à l'immunité. S'il veut la lui enlever, qu'ils le fassent, mais non sans l'avoir écouté. Et la défense, pleine de finesse juridique et de raisonnements logiques, de celui qui symbolise lourdement cinquante ans de politique italienne est un véritable réquisitoire contre ces « repentis » de la Mafia qui exagèrent, parot par out-dire, ont des idées préconçues et de toutes façons « n'apportent ni preuves ni faits concrets et se contentent de récits inventés ».

Et pour l'occasion, Giulio Andreotti, « l'Inoxydable », l'homme aux nerfs d'acier qui a toujours été son épingle des jours plus tard, apprivoisant les crises ministérielles et instaurant des dialogues de funambule aux limites du possible — que ce soit avec les communistes, l'OLP, le colonel Kadafi et à présent peut-être la Mafia, dans un pays où, il est vrai, la frontière de la légalité est bien floue, — se laisse aller. Il

évoque « machinations et coups montés » dont il n'exclut ni ses adversaires politiques, ni même ses anciens amis américains.

Le dossier réuni contre lui est accablant, presque trop, ce qui lui donne de nouveaux arguments. Et pourtant : aux centaines de pages de dépositions de huit « repentis » qui l'accusent d'avoir été la « référence romaine » de Cosa Nostra sont venues s'ajouter, mercredi, deux nouvelles dépositions, celles de « repentis » de premier plan, Tommaso Buscetta et Francesco Marino Mannoia, recueillies aux Etats-Unis par le procureur de Palerme, Giancarlo Caselli. Une cinquantaine de pages en tout, publiées en fin d'après-midi, de la dynamique. Une dynamique un peu étonnée par toutes les « fuites » à la presse qui se sont succédées ces derniers jours (le Monde du 13 avril) mais qui n'en garde pas moins toute sa valeur explosive.

Dix ans de « mystères »

Au fil de ces feuillets dactylographiés, ce sont plus de dix ans de « mystères » italiens qui s'éclairent, tout à coup d'une lumière inquiétante. Le style, déjà, donne le ton : « Ma collaboration sera à partir de maintenant entière et sans réserve, annonce Francesco Marino Mannoia. (...) Je parlerai donc des assassinats auxquels j'ai participé, dans la mesure où je m'en souviens, car en tout cas, l'homme d'honneur de Cosa Nostra, j'ai commis d'innombrables crimes, simple expression de mon activité normale et de mes engagements... » Qu'apportent donc de nouveaux les deux « repentis » ? De l'indéfini complet : le récit de trois rencontres incroyables qui auraient eu lieu entre Giulio Andreotti, surnommé « le Zio »

(l'oncle) et l'état-major mafieux palermitain. La première de ces rencontres du « troisième type » a été racontée à Tommaso Buscetta en 1982-1983 au Brésil par Tano Badalamenti, l'ex-grand « boss » de Palerme. Badalamenti, au début des années 70, après le procès de Catanzaro, un grand procès de Cosa Nostra conduit par une abolition générale, se serait rendu à Rome, dans le bureau particulier de Giulio Andreotti, pour lui demander d'aider à « ajuster » (terme mafieux) le procès en cassation de son cousin, Filippo Rimi. Ce qui fut fait, dit Buscetta : le cousin fut libéré.

La deuxième rencontre se situe durant l'été 1979, en Sicile, à côté de Palerme, dans une réserve de chasse. Cette fois, le « Zio » Andreotti et Stefano Bonate, dit « le prince de Villagrazia » pour ses bonnes manières, boss de la famille Santa Maria del Gesu, se rencontrent pour parler du « cas Mattarella ». Le « boss » se plaint : Piersanti Mattarella, démocrate chrétien, élu président de la région sicilienne et, explique Francesco Marino Mannoia, fils d'un « homme d'honneur » et « jusque-là très proche lui-même de Cosa Nostra » aurait « craché dans la soupe ». De nombreuses voix mafieuses l'auraient porté à ce poste, mais lui, démocrate, n'en voudrait rien savoir. Et c'est Giulio Andreotti, alors président du conseil, promet que « tout ça va s'arranger » et on en reste là. Pas pour longtemps, car, lassée, la Mafia assassine Mattarella le 6 janvier 1980. Toute la scène aurait été racontée à Mannoia par Bonate lui-même.

Et où en vient à la troisième rencontre dans une petite villa très protégée de l'intérieur, en Sicile à la fin du printemps 1980. La plus

romanesque, relate, celle-là, à la première personne par Mannoia, présent sur les lieux. Un véritable scénario de film, auquel ne manque aucun détail, pas même « le complet sombre sans imperméable » que porte le « Zio », arrivé à bord d'une « Alfa Romeo blindée de cuir » et qui est allée l'attendre au petit aéroport de Trapani, où « l'on ne vole pas » s'est rendu en secret, à bord d'un avion privé loué par les « cousins Salvo ».

« Faites comme nous vous le disons »

Ces « cousins Salvo », précise par ailleurs Mannoia, « hommes d'honneur » de la famille Salvo, servent à l'occasion, avec le député européen Salvo Lima, d'intermédiaires pour toucher Giulio Andreotti à Rome. Bref, poursuit le « repentis », le « Zio » jette un bref coup d'œil autour de lui et s'engouffre dans la villa où l'attend tout le gotha de la mafia palermitaine, Stefano Bonate et Salvatore Inzerillo en tête, discussion orageuse, laquelle Mannoia ne participe pas, mais « il entend des éclats de voix ». Après le départ de Giulio Andreotti, trois quart d'heure plus tard, il apprend que, furieux, celui-ci a demandé des comptes sur la mort de Mattarella. Il se serait vu répondre par Bonate : « En Sicile, c'est nous qui commandons, et si vous ne voulez pas que la Démocratie chrétienne disparaisse complètement, faites comme nous vous le disons, sans cela, nous vous enlevons nos votes en Sicile, mais aussi à Reggio-Calabre et dans tout le Sud. Il ne vous restera plus que le Nord, et là-bas, ils votent tous communistes... »

Peu de temps après, en avril 1981, Bonate lui-même est éliminé par le clan des « corleonnais » de

Toto Riina, qui prend le pouvoir. Et, commente Mannoia, « le Zio » Andreotti se fait « moins disponible ». A tel point qu'aux élections législatives de 1987 ordre est donné aux « hommes d'honneur » de voter plutôt pour les socialistes et Claudio Martelli (futur ministre de la justice), dans le seul but de « donner une leçon » à Andreotti. A partir de là, la rupture est totale, « le Zio » o même cherché ensuite à combattre la criminalité », conclut Mannoia.

Quant aux autres révélations contenues dans le dossier, ce sont plutôt des confirmations de faits en partie connus. Par exemple, explique Buscetta, l'assassinat du préfet de Palerme, le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, et celui du journaliste Mino Pecorelli « sont inextricablement liés ». Tous deux savaient trop de choses sur les mystères qui entourent la mort d'Aldo Moro, le dirigeant démocrate-chrétien enlevé et assassiné par les Brigades rouges (BR) en 1978. Le général, chargé de la lutte contre les BR, avait été le premier à entrer dans une cache des terroristes, via Montecitorio, et avait trouvé des notes écrites au capitaine par Aldo Moro, géantes pour beaucoup.

La plupart des témoins cités sont morts

Quant au journaliste, lié aux services secrets et à la loge maçonnique « 72 », il aurait eu accès à ces documents et aurait même pensé les publier dans sa revue *OP*. Les deux hommes représentaient une menace pour le pouvoir en place, leur assassinat aurait été conçu comme « une faveur » faite à Giulio Andreotti. Pour étayer cette thèse, Buscetta rappelle qu'alors qu'il se

trouvait en prison, en 1979, Cosa Nostra — sur demande des « politiciens » — lui aurait demandé d'approcher des « brigadistes » pour voir s'ils seraient prêts à revendiquer un éventuel attentat contre Dalla Chiesa.

Ces derniers ayant refusé, l'assassinat aurait été reporté de trois ans, et perpétré en Sicile, comme un banal crime de la Mafia. Enfin, autre détail inédit révélé par ce nouvel interrogatoire, lors de l'enlèvement d'Aldo Moro, le boss Stefano Bonate, « co-équipier », en quelque sorte, de Giulio Andreotti, aurait été partisan d'intervenir auprès des Brigades rouges pour sauver le leader démocrate-chrétien. Mais une autre partie de la Mafia, notamment Pippo Calò, futur « caissier » des Corleonnais, s'y serait opposé, en accord avec une grande partie de l'état-major de la DC.

Buscetta a même entendu parler d'un coup de téléphone en ce sens, donné par « un certain Vitalone, qui parlait comme quelqu'un appartenant à la Démocratie chrétienne ». Serait-ce Claudio Vitalone, un des proches de Giulio Andreotti ? Un homonyme ? La plupart des témoins cités étant morts, ce n'est ni la seule inconnue ni la seule invraisemblance dans cet inépuisable récit. Il faut donc attendre la suite de la commission chargée de l'examiner. Et, selon toute vraisemblance, une première estimation ne devrait intervenir qu'après le référendum du 18 avril. En attendant, c'est un pays à moitié choqué mi-incrédule qui se jette chaque jour sur les journaux pour tenter de comprendre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Un pays en quête d'air pur

III. — Pérouse l'optimiste

Après avoir évoqué la vie quotidienne en Calabre et les réformes économiques du gouvernement de M. Amato (le Monde des 14 et 15 avril), nous poursuivons notre série sur l'Italie avec un portrait de Pérouse, capitale de la petite province de l'Ombrie.

PÉROUSE

de notre envoyé spécial

Ces fêtes de Pâques 1993 ne laisseront pas un souvenir impérissable dans la mémoire des habitants de Pérouse et de l'Ombrie, au nord de Rome. Non seulement les giboulées ont empêché l'organisation des traditionnelles pique-niques familiaux de « Pasquetta », le lundi de Pâques, mais l'un des murs d'enceinte de la basilique Saint-François d'Assise s'est écroulé brusquement, à la grande frayeur des nombreux pèlerins venus faire leurs dévotions, heureusement sans provoquer de victimes. Personne, pourtant, ne vit là le sinistre présage : les familles retourneront faire bombance à la maison ou au restaurant, et le maire d'Assise, Claudio Passeri, constata simplement que la chute du mur était « un signe inquiétant de la dégradation de l'environnement ».

Dans une Italie balayée par les vents mauvais de la passion politique exacerbée, en proie aux règlements de comptes capuleux, l'Ombrie fait presque figure d'îlot de plénitude et d'optimisme. Centre géographique de l'Italie, cette petite province — 800 000 habitants — et sa capitale, Pérouse — 120 000 habitants — serait un parfait exemple d'équilibre et de modération. Ce n'est pas le Nord industriel et stressé, ce n'est pas non plus le Sud féodal et corrompu. Les gens, au fil des siècles, se sont adaptés à leur nature et à son paysage : « Ici les montagnes ne sont ni trop hautes ni trop basses et le ciel ni trop bleu ni trop gris », comme nous

o ROUMANIE : la visite à Timisoara de l'ex-roi Michel est annulée. — L'ex-roi Michel de Roumanie a de nouveau annulé une visite qu'il avait prévue de faire le 18 avril, pour la Pâque orthodoxe, à Timisoara, où il avait été invité par la municipalité. Selon un porte-parole du roi, « le gouvernement roumain a rendu impossible » ce voyage. A Noël, l'ancien souverain avait déjà renoncé à un voyage similaire à cause des conditions posées par Bucarest, qu'il qualifiait d'« inacceptables ». — (AFP.)

l'explique Giuseppe Agorzano, le directeur de l'Agence provinciale pour le tourisme, un Sicilien transplanté ici depuis plus de quarante ans et qui avoue « partir à l'étranger » lorsqu'il regagne son pays natal. Cette modération, pourtant, ne s'étend pas à la vie politique : l'Ombrie et Pérouse sont « rouges » depuis toujours, c'est-à-dire depuis que le suffrage universel existe en Italie. En 1919 déjà, le PSI obtenait près de 30 % des voix dans la province, et aujourd'hui encore, le PDS (ex-communiste) tient solidement les rênes du pouvoir régional au détriment de l'effacement de son allié socialiste et de la concurrence des « vieux » communistes de Rifondazione Comunista, réduits aux changements de nom et d'orientation du PCI, qui « présente », selon les experts locaux, entre 7 % et 8 % des suffrages.

Opération « mains propres »

Cette gauche ombrienne est d'autant mieux implantée qu'elle ne s'est pas appuyée sur la clientèle des ouvriers déclassés dans les grands centres industriels. Les gens, ici, sont devenus « rouges » sur place, dans la foulée d'un anticléricalisme de bon aloi né au temps où la région était soumise au pouvoir temporel du pape. Cette gauche s'est affirmée pendant la résistance antifasciste, incarnée ici par un intellectuel prestigieux, Aldo Capitini, un communiste de l'école humaniste et pacifiste.

Les « Peppone » de 1993 n'ont plus la verve et le sang chaud qu'immutabilisa jadis Gino Cervi. Le président de l'exécutif régional, Francesco Ghirelli, un enseignant barbu de quarante-cinq ans, trône, costume gris et cravate, satisfait, dans un somptueux bureau du palais Cessaroni de Pérouse. C'est lui qui, par son pouvoir et son parti qu'une opération « mains propres » locale ne vienne les balayer ? « La question morale, nous répond-il, se pose bien sûr aussi en Ombrie. L'opération « mains propres » a frappé à Terni, la deuxième ville de la région, où des dizaines, pour la plupart socialistes, ont été contraints à la démission pour avoir reçu des pots-de-vin dans l'attribution des marchés publics ».

Pérouse et le reste de la province ont été curieusement épargnés par la tornade judiciaire. Les responsables politiques locaux seraient-ils des modèles de vertu ? Les observateurs attentifs de la politique ombrienne comme Carlo Carini, professeur de sciences politiques à l'université,

avancent d'autres explications : « Tout d'abord, nous vivons dans une petite province, avec une petite capitale, contrairement à des « tangenti » nom donné à toutes les opérations illégales liées aux marchés publics et au financement des partis, cela existe aussi chez nous parce que ça fait partie intégrante du système politique italien. Mais les sommes en jeu sont moins considérables, moins spectaculaires qu'à Milan ou à Naples ».

D'autres personnes moins charitables, ou peut-être plus perspicaces, mettent cet état de choses sur le compte de la pusillanimité des magistrats locaux qui seraient, affirme-t-on, pris dans un réseau de solidarité mafieuse avec les politiciens et les dirigeants de l'économie régionale.

Cette situation ne satisfait pas tous ceux qui voudraient voir à Pérouse, comme ailleurs, un vrai état de probité et de justice. Nicola Duranti, vingt-cinq ans, qui vient de terminer ses études de droit et s'installe comme avocat en ville, est très clair : « Tant que les gens n'auront pas senti qu'un pot-de-vin de 100 000 lire est tout aussi immoral qu'un pot-de-vin de 2 milliards de francs, les choses ne changeront pas fondamentalement », tranche-t-il.

Mais, paradoxalement, c'est la confiance dans l'avenir qui semble dominer chez les Péroguins. En termes relatifs, l'économie locale a moins souffert de la crise que le reste du pays. Région de petites entreprises textiles et agroalimentaires — l'Ombrie est le berceau de la firme Buitoni — elle sait faire le gros des quantités de temps sont mauvais et retourne rapidement son état au moindre signe de reprise. « Notre première préoccupation, c'est l'emploi », affirme Francesco Ghirelli. Avec 12 % de chômeurs, nous nous situons dans une moyenne nationale. Nous avons été touchés par la crise de l'acier qui a amené la fermeture de l'usine de Terni, mais nous comptons beaucoup sur le dynamisme de notre secteur tertiaire, sur l'attraction pour notre université, pour ramener notre région vers le plein emploi ».

Une gauche régionaliste

En Italie, la gauche et les communistes n'ont pas attrapé le virus centraliste de leurs homologues français et M. Ghirelli sait admirablement jouer de la fibre patriotique locale pour plaire à ses administrés et éviter que ne se développe ici un phénomène de ligne régionaliste « à la lombarde ». Il appelle à voter

« oui », non seulement au référendum sur la modification de la loi électorale mais également à la question sur la suppression du ministère de l'Agriculture et du tourisme. « Il faut dire que les gens ont peur de perdre leur terres, leur problèmes et les défendre dans un contexte européen et mondial », affirme-t-il. « La centralisation crée des zones grises où le pouvoir de décision se perd. L'avenir est à un rôle accru des régions, dans une Europe ouverte », ajoute-t-il.

La confiance ou l'avenir, c'est surtout celle dans le nouvel espace démocratique que l'on espère voir s'ouvrir au lendemain des référendums du 18 avril. Adelfio Grella, une ancienne enseignante qui votait naguère socialiste : « Ce parti représentait pour moi l'Italie moderne, dynamique » — n'est pas restée longtemps déçue par l'indignité révéle des dirigeants du PSI. « Au début, je ne croyais pas que les juges allaient parvenir à donner ce coup de balai nécessaire mais, aujourd'hui, je leur rends hommage et je fais une grande confiance au peuple italien pour repartir d'un bon pied. Nous nous sommes sortis de situations bien pires », constate-t-elle.

Pour les plus âgés, comme Giuseppe Serravalle, une autre enseignante, à deux mois de la retraite, le regard sur le passé est quelquefois douloureux. C'est un peu des illusions de leur jeunesse qui s'écroulent lorsqu'ils voient étaler dans les journaux les turpitudes réelles ou supposées des hommes politiques, symbolisant pour eux le renouveau italien d'après-guerre. « Tu le rends compte, Andreotti aurait été mêlé au meurtre de Pierluigi D'Amico, Chisari quelle horreur ! », s'emporte-t-elle devant sa fille.

Au contraire, c'est avec un enthousiasme quasi jubilatoire que Carlo Carini observe les coups de trompettes judiciaires qui font s'écrouler les murs de la « fétide » politique : « Enfin, ça va pouvoir à nouveau s'intéresser à la politique, surtout les jeunes, les étudiants qui ne se reconnaissent plus dans cette génération qui s'écroulait ou pouvait depuis plus de quarante ans ».

Le printemps en Ombrie tarde peut-être à venir, mais on s'apprête à Assise comme ailleurs, à reconstruire, après le 18 avril, les murs d'une démocratie aussi vieille que les traditions dix fois centenaires de libertés communales et communales de la cité de Pérouse.

LUC ROSENZWEIG

Prochain article :

Huit référendums symboliques pour tenter d'amorcer le changement

BIBLIOGRAPHIE

« L'Europe des parrains »

Sous ce titre, Fabrizio Calvi, écrivain et journaliste, vient de publier un ouvrage d'actualité qui fait également bonne place à la mémoire.

Dès son prologue et en quelques lignes, l'auteur nous plonge dans l'univers mafieux qu'il connaît bien, à l'évidence. Les voici campés, ces bêtes noires qui font la « une » des médias. Cosa Nostra sicilienne, N'Drangheta calabraise, Camorra napolitaine et Sacra Corona Unita des Pouilles se partagent désormais le territoire et les richesses de l'Italie. Mais cela ne leur suffit plus. Depuis des années ces organisations se sont infiltrées dans d'autres pays d'Europe, au sein même de la CEE. Dans sa recherche, Fabrizio Calvi suit un itinéraire géographique, fort pratique pour le lecteur. La France d'abord. Fait rare : il sait apporter des éléments de preuves, sur ce terrain où trop souvent le droit s'arrête, faute de preuves. Puis la riche Allemagne, la Belgique et ses

oégiers du travail clandestin, la City londonienne et les assassins du dirigeant du Banco Ambrosiano défilent en ces pages. Vient le tour des pays du Sud. Le chapitre concernant l'Espagne vaut le détour, par ses révélations précises et tout à fait inédites. L'auteur a su là aussi aller à la bonne source, rencontrer citoyens, magistrats et policiers qui se battent quotidiennement contre le crime organisé.

Le réel suspense est servi par une écriture concise, tendue comme une corde, refusant les effets grandiloquents. C'est un polar où la réalité dépasse la fiction, que nous offre Fabrizio Calvi. Ce sera aussi pour d'autres un excellent ouvrage de référence. L'index en fin de lecture regroupe plus de 500 noms. C'est à nous d'acteurs » écrit au fil des pages...

DANIELLE ROUARD

► L'Europe des parrains - aux Editions Bernard Grasset, Paris. 317 pages. 120 francs.

HONGRIE

Le Parlement interdit l'utilisation des symboles nazis et communistes

BUDAPEST

de notre correspondant

Après plusieurs mois de débats souvent passionnés, le Parlement hongrois a adopté, mercredi 14 avril, une loi interdisant l'utilisation des symboles nazis et communistes. Ce texte, approuvé par les députés de la coalition conservatrice au pouvoir, hantait l'usage public et privé des croix gammées, des croix fléchées (symbole des nazis magyars qui prirent le pouvoir en 1944), des étoiles rouges, ainsi que celui de la faucille et du marteau. Leur utilisation est toutefois autorisée pour des manifestations à vocation « culturelle et éducative », de même que pour les anciens combattants, dont les décorations sont toutes ornées d'insignes de l'ancien régime. Toute infraction à la loi sera sanctionnée par une amende de l'ordre de 100 000 forints (environ 6 500 francs).

« Il faut interdire ces symboles, non pas parce que nous craignons des mouvements extrémistes, mais parce qu'ils incarnent des organisations qui sont responsables de la mort de millions de personnes », estimait Imre Konya, le chef du

groupe parlementaire du Forum démocratique, le parti du premier ministre.

En fait, cette initiative est une réponse à la polémique qui a suivi les incidents de la fête nationale du 23 octobre dernier, lorsque le président de la République, membre du principal parti d'opposition, avait été hué par une partie de la foule, parmi laquelle se trouvaient plusieurs dizaines de jeunes skinheads, vêtus d'uniformes néo nazis. L'opposition s'est alors déchaînée contre le ministre de l'Intérieur en accusant la police de laxisme, voire de complicité, envers les manifestants. C'est alors que le gouvernement a déposé ce projet de loi pour « éviter que les forces de l'ordre ne soient l'objet d'attaques politiques ». L'opposition a rétorqué un accord mixte à cette initiative et les députés socialistes ont condamné l'amalgame fait entre les mouvements communistes et fascistes. Quant au mouvement groupusculaire du PC hongrois, il refuse de changer l'étoile rouge comme symbole du parti et a l'intention de saisir le Cour constitutionnel.

YVES-MICHEL RIOIS

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : lors d'une journée de deuil à la mémoire de Chris Hani

Des émeutes auraient fait dix-sept morts et plus de quatre cents blessés

La journée de deuil à la mémoire de Chris Hani, le dirigeant noir assassiné samedi, s'est achevée, mercredi 14 avril, dans la violence, à la suite d'affrontements entre manifestants et policiers qui auraient fait dix-sept morts, selon l'ANC, et plus de quatre cents blessés dans les plus grandes villes du pays. Les heurts les plus graves se sont produits à Soweto, la cité noire proche de Johannesburg, et au Cap, où avait lieu, dans une cathédrale, une cérémonie de recueillement, à laquelle assistait Danielle Mitterrand.

Quatre Noirs ont été tués et 245 autres blessés lors d'une attaque contre un poste de police de Soweto. Au Cap, deux personnes

ont été tuées et une centaine d'autres blessées. Près de Pietermaritzburg, onze personnes ont été tuées après une marche. Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela a estimé que, en dépit des actes de violence, il était fier de la retenue dont avait fait preuve la population noire; parmi celle-ci, un million et demi de personnes ont observé un mouvement de grève en signe de deuil. Le secrétaire général de l'ANC, Cyril Ramaphosa, a reconnu que les choses «avaient dérapé» en certains endroits mais, a-t-il dit, lors d'une conférence de presse, cela aurait pu être pire.

Intervenant dans la soirée à la télévision, le président Frederik de Klerk a annoncé la mobilisation de 3 000 hommes supplémentaires pour faire face aux troubles. «Nous ne permettrons pas que le pays sombre dans le chaos», a-t-il dit - d'autres grandes manifestations sont

prévues par l'ANC pour vendredi et samedi. «Quelle que soit l'horreur qu'il ait suscité le meurtre de Hani, elle ne peut en aucun cas justifier ce qui s'est passé aujourd'hui», a-t-il ajouté.

L'assassinat du secrétaire général du Parti communiste sud-africain, samedi dernier, a provoqué la fureur d'une bonne partie de la communauté noire. Des émeutes ont été signalées par la police et des témoins non seulement à Soweto et au Cap mais aussi dans les villes de Port-Elizabeth, Pietermaritzburg et Durban.

L'appel au calme de Nelson Mandela

A Soweto, selon des témoins, les coups de feu ont éclaté lorsque 15 000 Noirs ont convergé vers le poste de police de la cité de Protea, après une manifestation dans un

stade où Nelson Mandela, président de l'ANC, venait de lancer un appel au calme. La police a tiré des chevrotines et des balles en caoutchouc lorsque certains manifestants ont escaladé les grilles de l'enceinte du bâtiment. Ils demandaient aux policiers qu'on leur livre le meurtrier de Chris Hani. M. Ramaphosa a accusé la police d'avoir ouvert le feu à bout portant sur une manifestation pacifique. La police a démenti qu'il y ait eu des morts à Soweto.

Au Cap, des groupes de jeunes Noirs ont saccagé le centre-ville, pillé les boutiques et attaqué les policiers. Un sergent a été blessé par balle à la tête. Selon la police, l'arme utilisée était une Kalachnikov. L'archevêque Desmond Tutu a tenté de calmer les jeunes gens en disant qu'ils faisaient le jeu des extrémistes qui avaient assassiné Chris Hani. Celui-ci doit être

inhumé lundi.

La police avait déployé 23 000 hommes dans le pays en prévision des violences mais elle semblait parfois débordée. Cependant Johannesburg, capitale économique du pays, était déserte en cette journée de grève et aucun heurt n'y a été signalé. A Soweto, dans son appel au calme, lancé à 30 000 personnes, M. Mandela n'a visiblement pas réussi à convaincre la foule.

Le chef de l'ANC, héros historique de la lutte anti-apartheid s'est fait huer quand il a fait allusion aux messages de sympathie que lui avait envoyés le Parti national, au pouvoir. «Je comprends votre colère, a-t-il dit, aucun parti n'est plus responsable de votre douleur que le Parti national». Mais, a-t-il ajouté, «nous ne voulons pas penser au passé. Nous voulons penser au présent et à l'avenir». - (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE

Les meurtres de civils attribués à des islamistes se multiplient

Trois gendarmes ont été tués et un quatrième blessé par des hommes armés, mardi 14 avril en début de soirée, à Sidi-Dris, dans la région de Tiemcen, et les corps de trois civils ont été retrouvés dans la région de Bougara, au sud d'Alger. Dimanche, un gardien d'école avait été brûlé vif sur son lieu de travail, à N'Gaous, dans les Aurès, à plus de 400 km au sud-est d'Alger, par six hommes armés qui le soupçonnaient de «collaborer» avec les services de sécurité.

Ces assassinats, attribués aux groupes islamistes, portent à quinze le nombre de civils et à cinq celui des membres des forces de l'ordre assassinés depuis le début du mois. - (AFP, Reuters.)

MOZAMBIQUE

L'ONU dénonce vivement les retards dans l'application du plan de paix

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, mercredi 14 avril, au gouvernement mozambicain et à la RENAMO (opposition armée) de prendre «d'urgence des mesures fermes» afin de procéder au regroupement et à la démobilisation de leurs troupes, conformément aux accords de paix signés à Rome en octobre 1992.

Dans une résolution (818) adoptée à l'unanimité, le Conseil exprime «toute l'inquiétude que lui inspirent les retards et les difficultés qui compromettent gravement le respect du calendrier» de la mise en œuvre des accords. Le processus de paix, sous la supervision de l'ONU, prévoit des élections en octobre prochain, mais en raison des retards dénoncés le scrutin a été reporté à une date indéterminée.

Selon des informations provenant de Maputo, la RENAMO a retardé une nouvelle fois, la semaine dernière, la démobilisation de ses troupes dans l'attente du déploiement complet de l'opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), qui doit compter quelque 7 000 hommes. - (AFP.)

dans le conflit entre le gouvernement et la guérilla afin de entraîner les soldats de l'armée régulière.

o SOMALIE : remplacement du chef de contingent français. - Le commandant du contingent français en Somalie, le général René Delhomme, en poste depuis six mois, a été remplacé par le général Maurice Quadri, a fait savoir, mercredi 14 avril à Paris, le ministre de la défense. Il devra préparer la transition entre l'opération «Rendre l'espoir», sous commandement américain, et «Onusom 2», placée sous l'autorité des Nations unies. - (Reuters, AFP.)

o NIGER : violences manifestes à l'Assemblée nationale. - Une centaine de personnes ont investi, mercredi 14 avril, l'Assemblée nationale du Niger, pour protester contre l'élection «illégitime» à la tête de celle-ci, la veille, de Moumouni Djermakoye, leader de l'Alliance nigérienne pour la démocratie et le progrès (majorité présidentielle). - (Reuters.)



sent prendre leurs affaires en main, ou on ne leur impose pas leurs choix de l'extérieur. C'est la seule façon de remettre en marche ce pays.

L'UNTA ne paraît pas trop se soucier des réactions défavorables que son plan pourrait susciter dans une communauté internationale qui, officiellement, appuie toujours la lecture et l'esprit des accords d'Estoril. Même la menace brandie par les États-Unis de reconnaître le gouvernement de Luanda ne semble guère l'émouvoir. «A court ou à long terme, le gouvernement américain reconnaîtra Luanda. Ce n'est pas dramatique et ça ne changera pas le processus en cours», affirme M. Savimbi, qui a compris une chose : «Celui qui dirige l'économie a le pouvoir». Or l'UNTA contrôle aujourd'hui des zones diamantifères, ce qui lui permet d'assurer, via le Zaïre, son ravitaillement en carburant et, assuré-t-il, est en mesure de s'emparer des puits de pétrole ou, au moins, d'en interdire l'exploitation à d'autres.

Autant dire que les discussions d'Abidjan risquent d'être délicates. Peu soucieux des réactions étrangères, M. Savimbi l'est encore moins de celles du gouvernement de Luanda, affaibli par les revers mili-

taires et l'impasse politique où se trouve le pays. «Si le MPLA n'accepte pas ce que nous proposons, il sera clair pour tous qu'il est le seul responsable de la politique d'austérité», a déclaré, avec un large sourire, M. Savimbi, l'un de ses généraux à été, lui, plus direct en affirmant : «S'ils n'acceptent pas ce que nous proposons, ils vont vraiment avoir des ennemis».

GEORGES MARION

o ZAÏRE : possible intervention diplomatique de l'ONU. - Les Nations unies pourraient décider de lancer une «action diplomatique» au Zaïre, «dans un proche avenir», a annoncé mercredi 14 avril, le ministre belge des affaires étrangères. Deux ministres du gouvernement de M. Elio de la Huerta avaient appelé, samedi à Bruxelles, à l'envoi au Zaïre d'une force d'interposition de l'ONU. Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, est attendu à Bruxelles les 21 et 22 avril. - (AFP.)

o DJIBOUTI : Paris dément avoir une attitude partisane. - Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré, mercredi 14 avril, que la France juge «inacceptable» la mise en cause des forces françaises stationnées à Djibouti par le président du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie, Ahmed Dini. Ce dernier avait accusé, lundi, l'armée française de «prendre parti»

Angola : M. Savimbi en force

Suite de la première page

Engoncé dans un discret gilet pare-balles, entouré de farouches gardiens du corps qui inspectent minutieusement les miers tendus vers leur chef, il parle, adossé à un simple drapeau aux couleurs de son mouvement, s'adressant à une poignée de journalistes et à un parterre d'auditeurs choisis : officiers de son état-major, notables, ecclésiastiques et personnalités de la ville. Dehors, durant la majeure partie de sa prestation, un chœur de jeunes gens chantera et dansera en son honneur.

Depuis octobre 1992, aucun journaliste n'avait rencontré, à l'époque, les troupes de Luanda, espérant en finir avec l'UNTA et son président, lançant une offensive qui se voulait décisive. Six mois plus tard, l'homme n'a guère changé. Tout juste, peut-être, a-t-il un peu maigri. Mais son visage est illuminé de la satisfaction de celui qui semble dire avec une pointe d'ironie : «Vous voyez, je suis toujours là, il va falloir compter avec moi». La victoire de Huambo lui a donné du tonus, en même temps qu'elle lui a dégagé l'horizon politique. Aussi peut-il se

montrer prêt à discuter, disposé à de larges concessions dans l'intérêt de la paix. «Ce n'est pas l'UNTA qui a voulu la reprise des hostilités, affirme-t-il. Aux dernières élections, il y a eu fraude massive. Puis le gouvernement nous a attaqués et o perdu. Aujourd'hui, si nous ne trouvons pas de solution, le pays s'effondrera. Laissons de côté la fraude et cherchons une solution.»

Cette solution, ou plutôt son amorçage, M. Savimbi la voit dans «une suspension des hostilités, différente d'un accord de cessez-le-feu en ce qu'elle n'implique pas la présence d'un corps de contrôle chargé de veiller à son application». Une telle suspension... «préliminaire», il en est convaincu, la livraison «à tous ceux qui en ont besoin de l'aide humanitaire nécessaire à leur survie. Il s'agit d'un premier pas vers un cessez-le-feu très, très compliqué à obtenir». M. Savimbi paraît d'autant plus attaché à sa proposition que ses succès militaires lui ont donné la lourde responsabilité de millions de bouches à nourrir, tâche qu'entrave la poursuite de la guerre. Quant aux organisations internationales, elles se font tirer l'oreille, arguant des dangers que courent leurs équipes à livrer du ravitaillement dans les zones des combats. «Il s'agit d'un prétexte, assure-t-il. Certains veulent faire de cette question une arme politique, échanger du ravitaillement contre un retour au statu quo ante. Nous ne l'accepterons pas.»

Pour le reste, tout demeure ouvert. «Les accords d'Estoril [qui, en mai 1991, avaient accouché d'un premier plan de paix rendu caduc

par la reprise de la guerre] sont une part de nous. Ils contiennent les objectifs à atteindre. On ne peut les changer mais on peut les adapter», déclare-t-il. Ainsi est-il partisan d'un gouvernement de réconciliation regroupant l'UNTA et le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir à Luanda. Un gouvernement paritaire? La réponse est en forme de pirouette : «On discutera la part de chacun à Abidjan; disons que nous méritons mieux que le ministère de la culture.»

En fait, les émissaires de M. Savimbi sont arrivés à Abidjan avec un plan exécutif de reprendre le processus là où l'avait laissé la reprise de la guerre. Dans leur optique, la cessation des hostilités devrait être suivie d'un cessez-le-feu qui déboucherait enfin sur un accord de paix. Un gouvernement de réconciliation pourrait alors être formé, l'UNTA disposant de responsabilités «déclivées» dans les domaines de la défense, des affaires étrangères, de l'économie et de l'information. Ce nouvel exécutif dirigerait le pays sans trop avoir à se soucier de la composition politique d'un Parlement formellement élu en septembre 1992, où le MPLA est largement majoritaire; mais dont les attributions, confie un proche de M. Savimbi, seraient mises entre parenthèses durant une période «de deux à trois ans».

Dans l'intervalle, de larges pouvoirs, y compris de police, seraient garantis aux régions, dont les responsables seraient désignés par la population locale, en fait par l'UNTA qui exerce une influence politique hégémonique. «Nous ne voulons pas la partition du pays, affirme avec force les dirigeants de l'UNTA. Nous voulons seulement un pays décentralisé où les gens puis-

Vente au Palais de Justice de NANTERRE le 29 avril 1993, à 14 h, en un lot : 2^e étage
STUDIO + CUISINE
SALLE D'EAU et W.C.
CLICHY (92)
22, rue Gabriel-Péri
MISE A PRIX : 80 000 F
S'ad. M. JAUDON, avocat à BOULOGNE, 27 bis, rue de l'Abbaye. Tél. : 48-23-74-14
et M. SIMONNET, 138, rue de Courcelles PARIS 17^e. Tél. : 47-64-48-00. Au Greffe du Tribunal de Gde Instance de NANTERRE. Sur les lieux pour visiter le 26 avril 1993 de 11 h à 12 h.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de NANTERRE le Jeudi 29 avril 1993 à 14 h, en DEUX LOTS, commune de
LA HAUTEVILLE (Yvelines)
Lot 1 : UNE PROPRIÉTÉ partiellement construite en l'état
M. & P. : 1^{er} lot 2 000 000 F - 2^e lot : 200 000 F (pour être baies 1/4 puis 1/2)
S'ad. pour tous renseignements à M^{me} BOUCHERY-OZANNE, avocat à NANTERRE, 12, bd du Sud-Est. Tél. : 47-21-49-95. Au greffe du T.G.I. de NANTERRE. Visite s'effectue LUNDI 26 AVRIL 1993 de 9 h à 11 h.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de NANTERRE le Jeudi 29 avril 1993 à 14 h, en UN SEUL LOT
21 LOCAUX, 5 PARKINGS, 3 CAVES
Dans un immeuble sis à Paris 13^e
1 à 23, avenue d'Ivry
M. & P. : 1^{er} lot 5 000 000 F (sans possibilité de baies)
S'ad. pour tous renseignements à M^{me} BOUCHERY-OZANNE, avocat à NANTERRE, 12, bd du Sud-Est. Tél. : 47-21-49-95. Au greffe du T.G.I. de NANTERRE. Visite s'effectue JEUDI 29 AVRIL 1993 de 14 h à 17 h.

LA CORSE 890 F
AJACCIO OU BASTIA
VOL ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS
PRINX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Nouvelles FRONTIÈRES

Et après les grandes marches dans le maquis, rêver dans une chambre lumineuse en regardant la mer ne vous coûtera pas plus cher que votre collection de samovars.*

* La Corse avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 2 410 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

DIPLOMATIE

Le sommet égypto-israélien d'Ismaïlia

MM. Moubarak et Rabin sont convaincus que les pourparlers de paix reprendront le 20 avril

A l'occasion de sa rencontre à Ismaïlia, au nord du Caire, mercredi 14 avril, avec le président égyptien Hosni Moubarak, le premier ministre israélien Itzhak Rabin a rappelé que l'Etat juif avait accepté, en vertu des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, le principe de concessions territoriales sur le Golan ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza, en échange de la paix. M. Rabin doit « admettre le principe de la paix totale contre le retrait total de tous les territoires arabes occupés », a commenté Nabil Chaath, un conseiller du chef de l'OLP, Yasser Arafat.

Aucune mesure spectaculaire

« Il y a de très grands espoirs de voir les négociations reprendre à la date convenue », a ajouté M. Moubarak, qui a, toutefois, précisé que la décision finale ne serait prise qu'après la réunion, prévue vendredi et samedi à Damas, des ministres des affaires

étrangères des pays arabes limitrophes d'Israël et de l'OLP.

Le problème des quelque quatre cents Palestiniens bannis en décembre dernier par l'Etat juif et celui du bouclage des territoires occupés depuis la fin de mars ont été abordés en termes généraux, a indiqué le rais, de telles questions devant, à son avis, être discutées au cours de la négociation et pas avant. « Si la violence et la terreur s'arrêtaient, point ne serait besoin de mesures de déportations ni d'accroître la présence militaire dans les territoires. De telles mesures seraient nulles et

non venues si nous étions assurés qu'il n'y aurait plus de violence », a déclaré, pour sa part, M. Rabin.

Israël ayant déjà accepté le principe des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité comme base des négociations avec la Syrie, il est « normal », selon le premier ministre israélien, que ces résolutions soient la base des négociations quand il s'agit de décider avec les Palestiniens du statut permanent des territoires après la période intermédiaire de cinq ans prévue par la conférence de paix de Madrid.

« Nous ne voulons pas annexer des territoires où se trouvent deux millions de Palestiniens », a-t-il dit. Mais si Israël « est disposé à faire des concessions territoriales » en échange de la paix, « il n'est pas question de revenir aux frontières d'avant 1967 ». Quant à un retrait du Golan, M. Rabin a accepté le principe. Mais, a-t-il précisé, « nous voulons savoir quelle sorte de paix veut la Syrie pour discuter ensuite de la dimension du retrait du Golan ».

M. Rabin n'a annoncé aucune mesure spectaculaire qui encouragerait les Palestiniens à reprendre les négociations, mais il a indiqué que les Etats-Unis prépareraient, avec les parties concernées, un ensemble de mesures visant à renforcer la confiance mutuelle. Ces mesures ne devraient entrer en vigueur que si les Palestiniens participaient, la semaine prochaine, aux pourparlers de paix.

ALEXANDRE BUCCIANTI

La résolution 242 du Conseil de sécurité

Acceptée par Israël dès son adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 22 novembre 1967, la résolution 242 avait alors été rejetée par l'OLP et les pays arabes. L'Organisation de libération de la Palestine n'avait l'admettre qu'en novembre 1988. Les pays arabes ont annoncé leur acceptation l'année suivante.

La résolution 242 dispose notamment que l'accomplissement des principes de la Charte (de l'ONU) exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants : le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés, selon la version française, et de « terri-

toires occupés, selon la version britannique, lors de la guerre israélo-arabe de 1967, et en respect à la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». Elle prévoit également un juste règlement du problème des réfugiés.

Adoptée en octobre 1973, la résolution 338 réaffirme la nécessité de l'application de la résolution 242. Ces deux résolutions sont à la base du processus de paix mis en route à Madrid à la fin du mois d'octobre 1991.

ASIE

Le gouvernement coréen exigeant que toute la lumière soit faite

Le drame des « femmes de réconfort », contraintes de se prostituer par l'armée impériale, continue d'embarrasser Tokyo

Dans une déclaration diffusée lors de la récente conférence sur les droits de l'homme en Asie (le Monde daté 4-5 avril), une centaine d'organisations non gouvernementales ont demandé aux Nations unies la création d'un tribunal international pour juger les responsables de la « traite » des Asiatiques, contraintes de se prostituer par l'armée japonaise au cours de la seconde guerre mondiale. A Tokyo, dix-huit Philippines ont intenté, le 2 avril, un procès à l'Etat japonais pour lui réclamer 360 millions de yens de réparations. Une première action en justice avait été ouverte en 1991 par des Coréennes. Tout en reconnaissant les faits, Tokyo fait valoir qu'il est difficile d'établir les responsabilités, et le ministre de l'éducation a refusé de s'engager à faire figurer ce triste épisode dans les manuels scolaires.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

« Le viol des femmes en Yougoslavie devrait ouvrir les mémoires. Jamais le drame des femmes de réconfort n'a été plus actuel. Il faut faire la lumière sur ces atrocités afin qu'elles ne se reproduisent plus et que ceux qui les ont commises sachent qu'ils devront répondre de leurs actes », nous dit M. Lee Hyo-chang, qui, après avoir enseigné la sociologie, préside le Conseil des femmes victimes de l'esclavage sexuel des Japonais, organisme créé à Séoul, il y a deux ans, dans la mouvance chrétienne.

Le nouveau gouvernement sud-coréen cherche à contraindre Tokyo à sortir de son silence : début mars, un document officiel nippon affirmait qu'il n'y avait « pas de preuve que les victimes aient été recrutées contre leur volonté ». Quelques semaines plus tard, le porte-parole du gouvernement a dû admettre que l'enquête serait poursuivie et que des victimes seraient entendues. On estime que 150 000 à 200 000 Asiatiques, essentiellement coréennes, furent envoyées dans les bordels militaires de la

Grande Asie au cours de la guerre du Pacifique. C'est l'état-major qui organisait, ce « repos du guerrier » (le Monde du 5 septembre 1992).

En janvier 1992, à la suite de la découverte par un historien japonais de documents des archives militaires établissant la responsabilité de l'armée, Tokyo avait admis les faits. Le mois suivant, en visite à Séoul, le premier ministre Miyazawa présenta ses excuses au peuple coréen et le Japon chercha à en rester là. L'affaire prenait cependant de l'ampleur, d'un côté les victimes se faisaient connaître aux Philippines, en Chine ainsi qu'aux Pays-Bas.

« Leur rendre leur honneur »

Elle enveloppait surtout les relations entre Séoul et Tokyo, traditionnellement tendues en raison de la colonisation japonaise de la péninsule (1910-1945). Chaque mercredi à midi, à lieu devant l'ambassade du Japon à Séoul une manifestation des victimes

de l'esclavage sexuel. A la suite de l'accession au pouvoir de Kim Young-sam, le drame des Coréennes victimes de la soldatesque japonaise a rebondi. Habituellement, le gouvernement a annoncé, coup sur coup, que l'Etat coréen prendrait en charge les compensations des victimes et ne demandait pas de nouvelles excuses aux dirigeants japonais, mais qu'il exigeait — ce qui les embarrassait davantage — que toute la lumière soit faite sur le recrutement et les services que subirent les victimes.

Cette initiative, précisée-t-on de source officielle, est indépendante des actions en justice intentées à l'encontre du Japon par ces dernières. Une centaine de victimes coréennes se sont fait connaître et trois cents cas ont été recensés. Une centaine de familles demandent, d'autre part, des indemnités pour des parents décédés. La Corée du Nord a aussi fait état de 125 victimes.

« Autant que des compensations, ces femmes veulent que leur honneur leur soit rendu, dit M. Lee. Longtemps,

elles n'ont pas osé parler, même à leur famille, de peur d'être victimes de discrimination. Elles ont menti en disant qu'elles avaient travaillé en usine. La plupart venaient des régions pauvres du Sud mais aussi de la frontière avec la Mandchourie : là, l'armée japonaise recrutait des filles à soldats dès les années 30. Les autres furent enrôlées pendant la guerre du Pacifique.

Elles avaient de seize à dix-huit ans. Elles ne furent même pas payées pour leurs services », poursuit M. Lee. Elles recevaient des tickets qui auraient dû être échangés contre de l'argent à la fin des hostilités. Aujourd'hui, la plupart des survivantes sont seules et sans ressources. Elles ne sont plus méprisées : l'opinion coréenne a compris que c'était un drame national. Si le Japon entend être une nation respectueuse des droits de l'homme, il doit reconnaître les faits et élever un monument commémoratif du sacrifice de ces femmes ».

PHILIPPE PONS

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

14^e arrdt
PARIS-14, M^e ALESSIA
RUE SARETTE
krm, bourgeois, P. de hall,
4 P, 108 m², Cste, double,
Pres. neuve, 2 930 000 F.
NUMEROUS, GALOT, 45-50-20-30

19^e arrdt

M^e BOTZARS
Coupé 2 p, cste, bain, w.c.,
31 m², 4^e étage, bon imm.
Pte : 838 000 F.
Tél : 43-93-78-02

92

Hauts-de-Seine
BOIS-COLOMBES
Immobilier bourgeois, quartier
pavillonnaire, cste
8^e ét, 30 m², 3 p, 63 m² hab,
balcon, pte ensoleillé
sjour, 2 chbres, cste, équipée
proche gare, écoles,
commerces, métro une voie
Pte : 535 000 F
Tél. dom. : 47-80-38-03

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris, prêt,
3, 6, 7, 14, 15, 19, 4^e, 9^e,
PAC, CHERCHER, chez nous
45-73-45-07, même le soir.

locations non meublées offres

Paris
14^e M^e ALESSIA, studio tt off,
krm, équipé, salle de bain,
WC, asc, Loyer 3 500 F C.C.
CASSIL, Rue Gerche - Tél :
45-68-43-43

15^e, r. du Commerce

Tys bon état, mte, équip, bain
marbre, Asc, pte imm, Loyer
4 100 F T.C.C. CASSIL, Rue
Gerche - 45-68-43-43

locations non meublées demandes

MASTER GROUP
recherche appartements vides ou
meublés du studio au 7 P.
Pour CADRES, DRAGONS
de SOCIÉTÉS et BANQUES
67, r. Vaneau, Paris-7
43-22-24-66 - 43-22-49-70

châteaux

GARD, 20 km mar, 800 m²
+ cste, 50/50 ha, Cste, Vue,
(15) 67-69-18-19, 6 h-22 h.

maisons individuelles

100 m Paris de la Seine, très
bon état, triple séjour, 4 ch., 4
bains, garage, jardin,
4 200 000 F, frais inclus
2^e ét, Tél : (1) 88-88-88-35

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services, 43-65-17-50

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements
Tél : 46-62-75-13

PROCHE-ORIENT

IRAQ : selon l'opposition

Les autorités auraient maté une tentative de rébellion chiite à Bagdad

Les autorités irakiennes ont déployé environ 30 000 hommes autour de Bagdad pour prévenir d'éventuels troubles, a affirmé mercredi 14 avril, dans un communiqué, un mouvement d'opposition au gouvernement de Saddam Hussein.

Le Congrès national irakien, qui groupe la plupart des formations de l'opposition, a indiqué que des barages routiers avaient été dressés et que des patrouilles en armes effectuaient des fouilles minutieuses, maison par maison.

Selon des voyageurs de retour d'Irak cités par Reuters, plusieurs dirigeants ont été arrêtés et exécutés dans le pays, dans le cadre d'une purge ordonnée par Saddam Hussein. Parmi les victimes se trouve l'ancien ministre de l'intérieur, Samir Abdel Wahab Al Chaikeli.

Saddam-Town, le quartier où vit une bonne partie de la population chiite de Bagdad, était sur le point de se soulever lundi contre le régime. Un groupe chiite armé

aurait tenté d'enlever le ministre de l'intérieur, Warhan Ibrahim Al Hassan, demi-frère de Saddam Hussein. « La tentative a échoué et la ville a été immédiatement en état de siège », a dit l'un de ces voyageurs.

Un appel à l'ONU

Par ailleurs, dans un appel adressé au secrétaire général de l'ONU, six organisations humanitaires opérant dans le Kurdistan irakien souhaitent que les personnels des Nations unies dans cette région établissent une coordination avec elles, notamment à propos « des incidents et accidents mettant en cause la sécurité des personnels expatriés ou locaux travaillant pour des agences internationales ». Cet appel est consécutif à l'assassinat, le 22 mars, d'un membre de l'organisation Handicap International.

« Ensemble nous avons fait l'histoire »

George Bush décoré à Koweït

L'ancien président américain George Bush a été décoré, mercredi 14 avril à Koweït, de la médaille Moubarak, la plus haute distinction koweïtienne, par l'émir Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, qui a saisi en lui l'acteur principal de la libération de son pays.

« Je vous remercie pour avoir brandi l'étendard de la libération » du pays après sept mois d'occupation irakienne (noté 1990-1991), a déclaré l'émir à

M. Bush, qui s'est dit profondément touché et honoré. « Ensemble, nous avons réellement fait l'histoire », a ajouté l'ancien président, qualifiant la libération du Koweït de « meilleur cadeau qu'on puisse offrir aux générations futures ». Reçu en héros à son arrivée dans l'après-midi pour sa première visite au Koweït, M. Bush devait s'adresser jeudi au Parlement et recevoir un doctorat honoris causa de l'université de Koweït. — (AFP)

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au 1-48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 19 AVRIL

S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^e ADER, TAJAN.
Expo. le 17-04 11 h/18 h.

MARDI 20 AVRIL

S. 9 - Montres-bracelets, bijoux. - M^e BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MERCREDI 21 AVRIL

S. 1 - Tableaux modernes et ententeprun. Tableaux anciens.
Meubles et objets d'art - M^e de RICQUES, M. Bismuth et
M. Augier, experts.
S. 3 - Livres anciens. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4 - 14 h 15. Faïences, porcelaines des XVIII^e et XIX^e s. -
M^e ADER, TAJAN, M. G. Lefebvre, expert. Expo. le 20-04
11 h/18 h.
S. 16 - Bons meubles. Ans primitifs. - M^e LOUDMER.

JEUDI 22 AVRIL

S. 8 - Livres anciens rares ou précieux. Illustrés modernes. -
M^e AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 23 AVRIL

S. 2 - Tab. bib., mob. - M^e BOISGIRARD.
S. 3 - Lettres et manuscrits autographes. Livres précieux. -
M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6 - Tableaux modernes. - M^e LOUDMER.
S. 7 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVII^e, XVIII^e et
XIX^e s. - M^e ADER, TAJAN, M. J. Saint-Bris, expert.
Expo. le 22-04 11 h/18 h.
S. 14 - Tableaux. Bâtois. Meubles anciens et style. - M^e AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DROUOT NORD - SALLE C
64, rue Doudeauville - Paris 18^e

SAMEDI 17 AVRIL à 15 h

TAPIS D'ORIENT

M^e ROGEON, commissaire-priseur.
Expo. le 16-04, 11 h/18 h et le 17-04 10 h/14 h.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 33, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002),
42-60-87-87.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-30-30.
de NICOLAS, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 45-75-81-65.

Le Monde

AVRIL 1993

PHILATELISTES

10 NOUVEAUX TIMBRES A LA POSTE

POLITIQUE

Les nouvelles orientations du

La longue communication sur « la sécurité en France » faite, mercredi 14 avril, par le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire en conseil des ministres a donné lieu au premier accord public de la cohabitation, le président de la République ayant émis des « réserves » sur le texte de Charles Pasqua. A l'issue du conseil, le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, a précisé que

les mesures qui concrétiseront les engagements de M. Pasqua (le Monde du 14 avril) seront rendues publiques au mois de mai. Le propos du ministre de l'intérieur est en effet resté très général, même s'il dégage des orientations dont les attendus sont déjà discutés.

Après les trois « bavures » mortelles de Chambéry, Paris et Wattrelos, auxquelles vient de s'ajouter le coup de

fau d'un policier de Cherbourg contre un mineur circulant à bord d'une voiture volée, la nervosité des services de police est illustrée par de nombreux incidents, plus ou moins graves. A la suite de la mésaventure d'une équipe de France 2 qui filmait la façade du commissariat central du dix-huitième arrondissement de Paris, prise à partie par des policiers, le Syndicat national des journalistes « constate que, si des

appels au calme ont été lancés par les familles des victimes des bavures récentes et par des associations responsables, certains policiers semblent ne pas entendre ces appels ».

Les orientations sur la sécurité définies par M. Pasqua ont enfin provoqué la « consternation » du Syndicat de la magistrature. « A l'heure, note cette organisation proche de la gauche, où bon nombre de jeunes des quartiers et

des banlieues vivent certaines pratiques policières comme parfaitement discriminatoires, qu'il s'agisse des contrôles d'identité fondés sur un « délit de faciès » ou des mesures de garde à vue arbitraires, un tel discours constitue une véritable provocation pour tous ceux qui considèrent qu'une politique d'intégration repose avant tout sur le respect des droits et des libertés de chacun ».

M. Mitterrand exprime des « réserves » sur la déclaration de M. Pasqua

A l'issue du conseil des ministres, mercredi 14 avril, l'Elysée a fait savoir que M. Mitterrand avait « émis des réserves sur les commentaires faits par le ministre de l'intérieur dans le cadre de sa communication sur la sécurité ». Le service de presse de la présidence de la République n'a donné aucune précision sur le contenu de la déclaration de M. Mitterrand.

A l'Elysée, on récusait toutefois, mercredi après-midi, l'interprétation selon laquelle le chef de l'Etat aurait décidé d'ouvrir les hostilités contre le gouvernement de M. Balladur comme il l'avait fait en 1986, au début de la première cohabitation, contre celui de M. Chirac. On indiquait que le président de la République se réservait le droit de réagir ponctuellement à toute déclaration ou à toute décision du gouvernement sans que l'on puisse en tirer des conclusions générales sur son attitude à l'égard de la politique de la nouvelle majorité.

La voie étroite

Suite de la première page

Depuis la nomination de M. Balladur, le chef de l'Etat a eu cohabité avec le ministre de l'intérieur. La première attitude : hormis son intervention télévisée du lendemain du second tour, il a choisi de ne pas s'exprimer, s'abstenant même d'adresser un message au Parlement avant la déclaration de politique générale de M. Balladur alors qu'il n'avait pas manqué de le faire pour M. Chirac et laissant dire que la manière dont le nouveau premier ministre se comporte à son égard est de nature à le satisfaire.

Ses brèves « réserves » sur les propos de M. Pasqua, que l'Elysée a aussitôt rendus publics, le jour même où, dans l'hebdomadaire *la Vie*, le chef de l'Etat souhaite l'adoption par le Parlement des trois projets de loi sur la biotique actuellement en navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat (le Monde du 15 avril), montrent que M. Mitterrand a senti le danger de rester « inerte », pour reprendre un

terme dont il a usé jadis. L'occasion était bonne, d'abord parce que les déclarations de M. Pasqua devant le conseil des ministres traduisaient un durcissement susceptible de justifier les « réserves » de celui qui se pose en garant des libertés, ensuite parce que le président de la République eut s'en prendre au ministre de l'intérieur sans mettre en cause M. Balladur et en espérant même introduire un veto contre M. Pasqua et M. Veil.

M. Mitterrand a pris soin toutefois de ne pas aller trop loin dans la critique, en distinguant la communication du ministre de l'intérieur des commentaires dont celui-ci l'a assortie, ce qui évite au président de la République de contester directement la politique du gouvernement. Sur les commentaires qui lui ont été défilés, l'Elysée se refuse à donner le moindre détail. On peut supposer que M. Mitterrand n'a pas accepté que M. Pasqua s'en prenne à la gestion des gouvernements précédents, qu'il a rendus

responsables, pour une large part, des difficultés rencontrées par la police.

Le chef de l'Etat s'est senti, en particulier, obligé de se défendre et de défendre ses ministres contre l'accusation, portée plus ou moins explicitement par M. Pasqua, de laxisme dans le contrôle de l'immigration clandestine. En parlant à ce propos de « tolérance coupable » (le Monde du 15 avril), le ministre de l'intérieur est passé en effet du registre de l'analyse à celui de la polémique. M. Mitterrand a donc tenu à le rappeler discrètement à l'ordre, afin de tracer les limites à ne pas dépasser. Il avait procédé de la même manière entre les deux tours de scrutin pour appeler M. Chirac à plus de mesure, en laissant entendre qu'il pourrait choisir le premier ministre hors des rangs du RPR.

Le président de la République, qui n'a guère d'autre moyen d'action, à l'heure actuelle, que la maîtrise de sa communication, doit calculer au plus juste l'expression de ses désaccords. Mais il n'entend pas se laisser oublier.

THOMAS FERENCZI

L'eau et le feu

Suite de la première page

« Véritable fracture sociale », « violence urbaine, drogue et, il faut bien le dire, immigration clandestine », « dérive », « dégradation », « zones de non-droit », etc. « Tel est le constat, a-t-il asséné devant le conseil des ministres. Et il est grave. » Le paradoxe est que le premier ministre a sans doute donné d'autant plus facilement son feu vert à ce discours-programme musclé de Charles Pasqua que la situation est, finalement, assez calme et rassurante. Profitant de l'anesthésie d'une gauche en quête infinie d'une hypothétique refondation, le gouvernement semble vouloir faire passer au plus vite dans l'opinion l'effet d'affichage qu'il recherche sur le terrain de la sécurité. Ce faisant, il prend deux risques : tenir un discours discutable, qui semble tourner le dos à une prise en compte de la complexité de la crise urbaine ; donner l'image ambiguë d'un pouvoir à deux langues, soufflant le chaud et le froid ; admettant les policiers pour mieux, ensuite, désigner les étrangers comme « bon-émigrants », « bons citoyens » et le feu - M. Veil, bien silencieuse, M. Pasqua, plutôt bavard.

Discutable, le tableau dressé par le ministre de l'intérieur l'est. Certes, il s'appuie sur des faits incontestables et désigne parfois de vrais problèmes - les ravages de la drogue et la délinquance des mineurs notamment. De plus, il souligne à juste titre le manque de souplesse des services de police, handicapés par des problèmes d'effectifs et d'effectifs qui onisent à leur présence continue sur le terrain. Mais M. Pasqua franchit une inquiétante ligne blanche quand il ramène la question de la violence urbaine persistante au problème des reconduites à la frontière ou encore, surdimensionne le poids des mineurs dans la délinquance violente. Il va encore plus loin quand, à mots couverts, il demande que matière de contrôles d'identité on aille au-delà de la législation actuelle qui, après tout, n'est pas laxiste puisque fidèle, mot pour mot, aux dispositions de la loi « sécurité et liberté » d'Alain Peyrefitte, si décriée par la gauche d'avant 1981. Aller au-delà, ce ne peut être qu'autoriser les policiers à « taper aux fessés », comme ils le disent dans leur langage imagé, en tout lieu et en toute occasion, dans la subjectivité redoutable du délit de faciès.

Mais ce discours risque aussi de nuire à la méthode Balladur en dévoilant trop rapidement son ambiguïté originelle. Le premier ministre semble vouloir tenir à la fois un propos conservateur et une ambition réformatrice. Il parle de progrès dans ses livres, ce fait l'éloge, tout en se méfiant de l'abus du progrès. Il appelle au « bon sens » et à la « réforme » - quitte à contredire celui - Michel Rocard - qui disait « tenir le rêve en politique, disons l'excès de rêve, comme une attitude de droite ».

Or, en passant sans transition des « bavures » à répétition au discours sécuritaire, M. Pasqua risque de donner à la politique gouvernementale une image équivoque, comme si la ligne médiane balladurienne se corrompait en ligne banale opportuniste, un coup à gauche, un coup à droite. Le ministre de l'intérieur est certes un démocrate, un démocrate sans doute autoritaire, dont le cabinet original, mêlant anciens militants d'extrême droite, conseillers centristes, un ancien journaliste de gauche et un ancien proche de François Mitterrand, traduit cette ambiguïté recherchée. On sait qu'elle vise : le front national, qui ne cesse de miner l'assise électorale de la droite. Mais il n'est pas certain - et l'ascension de l'extrême droite prouverait plutôt l'inverse - qu'il faisait partie du Le Pen sans Le Pen, notamment en matière d'immigration, on ne continue pas à faire son lit.

EDWY PLENEL

Etrangers et violence : un raccourci discutable

En reliant « violence urbaine », « immigration clandestine » et « drogue » pour laquelle « des étrangers » sont impliqués dans un « tiers des affaires », le ministre de l'intérieur a-t-il livré à un raccourci imagé mais discutable. Il existe déjà une marge entre les étrangers, dont l'immense majorité est en situation régulière et vierge d'inscription au casier judiciaire, et les « clandestins », qui ne sont d'ailleurs, parfois, que des « travailleurs clandestins ». M. Pasqua n'a pas évité une autre confusion entre « étrangers » et responsables de la « violence urbaine ». Les jeunes délinquants appréhendés après les manifestations du dix-huitième arrondissement de Paris sont, pour le pluspart, des Français, même si la couleur de peau fondée de quelques-uns d'entre eux peut les faire passer pour étrangers aux yeux de certains. Il est cependant difficile de nier qu'un étranger en situation irrégulière peut aussi être un délinquant. Délinquant, il l'est d'abord par définition puisqu'il contrevient à la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers. Sur 128 000 étrangers mis en cause dans des affaires pénales en 1990, soit 17 % du total des mises en cause, 33 200 l'étaient pour infraction au séjour (1). La part de ce type de délit dans la délinquance totale des étrangers s'est nettement accrue depuis que l'immigration a été suspendue, voilà bientôt vingt ans.

Les affaires liées aux stupéfiants

Cette inflation explique pour une large part la sur-représentation des étrangers dans les prisons (30,8 % en 1992 contre 6,4 % de la population). Un quart des détenus étrangers sont poursuivis ou condamnés pour des délits liés à l'entrée ou au séjour, qui conduisent presque automatiquement en prison. Les chercheurs du ministère de la justice ont établi que, si l'on exclut les infractions au séjour, la part des étrangers dans les statistiques pénales n'a guère varié entre 1976 et 1990, fluctuant autour de 14 %.

La part des étrangers, en situation régulière ou non, dans

les statistiques de la délinquance est très variable selon les types de délit. Ils ont, par définition, le monopole des infractions à la réglementation sur les étrangers, à savoir encore 88 % parmi les auteurs de faux documents administratifs et 44 % parmi les auteurs de vol à la tire. Mais, comme l'a souligné M. Pasqua, leur implication dans des affaires liées aux stupéfiants est particulièrement lourde : les étrangers constituent 37 % des personnes mises en cause pour trafic de stupéfiants, 20 % pour usage et revente, et 17 % pour consommation. Ils sont, en revanche, très rarement impliqués dans des affaires financières ou des infractions contre la famille et l'enfant.

Les reconduites à la frontière

Le ministre de l'intérieur a, d'autre part, rappelé la faible efficacité du système de reconduites à la frontière. Ce type de décision, qui sanctionne uniquement une infraction aux règles sur l'entrée et le séjour, peut être prise soit par les préfets (arrêté préfectoral de reconduite), soit par les tribunaux correctionnels (interdiction du territoire) à titre de peine principale ou complémentaire, en cas d'incarcération pour un autre délit par exemple. Or on ne peut nier qu'il y a loin des décisions à leur exécution. Sur les 42 859 décisions de reconduites à la frontière prononcées en 1992, tous ces condamnés, 8 638 ont été exécutées, soit à peine plus de 20 % contre 60 % à 70 % entre 1986 et 1989, et 47 % en 1990. Cette baisse spectaculaire s'explique, pour l'essentiel, par un artifice comptable.

Depuis 1991, en effet, l'administration délivre un arrêté de reconduites non seulement,

comme auparavant, à des étrangers interpellés ou détenus, mais aussi à ceux qui sont en liberté et dont le titre de séjour arrive à expiration. Cette nouvelle méthode a abouti à un triplement du nombre de reconduites prononcées, mais n'a pas fait évoluer la statistique des reconduites exécutées, seule significative. De fait, le chiffre brut des reconduites exécutées n'a guère varié depuis le premier séjour de M. Pasqua au ministère de l'intérieur. En 1987, 8 951 personnes avaient été reconduites par la voie administrative, 5 862 l'ont été en 1988, 5 881 en 1991 et 8 229 en 1992.

Cette piètre efficacité résulte principalement de l'impossibilité d'interpeller l'étranger en situation irrégulière et, lorsqu'il est interpellé, de prouver son identité et sa nationalité. Face à un étranger qui a détruit son passeport et refuse de déclarer son identité et face à des consultants étrangers qui refusent de reconnaître un citoyen et de collaborer à son identification, la police reste impuissante. Des négociations avec les pays d'émigration semblent le principal moyen pour le gouvernement de parvenir à améliorer le taux d'exécution des mesures d'éloignement.

Selon les statistiques du ministère de l'intérieur, l'étranger « introuvable » explique plus de 42 % des reconduites à la frontière non exécutées en 1992 tandis que le « défaut d'identité ou de document de voyage » compte pour 28,5 % des échecs. Dans 5,3 % des cas, la non-exécution résulte de l'impossibilité de trouver une pièce d'identité dans des délais compatibles avec le délai de rétention de sept jours imposé par la loi. En dépit de leur caractère dramatique et de leur médiatisation, les refus d'embarquer n'expliquent que marginalement les difficultés d'exécution des reconduites.

PHILIPPE BERNARD

(1) Pierre Tournier et Philippe Robert, *Etrangers : police, justice, prison. Approche statistique*. Étude annuelle au rapport du Haut Conseil à l'Intégration, décembre 1992.

Délinquance : un tableau alarmiste

Bien que s'appuyant sur le constat incontestable d'une progression de la délinquance et de la criminalité, le tableau alarmiste brossé par le ministre de l'intérieur mérite d'être nuancé. « Depuis quelques années, notre pays connaît une aggravation de l'insécurité », cette affirmation de M. Pasqua est d'autant plus réaliste qu'elle traduit une tendance longue à la hausse, qui est celle de tous les pays européens depuis 1960. Quand il constate, avec raison, que « 1992 a été marquée par le niveau de crimes et délits le plus élevé jamais constaté en France », il omet cependant de préciser que cette affirmation vaut depuis deux décennies, à l'exception notable de quelques années de déclin : 1978, 1985, 1986, 1987 et 1988.

La délinquance et la criminalité ont augmenté de 2,3 % en 1992 avec 3 829 487 crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie (compte tenu de la loi de décembre 1982 dépenalisant les chèques sans provision, qui conduit à retirer environ 120 000 infractions des statistiques en 1992, la hausse serait en fait voisine de 4,5 %). Mais ce n'est pas vraiment une nouveauté...

Les mineurs et la drogue

De 1963 à 1971, la croissance avait été régulière avec un taux moyen annuel de + 9,8 % (1). De 1972 à 1977, la progression s'était atténuée, avec un taux moyen annuel de + 3,8 %. De 1978 à 1984, la croissance avait repris de la vigueur avec un taux moyen de + 8 % par an. Seule la période allant de 1984 à 1989 avait été marquée par un retournement de tendance illustré par une baisse de - 3 % par an, avant de redémarrer à raison de + 6,5 % de croissance annuelle de 1989 à 1991. Cette dernière année a d'ailleurs enregistré une hausse (+ 7,2 %) plus forte que 1992.

M. Pasqua est également dans le vrai lorsqu'il indique que « les mineurs tiennent une place croissante dans la délinquance juvénile », ces vingt dernières années, progressé plus vite que

celle des adultes. En 1991, 101 631 jeunes âgés de treize à dix-huit ans ont été mis en cause par les services de police et de gendarmerie (un « sommet » statistique avait cependant été atteint en 1983, avec 107 808 faits à l'actif des mineurs).

Dans plus des trois quarts des cas, cette délinquance juvénile concerne des atteintes contre les biens (72 % des infractions sont des vols, pour lesquels les mineurs sont relativement plus impliqués que les majeurs ; 9 % concernent des dégradations de biens, « tags » ou vandalisme). Mais la prédominance de ces atteintes contre les biens relativise quelque peu le propos péremptoire du ministre selon lequel « les mineurs sont aujourd'hui responsables de plus de la moitié des délits commis avec violence ». En réalité, les crimes et délits contre les personnes ne constituent que 8 % de la délinquance des mineurs.

« La drogue est à l'origine de plus de la moitié des délits », a enfin affirmé M. Pasqua dans son exposé au conseil des ministres. La délinquance et la criminalité ont bel et bien explosé en matière de stupéfiants, passant de quelques centaines jusqu'en 1988 à 82 000 faits constatés en 1991. A l'image de ses prédécesseurs socialistes, Charles Pasqua considère que « la drogue est au cœur des phénomènes de délinquance » et qu'elle « est devenue l'ennemi public numéro un ». De là à avancer que celle-ci « est désormais à l'origine de la moitié des délits constatés dans les villes », il y a cependant un pas que le ministre de l'intérieur a sagement franchi. Car cette assurance ne repose que sur des estimations partielles : soit des évaluations réalisées à partir de la population carcérale ; soit des approximations concoctées à partir d'interrogatoires de délinquants dans tel ou tel service de police urbaine.

ERICH INCYAN

(1) Selon les statistiques de police judiciaire, collectées par les services de police et de gendarmerie, publiées dans *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1991*. La Documentation Française, 1992.

POLITIQUE

gouvernement sur la sécurité

Contrôles d'identité : un débat symbolique

Le débat sur les contrôles d'identité est éminemment symbolique : en 1982, au début du septennat de François Mitterrand, une vive polémique sur ce thème avait déjà opposé le ministre de l'Intérieur, Gaston Deffere, et le garde des sceaux, Robert Badinter. Alors que les socialistes s'appuyaient à abroger la loi «sécurité et liberté», Gaston Deffere avait publiquement plaidé en faveur d'un renforcement des contrôles d'identité qui allaient au-delà de la loi Peyrefitte alors que M. Badinter, estimant que les propos de son collègue de l'Intérieur «en engageaient que lui», insistait sur les risques d'atteintes aux libertés individuelles.

Après un arbitrage rendu par le premier ministre de l'époque, Pierre Mauroy, un texte sur les contrôles d'identité était inséré en 1983 dans le code de procédure pénale. En matière administrative, alors que la loi Peyrefitte autorisait la police à opérer des contrôles «en cas de recherches judiciaires ou pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens», le texte de 1983 exigeait qu'ils aient lieu «dans des lieux déterminés où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée». La nouvelle rédaction était un peu plus restrictive mais M. Peyrefitte se montrait satisfait : «C'est bonnet blanc et blanc bonnet», commentait-il au lendemain de l'adoption du texte.

Retour au texte de «sécurité et liberté»

Au fil de sa jurisprudence, la Cour de cassation posait cependant quelques garde-fous. En 1984, elle était ainsi amenée à se prononcer au sujet d'un contrôle d'identité qui avait eu lieu à la station de métro parisienne Stain-

grad, à 22 heures. Dans son arrêt, la cour d'appel de Paris avait avoué ce contrôle en estimant que «la fréquence des agressions et des vols à la tire dans l'enceinte du métropolitain et la facilité qu'offrent certains couloirs souterrains souvent isolés pour les commettre» justifiaient le contrôle d'identité de «toute personne en ces lieux où la sécurité des personnes et des biens était immédiatement menacée».

La Cour de cassation rejetait cette interprétation en soulignant que ce «motif d'ordre général» ne se référait à «aucun élément de la procédure». «Y a-t-il compatibilité entre le fait d'affirmer que l'ensemble du métro, soit 350 stations, 800 kilomètres de couloirs et 600 trains en circulation, constitue un lieu déterminé au regard de la loi et que la sécurité, quelles que soient l'heure et les circonstances, y est en permanence compromise et immédiatement menacée, notait lors de ce débat l'avocat général, M. Henri Donatien. Admettre cette thèse risque d'entraîner une dérive. Demain, à la suite d'agressions qui sensibiliseront particulièrement l'opinion publique, ne sera-t-il pas permis de dire, soit que tout le réseau SNCF est peu sûr, soit que tel quartier de Paris est toujours dangereux, soit que telle ville de France est constamment livrée à l'insécurité?»

Pourtant, à peine revenue au pouvoir, en 1986, la droite relançait le débat sur les contrôles d'identité. Deux mois à peine après son arrivée à la présidence, le garde des sceaux de Jacques Chirac, Alain Chalon, rédigeait un projet de loi sur les contrôles afin d'améliorer la prévention des infractions les plus courantes qui, par leur fréquence, créent et entretiennent en chacun un sentiment d'insécurité. En matière de police administrative, le texte finalement

adopté par le Parlement revenait au mot près à la formule de la loi «sécurité et liberté» de 1981 : les contrôles pouvaient avoir lieu afin de «prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens». Depuis cette date, et malgré le retour des socialistes au pouvoir, en 1988, le texte n'a jamais été modifié.

La jurisprudence de la Cour de cassation

Au fil des ans, la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation a cependant permis d'affiner ces notions. La Cour de cassation a ainsi été encadrée : dans un arrêt du 25 avril 1985, les juges de la Cour ont estimé que la police devait relever avant toute opération de contrôle «des éléments objectifs déduits de la personne même de l'intéressé étant de nature à faire supposer sa qualité d'étranger». Une plaque d'immatriculation étrangère peut ainsi constituer un indice mais un simple contrôle au faciès ne peut être toléré. «Toute distinction tenant à l'apparence physique seule, à la façon d'être», à l'aspect, serait insupportable et discriminatoire, notait en 1985 l'avocat général, M. Donatien. Outre les barrières qu'impose à ce sujet l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, c'est avant tout un problème d'éthique sur lequel on ne peut transiger.

La notion d'«atteinte à l'ordre public» a elle aussi été éclaircie par la jurisprudence. La Cour de cassation s'est ainsi prononcée, le 10 novembre 1992, au sujet d'un contrôle d'identité qui avait eu lieu de la gare de Villepinte, en Seine-Saint-Denis. La police s'étant contentée de déclarer que les personnes contrôlées «circulaient aux

abords de la gare de Villepinte, lieu propice aux vols à la roulotte» et qu'«ils s'exprimaient en une langue étrangère», la cour d'appel de Paris avait annulé le contrôle en soulignant l'insuffisance des déclarations des policiers. La Cour de cassation lui a donné raison. «L'application de l'article 78-2.2. [du code de procédure pénale, portant sur les contrôles d'identité], note la cour, est subordonnée à la prévention d'une atteinte à l'ordre public qui soit directement rattachable au comportement de la personne dont l'identité est contrôlée. La circonstance générale d'insécurité, dans l'hypothèse où il serait établi, ne saurait donc suffire à justifier des contrôles.

La jurisprudence a donc évolué dans un sens restrictif, veillant à mieux encadrer la pratique policière. Toutefois le texte qui régit actuellement les contrôles d'identité exige les mêmes conditions que la loi «sécurité et liberté». Certains souhaitent aujourd'hui aller plus loin : ils aimeraient que la police puisse s'affranchir des restrictions posées par le code de procédure pénale et le jurisprudence afin de pouvoir procéder à tout moment et en tout lieu à des contrôles d'identité. C'est le cas de M. Pasqua qui, s'il n'a encore rédigé aucun projet de loi, a estimé dans sa communication au conseil des ministres que les contrôles devaient être facilités : «Les contrôles d'identité ne peuvent plus être exercés. Il est normal que des règles strictes en définissent les modalités et en fixent les limites. Force est de reconnaître que la jurisprudence qui en découle remettrait en cause actuellement le principe même du contrôle.»

ANNE CHEMIN

M. Stasi (CDS) invite la majorité à résister aux «pressions nationalistes, ponjadistes et sécuritaires»

Bernard Stasi, vice-président du CDS, ancien député de la Marne, se réjouit, dans *Démocratie moderne*, organe de son mouvement, que la nouvelle équipe ministérielle ait «une forte tonalité sociale et européenne». Invitant ses amis à assumer «ce qu'il y avait de noble et de généreux dans le message socialiste avant qu'il ne soit obscurci par les affaires et les mensonges», il leur demande d'aider le gouvernement à «garder la cap» face aux «pressions nationalistes, ponjadistes et sécuritaires» qui pourraient s'exercer à son égard «dans certains secteurs de la

majorité». Il souhaite que «tous ceux qui, au sein de la majorité, partagent les mêmes conceptions» que les centristes aident le gouvernement à «tenir bon».

«A tenir bon, précise-t-il, sur l'Europe, contre la facilité des crispations nationalistes. A tenir bon sur une politique économique courageuse, contre la tentation de faire plaisir à des clientèles. A tenir bon sur le respect des droits de l'homme, malgré l'évidente nécessité d'une politique plus ferme en ce qui concerne la sécurité et l'immigration.»

Après une course-poursuite

Un policier de Cherbourg blesse un mineur avec son arme de service

CHERBOURG

de notre correspondant

Bruno Loit, sous-brigadier motocycliste de la brigade urbaine de Cherbourg (Mayenne), a été placé en garde à vue, mercredi 14 avril, après avoir blessé avec son arme de service un jeune mineur âgé de quinze ans, Fabrice, qui conduisait une voiture volée. Les coups de feu ont été tirés à l'issue d'une course-poursuite de plusieurs kilomètres, commencée dans le centre-ville de Cherbourg, qui s'est achevée en zone campagne.

Selon la préfecture, les motards avaient tenté d'intercepter le véhicule conduit par le mineur parce que l'immatriculation était «difficilement lisible». L'adolescent avait alors pris la fuite en

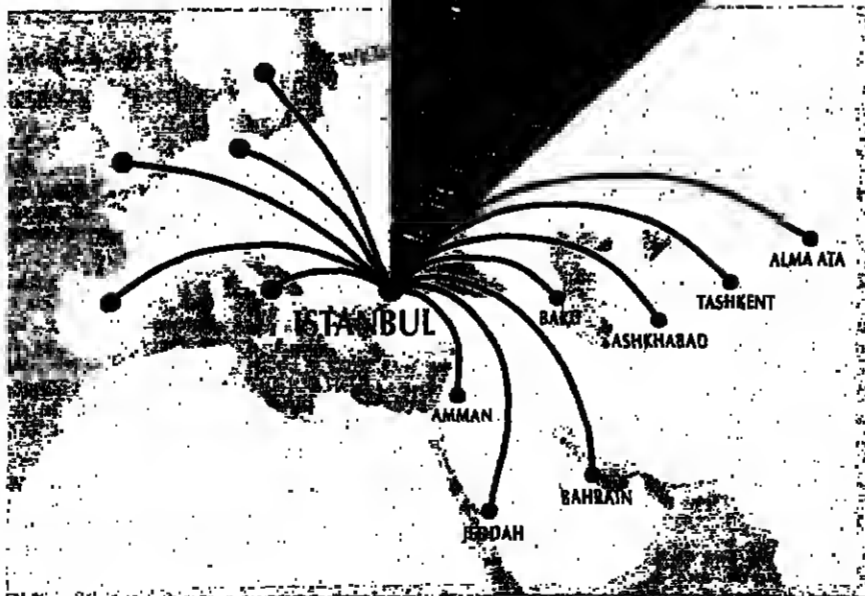
empruntant les trottoirs de l'agglomération de Cherbourg avant de prendre à vive allure la route conduisant à l'usine de La Hague. Un premier coup de feu a été tiré en l'air par l'un des motards, et le sous-brigadier s'est ensuite porté à la hauteur du véhicule avant de tirer. La balle s'est fichée dans le dos du conducteur alors que le policier affirmait avoir visé le pneu avant gauche du véhicule.

Le jeune blessé a été hospitalisé à l'hôpital Louis-Pasteur de Cherbourg et, selon le procureur de la République, Pierre Vellée, ses jours ne sont pas en danger. Le policier qui a tiré a été suspendu à titre conservatoire dans l'attente des résultats de l'enquête confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

RENÉ MOIRAND

ISTANBUL

Prenez le départ.
Avec Turkish Airlines.



Istanbul a été pendant des siècles le centre du monde civilisé. Et de nos jours il est aisé de comprendre pourquoi. Bien que beaucoup de choses aient évolué, Istanbul reste un centre majeur de civilisation, et de position très stratégique pour les voyages à destination du Moyen-Orient ou de l'Asie.

Surtout sur Turkish Airlines. Aucune compagnie aérienne, n'est plus accueillante, plus ponctuelle ou plus confortable, et n'offre les sièges de classe affaires les plus spacieux du marché.

Si vous y ajoutez notre hospitalité traditionnelle et chaleureuse, vous pourriez vous surprendre à penser que nous sommes encore le centre du monde civilisé.



TURKISH AIRLINES
LES NOUVEAUX HORIZONS DU CONFORT

POLITIQUE

Les débats au Parti socialiste

La direction provisoire du PS
cherche un accord avec ses opposants

La préparation des états généraux, qui visent à rénover le Parti socialiste et qui représentent, en même temps, la première étape d'une reconstruction de la gauche, a progressé ces derniers jours. Un accord se dessine entre la direction provisoire du PS, présidée par Michel Rocard, et certains des courants qui, jusqu'à présent, refusent d'y participer.

La direction provisoire du PS, réunie mercredi 14 avril, a fait connaître par son porte-parole, Jean Glavany, sa décision d'allonger le temps des débats et de discuter plus long. Dans le texte qu'ils avaient rendu public la semaine dernière, treize dirigeants réunis autour de Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Paul Quilès et Jack Lang - ces deux derniers étant fabiusiens - déclaraient la dissociation entre les états généraux et un congrès constituant du Parti socialiste, qui en tirerait les conclusions. La proposition de la direction provisoire va dans ce sens. Elle tient compte d'autre part, du souhait exprimé par les fondateurs, autour de Martine Aubry, Ségolène Royal, François Hollande, qui jugeaient impossible d'organiser des états généraux dignes de ce nom en deux mois et demi.

Cette formule répond au souci des amis de Laurent Fabius, qui souhaitent un délai de préparation des états généraux plus long. Dans le texte qu'ils avaient rendu public la semaine dernière, treize dirigeants réunis autour de Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Paul Quilès et Jack Lang - ces deux derniers étant fabiusiens - déclaraient la dissociation entre les états généraux et un congrès constituant du Parti socialiste, qui en tirerait les conclusions. La proposition de la direction provisoire va dans ce sens. Elle tient compte d'autre part, du souhait exprimé par les fondateurs, autour de Martine Aubry, Ségolène Royal, François Hollande, qui jugeaient impossible d'organiser des états généraux dignes de ce nom en deux mois et demi.

Retour
aux formes habituelles

Reçus mercredi matin par Michel Rocard, ces derniers lui ont indiqué que le calendrier de préparation des états généraux mais, aussi, la composition de l'instance qui en aura la responsabilité sont, à leurs yeux, décisifs. Ayant pris connaissance de la proposition de la direction, François Hollande a déclaré, jeudi matin, sur France 2 : «Maintenant que les états généraux sont repoussés, on peut envisager d'y participer si toutes les conditions sont remplies. (...) Il faut que le comité de préparation des états généraux soit le plus ouvert possible. Sur ce point, l'accord semble plus difficile, la direction provisoire estimant qu'elle a reçu mandat du comité directeur pour préparer ces états généraux. Elle refuse, donc, l'idée de mettre en place une commission ou un

groupe de travail qui seraient détenteurs de la légitimité, tandis qu'elle serait cantonnée dans la gestion des affaires courantes, administratives, jusqu'à la conclusion du processus et à la mise en place d'une nouvelle direction.

Les fabiusiens, de leur côté, n'ont pas exprimé d'avis sur la proposition de la direction provisoire. Des discussions sont en cours. Elles portent, notamment, sur des questions statutaires complexes. En clair, il s'agit de savoir si l'oo est entré déjà dans la gestation d'une formation politique nouvelle, appelée à remplacer le PS, ou bien si celui-ci demeure l'armature d'un parti qui pourrait porter ou autre oom, mais qui conserverait, pour l'essentiel, les structures actuelles. Cette question s'était déjà posée lorsque la direction provisoire avait annoncé que les participants aux états généraux recevraient des cartes spéciales, ce qui signifiait que les militants du PS ne seraient pas seuls concernés. Les fabiusiens avaient exprimé leur hostilité à cette méthode, ce faisant valoir que seul un congrès statutaire, réunissant les militants habituels à y participer au terme des règles en vigueur, pourrait prendre des décisions engageant l'avenir du Parti socialiste.

L'hypothèse retenue aujourd'hui par la direction est celle du «congrès constituant» souhaité par les «Treize», qui serait donc un congrès ordinaire, mais pourrait prendre des décisions d'application immédiate. Selon une procédure qui avait été employée en 1969, dans la phase de rénovation de ce qui était alors la SFIO, le congrès pourrait prendre des décisions de vote, les instances dirigeantes - qui permettraient la transformation du parti selon les orientations retenues par les états généraux. Reste à savoir quelle forme doit prendre la direction d'ici là. Certains suggèrent que le comité directeur, convoqué pour le 24 octobre, suspendu depuis la réunion du 3, telle est la proposition de Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur du Territoire-de-Belfort, fabiusien. D'autres imaginent qu'en outre la direction provisoire deviendrait alors le nouveau secrétariat national, où ne serait représentée que la majorité du comité directeur et du bureau exécutif, comme cela a déjà été le cas en l'absence de «synthèse» au sein du PS.

Ce retour aux formes habituelles pourrait permettre celui des courants actuellement en opposition à la direction provisoire. Celle-ci, cependant, ne veut pas se voir dépasser, par ce moyen, des prérogatives qu'elle tient du vote du 3 avril.

P. J.

Au conseil des ministres

Le programme de travail
du gouvernement

Le conseil des ministres du mercredi 14 avril a commencé par une communication d'Edouard Balladur sur le programme de travail du gouvernement. En rendant compte des travaux du conseil, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a qualifié ce programme d'«extrêmement copieux».

Le vendredi 23 avril, le premier ministre recevra, une journée entière, l'ensemble des organisations syndicales pour rechercher les moyens d'équilibrer les comptes sociaux et préparer la loi-cadre sur l'emploi (lire page 18). Le mercredi 28 avril aura lieu un débat à l'Assemblée nationale sur la ville. Dans les premiers jours du mois de mai, le conseil des ministres approuvera le projet de collectif budgétaire. A la même époque seront connus les projets de loi fixant le cadre des privatisations et réformant le statut de la Banque de France; sur ce dernier sujet, le premier ministre a demandé, selon M. Sarkozy, qu'il n'y ait pas de «querelles sémantiques sur les mots», s'appuyant sur le Petit Robert pour montrer le peu de différence entre les sens des mots «autonomie» et «indépendance». Le 7 mai, le chef du gouvernement recevra l'ensemble des organisations agricoles à la veille du conseil des ministres de la Communauté européenne, qui devra faire le point des négociations du GATT.

Toujours au cours du mois de mai, les députés devraient débattre

de la réforme du code de la nationalité. Mais, contrairement à ce qui avait été annoncé mardi 13 avril à la sortie de la conférence des présidents de l'Assemblée nationale (le Monde du 15 avril), le premier ministre n'a pas encore décidé, a expliqué le porte-parole du gouvernement, si le texte soumis au Parlement serait celui déjà voté par le Sénat en juin 1990 ou un projet d'origine gouvernementale. Pour parfaire son information sur le sujet, M. Balladur a reçu mercredi Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, qui, au deuxième semestre 1987, avait présidé la commission de réflexion sur la nationalité mise en place par Jacques Chirac, alors premier ministre.

De même, à la fin du mois de mai, le Parlement aura à débattre d'une révision constitutionnelle réformant la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature. Là aussi, M. Sarkozy a précisé que le premier ministre n'avait pas encore décidé si le gouvernement s'appuierait sur la réforme proposée, en mars dernier, par M. Mitterrand sur un autre texte, ce qui, constitutionnellement, nécessiterait l'aval du président de la République. C'est aussi à cette époque que devraient être mis en discussion la modification de la réforme du code de procédure pénale et le changement de statut de la Caisse des dépôts et consignations.

Un entretien avec Henri Emmanuelli

«Il appartient à Michel Rocard de créer le sursaut après la défaite»
nous déclare l'ancien président de l'Assemblée nationale

Député des Landes, ancien président de l'Assemblée nationale, mitterrandiste depuis son entrée au PS en 1972 et proche de Lionel Jospin, Henri Emmanuelli a été l'un des artisans du renversement de majorité qui a conduit, lors de la réunion du comité directeur du PS, le 3 avril, à la mise en place d'une direction provisoire présidée par Michel Rocard. Il appartient à ce dernier de créer le sursaut après la défaite, explique-t-il dans l'entretien qu'il nous a accordé.

«Comment les militants socialistes ont-ils réagi, selon vous, le comité directeur du 3 avril?»

«J'ai participé, mardi soir, à une réunion des militants de ma circonscription, dans les Landes. Il y avait cinq cents personnes. On a discuté jusqu'à 2 heures du matin. Ils ont été très réactifs, mais la vraie interrogation, maintenant, c'est ce que nous allons faire: d'abord, ne pas passer par pertes et profits l'analyse des raisons de notre défaite. Beaucoup de gens disent: on veut pouvoir s'expliquer, et c'est un sentiment que je partage. La deuxième question est: le socialisme a-t-il un avenir ou pas? A-t-il une utilité? C'est la question fondamentale que pose ce qui se passe en France et en Europe.

«Vous avez parlé de «partisanisme» à propos du «big bang» annoncé par Michel Rocard. Vous avez été plutôt critique pendant la période durant laquelle il était premier ministre. Qu'est-ce qui vous a convaincu, finalement, de l'aider à prendre la direction du PS?»

«Je n'ai jamais été rocardien, je ne le suis pas, et il est peu vraisemblable que je le devienne. Il y a plusieurs cultures à droite, il y en a aussi plusieurs à gauche. Il est clair que, la plupart de mes amis et moi, nous n'appartenons pas à la même tradition culturelle de la gauche que Michel Rocard. Il ne faut pas en tirer argument pour créer des conflits. Si la gauche veut être une force d'alternance, il faut que les socialistes arrivent à faire, soit dans leur formation politique, soit autour d'eux, la synthèse entre ces diverses cultures.

«Alors, pourquoi ai-je proposé, au soir de la réunion du comité directeur, qu'on le nomme président? Parce qu'après avoir mis en place une direction provisoire qui avait l'avantage de présenter beaucoup de têtes nouvelles, nous nous sommes posés, quand même, la question de la notoriété et de l'impact sur l'opinion. Il était clair que celui qui, parmi nous, à ce moment-là, disposait de la plus forte notoriété et de la plus forte représentativité, c'était Michel Rocard.

«J'ai dit, d'autre part, ce soir-là, devant le comité directeur: dans la vie politique, d'un homme, il y a toujours un moment de vérité. Michel Rocard aspirait aux plus hautes fonctions au nom de la gauche. Je pense qu'il y a aspiré encore, même s'il a remis en question, d'une certaine manière, la légitimité de candidat «naturel», expression que je n'ai jamais aimée. C'est son heure de vérité. Il lui appartient de créer le sursaut après la défaite, mais ce n'est pas pour autant que nous avons fait allégeance à la culture politique de Michel Rocard.

«Dans la mesure où vous avez beaucoup critiqué le présidentisme induit par les institutions, n'est-il pas paradoxal, de votre part, de mettre à la tête du PS un «présidentisme»?»

«Nous n'avons pas installé un «présidentisme» à la tête du parti, mais à la tête de la direction provisoire du parti, pour faire les états généraux de la gauche. J'ai été très heureux de l'entendre dire, le 9 avril sur France 2, que, passé cette phase, il n'y avait rien.

«La reconnaissance de la majorité - relative - qui s'est dégageée au comité directeur est-elle, selon vous, la condition d'un accord avec les minorités?»

«Je ne souhaite pas qu'il y ait une crispation sur le vote qui intervient ce jour-là. Je ne souhaite pas du tout que ce vote soit considéré comme une œuvre destinée à durer. Il y aura un nouveau comité directeur le 24 avril. Je serais heureux qu'il y ait un accord général

sur le processus qui sera proposé ce jour-là. La direction provisoire a demandé à tout le monde d'y être. Les places prévues pour ceux qui, actuellement, refusent de les occuper, leur sont effectivement réservées. Ce n'est pas une fiction. Je souhaite qu'ils les occupent.

«Pas la première, quand même?»

«Je vous répète que c'est, à mon sens, la responsabilité de Michel Rocard, aujourd'hui, de créer un sursaut et de permettre le débat. C'est pour lui un enjeu considérable. Je lui souhaite de réussir car, sinon, nous partirons pour des années d'errance.



Une «gadgétisation» de la vie politique

Une «gadgétisation»
de la vie politique

«Tout le monde parle de rassemblement, mais on assiste plutôt à la division des PS, peut-être même, selon certains, à son éclatement. Pour-il survivre à la crise qu'il traverse en ce moment?»

«Je ne crois pas que le PS va éclater. Le départ de Jean-Pierre Chevènement était annoncé depuis des mois, et j'espère qu'il reviendra le plus rapidement possible.

«Je ne pense pas que les analyses des différentes sensibilités socialistes soient devenues divergentes. Je pense, même, qu'il y a eu une homogénéisation de la pensée politique de la gauche ces dernières années, mais il faut que nous ayons une explication vraie sur ce qui s'est passé pendant cette période. Je n'accepterai pas l'alibi de la chute du mur de Berlin - pourquoi attendrait-elle en priorité les socialistes? - ni l'explication par les affrontements du congrès de Rennes: la vie du RPR en 1992, celle du PS à Metz deux ans avant la victoire de 1981 montrent que les confrontations vives au sein d'un parti ne l'empêchent pas de gagner.

«La vérité, c'est que nous sommes dans une situation où l'économie est marquée en train de rencontrer ses limites et que nous avons payé pour ses échecs, notre responsabilité politique étant de nous être totalement identifiés au libéralisme économique. C'est pour cela que nous avons été battus.

«L'unité du socialisme français ne vous paraît-elle pas menacée aujourd'hui?»

«Non, à la marge et pas sans espoir de retour.

«Estimez-vous qu'il serait utile, pour s'en assurer tout à fait, que Jacques Delors clarifie sa position?»

«Je remarque que beaucoup de gens font passer Jacques Delors, mais que lui, il ne parle pas. S'il le souhaite, il est assez grand pour le faire lui-même. Pour l'instant, il n'a rien dit.

«On vous présente souvent comme un conservateur de la gauche, qui aurait tendance à se référer à une vision que les années d'exercice du pouvoir ont rendue caduque.

«J'ai beaucoup souffert, durant les cinq dernières années, de constater que chaque fois que l'on rappelait qu'il existe une politique de gauche, on était taxé d'archaïsme. Je me souviens du principe de 1988, lorsque j'ai émis quelques doutes sur la représentativité de certains ministres, présentés

comme les porte-parole de la «société civile», et rappelé qu'en démocratie, je ne connaissais qu'un principe de légitimité: le suffrage. Je me suis fait traiter d'archaïque, de dinosaure. Or je constate que, depuis quinze jours, on ne parle plus de la «société civile», englobée dans le vote des 21 et 28 mars.

«J'ai souffert de ce que j'ai considéré comme une gadgétisation de la vie politique et du fait que l'oo ne pouvait la démentir sans être considéré comme un fossile. On peut avoir des valeurs de gauche et se projeter dans l'avenir. On peut rappeler qu'une politique fiscale est toujours nécessaire et que le problème des inégalités n'est pas politiquement caduc, on peut exprimer son attachement à certains principes tels que la laïcité, sans être archaïque. Je ne considère pas, à contrario, que s'être couché dans le lit du libéralisme économique était une preuve de modernité. Ce l'était d'autant moins qu'on l'a fait au moment où ce lit commençait à devenir inopportune.

«J'ai fait soixante-huit réunions pendant ma campagne électorale, en disant aux gens: le chômage n'est pas l'enfant des socialistes, mais celui du progrès, des gains de productivité. C'est un processus qui ne s'arrêtera pas. Il va, au contraire, s'accroître. J'ai mis beaucoup de temps à me rendre compte, comme d'autres, qu'il n'y a pas de solution au chômage dans des politiques classiques de relance de la croissance, ni dans un effort de formation, mais qu'il est en puissance d'un phénomène de société durable, dont les effets vont s'amplifier. Les vraies questions qui nous sont posées sont donc beaucoup plus graves: faut-il arrêter le progrès? Non, je reste progressiste. Faut-il se cloîtrer derrière ses frontières? Je n'y crois pas. Il va donc falloir organiser une réponse sociale et politique à cette réalité fondamentale.

«Je ne suis pas persuadé que tout le monde ait compris, à gauche, ce que c'est un processus irréversible, mais je suis sûr que la droite restera étrangère à cette analyse, dont les conclusions sont politiquement inacceptables pour elle. Car il y a de réponse que dans la restauration de l'action publique, pratiquant une politique de transferts directs ou indirects. La difficulté des socialistes dans les années à venir va être de promouvoir cette analyse et cette vision de la société dans un contexte particulièrement hostile parce que, aujourd'hui, le système de valeurs dominant, c'est l'individualisme. Nous avons donc ce handicap, notamment vis-à-vis des jeunes. Il n'est pas facile de leur expliquer qu'il y a pas de remède au chômage au sens économique classique et qu'il faut réorganiser la société autour d'un fait dominant: on va produire de plus en plus de biens et de services avec de moins en moins de gens. Si l'on assure pas de transferts entre le processus de production de la richesse et ceux qui ne sont pas impliqués dedans, on va vers une société à la «Mad Max». Cela va être le débat de la fin de ce siècle et du début de l'autre. Voilà pourquoi je crois à l'avenir du socialisme.

Pas de fétichisme
de la structure

«Que pensez-vous de l'enlèvement de ceux qui disent que la gauche a été prisonnière d'un modèle d'organisation partisane dépassé?»

«Je suis étranger à la conception qui consiste à mettre le parti au-dessus de tout. En 1987, au moment du congrès de Lille, j'étais allé voir Lionel Jospin pour lui dire: il faut changer le nom du Parti socialiste. Je ne suis pas du tout attaché au formalisme du parti.

«Vous n'êtes pas attaché à un modèle de parti de militants ou de ceux-ci ont seuls le pouvoir de voter dans les congrès, etc.?»

«Je suis attaché au militantisme qui a toujours existé sous diverses formes, mais je ne suis pas figé sur un modèle. L'essentiel est de créer le cadre d'une réflexion et d'une action collective. Mais au final, si l'on veut avoir un fonctionnement

démocratique, il faut qu'il y ait des votes. Sinon, c'est la cooptation, l'autoproclamation ou la cathodisation.

«Etes-vous aussi ouvert sur la question des alliances?»

«Il ne faut pas traiter par-dessous la jambe le problème du Parti communiste. Il représente 9 % de l'électorat, ce qui n'est pas rien quand on voit le mal qu'ont certains groupes à en réunir 4 %. En même temps, peut-être parce que j'ai été élevé dans cette religion-là, je considère que le Parti communiste a correspondu à un rêve des classes populaires et que demeure, dans une large partie de l'opinion que nous cherchons à séduire, la nostalgie de ce rêve brisé. Je souhaite que le PC évolue et je ne serais pas surpris que, dans les trois ans qui viennent, il change d'une manière telle qu'elle résoudra les questions que nous nous posons aujourd'hui au sujet de ce parti.

«Le PS plus le PC, cela fait moins de 30 %...»

«Je ne crois pas qu'on puisse raisonner comme cela. Il y a dans la société française un «marais» considérable. On n'est pas en présence des mêmes réflexes politiques que ceux que l'oo avait connus depuis une dizaine d'années. Alors, les gens appartenant à une famille politique un peu comme à une église, et changer de vote était une trahison à leurs propres yeux. Je crois que ce lien entre la personne et son vote a disparu pour une grande partie de l'électorat. D'où les mouvements de grande amplitude auxquels on assiste. Cela ne signifie pas que la France soit au centre.

«Il reste que la vision sociale que vous exposez là y a un instant supposé, pour s'imposer, que vous trouviez des alliés, qui vous ont fait défaut ces dernières années...»

«Je ne suis pas sûr que nous o'ayons pas basculé dans l'erreur politique classique qui consiste à vouloir d'abord séduire ceux qui se voient pas pour nous, avant de penser aux attentes de nos propres électeurs. Giscard avait déjà fait cette erreur. J'ai toujours pensé que nous avions tort de ne pas affronter les catégories sociales qui nous étaient hostiles, parce que, de toute façon, elles ne voteront pas pour nous.

«Sociologiquement, la population active est constituée de 85 % de salariés. Parmi eux, il y a peut-être 15 % de cadres supérieurs, dont la vision de la société s'apparente à celle des «classes dominantes», des propriétaires, mais le corps central des salariés, au cœur de la tourmente du chômage, forme notre électorat stratégique. Politiquement, je ne crois pas à l'écologie comme force politique autonome, mais il peut être une sensibilité politique bien marquée dans la gauche.

«Je me souviens d'un article d'Oskar Lafontaine sur les «humanismes négatifs», c'est-à-dire des mouvements qui résistent toujours en défense, pas en proposition: défiance des droits de l'homme, antiracisme, féminisme, écologie. Autour du Parti socialiste, il faut associer ces mouvements, mais, franchement, vous savez bien qu'ils ne sont jamais très loin de nous et nous devons tout faire pour entrer avec eux dans un dialogue constructif et une action commune.»

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

o Saint-Tropez: élections municipales les 2 et 9 mai. - De nouvelles élections municipales auront lieu à Saint-Tropez les 2 et 9 mai après la démission de plus du tiers des conseillers (le Monde des 8, 11-12, 13 et 14 avril). Alain Spada, maire (div. d.) sortant, a jugé «illégal» l'arrêté du préfet convoquant les électeurs.

o Eric Raoult (RPR) vice-président de l'Assemblée nationale. - Eric Raoult (RPR), député de Seine-Saint-Denis, a été désigné mercredi 14 avril vice-président de l'Assemblée nationale. Il remplace à ce poste Pierre Mazeaud (RPR), élu le 8 avril président de la commission des lois de cette assemblée.

فكرنا من الأصل

Universitaires, cette semaine, vous allez certainement vous poser quelques questions ?

Montpellier *ou* Amiens ?

Strasbourg *ou* Amiens ?

Paris *ou* Amiens ?

Toulouse *ou* Amiens ?

Lyon *ou* Amiens ?

Bologne *ou* Amiens ?

Grenoble *ou* Amiens ?

Rennes *ou* Amiens ?

Nantes *ou* Amiens ?

Boston *ou* Amiens ?

Heidelberg *ou* Amiens ?

Cambridge *ou* Amiens ?



Enseignants-chercheurs qualifiés par le CNU, il ne vous reste plus que quelques jours pour déposer votre dossier de candidature pour la rentrée universitaire 1993-1994. A Amiens, avec ses 20 000 étudiants, l'Université de Picardie Jules Verne vous propose des conditions de travail de qualité. Et pour mieux vous accueillir, la Région de Picardie, le Département de la Somme et la Ville d'Amiens prennent en charge votre 1^{re} année de loyer* à Amiens.

* Jusqu'à 5000 F par mois pour les candidats retenus.



Avant de décider de votre affectation
discutez en avec Daniel Couapel au 22.82.72.67
ou écrivez-lui :
Université de Picardie Jules Verne, Chemin du Thil,
80025 Amiens Cedex 1 - Fax : 22.82.75.00.
Il attend votre appel ou votre lettre.



SOCIÉTÉ

Dans une lettre rendue publique par l'épiscopat polonais

Jean-Paul II invite les carmelites à quitter le camp d'Auschwitz

L'épiscopat polonais a rendu public, mercredi 14 avril à Varsovie, une lettre adressée directement par le pape aux carmelites qui, depuis 1984, occupent l'ancien théâtre du camp de concentration d'Auschwitz. Il les presse de quitter les lieux et de gagner « un autre endroit de la ville d'Oświęcim » (nom polonais d'Auschwitz). Jean-Paul II fait allusion au nouveau couvent construit à 500 mètres du camp, à l'intérieur d'un Centre d'informations sur la shoah ouvert à la suite des accords judéo-catholiques de Genève en 1986 et en 1987 (le Monde du 10 février).

« A partir, par la volonté de l'Eglise, vous devez vous déplacer vers un autre endroit, toujours à Oświęcim », écrit Jean-Paul II aux religieuses polonaises. « Chacune d'entre vous est libre de choisir soit de continuer sa vie de carmelite dans la même communauté, soit de revenir à son couvent d'origine (1). C'est sans doute un moment d'épreuve pour chacune (...). Je prie le Christ crucifié et ressuscité pour

qu'il vous fasse connaître sa volonté et la vocation particulière de chacune sur le chemin de la vie monacale. »

« Auschwitz et tout ce qui s'associe à ce lieu comme héritage tragique appartenant à l'Europe et à l'humanité entière, constitue toujours l'objectif du carmel, ajoute le pape. Il s'agit en particulier de tout ce qui s'associe au camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau dans la mémoire des fils et des filles d'Israël et, en même temps, de tout ce qui s'y associe dans l'histoire des Polonais, dans l'histoire de notre patrie.

Volonté d'en finir

« La manière dont l'avenir se fera à partir de ce passé douloureux dépend dans une grande mesure du fait de savoir si, à l'entrée d'Auschwitz, veillera l'amour plus puissant que la mort. (...) C'est plus particulièrement à nous, chères sœurs, qu'est confié le mystère de cet amour rédempteur », conclut le pape.

Dès le 1^{er} avril dernier, à la demande de l'épiscopat polonais, la congrégation romaine des religieuses avait publié une lettre exigeant le transfert du carmel (le Monde du 3 avril). Cette lettre a été remise

aux sœurs et suivie d'entretiens avec Mgr Tadeusz Rakoczy, évêque du diocèse de Bielsko-Biala dont dépend la ville d'Oświęcim. A son tour, le cardinal Glemp, primat de Pologne, mardi 13 avril, s'est prononcé pour le départ des carmelites (le Monde du 15 avril). Cette fois, c'est le pape lui-même qui intervient, sans doute pour vaincre les dernières résistances locales. Un comité de soutien aux religieuses s'est reconstruit ces derniers jours à Auschwitz.

Cette convergence d'interventions souligne la volonté d'en finir. Cello-ci avait été exprimée dès janvier dernier, au cours de la visite ad limina des évêques polonais, mais elle en était restée à un « accord oral » de la hiérarchie polonaise pour le transfert du couvent. La temporisation de ces dernières semaines tient au respect des formes juridiques. Devant le désaccord persistant entre, d'un côté, le provincial des carmes de Pologne et l'évêque du lieu, et, de l'autre côté, la communauté des sœurs, c'est le Vatican (congrégation romaine des religieuses) qui, finalement, devait arbitrer. C'est ce qui s'est produit.

La lettre du pape pour accélérer le démantèlement de l'abbaye du carmel a été rendue publique à la

veille des cérémonies, les 18 et 19 avril à Varsovie, devant marquer le cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto. Plusieurs milliers de juifs sont attendus pour cette manifestation de souvenir au cours de laquelle s'exposeront MM. Walesa, président de la République polonaise, Gorz, vice-président des Etats-Unis, Rabin, premier ministre israélien, et Kahn, président du Congrès juif européen.

An cours d'une récente rencontre avec Jean-Paul II, Edgar Broofman, président du Congrès juif mondial, avait souhaité que l'affaire du carmel soit close avant ces cérémonies. La lettre du pape aux religieuses satisfait aujourd'hui la communauté juive, qui n'en continue pas moins d'attendre le départ des sœurs et la disparition de tout signe chrétien et autre symbole religieux, comme dit Jean Kahn, sur le site d'Auschwitz.

H. T.

(1) Quarante religieuses sont encore présentes dans le carmel d'Auschwitz. Selon des estimations locales, la plupart regagneront leur maison mère située à Poznan, plutôt que de se déplacer dans le nouveau couvent.

Accusé du meurtre de Ghislaine Marchal à Mougins

Omar Raddad est renvoyé devant les assises

Dans un arrêt rendu mercredi 14 avril, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, présidée par Jean-Claude Mistral, a décidé le renvoi devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes d'Omar Raddad, le jardinier marocain accusé du meurtre de Ghislaine Marchal, une riche veuve de soixante-cinq ans, assassinée le 23 juin 1991 à Mougins, près de Cannes. Les avocats de la défense, M^{rs} Gérard Baudoux (Nice) et Georges Girard (Grasse), ont annoncé qu'ils allaient former un pourvoi en cassation - non suspensif - en soulignant une nullité de procédure.

NICE

de notre correspondant régional

L'assassinat de Ghislaine Marchal, veuve de l'un des frères Marchal, créateurs de la marque de bougies et d'accessoires automobiles, fait partie de ces affaires criminelles hors série dignes de la fiction créatrice d'Agatha Christie. Un meurtre dont l'auteur présumé a été dénoncé, post mortem, par la victime elle-même, en lettres de son propre sang.

Ghislaine Marchal a été tuée le dimanche 24 juin 1991 dans sa villa de Mougins, La Chamade, un grand mas dominant la baie de Cannes où elle s'était installée en 1986 après le décès de son mari. Cette aristocrate secrète et autoritaire y vivait seule tout en recevant et sortant beaucoup. Alertés par l'une de ses amies inquiète de son silence, les gendarmes vont découvrir son corps le lendemain en fin de journée. Ghislaine Marchal gît, face contre terre, les bras étendus au-dessus de sa tête, derrière la porte de la chaufferie, au fond d'une grande cave en sous-sol.

D'après les résultats de l'enquête de l'assassinat, elle a été frappée à la tête et aux jambes, avec une barre de fer coudée, et reçue une dizaine de coups de poignard dont six à l'abdomen, le plus violent ayant provoqué une quasi-éviscération. Mais, selon les médecins légistes, aucun de ces coups n'a été mortel et Ghislaine Marchal a pu survivre de goinard à trois minutes. Sur une porte de la cave, un message, mal orthographié, a été tracé en lettres de sang : « OMAR M'A TUER ». Dans la chaufferie, à une vingtaine de centimètres du bas de la porte, le même message est resté inscrite. On lit « OMAR », puis deux lettres, également en capitales, ressemblant à un « M » et à un « T ».

Une double expertise en écritures les confirme : ces seize lettres sont bien de la main - et du sang - de Ghislaine Marchal. Les experts précisent, de plus, que « la deuxième mention, moins claire que la première, démontre des traces d'effacement physique, logique chez le scripteur ». « Ce qui ajoutent-ils, permet d'écrire l'hypothèse d'une quelconque mise en scène. » D'autre part, la porte d'entrée de la cave a été bloquée, de l'intérieur, avec la barre en fer et un lit pliant, comme si Ghislaine Marchal avait cherché à se protéger contre le retour de son assassin.

Une dénonciation inouïe

Dès le départ de l'enquête, le crime paraît donc élucidé : le meurtrier présumé est clairement désigné comme le jardinier marocain de Ghislaine Marchal, Omar Raddad, alors âgé de vingt-neuf ans, au service de sa victime depuis environ deux ans. Or, depuis son inculpation pour homicide volontaire, le 28 juin, après avoir été interpellé, quarante-huit heures auparavant, dans sa belle-famille à Toulon, où il était allé voir son épouse, le jeune Marocain a constamment nié le crime dont on l'accuse.

Elément le plus accablant pour lui est, évidemment, la « dénonciation », à tous égards inouïe, de Ghislaine Marchal. Mais il existe d'autres présomptions. L'heure de la mort de la riche veuve a été située, précisément, entre 11 h 45 et 12 h 30. Dans cet intervalle, on l'a appelée sur téléphone. Elle a répondu au premier coup de fil, mais pas au second. Ce samedi, Omar Raddad travaille dans la ville d'un voisin de Ghislaine Marchal. Il a quitté son poste vers 12 heures et y est retourné vers 13 heures.

Entre-temps, il affirme s'être rendu, pour déjeuner, à vélo, à son domicile du Cannet-Rochville, à quelques kilomètres de Mougins. Comme il l'a indiqué, il a bien téléphoné à son épouse à

12 h 51 d'une cabine publique située près de chez lui (ainsi qu'en fait foi un relevé de France Télécom). Mais, pour le reste, son alibi n'a pu être vérifié et, au demeurant, selon l'accusation, il a eu matériellement le temps d'effectuer son trajet et de commettre le crime. D'autre part, on a retrouvé des traces de poussière provenant de la cave de La Chamade sous la semelle de ses chaussures et sur ses pantalons.

Reste le mobile : Omar Raddad avait des pressants besoins d'argent. Il était un client assidu de la salle des machines à sous du casino Croisette de Cannes, fréquentant les prostituées et avait demandé à plusieurs reprises des avances sur salaire à ses employeurs. Or le me à main de Ghislaine Marchal a été découvert vide alors que, quatre jours avant sa mort, celle-ci avait retiré une somme de 5 000 francs de sa banque. A l'inverse, la défunte fait observer qu'aucune trace de sang n'a été décelée sur les vêtements que portait le jeune jardinier, qu'il n'a pas été relevé d'empreintes digitales et qu'il n'y a aucun autre indice matériel de la présence d'Omar Raddad dans la cave.

La thèse

d'une mise en scène

M^{rs} Baudoux et Girard soulignent enfin que rien, dans le comportement de leur client, n'annonçait un meurtre. Ghislaine Marchal, décrite comme un employé travaillant, calme, gentil et apparemment bien intégré, ne peut laisser croire de sa part à un crime aussi sauvage. Le « hic » étant, cependant, que leur contre-allée - celle d'une mise en scène réalisée par un meurtrier machiavélique qui aurait contrainit Ghislaine Marchal à écrire le nom d'Omar pour brouiller les pistes et biqué lui-même la porte - est assez peu plausible.

Les deux défenseurs d'Omar Raddad ont, quoi qu'il en soit, décidé de former un pourvoi en cassation en soulevant une question de nullité partielle de la procédure. Tant lors de sa garde à vue que lors de sa première comparution devant le magistrat instructeur, le jardinier marocain, qui parle et comprend mal le français, n'a pas été assisté par un interprète comme il aurait dû l'être et comme ce fut le cas par la suite. Ce moyen a été invoqué devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui ce l'a pas jugé dirimant.

GUY PORTE

Le ministre de la Justice propose de nommer Franck Terrier avocat général à Versailles. - Le ministre de la Justice propose de nommer l'actuel directeur des affaires criminelles et des grâces de la chancellerie, Franck Terrier, comme avocat général à la cour d'appel de Versailles. La candidature de M. Terrier avait été retenue au mois de mars par la chancellerie pour le poste de procureur de la République à Créteil (le Monde du 12 février), mais la commission consultative du parquet, présidée par le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, avait émis un avis négatif sur cette proposition (le Monde du 6 mars). Les textes permettaient au garde des sceaux de l'époque, Michel Vauzelle, de passer outre cet avis, mais M. Terrier avait préféré renoncer à cette nomination.

Affaire Roseau : l'arme retrouvée. - L'arme qui a servi à tuer Jacques Roseau le 5 mars à Montpellier a été retrouvée, mercredi 14 avril, par les plongeurs de la gendarmerie nationale dans le canal de Portingues, près de Béziers. Le colt 45 se trouvait à l'endroit même où les trois hommes mis en examen dans le cadre de cet assassinat l'avaient indiqué aux policiers du SRPJ de Montpellier. - (Corresp.)

LOTTO		MERCREDI 14 AVRIL 1993	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

Recteur de la Mosquée de Paris depuis un an

M. Boubakeur prend la tête d'une Coordination nationale des musulmans de France

Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a été élu, mercredi 14 avril, président du conseil de la Coordination nationale des musulmans de France, qui réunit les principales fédérations d'associations, comme l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), Foi et pratique, ainsi que l'Association des étudiants islamiques de France (AEIF).

Un an presque jour pour jour après son élection à la tête de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur mesure avec satisfaction le chemin parcouru. Il a d'abord fait taire les critiques nées des conditions de sa nomination par la Société des Habous, gestionnaire de la Grande Mosquée. Se rendant régulièrement en Algérie, en Egypte et une fois en Arabie saoudite pour le pèlerinage à La Mecque, il s'est efforcé d'élargir sa légitimité auprès des pays arabes. De même a-t-il enregistré sans déplaisir la défaite des socialistes, qui, avec la création en 1990 par Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et des cultes, du Conseil de réflexion pour l'avenir de l'islam en France (CORIF), avaient inauguré un nouveau mode de gestion plus interventionniste de l'islam, visant à l'émergence d'une communauté indépendante, mieux organisée et représentée auprès des pouvoirs publics.

Des associations longtemps rivales

Cette fois, M. Boubakeur prend la direction d'une Coordination nationale de l'islam en France, qui avait vu le jour dans l'improvisation, au printemps 1989, pour réclamer, devant les tribunaux, l'interdiction de la diffusion des « Versets sataniques » de Salman Rushdie. Elle était réapparue au moment de l'affaire du voile islamique et de la guerre du Golfe. Le recteur de la Mosquée de Paris l'avait à nouveau convoquée pour fixer, avec des experts scientifiques, une date commune pour le début et la fin du ramadan.

Cette coordination nationale rassemble, en fait, des associations longtemps rivales, unies par un souhait de reconnaissance plus que par une vision commune de l'islam et de son adaptation à la société occidentale. La Fédération nationale des musulmans de France fut longtemps l'ennemie jurée de la Mosquée de Paris, à qui elle reproche son allégeance à l'Algérie. L'Union des organisations islamiques de France s'est fait connaître par la création d'une « université islamique » (qui n'a jamais réuni plus d'une vingtaine d'élèves) dans la Nièvre et des liens avec quelques groupes intégristes du Maghreb et d'Egypte. Enfin Foi et pratique est l'une des principales de « réislamisation »,

active notamment chez les jeunes.

Cette diversité des histoires et des sensibilités ne fait pas reculer M. Boubakeur, qui souhaite « rester large » et défend les intérêts de sa Mosquée régulièrement menacés, récemment encore par Paul Quilès. Dernier ministre de l'Intérieur socialiste, celui-ci avait publiquement reproché à la Mosquée de Paris ses liens financiers et statutaires avec l'Algérie. Ce faisant, M. Boubakeur o'ionove pas : il reprend le processus inauguré par son père, ancien recteur de 1957 à 1982, d'unification et de représentation de l'islam en France autour de la Mosquée de Paris. Il devra composer, toutefois, avec les grandes fédérations d'associations et certains responsables de mosquées concurrentes (Evry, Mantes-la-Jolie, Marseille, Lyon, etc.).

Disposant du plus de soutiens dans la nouvelle majorité (notamment de la part de Jacques Chirac, qui, en tant que maire de Paris, finance une partie des travaux de rénovation de la Grande Mosquée), M. Boubakeur porte un coup de poignard à l'autre processus d'organisation de l'islam, le CORIF, de création socialiste. Malgré les déclarations des responsables de la

Fédération nationale des musulmans de France et de l'Union des organisations islamiques de France, qui siègent dans les deux organisations, le CORIF et le conseil de l'islam, la nouvelle coordination foot, en effet, double emploi. Leur objectif est d'évaluer la situation des musulmans de France, d'organiser le culte et la vie religieuse islamique, de normaliser les relations avec les pouvoirs publics, etc. « Le CORIF est une étiquette qui suit son cours. Moi, je propose un autre parcours », dit au Monde M. Boubakeur.

La balle est dans le camp du nouveau gouvernement. Charles Pasqua se s'est pas encore prononcé sur ce dossier délicat qui touche une communauté de trois millions et demi de musulmans. Tout juste a-t-on appris, mercredi 14 avril, que Jean-Claude Barreau, conseiller de M. Pasqua sur les questions d'immigration et auteur d'un livre très critique sur l'islam, ne sera pas chargé, au ministère de l'Intérieur, de la gestion des cultes.

HENRI TINCQ

ENVIRONNEMENT

A quelques dizaines de kilomètres de Nice

Des loups dans le Mercantour

Dans les parcs nationaux, les agents procèdent régulièrement à des comptages d'animaux, en brisant leur longue vue sur les zones de parcs. Quelle ne fut pas la surprise des agents du parc du Mercantour (Alpes-Maritimes), le 5 novembre 1992, lorsqu'ils aperçurent dans leur lunette deux loups, dont ils ont pu examiner à loisir, pendant une demi-heure à moins de 200 mètres, le défilé souple et prudent.

Le directeur du parc, Denis Grandjean, a préféré ne pas ébruiter l'affaire, avant d'avoir confirmation de leur présence sur le terrain. Ce qui n'a pas tardé avec l'hiver : on a retrouvé des traces de canis lupus dans la neige, ainsi que des fèces (excréments) et des restes de repas (mouffons, sangliers et chamois). Des loups ont bien passé l'hiver dans le massif du Mercantour, à quel-

ques dizaines de kilomètres de Nice. « Cela prouve au moins que le parc offre un écosystème en bonne santé, puisque le loup y trouve naturellement place », observe le directeur.

De même que des loups ont séjourné cet hiver en Bavière, en provenance de Tchécoslovaquie, les loups du Mercantour viennent vraisemblablement d'Italie, où le massif des Abruzzes, au nord de Rome, compte quelque quatre cents individus. Leur retour dans les zones où il avait disparu - la dernière loup a été tué en France en 1937, dans l'Ailier - correspond à une augmentation constante du « gros gibier » (carré, chamois, sangliers, bouquetins et chamois) observée depuis plusieurs années en France.

R. C.

La mine d'or de Salsigne (Aude) fermée pour pollution. - Moins d'un an après sa remise en route, la mine d'or de Salsigne (Aude) a dû être à nouveau fermée, mercredi 14 avril, en raison du débordement d'un bassin de décantation, qui étaient retenues des eaux de traitement contenant du cyanure. Ce sont les fortes

pluies des derniers jours qui ont provoqué le débordement du bassin, entraînant la fuite d'un millier de litres d'eau cyanurée dans le sol argileux. La direction de la mine envisage le creusement d'un deuxième bassin de décantation pour pouvoir relancer l'exploitation de l'or (une vingtaine de kilos par semaine),

ÉDUCATION

La réforme du lycée

Les parents expriment leur inquiétude

La décision du ministre de l'Éducation nationale de réexaminer, avant le 30 avril, la réforme du lycée, puis la composition de la commission qu'il a chargée d'évaluer le dossier (le Monde du 15 avril), ont suscité, mercredi 14 avril, de nouvelles réactions. Après le SNES (professeurs du second degré), ce sont les parents d'élèves qui ont exprimé leur inquiétude. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'est déclarée « scandalisée que cette commission ne comporte ni association de parents, ni jeunes, ni enseignants ». Quant à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), elle s'étonne qu'avant toute évaluation le ministre ait « fait état de l'avis négatif de certains (...) Le problème de l'éducation nationale n'est pas uniquement de former de futurs prix Nobel ». A l'Assemblée nationale, mercredi après-midi, M. Bayron s'était efforcé de répondre à ces griefs, en précisant que l'absence d'enseignants dans la commission d'évaluation permettait d'éviter de privilégier tel syndicat ou telle discipline et en assurant que tous les syndicats et toutes les associations seraient auditionnés.

SPORTS

FOOTBALL :

championnat de France

Marseille

garde son avance

La treizième journée du championnat de France de football, disputée mercredi 14 avril, a permis à Marseille, tenu en échec à Montpellier, de garder ses distances avec Monaco, qui a également dû se contenter d'un résultat nul à Lille. Le principal bénéficiaire de cette journée est le Paris-SG, qui a mis à profit sa victoire sur Le Havre pour ravir la troisième place à Bordeaux, battu à Caen après une série de quatorze matches sans défaite.

Paris-SG b. Le Havre... 1-0
Lens b. Valenciennes... 2-0
Lille et Monaco... 1-1
Caen b. Bordeaux... 1-0
Montpellier et Marseille... 1-1
Strasbourg et Saint-Etienne... 2-2
Lyon et Toulon... 1-1
Auxerre b. Metz... 1-0
Toulouse-Nîmes reporté
Sochaux-Nantes programmé le 15 avril

Classement : 1. Marseille, 45 pts ; 2. Monaco, 43 ; 3. Paris-SG, 42 ; 4. Bordeaux, 41 ; 5. Nantes, 36 ; 6. Auxerre, Strasbourg et Saint-Etienne, 35 ; 7. Lens, 32 ; 10. Lyon et Montpellier, 31 ; 12. Caen et Metz, 30 ; 14. Sochaux, 29 ; 15. Toulon et Lille, 27 ; 17. Valenciennes, 25 ; 18. Le Havre, 23 ; 19. Toulon, 21 ; 20. Nîmes, 18.

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

De père en film

Un pari difficile de cinéma-vérité réussi par la famille Reggiani

DE FORCE AVEC D'AUTRES
de Simon Reggiani

Est-on hien sûr d'avoir envie de passer 1 h 30 avec un chanteur qu'on a bien aimé (ou, pis, jamais aimé), dont on sait qu'il est âgé, malade, et dont la sobriété, à tous les sens du terme, n'est pas la qualité première ? Et qui plus est filmé par son propre fils - d'où probable mélange de respect, de sentimentalisme et de voyeurisme ? Franchement, non.

Les choses se compliquent, passé la première séquence en plein dans ce qu'on redoutait - ébahissement d'hôpital, bobine usée-pas réparée, propos définitifs et métaphoriques sur l'art - quand il s'avère que le fils-réalisateur a prévenu toutes les réticences énoncées ci-dessus. Et

décidé d'en venir à bout, non pas en édulcorant et en biaisant, mais en fongant tête baissée, rajoutant ses propres histoires (et sa propre bobine) à celles de papa, et les histoires de la famille, et les copines, et la fiction, et des vrais-faux témoignages, de l'enquête, de la rigolade, du coq-à-l'âne, et hardi petit.

Compliqué, le film le devient véritablement, et impudique avec aplomb, roublard parfois et parfois d'une désarmante sincérité, toujours en avance, ou à côté de la trajectoire prévisible. De force avec d'autres (titre inspiré par le verdict des médecins obligeant Reggiani-père à cesser son numéro de misanthrope pour partager sa chambre avec un autre patient aussi impatient que lui) se fait

ainsi miroir soigneusement éclaté. Il reflète le visage un peu flou - est-ce le père ? est-ce le fils ? - d'un spécimen d'humanité parfaitement généreux, parfaitement insupportable, émouvant et marquant, résolument irréductible à un quelconque cliché.

Passent la silhouette fraternelle de Céline et la silhouette charmante d'Elsa Zylberstein, la chanteuse et déstabilisante présence de Steven, celle, définitivement hors norme, de Denis Lavant. Au bout du bout, Serge Reggiani, qui aime dire « ne me secouez pas trop, je suis rempli de larmes », peut, bien droit bien campé, chanter de face ses *Sichus Loups*, toujours prêts à entrer dans Paris.

JEAN-MICHEL FRODON



Denis Lavant et Serge Reggiani dans le film de Simon Reggiani

Géographie humaine

CŒUR DE MÉTISSE
de Vincent Ward

Tiens, revu le pôle Nord, ces temps-ci plus visité par les caméras que la place de l'Étoile. N'importe, voici une grande et belle et complexe histoire, un vrai scénario de cinéma : où il est question d'un enfant esquimaux découvrant simultanément les mystères de la cartographie et les merveilles de l'aviation d'hélicoptère, nousant une idylle éternelle avec une petite fille durant un séjour à l'hôpital. Devenu jeune homme, il bombardera Dresde, connaîtra l'extase amoureuse dans une montagne, apprendra la haine et la trahison et le mariage, traversera la grande Histoire et une multitude d'histoires.

Mais le film (dont le titre original : *The Map of the Human Heart* - la carte du cœur humain - restitue mieux les enjeux), mêlant la fascination des reliefs géographiques, la quête des racines, la symbolique des éléments naturels, les très réelles folies humaines du racisme et de la guerre à la fantaisie du conte de fées, au moyen d'« idoles » qui sont aussi des images, devient très agaçant. Parce que, malgré l'honnête prestation des acteurs (Jason Scott Lee, Anne Parillaud, Patrick Bergin), le cinéaste Vincent Ward n'est jamais tout à fait à la hauteur du scénario de Vincent Ward.

Ce réalisateur néo-zélandais, dont les festivals de Cannes découvriront les débuts prometteurs en 1984 (*Vieilles*) et les faiblesses en 1988 (*The Navigator*), paraît ici souffrir d'une espèce de rature, comme effrayé lui-même de la complexité des thèmes qu'il a si habilement entrepris. Il faut attendre le dernier tiers du film pour qu'il trouve, dans les scènes d'amour et de désespoir, le souffle lyrique qu'il cherchait. Entre-temps, le spectateur aura largement eu le loisir de songer quel film extraordinaire en aurait tiré, chacun à sa manière, un Kubrick, un Kusturica ou un Carax.

J.-M. F.

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 14 avril figure page 15, sauf dans notre édition Rhône-Alpes.

Les Triganes à Créteil. Les Cinémas du Palais, à Créteil, organisent jusqu'au 27 avril un festival trizane. Aux longs-métrages de fiction (*Le Temps des Glaces*, *Kris Roman*, *Les Triganes montent au ciel*), documentaires (*Tendresse et Cadré*) ou musicaux (*Nuages*) s'ajoutent des films encore inédits comme *Les Enfants de la grande route* ou *Le Dernier Campement trizane*. La soirée du samedi 17 sera consacrée à un débat sur l'holocauste des gens du voyage, avec les présentations de *Carlo Giliom* de Tony Gatlif et de *Mensonge* de Katrin Seybold, et avec la participation de l'historien Jacques Sigot. Par ailleurs, ces mêmes salles vont accueillir plusieurs rencontres avec des réalisateurs : Simon Reggiani le vendredi 16 ; Roger Planchon, le mercredi 28. Enfin, du 28 avril au 18 mai, une rétrospective permettra de voir et de revoir tous l'œuvre d'Antonioni, longs-métrages et courts-métrages.

Centre commercial du Palais, 94000 Créteil, tél. : 48-88-90-00.

Précision. - Dans l'article d'Henri Pierre consacré à la manifestation « Franco-Dance » de Washington (*Le Monde* daté 4-5 avril), quelques lignes concernant le Ballet du Rhin ont malencontreusement été omises. Cette compagnie présentait la *Fille mal gardée* de Dauberval (1789), reconstruite par Ivo Craxier. Ce spectacle a été chaleureusement accueilli par le public comme par la presse américaine.

Au bord du précipice

Un film méconnu de Satyajit Ray, récit enfiévré d'un passage à l'âge adulte au début des années 70

L'ADVERSAIRE
de Satyajit Ray

Qui est-ce, l'« adversaire » ? Le film ne répondra jamais explicitement à cette question. Mais une séquence d'ouverture imprévue, et qui d'abord peut passer pour un effet d'échouage aux antipodes des habitudes de Ray, a installé dans le film un fantôme, une ombre inquiétante qui rôdera sans cesse tandis qu'on suit les tribulations de Siddhartha, étudiant en sciences confronté au chômage, à la misère, au renouement sexuel, à l'activisme politique de son petit frère, à l'arrogance des puissants, à la nullité vaniteuse des hérautiques, à la liberté d'esprit de sa sœur.

Réalisé en 1970, ce deuxième « méconnu » de Satyajit Ray, enfin proposé à la curiosité du public français (après l'indigestible *Per jour et deux nuits dans la forêt* - *Le Monde* du 17 mars) porte les traces de son époque. Celle des films « déconstruits »,

cherchant dans l'éclatement des temps vides le reflet du mal-vivre, dans un mélange de documentaire quotidien, d'ouïsme et de dénonciation politique.

Pourtant, au-delà de ses aspects « datés », *L'Adversaire* s'impose par sa manière de coller à son personnage désemparé, tour à tour trop actif et apathique, tiraillé entre ses rêves de jeunesse et les réalités de l'existence, faisant dans la douleur l'apprentissage du « compromis », et de ses propres limites. D'une complexité architecturale en abyme, le film passe de l'expressionnisme stylisé au reportage à vil puis à la comédie intimiste, raccorde un épisode fantasmagorique à une scène de tous les jours.

Surtout, Ray joue souverainement d'un de ses atouts-maîtres, la dynamique entre le très gros plan et le cadre immense, pour sans cesse déstabiliser son récit, ses personnages et ses spectateurs.

J.-M. F.

Les aveugles

JENNIFER 8
de Bruce Robinson

Andy Garcia arrive dans une décharge publique - décor postérieur à la décharge publique - où un chien a déniché un corps féminin salement mutilé. De toute façon, il n'a pas le moral, car sa femme l'a quitté. C'est pourquoi il est parti de Los Angeles pour se trouver un nouveau départ. Il est parti de Los Angeles pour se trouver un nouveau départ. Il est parti de Los Angeles pour se trouver un nouveau départ.

presque aussi poétique et moins sordide que la décharge publique.

Là, une belle jeune fille (Uma Thurman), a entendu la voix et la vision du présumé meurtre. Grâce à elle, Andy Garcia retrouve goût à la vie et à l'amour. Mais perd en revanche sa vigilance. Tombant dans tous les pièges du sadisme, il est hanté lui-même par des meurtres. Il est interrogé par un agent fédéral antipathique : John Malkovich, qui, considérant avec juste raison son rôle sans intérêt, a trouvé de quoi l'efforcer : il en fait un agent fédéral carnière, ce qui lui permet quelques mimiques supplémentaires.

Bruce Robinson, également auteur de l'histoire avait très bien écrit *Whitman* et *I*, un film charmant. Là, il se contente d'observer les lois du suspense avec une application assez besogneuse. Le film a reçu le Prix spécial du jury et celui du public au récent Festival de Cognac.

C. G.

ÉDITION

Fermeture d'une filiale des Dictionnaires Le Robert

La Société des dictionnaires Le Robert, filiale du Groupe de la Cité depuis 1989, a décidé de suspendre la vente par courtage du Robert en neuf volumes et du Dictionnaire universel des noms propres en cinq volumes. L'activité de la société Le Robert diffusion directe, filiale des Dictionnaires Le Robert qui commercialisait ces ouvrages, a été interrompue pour des raisons financières et ses 350 salariés licenciés. « Les résultats étaient déficitaires depuis plusieurs années, mais ils se sont encore plus gravement en 1992 », explique Michel Legrain, directeur général du Robert.

Cette fermeture s'inscrit dans un contexte de crise de la vente par courtage de produits lourds dans l'édition française (*Le Monde* du 10 avril 1992). « Les ventes du Grand Robert ne se sont pas effondrées, mais les coûts de structure ont beaucoup augmenté », observe M. Legrain. Il avait été regrettable de porter préjudice à la société Le Robert avec des pertes qu'elle n'aurait pu supporter plus long-

temps. » Le Robert en neuf volumes et le Dictionnaire universel des noms propres, qui n'étaient accessibles que par courtage, risquent donc de devenir provisoirement introuvables. Les responsables des éditions Le Robert affirment toutefois qu'ils n'abandonnent pas ces ouvrages, pour lesquels d'autres solutions de vente sont à l'étude. La commercialisation pourrait en être confiée à des partenaires extérieurs.

R. R.

Les prix Pulitzer du livre. - Cinq livres ont obtenu, mardi 13 avril aux États-Unis, le prix Pulitzer : la biographie de Harry Truman par David McCullough ; le roman de Robert Olen Butler, *A Good Scent from a Strange Mountain* ; l'étude historique de Gordon S. Wood, *The Radicalism of the American Revolution* ; l'essai de Garry Wills, *Lincoln at Gettysburg* ; *The Words That Remade America* ; le recueil de poèmes de Louise Glück, *The Wild Iris*.

CHANSON

Après une aussi longue absence

Brigitte Fontaine est revenue avec son humour corrosif ses sautes d'imagination, son talent. Un bonheur.

En 1968, Brigitte Fontaine avait des mèches. Elle s'est rasée les cheveux depuis, et ses yeux s'étaient jusqu'aux coins des oreilles. Elle entrait une minceur anguleuse. Ses vêtements noirs, ses shorts moulants et plastifiés, ses collants à fermeture-éclair, cette rigueur, lui donnaient un air de chat pelé. Un animal au regard aigu, expert en survie.

De 1968 (*Cet enfant que je tenais si*), en duo avec Jacques Higelin) à 1988 (la première sortie de son nouvel album, *French Corazon*, clair, réjouissant), Brigitte Fontaine a subi sa traversée du désert. Le choix de la contestation, de l'éclatement, n'était pas sans risques. Jacques Higelin faillit en faire les frais. Il se dévra des pièges de la musique expérimentale en opérant un virage vers le rock des 1970. Mais, il y a vingt ans, l'utopie ne doutait pas de sa réalité future.

Après quelques débordements en forme d'improvisations débridées avec Areski Belkacem, musicien et compositeur (la critique la compare en 1972 à l'« *grenouille coassante* »), Brigitte Fontaine prit l'étiquette du happening permanent en pleine figure.

En dix ans, elle écrit quatre livres, enregistre trois albums confidentiels. Puis se laisse oublier. Ainsi, les treize chansons de *French Corazon*, écrites avec une finesse et une imagination rares, resteront au placard pendant sept longues années. Elles en ressortiront en 1988 par le Japon, grâce à la ténacité d'une productrice nipponne. En 1990, l'album atteint enfin les rivières françaises. *Le Nougât*, une drôle d'histoire d'épiphany dans la salle de bains, bien balancée, dansante et loufoque, entame une carrière prometteuse. Fidèle au style Areski-Fontaine, le *Nougât* suit les méandres d'une mélodie arabe, entre pop-rail et chanson kabyle. Or nous sommes en pleine

guerre du Golfe. Les deux mois qui comptent pour le lancement d'un succès se résument au silence pour Brigitte Fontaine.

Brigitte Fontaine, Bretonne de Morlaix, montée à Paris en 1965, élève du cours Bertheau et agitatrice au Vieux-Colombier, est descendue en cape sombre, tel un ange noir et aérien, sur la scène parisienne du Bataclan, ce mercredi 14 avril, pour un unique concert. Première surprise : un public jeune, disponible, friand d'humour décapant, avait organisé la surchauffe de l'atmosphère avec bonhomie. Après une aussi longue absence, la grande prêtresse des éphémères contestataires et soixante-huitards fait salle comble.

Un bonheur, une revanche, portée à bout de bras par la famille d'élection de Brigitte Fontaine. Higelin signe la mise en scène : effets de cape, passerelle en fer, miroirs Empire, phare projeté dans la « troncure » des spectateurs, danseuse orientale, Pierre Barouh, foodateur à la fin des années 60 du label Saravah qui abrita les premiers amours musicales et sans contraintes du trio Higelin-Fontaine-Areski, est dans la salle. Areski chante, joue des percussions sur scène.

Le trio inventif

L'esprit de famille crée parfois des instants magiques. Perché sur une passerelle, voici deux accordeonistes occasionnels : Georges Moustaki et Arthur H., le fils de Jacques Higelin. Brigitte Fontaine, de sa voix qu'elle peut pousser aux cris autant qu'à la douceur, chante une ballade, *Lella*, une histoire d'amitié indestructible. De ses grands bras agiles en hélices, elle tisse les mailles de son univers. Un bric-à-brac intemporel à force d'être contemporain, que huit musiciens (basse, guitares, percus-

sions, claviers, saxophones, batterie) se chargent d'émouvoir, avec tact, de références datées (le free-jazz, le hard-rock, le blues, la chanson à texte...) dans lesquelles la chanteuse se glisse.

Libellule noire, conteuse paysanne des malheurs quotidiens et consentis, Brigitte Fontaine dresse un constat clinique et hilarant d'une société aujourd'hui malade des mêmes maux qu'il y a vingt ans. Les accidents de voiture, le rationalisme productif, le cancer (un thème encore tabou), l'alcool, la folie évidemment. Le mélange baroque du réel froid et du rêve poétique (« *J'ai perdu tous les combats de la terre. Il y a une drôle d'odeur dans la cuisine* ») heurte en même temps qu'il provoque un rire bienfaisant.

« Merci d'avoir rendu cette justice à Brigitte Fontaine », la conclusion revient à Jacques Higelin, venu gratter en scène quelques accords de guitare. Le public ne veut pas lâcher le trio qui inventa de nouvelles règles pour la chanson française, et dont on sent confusément qu'elles pourraient aujourd'hui être plus massivement appliquées. Ce Bataclan mené tambour battant par Brigitte Fontaine aura été l'occasion de vérifier la permanence de l'énergie du banquierard Higelin, de la musicalité du Kabyle Areski, mises au service de la voix et des désirs d'une femme peu ordinaire.

Des pertes enfilées dans les lectures administratives, « *Je vis matériellement avec mon concubin* », et depuis qu'il est parti ils m'ont coupé le moitié du pied », aux appels à la résistance formulés au second degré. Brigitte Fontaine écrit son temps.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Albums : *French Corazon*. 1CD EMI 794066. Brigitte Fontaine est... 1 CD Saravah 551011. Distribué par Adès.

MUSIQUES

Haendel dans son jardin

La Savoie rend hommage au plus européen des compositeurs

AIX-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

Ouverture en fanfare avec la *Ritornelle*, oratorio de jeunesse, écrit dans le goût italien par un Haendel avide de tout essayer, de tout inventer. Le Festival d'Aix-les-Bains a programmé, pour le premier week-end de Pâques, une œuvre qui oppose saint Jean, Marie-Madeleine et Marie-Cleophas à Lucifer, sous les yeux de l'Ange. Elle ne brille certes pas par son texte, supérieurement à la lettre, mais Haendel, qui, pour la première fois peut-être, avait, grâce à son mécène, le marquis Ruipoli, les moyens instrumentaux de son ambition, y magnifie l'alliance des voix et des instruments.

Altos et viole de gambe accompagnent la voix d'alto de Marie-Cleophas : flûtes et hautbois se marient dans *Per me già moriré*, l'aria de Marie-Madeleine. Pourtant, dans la grande église Notre-Dame, la succession trop systématique des airs, l'absence d'un véritable schéma dramatique finissaient par installer la monotonie,

malgré la direction serrée et chaleureuse de Marc Minkovski à la tête de ses Musiciens du Louvre. Le personnage de Lucifer, le plus caractérisé, était cependant interprété de façon marquante par Laurent Naouri.

Le lendemain soir, lundi de Pâques, les *Airs allemands*, une rareté donnée dans le beau prieuré gothique du Bourget-du-Lac par le Parlement de Musique, ont été une véritable révélation. Dernière œuvre où Haendel utilise sa langue natale, ces airs sont comme des sonnettes à quatre, où la voix se substitue au violon ou au hautbois, aux côtés de la basse continue. Une fraîcheur teintée de nostalgie marque ces chants. Martina Lins les interprète avec justesse, franchise, intelligence. Elle était aussi la soliste, vive et presque imperméable, de la cantate italienne, *Tu fedel? Tu costante?*, un peu insolite après cette ambiance germanique : elle décrit les reproches adressés par une jeune fille à son amoureux qui a le cœur trop grand pour une seule femme et qu'elle envoie joliment balader.

Le matin, dans la petite église anglicane Saint-Swithun, Andreas Stafer associait deux suites de Haendel et trois parties de Bach : une confrontation dont le Cantor de Leipzig sort nettement vainqueur. Le jeune claveciniste allemand est devenu un habitué des Pâques musicales d'Aix-les-Bains. Sur un instrument copie du dix-huitième siècle, dû au facteur drômois Michel de Mayer, il a une nouvelle fois ému par sa musicalité sans faille, épaté par sa virtuosité à tout épreuve, son goût du risque et des contrastes.

PIERRE MOULINIER

Prochains concerts : *Cantates italiennes*, par Guillemette Laurens et Il Giardino armonico, au Prieuré du Bourget-du-Lac, vendredi 16, à 20 h 30. *Chandos anthems*, par l'Ensemble William Byrd, à la cathédrale de Belley, samedi 17, à 21 heures. *Cantates de Haendel*, Caldara et Bononcini, par Gérard Leone et le Seminario musicale, au Théâtre du Casino d'Aix-les-Bains, dimanche 18, à 16 heures. Rens. et loc., tél. : 79-88-99-80.

CULTURE

THÉÂTRE

L'histoire d'une histoire vraie

Le vieux berger, les arbres et l'eau vive

L'HOMME QUI PLANTAIT
LES ARBRES
ou Roseau Théâtre

Il était une fois, dans « une très vieille région des Alpes qui pénètre en Provence », toute de landes nues, sans un arbre, et de « quelques villages abandonnés parés à de vieux nids de guêpes », quelqu'un qui était avancé jusqu'à, seul, à pied, et qui, depuis des heures, cherchait de l'eau. Mais rien : ruisseaux et puits étaient à sec. Il s'appela Jean Giono, et il avait dix-huit ans, puisque c'était 1913. Il finit par distinguer, à l'horizon, une forme noire qu'il prit d'abord pour une borne. Mais c'était un vieux berger, qui gardait trente moutons. Il parlait très peu, il dit d'un ton rapide et bas qu'il s'appelait Elzéard Bouffier.

Giono vit que cet ermite avait, pour cause, une tringle de fer de 1,50 mètre : sans s'accorder de repos, il creusait un trou, un autre, glissait dedans un gland ; retassait soigneusement la terre. Il dit qu'il avait semé comme cela 10 000 glands en trois ans, que

20 000 chênes étaient sortis. Puis ce fut la guerre. Jean Giono ne revint là, toujours à pied, que cinq ans plus tard. Allait-il retrouver Elzéard Bouffier ? De loin, il distingua d'abord « une sorte de brouillard gris » : c'était une forêt de chênes, de hêtres, de bouleaux, 11 kilomètres de long sur 3. Le pays n'était plus le même. La présence des arbres avait fait sourdre l'eau, dans les lits et dans les sources. Les villages avaient repris vie, Giono y voyait des saules, des osiers, des potagers, des fleurs.

Près du pont d'un moulin, Giono retrouva son berger. Il avait quatre-vingt-sept ans et c'était plus berger : ses hrebis n'aimaient pas les arbres, il les avait échangés pour cent raches. Il avait à lui seul ressuscité ce pays, avait connu un chagrin : 10 000 érabes n'avaient pas vécu. Giono termine son récit en précisant que son berger est mort au printemps 1947, à l'hospice de Banon (cette petite ville nous est connue par ses fromages de chèvre). Dans une première version de son récit, Giono disait qu'Elzéard Bouffier, les derniers

jours, « contemplait ses forêts depuis une fenêtre de l'hospice ». Mais il a supprimé cette phrase, sans doute parce qu'il a trouvé qu'elle manquait de réserve.

Il avait raconté l'histoire d'Elzéard Bouffier sur une commande, en 1952, du Reader's Digest. L'homme qui aujourd'hui connaît peut-être le mieux Giono, le professeur Pierre Citron, croit que l'auteur de *Colline* se décida alors pour l'histoire d'Elzéard Bouffier parce qu'il avait pu se souvenir d'une phrase d'un grand Américain, Benjamin Franklin : « Celui qui n'a pas réussi à faire pousser deux brins d'herbe là où il n'y en avait qu'un n'a pas vécu en vain. » Mais Pierre Citron dit aussi que le père de Jean Giono, Antoine Giono, s'en allait souvent, avec le quincailler de Manosque, qui s'appelait M. Robert, planter des glands dans la montagne, avec sa canne à bout ferré.

« Un inventeur professionnel »

En 1953, Giono reçut, du Reader's Digest, une seconde lettre, qui l'étonna beaucoup : l'éditeur américain avait envoyé l'uo de ses assistants en Provence, à Banon et dans les autres lieux que citait le récit, et il n'avait trouvé aucune trace ni d'Elzéard Bouffier ni d'une quelconque forêt de cette dimension plantée par un particulier : la revue refusait de publier une imposture. Giono se comprit pas : le Reader's Digest ne s'était pas adressé à lui, mais à un simple secrétaire de mairie ou du Crédit agricole, ou métayer, ou berger justement, par exemple, mais à un raconteur d'histoires, un « inventeur professionnel ».

Très peu de mois plus tard, Vogue demanda à Giono la permission de publier ce conte, *L'homme qui plantait des arbres*. Puis une autre revue américaine, *Trees and Life*, l'édita à son tour. Et il y eut

aux États-Unis un premier tirage de 100 000 exemplaires distribués gratuitement (Giono refusa toujours de recevoir un centime pour *L'homme qui plantait des arbres*, finalement traduit presque dans le monde entier). Boudant la boucle, une revue de Stuttgart, en 1966, en toute innocence, demanda à Giono de lui envoyer la photo d'Elzéard Bouffier, pour une réédition. Giono, pour ne pas les décevoir, envoya une très vieille et belle photo, très émouvante, d'un inconnu, trouvée chez un antiquaire. Quelques mois après, l'éditeur américain *Friends and Nature* lui envoyait une réimpression, illustrée par cette fausse photo du berger planteur de chênes, et par une photo de Giono, qui n'était pas lui non plus. Il est apparu que *Friends and Nature* avait agi de bonne foi. L'« inventeur professionnel », à sa grande joie, retombait sur ses pieds.

Lois de Manosque et des forêts d'Elzéard Bouffier, rue du Renard à Paris, une rue sans arbres, une compagnie de théâtre joue à présent *L'homme qui plantait des arbres*. C'est un grand et beau gailard, au physique des fermiers que nous rencontrons dans *Regain*, *Un de Baumugnes*, qui dit les pages, aveuglantes de beauté, de Giono, et il est simple et juste. Et les paroles alternent avec des voix proches de Giono, celles de Bach, Vivaldi, Mozart, données à la flûte et au violoncelle par Elisabeth Conette et Lucienne Schneider. Belle idée, si l'on se souvient que le tout premier texte de Jean Giono paru en volume, au printemps 1924, s'appelait *Acompagné de la flûte*.

MICHEL COURNOT

12, rue du Renard, 75004 Paris, métro Hôtel-de-Ville, du mardi au samedi à 20 h 30 jusqu'au 9 mai. Tél. : 42-71-30-20.

Festival du théâtre italien d'aujourd'hui

La deuxième édition du Festival du théâtre italien d'aujourd'hui - organisé par le Centre des textes de l'Institut du dramma italiano - se tient, à Paris, à partir du 27 avril dans deux endroits.

- A la Main d'Or, 15, passage de la Main-d'Or, dans le 11^e arrondissement, du 27 avril au 15 juin, du mardi au samedi à 21 h, les dimanches à 17 h, *L'aberration des étoiles fixes* de Mario Santanelli, texte français d'Hugues Hatem, par Jean-Christophe Grosveld. Du 4 au 23 mai, du mardi au samedi à 20 h 30, les dimanches à 17 h, *Jeunes filles seules*, avec peu d'expérience, de Enzo Moscato, texte

français et mise en scène d'Arturo Arnone Caruso. (Tél. : 48-05-67-89).

- Au bateau-théâtre La Mare au Diable, face au 3, quai Malaquais (6^e), le *Testament de Pantalone* de Roberto Veller, texte français de Pierre Laroche, par Rachel Salik, du 28 avril au 30 mai, du mardi au samedi à 19 h 30, dimanche à 19 h, *Sirehler voulait me voir d'Umberto Simoes* et Maurizio Micheli, texte français de François Felce, par Nino Mangano, du 25 au 30 mai, du mardi au samedi à 21 h, dimanche à 17 h. (Tél. : 40-46-90-72).

(Publicité)

NRJ en conflit avec les artistes

NRJ a publié dans le Monde daté du 24 mars 1993 un encart publicitaire d'une demi-page qui contient à nouveau (cf. le Monde daté du 18 mars 1993, p. 12) des mises en cause de la SPEDIDAM et du SNAM, ainsi que de la SPRE. Ces mises en cause sont fondées sur une présentation mensongère du conflit opposant NRJ à la totalité des artistes-interprètes et des producteurs de disques depuis 1988.

Un bref rappel : la loi du 3 juillet 1985 oblige les radios à payer à la SPRE des droits de diffusion des disques au bénéfice des artistes-interprètes et des producteurs. Ces droits s'ajoutent à ceux déjà perçus par la SACEM au bénéfice des auteurs (qui composent la musique et créent les paroles interprétées). Ces deux catégories de droits sont d'un niveau financier équivalent. Ils sont principalement calculés en pourcentage du chiffre d'affaires publicitaire déclaré par les radios.

NRJ dit qu'elle paye les artistes en payant les auteurs : c'est faux.

NRJ laisse croire qu'elle paye les « artistes » en payant les « auteurs » auprès de la SACEM ; alors que les artistes-interprètes ne sont pas représentés par la SACEM, que NRJ n'a pas versé un centime à la SPRE depuis plus de 2 ans, et que cet organisme évalue le total des sommes qui lui sont dues par NRJ à près de 40 millions de francs TTC hors intérêts de retard. Au demeurant, NRJ ne semble pouvoir invoquer l'importance des droits versés par elle à la SACEM que pour la seule année 1992.

NRJ dit que les droits qui lui sont réclamés sont d'un niveau exorbitant et discriminatoire : c'est faux.

NRJ affirme que la rémunération en cause (qualifiée de « taxe »...) est d'un « niveau exorbitant » ; qu'elle est « inéquitable », « excessive » et « discriminatoire, notamment par rapport aux radios généralistes » ; alors que le barème de cette rémunération a été accepté contractuellement par toutes les autres radios à vocation nationale, et que le Conseil de la Concorde a jugé le 27 octobre 1992 (par une décision devenue définitive) que ce barème n'était pas discriminatoire.

Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes de la Musique et de la Danse (SPEDIDAM)

Syndicat National des Artistes-Interprètes de la Musique (SNAM)

NRJ dit que la justice s'est déjà exprimée dans cette affaire "par deux fois" : c'est faux.

NRJ écrit que « dans cette affaire, par deux fois, la justice s'est déjà clairement exprimée » ; alors que la même radio NRJ a perdu 11 procédures judiciaires contre la SPRE depuis 1988. La Commission des Communautés Européennes a par ailleurs refusé d'instruire la plainte de l'UDRLP présidée par Monsieur Boudécroux. Les deux seules décisions de justice dont NRJ fait état sont des décisions de procédure ne statuant pas sur le fond du litige.

NRJ commet un autre abus en déclarant que parmi ces deux décisions, un jugement du 13 février 1992 a « autorisé NRJ à surseoir à tout paiement » ; alors qu'il s'agit d'une décision procédurale de sursis à statuer relative au paiement d'un arriéré arrêté au 30 juin 1991, et certainement pas d'une « autorisation » suspendant l'application de la loi pour l'avenir.

NRJ écrit que le SNAM et la SPEDIDAM ne sont « aucunement représentatifs de l'ensemble des artistes-interprètes » : c'est faux.

La SPEDIDAM (Société civile de 12 200 membres tous artistes-interprètes) et le SNAM (Syndicat National des Artistes-Interprètes Musiciens) sont des groupements professionnels dont la représentativité est incontestable, ne serait-ce qu'au regard de la multitude des organisations interprofessionnelles au sein desquelles ils siègent ou administrent au nom des artistes-interprètes.

NRJ déclare que « les sommes antérieures, en tout état de cause, provisionnées », mais ne dit pas quelles sommes ou pour quel montant. Elle écrit, dans le même esprit, « qu'elle ne remet donc pas en cause le principe de la loi » (qui pourrait le faire dans un Etat de droit).

Enfin, NRJ déclare diffuser « aujourd'hui » un minimum de 20 % de chansons françaises, mais dissimule le fait qu'elle en diffusait 13 % en 1992 et à pour cette raison été mise en demeure par la CSA de modifier sa programmation.

PHOTOGRAPHIE

Le salut par la lumière

Georges Rousse présente à Paris son travail réalisé à Tulle en 1990

GEORGES ROUSSE
à la galerie Barbara

Pour Georges Rousse, la photographie est le moyen de conserver - et montrer - une trace de l'incroyable expérience qu'il vit dans des espaces clos et abandonnés. L'artiste a transformé à sa guise des entrepôts, caves ou usines désaffectées à Milan, en Israël, à Marseille, à la Martinique ou dans le quartier parisien de Bercy. Aujourd'hui, il expose pour la première fois à Paris (galerie Barbara) son travail effectué à Tulle, en 1990 : des Cibachrome grand format, sans cadre ni verre.

« Mon travail, ce n'est pas la photographie, c'est l'espace », précise Georges Rousse comme pour lever toute ambiguïté. Il « vit les lieux » comme il dit, met une semaine pour réaliser un « tableau ». Il nettoie minutieusement l'espace, y sélectionne méthodiquement le cadre qu'il va photographier. Il prend des notes, réalise des croquis préparatoires (ces dessins sont présents dans l'exposition, incroyablement précis car tirés en photocopie). Il bouleverse ensuite les perspectives et le champ de vision. Il détruit des murs, casse des cloisons. Il peint entièrement l'espace, bien au-delà du champ de

l'image, parfois en rouge, en blanc, ici en gris. Il prolonge sur le sol, au pinceau, la ligne verticale d'une porte ou les plinthes des murs. Il modifie l'architecture : une pièce profonde devient un caisson volumineux. « J'impose mes perspectives. » Et pour parachever l'ensemble, Georges Rousse écrit des mots ou dessine des figures qui se jouent des angles. Juste après la prise de vues, ou quelques années après, le lieu sera détruit. Seule reste la représentation.

Le résultat est déconcertant, tant la perte de repères est grande. Là encore, Georges Rousse réoriente le spectateur : « Mon objectif est de vivre une expérience plastique dans ce lieu, le faire devenir autre chose, et non d'y entreprendre une quelconque démonstration de l'art en modifiant les perspectives. L'espace me sert à faire une psychanalyse, à vivre une expérience de la solitude. À boucher une réflexion entre l'espace, la peinture et moi dans cet espace. » D'où les inquiétantes figures humaines - proches du *Cri de Munch* - qui apparaissent sur food blanc, dans une partie du cadre gris. Une peinture dans la peinture en somme, un cadre dans le cadre.

Ce visage, c'est bien celui de Georges Rousse. Ses carnets en montrent l'évolution : un simple trait à l'encre bave sur le papier puis prend forme humaine. Il en dit long sur l'état d'angoisse de l'artiste lors de son travail à Tulle. Les Cibachrome révèlent un jeu puissant entre l'espace gris, les figures noires, la lumière blanche. Et la photographie qui fige l'ensemble par sa matière lisse.

MICHEL GUERRIN

► Galerie Barbara, 74, rue Quincampoix, 75003, Paris. Tél. : 42-72-57-36. Jusqu'au 4 mai.

DU 13 AVRIL AU 20 MAI 1993

SCHUBERT
LE VOYAGEUR
DE L'HIVER

CREATION AU HANAN KALECI

THEATRE LE TRIANON

80, RD ROCHEREAU - 75018 PARIS

LOC. 46.06.63.66 - FNAC - 3615 FNAC

PRODUCTION FNAC - SCENES MIEUX

AVEC LE SOUTIEN DE L'ANNEE SPECIALE

COURRIER
INTERNATIONAL

A LIRE CETTE SEMAINE

"J'ai vu mourir la Bosnie"

Reportage exclusif de l'hebdo slovène *Mladina*

Gabegie chez Attali

Finnancié Times

Madame S., Russe moyen

Novella Ejdrematova

Gazette

Chaque semaine, l'essentiel de la presse mondiale en français - 100 FB

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PREMIERE OBLIG

SICAV COURT TERM REGLERE DE DISTRIBUTION

INVESTIE EN VALEURS D'ETAT OU GARANTIES PAR L'ETAT

GROUPE CAISSE DES DEPOTS

DISTRIBUTION DU DIVIDENDE : l'assemblée générale, réunie le 7 avril 1993, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992 et fixé le dividende de l'exercice 1992 de la SICAV à 872,17 francs par action sans crédit d'impôt. Ce dividende se décompose comme suit :

NET

- Obligations françaises non indexées 542,92 F

- Titres de créance négociables 329,25 F

TOTAL 872,17 F

Performance 1992, coupon net réinvesti : 9,81 %

RESEAUX PLACEMENTS : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, CAISSE D'EPARGNE, TRESOR PUBLIC

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. de 10 h à 22 h.

120 POÈTES FRANÇAIS D'AUJOURD'HUI. Grand Foyer. Jusqu'au 17 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Avec la main droite. Salle d'art graphique. Jusqu'au 28 juin.

TADAO ANDO. Galerie du Ciel. Jusqu'au 24 mai.

BERNARD BAZILE. Galeries contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

EXPERIENCE NIMES. Galerie du Ciel. Jusqu'au 10 mai.

LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Du 18 avril au 5 septembre.

ANDRÉ FRÉNAUD. Poèmes, chant d'ombre. Galerie de la BP1. Jusqu'au 17 mai.

IMAGES DE DANSE. Studio D/M/Ouvres-Montant. Petit foyer. Jusqu'au 23 avril.

HENRI MATISSE (1904-1917). Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.

REVUE VIRTUELLE N° 5. IMAGES ÉVOLUTIVES. Galeries contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

RUDDOLF SCHWARZKOGEL. Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montmorillon (44-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le dimanche 18 avril.

1893 : L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F. Billet jumelé musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Entrée : 35 F. Billet jumelé musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

CARABIN (1882-1932) OU L'UNITÉ DE L'ART. Exposition dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Du 20 avril au 11 juillet.

JEAN-CAMILLE FORMIGÉ (1845-1928), DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition dossier. Jusqu'au 13 juin.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition dossier. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914), DESSINS ET GRAVURES. Exposition dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Du 20 avril au 11 juillet.

Palais du Louvre

Porte Jussieu - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, nocturne un km, sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé sam. 1^{er} et dim. 30 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F. Billet d'entrée du musée. Jusqu'au 28 avril.

LES NOCES DE CANA, DE VÉRONÈSE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LEWIS BALTZ. Entrée : 35 F. Jusqu'au 26 mai.

RICHARD LONG. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mai.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

AMENOPHIS III. Le pharaon-solaire. Galerie royales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 31 mai.

JEANNE-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU. (44-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 avril.

SALON DE LA JEUNE PEINTURE 1993. (44-56-45-06). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne tous les mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 avril.

LE SIÈCLE DE TITEN. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, dim. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 21 h 30.

JÜRGEN BÖTTCHER-STRAWALDE. Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

MUSÉES

L'AIGLON. Musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie.

PARIS EN VISITES

VENREDI 16 AVRIL

«Mystères des temples et rois maudits», 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul (Réunion du passé).

«Rues, maisons du Moyen Âge autour de Saint-Germain-l'Auxerrois», 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (Paris pittoresque et insolite).

«Exposition : le siècle du Titien» (sur inscriptions), 13 heures, Grand Palais (Paris et son histoire).

«Promenade : Ménilmontant d'hier et d'aujourd'hui», 15 heures, devant la Place-Lachaise, angle rue des Bondeux et avenue du Père-Lachaise (Paris et son histoire).

«Préhistoriques collections 18^e du Musée National de Camondo», 15 heures, 63, rue de Monceau (Approche de l'art).

«Les passages couverts du Sentier, où se réalise le mode féminin, exotisme et dépaysement assurés» (Itinéraire personnel), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris-Autocritique).

«David d'Angers et quarante de ses chefs-d'œuvre au Père-Lachaise», 14 h 45, porte principale, bd de Ménilmontant (V. de Langlade).

«Salons, grand-amphithéâtre et chapelle de la Sorbonne», 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (D. Bouchard).

«Visite de la Source en activité ou le Palais Brongniart en pleine effervescence», 13 h 45, sortie métro Bourse (J. Haulier).

«L'Opéra Garnier», 10 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Josselin).

«Exposition : le siècle du Titien», 17 h 30, Grand Palais (P.-Y. Josselin).

«Le vieux Montparnasse», 10 heures, métro Gaité, sortie avenue du Maine (A. Hervé).

CONFÉRENCES

Salle Laennec, 80, bd de Latour-Maubourg, 20 h 15 : «A-t-on vu la mort, la vie après la vie» (Institut grecque d'anthropologie).

11 bis, rue Kappler, 20 h 15 : «Que conservons-nous de nos vies antérieures?» (Loge unie des théosophes).

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jeudi).

9 h 30 à 12 h (group. scol. et adu. sur rés.) et de 12 h à 18 h (indiv. et group. adu.), dim. et vacances de 9 h 30 à 18 h.

Entrée : 33 F, 24 F dim. Jusqu'au 28 juin.

PIPES À EAU CHINDISES. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

LE PRINTEMPS DES GENIES. Bibliothèque Nationale, galeries Marnet et Mazenod, 58, rue de Valenciennes (47-02-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, dim. de 11 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 mai.

QUI A EU CETTE IDÉE FOLLE... PARIS A L'ÉCOLE. Pavillon de l'Assemblée, 21, boulevard Morand (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala Bianca 1952-1973. Musée des arts de la mode et du textile - Palais du Louvre, 108, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} août.

SPLENDEURS DE RUSSIE. Mille ans d'art russe. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (45-56-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 18 juillet.

VIOLLET-LE-DUC ET LA MONTAGNE. Galeries nationales des monuments historiques, hôtel de Sully, 82, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 11 juillet.

MARSUITE YOUNG. 1949. Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

GALERIES

3 ITALIENS A PARIS. Fabrizio Riccardi, Enzo Marzocchi, Massimo Pini, 21, boulevard V.R.G., 23, rue Jacob (43-28-28-17). Jusqu'au 9 mai.

DAVID ADARY. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (43-54-58-78). Jusqu'au 24 mai.

PERMIN AGUIBO. 1928-1977. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-28-22-32). Du 20 avril au 29 mai.

PIERRE ALLIEN. Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-09). Jusqu'au 24 mai.

MAYA ANDERSSON. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 12 mai.

JOHN ARMISTEAD. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 6, rue Saint-Gilles (42-78-42-21). Jusqu'au 24 mai.

SIGURDUR ALN SIGURDSSON. Galerie Alina Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-06-08). Du 15 avril au 12 juin.

BERNARD AUSTRIN. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Cheronne (47-00-32-35). Jusqu'au 24 mai.

ALBERT AYME. Galerie Franck Bonnet, 43, rue Saint-Hippolyte (45-51-00-09). Jusqu'au 28 mai.

GEORGES AYVAYAN. Galerie Garig Baudouin, 90, boulevard Raspail (42-22-02-97). Jusqu'au 30 avril.

BARONI. Galerie Bonnet, 30-32, rue de Seine (43-26-46-70). Jusqu'au 19 mai.

MARTIN BARRÉ. Galerie Briggs, 6, rue Barbier-Beltz, 7, et B. rue Pecqueur (43-26-16-14). Jusqu'au 17 mai.

ATTUT. 7, rue d'Amboise.

LEFRANC. OBERNICHE, TOPPI, TRAD. PEINTURES. LeFranc, Pincas, Rocca, Savary, Stupier, Galerie Colette Dubois, 420, rue Saint-Hippolyte (42-60-13-44). Jusqu'au 10 mai.

YVES BAUME. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (44-54-57-67). Jusqu'au 15 mai.

BEAUFORT. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 8, rue d'Orléans, place Saint-Victor (48-04-81-00). Jusqu'au 17 mai.

BÉRECHEL DE NAYER. OUILIVIC, Galerie de l'Odéon, 11, rue de l'Odéon (43-26-46-70). Jusqu'au 30 avril.

CARLO BETTE. Galerie La Hure Brunier, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 6 mai.

LAURENT BÉTHÉMIEX. Galerie Aras, 10, rue de Picardie (42-72-68-65). Jusqu'au 14 mai.

VINCENT BLOUES. Galerie Vidal-Saint-Paul, 10, rue du Trésor (47-06-06-05). Jusqu'au 30 avril.

PEINTURES ROMAINES EN MARBONNAISE. Musée d'Art naïf Max Formy, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

REINTURES ROMAINES EN MARBONNAISE. Musée d'Art naïf Max Formy, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

PAUL SIBIEN. Exposition Transatlantique-Longines. Musée de l'Homme, hall, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-73). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 mai.

PICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée Picasso, hôtel Seld - 5, rue de Thorigny (42-71-26-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 mai.

AU PARADIS DES DAMES. Nouveautés, modes et costumes 1870-1970. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mai.

BALZAC DANS L'EMPIRE RUSSIE : DE LA RUSSIE A L'UKRAINE. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (42-24-56-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 juillet.

DANIEL BOUDINET. Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Vieljeux (47-23-36-53). T.J. et mar. de 8 h à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 16 avril.

LES CABARETS DE MONTMARTRE 1875-1940. Musée de Montmartre, 12, rue Corcor (45-06-61-11). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mai.

CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Seigneurs (40-57-67-68). T.J. et mar. de 14 h à 16 h. Ateliers, mar. et dim. de 14 h 30 à 16 h, jeu. de 14 h 30 à 16 h, dim. de 14 h 30 à 16 h. Entrée : 40, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100. Réservation au 40.67.68.69.

LES CHEVAUX CÉLESTES DE L'EMPIRE DES ARTS. Présentation de priant. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril.

DANCES TRACES. Bibliothèque du Palais Garnier, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 avril.

DE BELLEVILLE A MARSEILLE. VISA-VILLES. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Lièvre (40-03-75-10). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Projection de Belleville Lumière et En remontrant la rue Vieux, mar. et dim. et mer. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 28 septembre.

OLIVIER DEBRÉ. 50 tableaux pour un timbre. Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 avril.

DE GOYA A MATISSE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.

DESSINS DE KUROSAWA. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 19 avril.

FRONTIÈRES D'ASIE. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 19 avril.

HENRI GERVEY. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

INTENTIONS SUR COLLECTION. Musée de l'histoire publique - Hôpital de Paris, hôtel de Miranion - 47, quai de la Tourmaise (46-33-01-43). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h. Jusqu'au 18 mai.

MARSEILLE AU XIX^e SIÈCLE ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-73). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Conférences, mar. de 18 h 30 à 19 h 30 (accès libre avec le billet d'entrée). Entrée : 27 F. Jusqu'au 6 juillet.

MOISAN. Histoire d'une République. Musée de l'histoire publique - Hôpital de Paris, hôtel de Miranion - 47, quai de la Tourmaise (46-33-01-43). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 mai.

PARIS, VILLE DES PROJETS. Pavillon de l'Assemblée, rue de Valenciennes, 21, boulevard Morand (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 décembre.

PEINTURES RACONTÉES. IMAGES EN PARLANT. Musée d'Art naïf Max Formy, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

REINTURES ROMAINES EN MARBONNAISE. Musée d'Art naïf Max Formy, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

PAUL SIBIEN. Exposition Transatlantique-Longines. Musée de l'Homme, hall, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-73). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 mai.

PICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée Picasso, hôtel Seld - 5, rue de Thorigny (42-71-26-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 mai.

DADO OU LE CARDINAL DE RETZ. Galerie Beaubourg, 22, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 avril.

EMMANUELLE DANDY. Portraits. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 17 avril.

LISBETH DELISLE. Atelier Art public, 36, rue Serpente (43-25-37-51). Jusqu'au 29 avril.

WIM DELVOYE. Galerie Ghislaine Hussenot, 5, rue des Hautes-Écluses (47-24-66-72). Jusqu'au 22 avril.

THOMAS DEMAND. Galerie Michel Vidal, 66, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 24 avril.

ALFREDO ECCHAZARRETTA. Galerie Inter Art, 30, rue de Cheronne (48-07-20-17). Jusqu'au 15 mai.

DESSINS DU SURREALISME AU POP ART. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-26-84-20). Jusqu'au 5 mai.

DIDONET. Galerie Claude Lemaire, 18, rue Littré (45-49-28-95). Jusqu'au 24 avril.

MARCEL DINAHET. JAKOB GAUTEL, THINA KETARA, CHRISTOPHE VIGOUROUX. Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musc (47-24-66-72). Jusqu'au 22 avril.

DOUBREUIL. Galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon (42-38-83-12). Jusqu'au 24 avril.

ALFREDO ECCHAZARRETTA. Galerie Art et Patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). Jusqu'au 24 avril.

JEAN EDELMANN. Galerie d'art internationale, 10, rue de la Harpe (43-26-84-20). Jusqu'au 29 avril.

PETER EISENMAN. Galerie Sadock et Uzzan, 11, rue de Thorigny (44-58-83-00). Jusqu'au 24 avril.

CLAUDE FAURE. La dérive des continents. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-28-72-51). Jusqu'au 30 avril.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 15 mai.

GUY FERRER. Galerie Lisa et Henri de Monthion, 4, rue du Parc (42-72-62-00). Jusqu'au 30 avril.

CHAMNET. 8, rue de la Courbe, 5, rue des Courbes-Saint-Gervais (48-04-00-14). Jusqu'au 15 mai.

JULIO GONZALEZ. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 15 mai.

ANTONY GORMLEY. ANISH KAPOOR. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Du 17 avril au 28 mai.

FRANZ GRAF. Galerie Renos Xipias, 108, rue Vieille-du-Temple (42-72-05-55). Du 17 avril au 1^{er} jan.

DANIEL GRAFFIN. Waddy Days, A. B. Galleries, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 15 mai.

RAFAEL GRAY. Sculptures et dessins. Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 7 mai.

LIDNEL GUBOUT. Galerie de l'Écloué, 11, rue de l'Écloué (43-25-20-11). Jusqu'au 30 avril / Galerie Derrière Sneyer, 30, rue de Lappe (47-00-15-20). Jusqu'au 30 avril.

PAUL GUILLOT. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (45-54-16-58). Jusqu'au 30 avril.

ROBERT GUINAIN. Galerie Albert Loh, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-67). Jusqu'au 27 avril.

HAURIDE TITIMAN. La Petite Galerie, 35-37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 30 mai.

CHRISTOPHE HEYMAN. Galerie Point rouge, 10, rue de l'Écloué (43-25-20-11). Jusqu'au 30 avril.

EDITH HOF. Pastels et bas-reliefs. Galerie Anne Robin, 18, rue Charlot (48-87-22-88). Jusqu'au 15 mai.

CHRISTOPHE HEYMAN. Galerie Point rouge, 10, rue de l'Écloué (43-25-20-11). Jusqu'au 30 avril.

STEPHEN HUGHES. Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 25 avril.

JACQUES IMMENDORFF. Galerie Tarnier, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 24 avril.

JACCARO, KLASSEN, RAYNAUD. Galerie de Louis (42-72-14-10). Jusqu'au 24 avril.

CLAIRE JALLOIS. Espace quartier Linné, 37, rue Tournefort (45-67-39-70). Jusqu'au 30 mai.

JEAN-CLAUDE JALLOIS. Espace quartier Linné, 37, rue Tournefort (45-67-39-70). Jusqu'au 30 mai.

KONRAD KLAPHECK. JAN VOSS. Galerie de Long, 13-14, rue de Téhéran (48-13-12). Jusqu'au 7 mai.

MICHEL KRELL. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23). Jusqu'au 11 mai.

YURI KUPER. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 15 mai.

SEAN LANDERS. CLAUDE CLOSKY. Galerie Jennifer Flay, 7, rue Debelleyme (48-87-22-88). Du 17 avril au 22 mai.

MICHEL LEBRET. Galerie Naffa et Primati, 33, rue du Dragon (42-22-86-15). Jusqu'au 10 mai.

THIERRY LEPROUST. Galerie Lefort-Opat, 26, rue Mazenod (46-33-87-24). Jusqu'au 28 avril.

LUCAS LERMITTE. NIELE TORDINI. LAWRENCE WEINER. Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazenod (43-26-80-97). Jusqu'au 30 avril.

SYLVIA LIDBERG. Hors du chemin du serpent. Galerie Hartwyd, 18, rue Le Regrasier (45-34-63-77). Du 15 avril au 15 juin.

LIVRES ILLUSTRÉS PAR HENRI MICHAUX. La Maison des amis des livres, 7, rue de l'Odéon (46-33-07-27). Du 15 avril au 30 avril.

CAT LORAY. Galerie Patricia Dorfmann, 38, rue de Cheronne (47-00-38-68). Jusqu'au 24 avril.

JEAN-PIERRE MAOEC. Peintures récentes. Galerie Samaga, 82, rue Jacob (42-86-98-18). Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ MAIGRET. Galerie Art-Expo, 33, rue Saint-Paul (42-78-63-67). Jusqu'au 3 mai.

LA MAISON HUGIN DE GAETANO PESCE. Galerie Catherine et Stéphane de Bayrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'au 30 avril.

HUGUES MALBREL. Galerie Alain Bon-

del, 50, rue du Temple (42-71-85-88). Jusqu'au 7 mai.

MANIFESTO. Galerie Uchi et Orbi, 25, rue du Repas (40-09-72-18). Jusqu'au 24 avril.

SERGE MANSAL. Galerie Clara Scemini, 18, rue des Filles-du-Calvaire (44-59-88-08). Jusqu'au 10 mai.

MATISSE. Œuvre gravée. Galerie Maeght, hôtel Le Rébours - 12, rue Saint-Martin (42-78-45-44). Jusqu'au 7 mai.

GAYLE MATTHIAS. JEAN-PAUL RAY. MOND. Galerie d'Amor, 28, rue Saint-Sulpice (43-28-98-80). Jusqu'au 7 mai.

IVAN MESSAC. Galerie 15, 15, rue Guénaud (43-28-13-14). Jusqu'au 15 mai.

MOHLITZ. Galerie Michèle Brouzet, 31, rue des Berges (45-77-93-79). Jusqu'au 24 avril.

NTKOWSKI. Galerie Vanuam, 134, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (43-58-72-18). Jusqu'au 24 avril.

FRANÇOISE NOVARIANA. DANIEL PANIHI. Galerie Lucette Harzog, 23, passage Molère, 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 15 mai.

JEAN-MICHEL OTHONIEL. DAVID RENAUD. MATTHEW WEINSTEIN. Galerie Gérard Delval & Laurent Troncet, 18, rue Charlot (48-87-41-63). Jusqu'au 5 mai.

CUT OF NOWHERE. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 17 avril.

RICHARD OVERSTREET. Galerie Montanary, 31, rue Mazenod (43-54-85-30). Jusqu'au 24 avril.

PEINTURES DU GROUPE COBRA. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (42-54-57-01). Jusqu'au 8 mai.

JEAN-LOUIS PEPIN. Galerie d'art de la place Beauvau, 84, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-66-58-98). Jusqu'au 30 avril.

PIERRE ET GILLES. Galerie Samia Sacconi, 16, rue des Capucines-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 30 avril.

PASCAL PINAUD. Galerie Nathalie Cheddi, 6, rue de Normandie (42-74-67-68). Jusqu'au 24 avril.

LOUIS PONS. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-28-67-07). Du 15 avril au 15 mai.

JEAN PONS : PAPIERS DÉCHIRÉS DES ANNÉES 50. Galerie Alain Oudin, 47, rue Debelleyme (42-71-83-63). Du 20 avril au 8 mai.

JEAN PRACHINETTI. Galerie Gastaud & Collard, 6, rue Debelleyme (42-74-22-85). Jusqu'au 17 avril.

DAVID RABINOWITZ. Galerie Renos Xipias, 108, rue Vieille-du-Temple (42-72-05-55). Jusqu'au 30 avril.

PASCAL RAGUIDEAU. Galerie Pbi et Co, 95, rue de Seine (43-25-10-12). Jusqu'au 24 avril.

REGARD D'UN AMATEUR. Œuvres photographiques. Galerie Faridhe-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 1^{er} mai.

MICHAEL RIEU. Peintures, sculptures, dessins. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulmont-d'Uville (40-67-72-68). Jusqu'au 29 mai.

JEAN RIVIÈRE. Galerie Philippe Gravier, 7, rue Froissart (42-71-55-01). Jusqu'au 14 avril.

ROCK ET PEINTURE. L'Hydre, 4, rue Eugène-Sue (42-23-58-22). Jusqu'au 14 avril.

ROHART. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Cheronne (47-00-88-18). Jusqu'au 30 avril.

GEORGES ROUSSE. Galerie Barbero et Co, 74, rue Quincampoix (42-72-57-36). Jusqu'au 3 mai.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin Borne, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 24 avril.

SARIS DU CORPS. SARIS DU GESTE. Photographies de Christine de Lespinois. Galerie ISA, 16, boulevard Saint-Marc (42-25-23-57). Jusqu'au 17 avril.

YVAN SALOMONE. Galerie Prad-Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 22 mai.

MANFRED SCHLING. Galerie Françoise Palluel, 91, rue des Beaux-Arts (42-71-84-15). Jusqu'au 16 avril.

WICKIE SIEG. Galerie Rüdiger Schüttle, 10, rue de la Gracière-Saint-Lazare (44-59-82-08). Jusqu'au 20 mai.

SOWETO 1982-

Le Monde et ses Publications

AVRIL 1993

EN LIBRAIRIE Le Monde EDITIONS

■ Social, par ici la sortie !

Par Alain Lebaube

252 pages - 120 F

La France est un pays faussement moderne, handicapé par son retard social, alors même que la construction d'un nouveau modèle où la production et le social seraient confondus recèle des gains de productivité considérables.

Des expériences innovantes en sont la preuve ici où là, une preuve encore balbutiante, insuffisante pour enrayer le développement d'une société duale, de l'exclusion, des banlieues-ghettos, etc. Un livre indispensable pour qui veut, sans caillères, réfléchir aux vrais enjeux de la modernité.



■ Le Bilan économique des années Mitterrand 1981-1993

Sous la direction d'Alain Gélédan
226 pages - 79 F

Dressé à partir des articles des journalistes du Monde, le bilan de la gauche au pouvoir depuis 1981, ainsi que de l'intermède de la cohabitation. Le film de la vie économique des douze dernières années défile avec des séquences découpées en fonction de la durée des gouvernements Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy... Une véritable leçon d'économie politique, avec une introduction originale de Michel Noblecourt et un index qui renforce le caractère pédagogique de cet ouvrage.

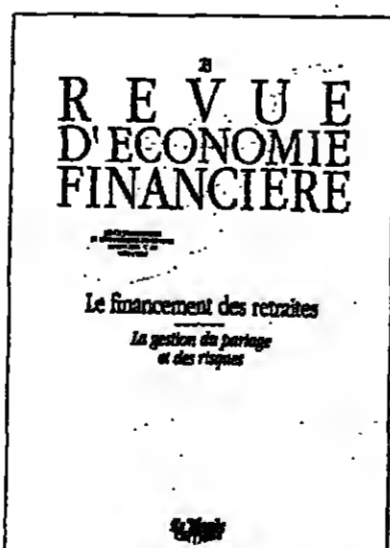
■ Revue d'économie financière (n° 23)

Le financement des retraites

La gestion du partage et des risques

364 pages - 160 F

La Revue d'économie financière (n° 23) présente un dossier d'actualité qui s'adresse aux spécialistes de la finance, chercheurs, universitaires et praticiens, de l'assurance et des organismes de retraite, notamment. Au sommaire : le vieillissement et la question des transferts ; projections et modèles ; retraite et système financier ; le débat social ; systèmes et perspectives étrangères ; les origines et les expériences historiques.



EN KIOSQUE

Publications mensuelles

■ LE MONDE DES DÉBATS

LA FIN DES ILLUSIONS : les points de vue de Michel Winock, Jean-Paul Deléage, et Dominique Bourg, Patrick Weil et Jean-Claude Barreau, Jean-Marcel Jeanneney et Patrick Messierin. MODE DE SCRUTIN : LA LEÇON ITALIENNE. LE SIDA HORS LA LOI : les analyses du juriste Jean-Paul Jean et de l'historien de la médecine Mirko GRIMEK. POUR OU CONTRE LES REALITY-SHOWS.

■ LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS

Deux dossiers :

LA FAMINE EN AFRIQUE : Somalie, Soudan, Libéria... Partout où il y a la guerre, les populations souffrent cruellement de la faim. Des pays en paix sont également touchés par ce fléau, alors imputable à la sécheresse. Pourtant, il existe des solutions à long terme.

VERS UNE ÉTHIQUE BIOMÉDICALE : l'accélération des progrès de la biologie et les réussites spectaculaires enregistrées dans le domaine de la biotechnique peuvent aussi engendrer des dérives et des pratiques contestables. Pour prévenir ces dangers, les pouvoirs publics cherchent à mettre en place un ensemble de normes et de principes qui vont poser les bases d'une éthique biomédicale.

Et, chaque mois, Les clés de l'info : deux pages qui récapitulent et expliquent l'actualité du mois.

■ LE MONDE DIPLOMATIQUE

- Ces « élites » qui règnent sur des masses de chômeurs, par Claude Julien.
- Un dossier sur la Russie en convulsions.
- Allemagne : des intellectuels sur la sellette.



■ LE MONDE DE L'ÉDUCATION

EXCLUSIF : spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). ENQUÊTE : profs en banlieue, des enseignants se battent contre l'échec. REPORTAGE : les langues maternelles. ACTUALITÉ : la nouvelle carte scolaire des lycées parisiens.

■ LE MONDE DES PHILATÉLISTES

TOUT SUR LES TIMBRES QUE LA POSTE ÉMET AU MOIS D'AVRIL 1993 avec une interview d'Ernest PIGNON-ERNEST. LOUIS XVI A TRAVERS LES TIMBRES DU MONDE ENTIER. LES POSTAUX RISCAUX DE LA CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS. CARTES POSTALES : guérisseurs et rebouteux.



Hors-série

■ BROCHURE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES La droite sans partage

Les résultats complets des élections législatives (1^{er} et 2^e tours), un dossier intitulé « 1988-1993 : bilan de la législature », les thèmes de la campagne.

EN VENTE
CHEZ VOTRE LIBRAIRE
Distribution SODIS

LE MONDE
diplomatique

Le Monde de l'éducation

Le Monde
PHILATÉLISTES

Le Monde des
DÉBATS

Le Monde
DOSSIERS

فكرنا من الأصل

ÉCONOMIE

La fin du sommet des pays industrialisés à Tokyo

BILLET

Les banquiers traînent les pieds

Deux points de baisse sur le taux des pensions à très court terme de la Banque de France (10 % contre 12 %), une diminution du même ordre sur le loyer de l'argent au jour le jour et à trois mois enregistrée au cours des dernières semaines, de 11 % à 9 % et une réduction... d'un quart de point seulement du taux de base des banques, ramené, mercredi 14 avril, de 10 % à 9,75 % : les profanes n'y comprennent rien et accuseraient volontiers les banquiers de pingrerie. La réalité est moins simple. La Banque de France (BdF) avait été portée de 9,45 % à 10 %, le 17 décembre dernier, en raison de la forte remontée des taux du marché interbancaire sur lequel se refinancent pour une bonne partie les établissements de crédit.

Au début de l'année, une nouvelle crise du franc poussait encore un peu plus haut le loyer de l'argent, à 12 % environ, tension entretenue volontairement par la Banque de France pour défendre la monnaie, et mécaniquement par la spéculation qui, en empruntant des francs pour les revendre, escomptait les liquidités.

Logiquement, les banques auraient dû, à ce moment-là, relever encore davantage leurs taux de base. Elles ne le firent pas, et cela pour deux raisons. La première, la plus importante, était le souci de ne pas mécontenter leurs autorités de tutelle, Banque de France et direction du Trésor au ministère de l'économie et des finances, qui s'opposaient à un relèvement supplémentaire, pour ne pas pénaliser les entreprises. Comme les banques ont souvent quelque chose à demander à ces autorités, mieux valait ne point passer outre. De plus, le gouvernement, étonnamment majoritaire des grandes banques nationales - BNP et Crédit lyonnais - eut pu escompter persuader leurs dirigeants de s'abstenir de toute initiative, ce qui tuait dans l'œuf tout mouvement d'ensemble.

La seconde raison était le désir de ne pas charger davantage les PME, pour lesquelles le taux des crédits de trésorerie est indexé sur le TBB, qui gouverne environ 15 % à 17 % du total des crédits à court terme. Pendant quatre mois, les banques ont pu s'estimer pénalisées par un blocage de fait de leurs taux à un coût mensuel estimé par elles à 300 millions de francs, montant fortement contesté par la Banque de France.

Aujourd'hui, elles traînent les pieds, estimant, comme l'a déclaré M. Jacques Delmas-Marsalet, président du groupe des Banques populaires, qu'une partie de la diminution des taux du marché interbancaire doit servir à reconstruire les marges des établissements de crédit et une autre à alléger les frais financiers des entreprises. On pourrait ajouter que cette situation est un legs du gouvernement précédent, qui avait solidement verrouillé la couverture de la lessiveuse, pendant que la pression de la vapeur montait.

FRANÇOIS RENARD

Précision. - Dans le point de vue d'Ambroise Guélic intitulé « Sortir du psychodrame » (le Monde du 14 avril), une erreur typographique a rendu incompréhensible le début du troisième paragraphe de la deuxième colonne. Il fallait lire : « Qu'il y ait eu, dans cette affaire, collusion anglo-saxonne par-delà l'Atlantique ne semble pas contestable et devrait être dénoncé ».

Les Sept annoncent une nouvelle aide massive à la Russie

C'est avant tout la réaffirmation d'un soutien politique que les ministres des affaires étrangères et des finances des Sept pays industrialisés (1), réunis à Tokyo les 14 et 15 avril, ont apportée aux partisans des réformes en Russie. « Nous assurons le peuple russe de notre soutien pour faire face aux inévitables difficultés de cette période de transition », affirme le communiqué. Celui-ci détaille une assistance financière multilatérale qui se monte au total à 43,4 milliards de dollars, mais comporte en fait plusieurs programmes déjà annoncés, ainsi que des promesses de crédit.

TOKYO

de notre correspondant

A la prise de conscience collective de la responsabilité des pays riches sur la catastrophe économique de la Russie a fait pendant, du côté russe, le souci de donner des assurances sur le calendrier des réformes. Le gouvernement russe était représenté à Tokyo par le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et le vice-premier ministre et ministre des finances, Boris Fiodorov.

Les discussions ont donné lieu à des échanges d'une « grande franchise » fait valoir une personnalité qui assistait à la réunion : « Les Russes ont fait un tableau clair de leur situation économique et financière, des résultats obtenus comme de leurs échecs, qui indique une prise de conscience des problèmes qui n'existent pas auparavant ». On souligne également de même source une nette volonté de concertation.

Trois grandes idées se dégagent de cette réunion : l'aide occidentale doit répondre aux besoins réels du peuple russe, contribuer à la création de conditions économiennes permettant le passage à l'économie de marché et s'organiser en liaison étroite avec Moscou, ainsi qu'à travers des consultations permanentes avec les principaux pays et les organisations internationales.

Cette réunion marque un progrès

et peut être considérée comme un succès, a estimé le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev.

Les Sept ont assorti leur déclaration de soutien politique d'une enveloppe d'engagements d'aide multilatérale d'un montant global de 43,4 milliards de dollars. Un chiffre qui n'a qu'une valeur indicative non seulement parce qu'il amalgame des aides de nature différentes, mais encore parce qu'il comprend une partie des 24 milliards de dollars annoncés au printemps de 1992 (2) ainsi que le rééchelonnement de la dette russe décidé le 2 avril par le Club de Paris (15 milliards de dollars), qui ne concerne cependant pas seulement les Sept, mais dix-neuf pays.

Parmi les actions multilatérales proposées, les Sept encouragent une nouvelle fois la réalisation du plan de stabilisation du rouble, de 6 milliards de dollars, financé par le Fonds monétaire international (FMI). Le fonds de restructuration et de privatisation de 4 milliards de dollars, inopinement proposé par les Américains, n'a pas encore été adopté, pas plus qu'un autre fonds destiné à la démocratisation (cette question doit être abordée au niveau bilatéral). En revanche, dans le souci de s'attaquer aux problèmes concrets et d'éviter les gaspillages, les Sept ont encouragé un soutien aux petites et moyennes entreprises par le biais d'un fonds de 300 millions de dollars géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ainsi qu'une aide aux entreprises productrices d'énergie.

En dehors de la valse des montants, dont l'addition aboutit le 15 avril à 43,4 milliards de dollars, la réunion du G7 avait essentiellement pour objectif de démontrer le soutien politique des nations industrialisées au président Eltsine et aux réformateurs.

Des risques pour la stabilité mondiale

Les Sept sont d'accord sur l'analyse de la situation en Russie et des risques (hyperinflation, pénurie et insécurité) qu'elle présente pour la stabilité mondiale, comme l'a souligné dans son discours d'ouverture le

premier ministre japonais Kiichi Miyazawa. Ils sont en outre conscients que la population russe ne ressent pas les effets des grands programmes d'assistance. Ils souhaitent donc être plus concrets et, si possible, disposer d'un mécanisme de contrôle de l'économie russe, du moins d'instruments de coordination des actions.

Il est impératif, estiment-ils, de juguler la création monétaire, source d'hyperinflation, ce qui suppose une reprise en main par le gouvernement de la banque centrale, avant de mettre en place un fonds de stabilisation du rouble.

Un contraste est apparu, d'entrée de jeu, dans l'attitude des différents pays. Si tous sont d'accord pour penser que l'élément déterminant

sera le référendum du 25 avril (« Il faut coller à la réalité russe, c'est à eux de se déterminer et en fonction de leur choix, les Sept doivent réagir », souligne-t-on de source française), les Américains ont semblé saisis d'une « fièvre russe » que ne partageaient pas leurs partenaires. Les Européens paraissent plus réservés et les Japonais, soumis à de fortes pressions de Washington, restaient méfiants. L'Allemagne et la France se sont montrées opposées à une proposition des Américains de procéder à un tour de table pour annoncer les montants d'aide.

La proposition inopinée des Américains de la création du fonds pour la privatisation a en outre irrité les Japonais, qui venaient d'annoncer une aide bilatérale de 1,8 milliard

de dollars et se voyaient conviés à participer à une nouvelle action concoctée sans qu'ils aient été consultés lors du sommet entre Américains et Russes à Vancouver. « Le Japon ne peut dire oui à toutes les demandes d'un enfant capricieux, caracolant en avant des autres », commentait, acerbe, le journal *Asahi*, qui souligne par ailleurs que les Européens, en particulier les Français et les Allemands, sont restés en retrait au cours de cette réunion et ont semblé surtout soucieux de leurs problèmes internes. « La France, note le quotidien, a paru bien prudente et le président français, si sourcilieux sur ses prérogatives diplomatiques, est bien silencieux depuis la défaite électorale ».

Les Français ont insisté auprès de leurs partenaires sur la nécessité de ne pas faire perdre la face aux Russes. Un sentiment qui n'est pas toujours partagé. En ce qui concerne le sommet extraordinaire des chefs d'Etat avant la rencontre programmée de juillet, la France a insisté pour que cette hypothèse soit « gardée à l'esprit ». Ses partenaires estiment que ce sommet extraordinaire n'aurait de raison d'être que si un changement important intervenait en Russie.

Au cours de leurs entretiens en marge du sommet proprement dit, les ministres des affaires étrangères ont notamment évoqué la question de la Yougoslavie. Ils ont préconisé que, à la suite du référendum russe, le Conseil de sécurité de l'ONU envisage des sanctions plus dures à l'égard de Belgrade. La Russie serait alors, semble-t-il, disposée à faire preuve de compréhension lors de l'adoption de cette résolution.

Ph. P.

(1) Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

(2) Le fonds de stabilisation du rouble avait été prévu dans le « paquet » de 24 milliards de dollars, mais n'avait pas été mis en œuvre en raison de la dégradation de la situation monétaire. Le crédit de confirmation du FMI n'avait été débloqué qu'en partie (1 milliard seulement en juillet 1992). Ne pouvant pour l'instant respecter les critères permettant l'octroi d'un crédit de confirmation, la Russie ne peut bénéficier d'une aide spéciale du FMI baptisée « facilité pour la transformation structurelle », de 3 milliards de dollars.

Le communiqué officiel

Une assistance qui se veut « en phase avec le progrès de la réforme »

Le communiqué publié jeudi 15 avril à Tokyo à l'issue de la rencontre des ministres des finances et des affaires étrangères du groupe des Sept et de ceux de la Russie comporte en annexe le détail de l'aide financière multilatérale promise par les Sept, se montant au total à 43,4 milliards de dollars (240 milliards de francs). Voici des extraits de ce communiqué :

« La Russie a fait des progrès courageux et extraordinaires ces deux dernières années. La réforme en Russie et les progrès vers la démocratisation sont essentiels à la stabilité et à la prospérité. Nous voulons voir une Russie démocratique, stable, et économiquement forte, bien intégrée dans la communauté des Etats démocratiques et dans l'économie mondiale... » « Notre assistance sera pragmatique, visible, tangible et efficace, à la mesure de la capacité d'absorption de la Russie et en phase avec les progrès de la réforme... »

- Soutien initial à la stabilisation : 4,1 milliards de dollars
- Facilité pour la transformation structurelle (FTS) : 3 milliards
- Prêt pour la réhabilitation des importations (Banque mondiale) : 1,1 milliard
- Programme complet de stabilisation : 10,1 milliards
- Crédit de confirmation (FMI) : 4,1 milliards
- Fonds de stabilisation du rouble (FMD) : 6 milliards
- Réforme structurelle et importations essentielles : 14,2 milliards
- Prêt de la Banque mondiale : 3,4 milliards
- Cofinancements de la Banque mondiale dans le secteur pétrolier : 500 millions
- Fonds pour les petites et moyennes entreprises de la BERD : 300 millions
- Crédits des agences de crédit à l'exportation, garanties : 10 milliards
- Rééchelonnement de dette (créanciers publics) : 15 milliards

Le chaos de l'après-kopec

Suite de la première page

Cette réforme a engendré un effondrement de la production, des échanges et du niveau de vie et l'explosion d'une « économie de châteaux » dominée par quelques groupes mafieux. Par crainte d'une réaction sociale violente, Mikhaïl Gorbatchev avait hésité - en son temps - à engager la réforme des prix. Boris Eltsine l'a amorcée, mais il hésite à son tour à en accepter toutes les conséquences, le passage à l'économie de marché et s'organiser en liaison étroite avec Moscou, ainsi qu'à travers des consultations permanentes avec les principaux pays et les organisations internationales.

« Le kopec. Vous vous en souvenez ? ». A Moscou, l'unité monétaire de base qu'est - qu'était - le kopec (le centième du rouble) n'est plus qu'un lointain souvenir. Depuis la libéralisation - partielle - des prix, le 2 janvier 1992, la Russie traverse une grave crise monétaire. Le programme économique de M. Gaidar (recherche de la stabilisation macro-économique et mise en œuvre de réformes de structure) s'est traduit pour la population par une envolée des prix (une hausse officielle de 2 000 % en 1992), une dollarisation des échanges et une fuite devant la monnaie. Sur le marché officiel des devises - un marché certes étroit - le rouble s'est effondré (le Monde du 15 avril). A l'instar de certaines économies latino-américaines des années 80, la Russie post-communiste se trouve ainsi dans une situation proche de l'hyperinflation. Les experts parlent d'hyperinflation lorsque les prix augmentent à un rythme mensuel de 50 % : ils ont crié en Russie chaque mois de 25 % en moyenne en 1992. Les causes de cette flambée des prix sont multiples. La principale réside dans l'absence d'un pouvoir politique suffisamment fort et courageux.

Depuis plus d'un an, le gouvernement - celui de M. Gaidar d'abord, celui de M. Tchernomyrdine ensuite - le Parlement et la Banque centrale se rejettent, en vain, la responsabilité de cette situation. « Il y a aujourd'hui à Moscou et d'un point de vue ins-

titutionnel une situation complètement atypique et inefficace », explique Jacques Attali, président de la Banque européenne (BERD). C'est en fait l'irresponsabilité généralisée, chacune des instances du pouvoir économique prétendant faire le métier de l'autre sans réellement assumer le sien. Le gouvernement fédéral s'efforce à maîtriser son budget (un déficit représentant 17 % de la production l'an dernier), mais veut imposer une politique monétaire restrictive à la Banque centrale. Le Parlement, qui légifère avec grande lenteur et qui cherche à vider de leur substance toutes les lois libérales (sur les privatisations, sur la faillite, sur la fiscalité...), oblige la Banque centrale à faire tourner la planche à billets. La Banque dépend d'ailleurs du Parlement, qui nomme son président. L'Institut d'émission, dirigé depuis l'automne dernier par Viktor Gueratchenko, à ce poste sous M. Gorbatchev déjà, se préoccupe davantage de maintenir la production industrielle et l'emploi que d'assurer la stabilité de la monnaie.

Une contrainte budgétaire molle

La conséquence de ce désordre institutionnel, c'est que les acteurs de l'économie russe continuent de vivre avec « une contrainte budgétaire molle », pour reprendre l'expression de l'économiste hongrois Janos Kornai. Cela signifie que les entreprises ne sont pas strictement soumises aux contraintes de la demande et de la rentabilité. La production globale s'est effondrée - d'environ un tiers depuis 1989 - mais le chômage est resté pour l'instant très limité (à peine 1,5 % de la population active). La Russie n'a en fait pas encore connu le choc qu'ont vécu au cours des trois dernières années les pays d'Europe centrale et orientale comme la Pologne et la Hongrie, où le chômage affecte plus d'un dixième de la population active. En fait, les entreprises d'Etat - encore 90 % des actifs dans l'industrie - continuent à tourner avec des effectifs inchangés, produisant au ralenti

des biens invendables - qui viennent gonfler leurs stocks - et sont rentables.

Pour survivre, les entreprises ont d'abord - au cours du premier semestre 1992 et alors que la banque centrale avait une politique monétaire restrictive - développé entre elles un gigantesque crédit interentreprise. Son montant est passé de quelques dizaines de milliards de roubles au début de 1992 à 3 200 milliards en juin. « Une opération complexe de compensation menée au cours de l'été a permis un dégellement partiel de cette dette », entre autres, explique Christian de Boissieu, chargé depuis juin dernier d'une mission sur ce sujet par la Commission européenne. Depuis mai 1992, la Banque centrale ayant relâché sa politique monétaire et l'Etat ayant multiplié les financements privilégiés, les entreprises ont trouvé de nouvelles solutions.

Des accusations de sabotage

Elles ont développé la « pratique du prêt-paiement » - elles ne fournissent leurs clients qu'après avoir été payées - et surtout elles ont recouru au crédit bancaire, très bon marché en réalité (des taux de 130 % ou moins pour une inflation passée aujourd'hui au rythme annuel de 2 500 %), pour assurer le paiement des salaires. « Le système bancaire est en train d'être politisé par cette explosion de prêts à court terme », s'inquiète déjà M. de Boissieu.

Le premier ministre, M. Gaidar, jusqu'en décembre, puis le vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Fiodorov, accusent la Banque centrale de saboter ainsi les réformes. La planche à billets fonctionne effectivement à un rythme effréné. « La banque a imprimé en février dernier plus de billets qu'elle ne l'avait fait en trente ans », assuraient Leonid Abalkine, vice-premier ministre chargé de l'économie, du temps de M. Gorbatchev, le jeudi 25 mars lors d'un colloque sur l'aide à la Russie organisé à Francfort par l'Association d'économie financière et la Deutsche Girozentrale Bank. Le patron de la Banque centrale, soulevé par le parlement, a beau jeu de répondre que le gouvernement ferait mieux de réduire ses dépenses, de favoriser le développement de la concurrence et de limiter les augmentations de salaires.

En 1992, la Banque centrale aura

émis des billets à hauteur de près de 40 % du PNB du pays : 6 % ont été utilisés pour assurer le financement du déficit budgétaire, 24 % les besoins des entreprises d'Etat et 10 % ceux des autres Républiques de l'ex-URSS qui font toujours partie de la « zone rouble » (onze des quinze Républiques). En fait, le gouvernement et la Banque centrale se refusent l'un et l'autre à prendre la responsabilité de la fermeture des entreprises non viables et du chômage qui en résulterait - notamment dans le gigantesque secteur militaire-industriel. Adoptée en novembre, la loi sur les faillites - « une loi dont l'objectif est plutôt de tout organiser pour éviter les faillites », selon un banquier français installé à Moscou - n'est pas encore véritablement appliquée.

Depuis son arrivée au gouvernement, Boris Fiodorov cherche à obtenir une meilleure coordination de l'action gouvernementale avec la Banque centrale. Excédé, il avait demandé en mars le départ de M. Gueratchenko. Il est arrivé mercredi à Tokyo avec un accord en vertu duquel la banque s'engage à limiter l'émission monétaire au cours de ce deuxième trimestre. Mais cet accord, une nouvelle fois, n'a pas été respecté. La Banque que qui en a immédiatement contesté le contenu. La conséquence de cette ériste permanente des structures de pouvoir, c'est que, comme le souligne l'économiste Michael Fröhländer, de Novour, « la population russe a payé un prix très élevé en terme de niveau de vie au cours des deux dernières années, avec des bénéfices finalement très limités en terme de changements structurels et de réduction de l'inflation ».

L'aide occidentale à la Russie ne sera en définitive efficace que si trois conditions sont remplies. Tout d'abord, une définition claire de la répartition des responsabilités apparaît indispensable. « Quand toutes les décisions peuvent être achetées, il est impossible de mener une politique de réforme structurelle », estime George Skarov, conseiller de la Banque de Russie. L'Etat doit assumer ses responsabilités et faire ses choix en limitant ses dépenses, mais aussi en améliorant la collecte de l'impôt. A cet égard, le comportement « populiste » actuel de M. Eltsine n'est guère prometteur. Au cours du week-end dernier, il a expliqué dans le même temps qu'il fallait réduire l'émission monétaire et qu'il allait augmenter les alloca-

tions accordées aux étudiants. Il est vrai qu'il est en période électorale. Souhaitée par de nombreux économistes russes, une modification du statut de la Banque centrale apparaît aussi urgente.

La deuxième condition, c'est que soient rapidement clarifiées les relations monétaires - et donc politiques - entre la Russie et les autres Républiques de l'ex-URSS. La situation actuelle d'une soi-disant « zone rouble » où il y a une devise et onze banques centrales indépendantes est intenable. La Russie ne peut pas continuer à avancer des crédits à ses voisins comme s'ils étaient toujours des régions. Les grandes organisations financières internationales souhaitent désormais que chaque République adopte sa propre devise. La question sera à nouveau évoquée, vendredi 16, à Minsk (Biélorussie) à l'occasion d'une réunion des dirigeants des pays de la « zone ».

La troisième condition, c'est que soit amorcé le processus de restructuration industrielle du pays, avec ses conséquences sociales. Une mise en œuvre sélective de la loi sur les faillites est, aux yeux des experts tant russes qu'occidentaux, nécessaire. Le débat porte sur les critères de cette sélectivité, le marché n'existant pas encore réellement. Un système de protection sociale large doit être mis en place simultanément. Il est, à cet égard, regrettable que les Sept aient pas étudié plus sérieusement la proposition du financier américain d'origine hongroise, M. Georges Soros. Celui-ci suggérerait que l'Ouest prenne directement en charge le versement des indemnités de chômage. Compte tenu du niveau des salaires en Russie et du taux de change actuel du rouble, un tel projet n'aurait eu qu'un coût limité (une centaine de millions de dollars par mois) et aurait permis d'amorcer les restructurations indispensables, dans le secteur militaire-industriel en particulier.

A défaut, l'hyperinflation menace la Russie. Certains peuvent y voir une solution : vaccinés, les Argentins acceptent aujourd'hui des sacrifices qu'ils n'auraient jamais imaginés il y a quelques années encore. Mais d'autres rappellent que l'hyperinflation allemande avait jeté la République de Weimar dans les bras de Hitler.

ERIK IZRAELIEWICZ

ÉCONOMIE

La polémique en Grande-Bretagne sur les frais de fonctionnement de la BERD

La Banque européenne se déclare fière de ses résultats

L'ampleur des frais de fonctionnement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) fait l'objet d'une polémique au sein de la classe politique britannique. La Banque, quant à elle, ne conteste pas la plupart des chiffres relevés dans l'enquête du *Financial Times* (le Monde du 14 avril). Mais elle met en avant à la fois les coûts inhérents au lancement d'une nouvelle institution internationale ainsi que ses résultats, obtenus en moins de deux ans d'existence.

LONDRES

de notre correspondant

Luxe, calme et sérénité. Après avoir admiré ce fameux marbre de Carrare qui orne l'entrée et les halls de la BERD et qui a coûté la modeste somme de 750 000 livres (environ 6,15 millions de francs), écrit dans quelques colonnes aux dimensions de cathédrale, on débouche, au second étage, dans un espace de travail vaste, paysager et transparent, où seul le bureau du président se cache aux regards derrière une paroi de métal artistiquement ondulé.

Nul ne peut ignorer le sujet du jour : la presse britannique a repris avec un bel ensemble, mercredi 14 avril, les informations publiées la veille par le *Financial Times*. Titres et photos insistent sur la banque qui « a dépensé 200 millions de livres pour elle-même » (le Monde du 14 avril). Au demeurant, ce sursisme ne s'est pas révélé infondé, puisque ces révélations sont, dans l'ensemble, exactes, ainsi que le confirme Pierre Pissaloux, directeur du budget de la BERD.

Exactes mais, laisse-t-on entendre au siège de l'institution financière que préside Jacques Attali (ancien conseiller spécial de François Mitterrand), présentées de façon partielle. Officiellement, on ne comprend pas la raison de cette insistance à souligner les aspects caricaturaux du fonctionnement de la banque, en omettant de rappeler le contexte de sa récente création : « C'est nous à sur-prix, ce n'est pas clair et, vraiment, nous cherchons à savoir pourquoi », assure sans animosité M. Pissaloux, qui ne peut s'empêcher de trouver « léger » que l'on oublie de rappeler que cette institution internationale a été « créée de toutes pièces », ce qui justifie des coûts initiaux forcément importants. S'agissant, d'autre part, de la faiblesse des prêts accordés aux pays d'Europe de l'Est, Pierre Pissaloux souligne que, contrairement à la Banque mondiale ou au Fonds monétaire international (FMI), qui se

livrent à des actions d'aide à la balance des paiements, la BERD, elle, n'intervient que pour financer des « projets physiques ».

88 projets approuvés en moins de deux ans

« La phase d'exécution et de décaissement est à peine entamée, insiste-t-il, et il y a forcément un décalage important, mais tout à fait normal, entre l'approbation d'un projet et son financement proprement dit. Nous avons approuvé 88 projets en moins de deux ans. Notre seul est d'avoir de bons projets au meilleur prix. Je ne connais pas de responsable britannique qui ne dise que nos performances sont excellentes. » La BERD est donc « fière de ses résultats » : à la fin de 1992, la banque avait déboursé 126 millions d'euros (soit près de 330 millions de francs) en prêts et investissements. A la fin mars, ce montant avait atteint 200 millions d'euros pour un total d'engagements financiers de 2 milliards d'euros. Il n'en demeure pas moins que l'importance des frais de fonctionnement de la BERD reste choquante. D'abord parce que le luxe des installations apparaît d'autant plus extravagant pour une institution dont la vocation est de venir en aide à des pays dont les économies sont anémiées ; ensuite parce que la Grande-Bretagne sort à peine d'une récession économique particulièrement sévère et que l'argent du contribuable britannique a été largement mobilisé.

Pierre Pissaloux avance une autre explication : « Le caractère moderne et élégant n'est pas dans les habitudes britanniques », assure-t-il. Le directeur du budget de la BERD reconnaît que, s'agissant de ce fameux marbre, « c'est peu choquer, sembler bizarre, et qu'on aurait pu ne pas le faire », mais, ajoute-t-il, « il fallait créer une unité de style ». Pour le reste, il ne conteste pas les chiffres publiés par le *Financial Times* sur des points de détail.

Les nouveaux locaux ont bel et bien représenté une dépense de 35,5 millions de livres, même si, comme l'affirme Pierre Pissaloux, la BERD a économisé près de 8 millions de livres sur le loyer annuel (qui sera de 15 millions de livres) à la suite d'une négociation particulièrement âpre avec le propriétaire. Quant au coût des anciens locaux (utilisés pendant vingt mois), il a effectivement atteint 18 millions de livres, dont 12 millions de loyer et 3 millions pour des meubles qui sont encore utilisés aujourd'hui. Le reste est à l'avantage : ainsi de la réception organisée à Noël pour les membres du personnel et leurs conjoints (52 000 livres pour 1 104 personnes) ou des voyages en avion privé de Jacques Attali (600 000 livres en 1992). Dans le premier cas, il fallait créer « une armée de personnel, parce que les gens viennent des quatre coins du monde », dans le second, assure très sérieusement Pierre Pissaloux, « le président utilise des avions de ligne pour 90 % de ses voyages ».

Enfin, s'agissant des salaires (150 000 livres par an pour Jacques Attali, et 65 000 livres en moyenne pour les autres salariés), leurs niveaux sont comparables à ceux

pratiqués dans la plupart des institutions financières internationales, estime Pierre Pissaloux, alors que Londres « est l'une des capitales les plus chères du monde ». Le directeur du budget ne souhaite pas, d'autre part, s'appesantir sur le fait que les vingt-trois administrateurs et leurs adjoints (en tout quatre-vingt-deux personnes), dont le rôle est notamment de vérifier les comptes de la banque, sont - grassement - rémunérés par celle-ci.

L'affaire de la BERD va-t-elle en rester là ? Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme » du Parti travailliste, souhaite obtenir des éclaircissements de la part du gouvernement pour savoir dans quelles conditions celui-ci a consenti un don de 40 millions de livres à la BERD (il s'agissait, à l'époque, de convaincre celle-ci de venir s'installer à Londres). Plusieurs parlementaires du Parti conservateur se sont, d'autre part, émus des dépenses excessives dépendant de la banque, et Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier (qui est l'un des gouverneurs de la BERD), a indiqué mercredi qu'il s'est inquiété à plusieurs reprises de ces dérapages budgétaires.

La polémique, qui prend toute sa dimension à la lumière des relations traditionnellement difficiles entre Jacques Attali et la presse britannique, va rebondir, le 23 avril, à l'occasion de la présentation des résultats financiers de la BERD, laquelle a lieu quelques jours avant l'assemblée annuelle de la banque. Deux ans après sa création, cette institution financière - tout comme son président - souffre donc toujours d'un problème d'image : « La personnalité de Jacques Attali est parfois un peu détonnante, reconnaît Pierre Pissaloux, tellement forte que parfois elle a tendance à cacher ce que fait la banque. On a un vrai problème à traiter ».

LAURENT ZECCHINI

L'avenir gravé dans le marbre

Ce sont les dirigeants de la BERD eux-mêmes qui attirent l'attention des visiteurs il y a deux mois sur les plaques de marbre du siège de la banque, en faisant remarquer la subtilité dégradée d'un marbre non travaillé vers des plaques de mieux en mieux polies, censé symboliser la transition des pays de l'Est vers la prospérité. - (AFP)

AFFAIRES

Un bénéfice net en baisse de 67,5 % en 1992

Jérôme Monod achève la réorganisation de la Lyonnaise des eaux-Dumez

La réorganisation de la Lyonnaise des eaux-Dumez est achevée. Son PDG, Jérôme Monod, continue à serrer tous les boulons et peut ainsi espérer tourner une page noire dans l'histoire du groupe qui s'est soldée, l'an dernier, par une chute de 67,5 % du résultat net (pert du groupe) à 379 millions de francs. Si la conjoncture lui en laisse la chance, Le dividende est, en tout cas, maintenu à 10 francs par action.

« La fusion est derrière nous. » Trois ans après le rapprochement de la Lyonnaise des eaux avec Dumez, seul mois après avoir remercié Jean-Paul Fanyau, ancien président de la société de bâtiment-travaux publics, Jérôme Monod a mis, mercredi 14 avril, la dernière touche à la réorganisation de son groupe. Faisant de Guy de Panafieu, promu vice-PDG, son dauphin « virtuel » si « un jour une solution interne est trouvée », M. Monod a annoncé la division de sa direction générale en deux : un pôle service confié au PDG de la SITA, Philippe Brongniart (distribution d'eau, propreté, énergie, chaleur, services funéraires...); un pôle construction suivi par M. de Panafieu lui-même (BTP, immobilier).

Cette réorganisation et ces nominations induisent d'autres retouches de l'organigramme. C'est ainsi que la nomination de Jean-Jacques Prompsy à la présidence de la SITA sera proposée à son

prochain conseil d'administration ; que René Coulomb, directeur général, directeur de l'eau, sera proposé au poste d'administrateur de la Lyonnaise des eaux-Dumez ; ou, encore, que Bernard Prades, directeur général délégué, devient conseiller du président chargé de suivre les activités du secteur communication (M 6 et le câble). En 1992, il est vrai, les activités apportées dans la corbeille de mariage par Dumez n'ont guère donné satisfaction au PDG de la Lyonnaise des eaux-Dumez. Et ont pesé lourdement dans la dégradation spectaculaire du résultat net, part du groupe, qui a chuté de 67,5 % à 379 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 90,4 milliards de francs (+ 3,3 %). Alors que les activités de service, portées par l'essor de filiales comme Degrémont, SITA ou Ufin-Catfish ainsi que par la distribution d'eau, ont enregistré une bénéfice net de 1,6 milliard de francs, le BTP (- 612 millions) et surtout l'immobilier (- 1,09 milliard) accumulent des pertes pour un montant presque équivalent.

Dumez bientôt recapitalisé

Une ligne de partage que 1993 ne devrait guère modifier, puisque l'année en cours devrait être comme la précédente, selon M. Monod, « défavorable pour le BTP, mauvaise pour l'immobilier, bonne pour les services ». « Un plan de relance en France et une baisse des taux auraient pu être un effet sur l'emploi, mais pas sur nos résultats », a ajouté le PDG de la Lyonnaise des eaux-Dumez, qui s'est donc donné comme « ligne de conduite », cette année, la restauration de la rentabilité de chacune de ses activités et l'adaptation « des structures et des charges au marché ». Dumez, qui devrait être recapitalisé à hauteur de 900 millions de francs dans les semaines qui viennent, portera ses fonds propres à 1 milliard de francs, poursuivra ses « actions énergiques » engagées fin 1992 avec plus de 500 suppressions d'emplois.

Cette cure d'austérité se traduira par un nouveau recul des investissements, tombés de 4,7 milliards de francs en 1991 à 2,3 milliards en 1992. Ils seront « plus proches de 2 milliards » en 1993, a précisé

M. de Panafieu. Elle conduira aussi à un coup de frein donné à la croissance externe et à un recentrage du groupe sur ses métiers de base en mettant en œuvre une stratégie de désinvestissements dans des secteurs non stratégiques. « Pour l'année présente, 2 milliards environ de trésorerie nouvelle pourront être ainsi dégagés », a indiqué M. Monod, qui pourrait être conduit à céder le solde de la participation de la Lyonnaise dans dans (1,6 % du capital) ainsi que dans une société allemande de radiotéléphonie mobile.

« Je crois que le navire s'en tirera en 1993 et en 1994 sans aucun dommage irréversible », a conclu M. Monod en fixant à son groupe le double objectif de devenir le « leader mondial » de l'eau et de « dépasser sensiblement les 50 % du chiffre d'affaires consolidé à l'international ». Façon, sans doute, de faire oublier les déconvenues du présent en traçant de nouvelles frontières.

PIERRE-ANGEL GAY

PRIX

Augmentation des taxes sur l'essence

La TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) a augmenté de 0,7 % ce jeudi 15 avril, entraînant une hausse de 2,24 centimes du prix du super et du fioul. Cette augmentation était prévue dans la loi de finances de 1993 votée à la fin de l'année dernière. Elle ne préjuge donc pas du tout d'autres hausses actuellement étudiées par le gouvernement pour atténuer le déficit des comptes sociaux.

Chaque année, la TIPP est relevée d'un pourcentage égal à la moitié de la hausse des prix de détail prévue. L'augmentation des prix retenue pour 1993 est de 2,8 %. La hausse aurait dû être de 1,4 %. Cette augmentation s'est appliquée comme le veut la tradition début janvier. Mais une seconde hausse du quart de la progression des prix avait été décidée exceptionnellement pour 1993. C'est cette augmentation de 0,7 % qui entre en vigueur ce jeudi 15 avril.

AGRICULTURE

Les négociations sur le commerce international

« Notre position sur le GATT n'a pas bougé d'un iota »

déclare Luc Guyau, président de la FNSEA

« Notre position sur le GATT n'a pas bougé d'un iota. Certes, le nouveau gouvernement a bénéficié d'un délai de grâce d'un mois à partir de sa constitution. Mais si la France n'obtient pas de ses partenaires européens la remise en cause du préaccord de Washington de novembre dernier, alors il faudra agiter le veto », a déclaré mercredi 14 avril Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Ce préaccord n'est pas acceptable, car il a, en fait, « été écrit par... les Américains », a-t-il ajouté.

Le président de la FNSEA a rappelé qu'il fallait ouvrir la négociation sur l'ensemble des questions relatives au GATT, sans limiter la discussion à l'Europe et aux Etats-Unis. Au préalable, la CEE devra avoir arrêté sa propre politique à propos de l'organisation du marché

mondial de l'alimentation. Il faudra aussi obtenir des garanties sur la fluctuation des monnaies et aboutir à un accord « équilibré ».

Entouré d'Etienné Lapize et de Gérard Lapié, secrétaire général et secrétaire général-adjoint, Luc Guyau, qui présentait les thèmes du Congrès de la FNSEA des 21, 22 et 23 avril à Versailles, a estimé qu'après une période « d'interrogations voire de désordre » (entre juin et octobre derniers) à la suite du « choc » de la réforme de la politique agricole commune (PAC) le monde paysan affichait désormais un large consensus dans ses analyses et ses revendications. Il s'est déclaré favorable à la proposition d'Edouard Balladur qui avait demandé aux organisations agricoles de faire une liste de leurs demandes en établissant une hiérarchie dans les priorités.

SOCIAL

Les difficultés financières de l'UNEDIC

Des dispositions sont prises pour payer les chômeurs assure M^{re} Notat

Sans nier la réalité des difficultés financières du régime d'assurance-chômage, l'UNEDIC s'est voulu rassurant, après les déclarations de Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF, qui demandait d'urgence une aide complémentaire de 10 milliards de francs aux pouvoirs publics (le Monde du 15 avril). Sa présidente, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, a affirmé : « Nous avons pris et nous prendrons toutes dispositions pour assurer le paiement des allocations dues aux chômeurs. » Dans un communiqué publié le 14 avril, elle a ajouté : « Cette ne se pose pas d'indignité que l'Etat, les partenaires sociaux, n'assument pas leurs responsabilités vis-à-vis des chômeurs » et rappelé que la réunion de bilan est fixée au 4 mai.

Marc Blondel, secrétaire général de l'Agence ouvrière, a également réagi, s'en prenant au CNPF qui reste « inflexible sur ses revendications ». « Le refus a priori de patronat d'accepter le principe d'une augmentation des cotisations, plus sa volonté de les voir boiser, confine au surréalisme, compte tenu de l'ampleur du chômage », a-t-il estimé.

Malgré l'opposition de la CFTD et de la CGT

Un accord sur la formation professionnelle a été signé dans la métallurgie

Négozié depuis la fin de l'année, un accord sur la formation est intervenu dans la métallurgie. Il a été signé la semaine dernière entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et trois fédérations syndicales, FO, la CGT et la CFTD, tandis que la CGT et la CFTD refusaient le texte final. Dans un communiqué, la fédération CFTD de la métallurgie évoque « une divergence, voire une divergence », et rappelle que sa conception « consiste en la définition prioritaire d'objectifs et de priorités (...), qui doit déterminer l'affectation et l'utilisation des moyens nécessaires ». Au contraire, souligne-t-elle, l'UIMM cantonne « le contratuel » à une fonction de recherche de moyens.

L'accord préconise que « soit inversé » le flux des jeunes sortant du système scolaire sans qualification ou avec une qualification ne répondant pas « aux exigences strictes des industries ». Il insiste sur « la nécessité d'une politique de formation définie à l'échelon professionnel » et recommande des « actions de sensibilisation » des entreprises, ainsi que des « actions de formation » pour les tuteurs qui suivent les jeunes.

En matière de formation professionnelle continue, il est demandé aux entreprises d'arriver à une « adéquation aussi étroite que possible » entre les « besoins » des employeurs et les « aspirations » des salariés. Il est de « l'intérêt général de la branche professionnelle de promouvoir et de développer l'apprentissage », indique le

texte. A niveau régional, des « contrats d'objectifs pluriannuels de développement de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel en alternance » sont vivement souhaités. A compter du 1^{er} janvier 1993, les entreprises verseront 0,1 % de la masse salariale sur la base de leur contribution obligatoire pour la formation à l'un des « organismes de mutualisation agréés ». Une commission paritaire nationale, propre aux industries de la métallurgie, définira ensuite les « priorités » d'action, après avoir consulté ces organismes. Par ce biais, elle infléchira progressivement la politique nationale de formation de ce secteur d'activité.

Le Monde EDITIONS

QUEL AVENIR ECONOMIQUE A L'EST ?

Sous la direction d'Alain Geletan

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Restructurations et mouvements de capitaux dans la presse canadienne

Les groupes Hollinger et Québecor tirent parti de la crise

La crise a profondément modifié le paysage de la presse canadienne. Les groupes Hollinger, de Conrad Black, et Québecor, de Pierre Peladeau, sont parmi ceux qui tirent le mieux leur épingle du jeu : l'un, en rachetant des parts dans le capital de ses rivaux comme Southern ou Thomson ; l'autre, en posant des jalons en Europe, et notamment en France, où il s'intéresse à France-Soir en dépit de son échec récent dans la reprise de l'imprimerie Cino Del Duca de Blois.

MONTREAL

de notre correspondante

La récession économique a affaibli les trois piliers de la presse écrite canadienne : Southern, Thomson et Torstar. Pas assez pour que leurs principaux titres soient menacés, mais suffisamment pour remodeler le paysage et pour qu'Hollinger, le groupe de Conrad Black, s'y taille désormais une place de choix.

Alors que la reprise s'amorce, la réputation de « pigriété » de M. Black est devenue une vertu que ses concurrents s'efforcent d'imiter, avec force restructurations, fermetures de bureaux et mises à pied.

La plupart des analystes prédisent une imminente remontée des tirages, déjà perceptible aux États-Unis, mais ils ne s'attendent pas à voir le paysage publicitaire augmenter dans les prochaines années.

Hollinger, devenu le principal actionnaire de Southern en rachetant pour 259 millions de dollars canadiens (1,16 milliard de francs) (1) la part de 22,6 % qu'y détenait Torstar, éditeur du premier quotidien du pays, le *Toronto Star* (le *Monde* du 11 novembre 1992) affiche une santé insolente. Le groupe de M. Black a annoncé un bénéfice net de 74 millions de dollars canadiens pour 1992, en hausse de 138 % par rapport à l'année précédente, pour un chiffre d'affaires de 878 millions, en hausse de 12 %.

Hollinger contrôle déjà Sterling - neuf petits quotidiens de l'Ouest du pays - et la chaîne québécoise Unité - média (le *Soleil* de Québec, le *Droit* d'Ottawa et le *Quotidien* de Chicoutimi). Il possède en plus des participations dans le *Financial Post* de Toronto et dans le magazine *Saturday Night*. Mais les joyaux du groupe, jusqu'à son entrée dans le capital de Southern, étaient tous situés hors du Canada. Hollinger avait pris, depuis 1986, le contrôle du quotidien britannique *Daily Telegraph*, de *Jerusalem Post*, du groupe John Fairfax, le numéro deux de la presse écrite australienne

et de l'*American Publishing Company*, qui regroupe une centaine de petits quotidiens et hebdomadaires aux États-Unis.

Or Hollinger, qui contrôlait ainsi trois des quinze sièges du conseil d'administration de Southern, n'a pas la réputation d'être un investisseur passif. Toutefois, quatre mois après son entrée en force dans le capital de Southern, sa part vient d'être ramenée à 18,7 % du fait de l'irruption d'un nouvel actionnaire, le holding québécois Power Corporation. Ce dernier a annoncé le 19 mars qu'il venait d'acquiescer 18,76 % de Southern pour 180 millions de dollars canadiens, accroissant ainsi sa part jusqu'à 31,56 %.

Les solutions musclées de M. Black

Power Corp., contrôlé par le financier Paul Desmarais, est surtout connu en Europe pour les 28,5 % que l'un de ses filiales détient dans Pagine, l'une des plus importantes sociétés holding belges dirigée par Albert Frères. Mais il possède aussi plusieurs journaux et périodiques au Québec, dont la *Presse* (second quotidien francophone de Montréal) ainsi que dix-huit stations de radio et trois télévisions, au Québec et en Ontario. Power Corp. occupe maintenant trois sièges au conseil d'administration de Southern - comme Conrad

Black. Southern, qui a déjà réduit son endettement (de 665 millions de dollars fin 1991 à 292 millions fin 1992) à l'intention d'émettre prochainement 15 millions de dollars canadiens de droits d'achat de titres, ce qui pourrait lui permettre de réduire encore sa dette.

Mais cette mesure pourrait aussi permettre à Power et à Hollinger de détenir 23,5 % chacun. Or Conrad Black et Paul Desmarais, « amis depuis vingt-cinq ans », se sont garantis mutuellement la parité des droits de vote, quel que soit le nombre de leurs actions. Et bien que l'arrivée de Power fasse contrepois à la présence de Hollinger dans Southern, l'hypothèse d'un duel entre les deux hommes semble devoir être écartée. « J'ai toujours eu d'excellentes relations avec lui et je ne m'attends à aucune difficulté », assure Conrad Black en parlant de Paul Desmarais. Il laisse même entendre que leur complicité pourrait leur permettre de diriger la barque, ce que la législation antitrust aurait interdit à un seul. « Nos deux compagnies peuvent de concert prendre les décisions qu'il faut », déclare le patron d'Hollinger, il n'y a pas de collusion entre nous et Power Corp. mais un commun désir d'améliorer l'avenir des actionnaires et la qualité éditoriale... »

Conrad Black n'en reste pas là. Selon diverses rumeurs, il pourrait aussi échanger sa part dans Southern contre un titre de propriété sur certaines sociétés dont le groupe pourrait se défaire, comme Pacific Press, éditeur des deux quotidiens de Vancouver (*The Sun* et *The Province*), et qui représente 20 % de son chiffre d'affaires, sans pour autant produire de bénéfices, du fait de relations de travail difficiles et de conventions collectives extraordinairement coûteuses. Exactement le genre de problème auquel M. Black sait trouver des solutions musclées.

Southern, premier groupe de presse canadien avec dix-sept quotidiens vendant au total 1,6 million d'exemplaires par jour, a vu 1992 se solder par une perte de 262,9 millions de dollars canadiens (après 153,2 millions de perte en 1991) pour un chiffre d'affaires quasiment stable de 1,18 milliard. Le groupe a annoncé la suppression de quelque quatre cents emplois dans ses journaux cette année, après deux cent cinquante l'an dernier. Ses journaux - qui représentent les trois quarts du chiffre d'affaires total du groupe - ont pourtant rapporté à Southern 36,3 millions de profit l'an dernier, pour un chiffre d'affaires de 809,5 millions, et ses autres activités (chaîne de librairies, publications spécialisées et banques de données financières) sont aussi bénéficiaires. La perte de 1992 est imputable aux coûts du plan de suppressions d'emplois en trois ans (125 millions) et à des pertes de 140 millions dues à la vente des importantes activités d'imprimerie dont Southern s'est séparé depuis 1991.

De confortables liquidités

Quant à Torstar, la revente à Hollinger de sa participation dans Southern a, au contraire, engendré un profit exceptionnel de 54 millions de dollars qui a largement contribué à l'amélioration de ses résultats en 1992 : le bénéfice consolidé du groupe s'établit à 48,8 millions, pour un chiffre d'affaires de 921 millions, alors qu'il avait perdu 3,4 millions en 1991. Torstar possède aussi la très lucrative maison d'édition de romans à l'eau de rose Harlequin. Hormis des pertes exceptionnelles liées à de nouvelles imprimeries, ses journaux ont rapporté à Torstar un bénéfice de 9,3 millions en 1992, en dépit d'une grève d'un mois au *Toronto Star*. Mais le principal journal canadien a annoncé cent mises à pied et la fermeture de ses bureaux de Montréal et de New-York.

Thomson est en pleine restructuration. Numéro deux au Canada après Southern, avec une quarantaine de journaux dont le prestigieux *Toronto Globe and Mail*, il possède aussi deux cents quotidiens et hebdomadaires en Amérique du Nord et cent vingt publications en Grande-Bretagne. Mais Thomson compte vendre, ou fermer, vingt à trente de ses publications nord-américaines et a vendu récemment une quinzième de magazines spécialisés britanniques au groupe EMAP PLC.

Pour les neuf premiers mois de 1992, Thomson a déclaré des bénéfices en hausse de 11 %, (232 millions de dollars américains, soit 1,25 milliard) dont 101 millions imputables aux journaux, et ce malgré une baisse de 5,8 % de la publicité au Canada et de 2,7 % aux États-Unis. Mais le groupe a déjà

annoncé une perte exceptionnelle de 170 millions pour dépréciation d'actifs intangibles (droits de publication, fonds de commerce, etc.), due au fait que Thomson aurait payé trop cher des journaux américains acquis dans sa boulimie des années 80.

La encore, la rumeur désigne Hollinger comme l'acquéreur potentiel des journaux dont Thomson veut se défaire. Mais un autre groupe de presse, Québecor, contrôlé par Pierre Peladeau et ses deux fils, dispose de confortables liquidités et d'une solide marge de crédit.

Le groupe a déclaré pour 1992 un chiffre d'affaires en hausse de 7 % (2,54 milliards de dollars canadiens) et un bénéfice de 87,3 millions (contre 18,5 millions en 1991). Québecor, éditeur du *Journal de Montréal*, deuxième quotidien québécois, est surtout le numéro deux de l'imprimerie commerciale (papier à en tête, billets de banque, bottins, etc.) en Amérique du Nord : cette activité représente plus des deux tiers de son chiffre d'affaires et les trois quarts de ses bénéfices. Il a réalisé de nombreuses entreprises, surtout aux États-Unis. « Pendant que Thomson achetait des journaux pour l'équivalent de quatre fois leurs revenus ou trente-cinq fois leurs bénéfices, nous achetions des imprimeries à des prix beaucoup plus raisonnables », assure Pierre-Karl Peladeau, président de la branche édition-distribution.

Mais poursuivre cette expansion aux États-Unis est « difficile, dit-il, parce que plus on est gros, plus de nouvelles acquisitions sont susceptibles de soulever des objections de la part des autorités américaines ». Québecor cherche donc à « poursuivre sa diversification géographique » en Europe et surtout en France, Pierre Peladeau étant très francophile. La société ne possède pas de bureau dans l'Hexagone susceptible de suivre les dossiers. Elle s'intéresse toutefois à l'imprimerie François (Ozoir-la-Ferrière) et elle avait déposé une offre de rachat de l'im-

primerie Cino del Duca (Blois), qui dépendait de Maxwell Communication avant d'être mise en redressement judiciaire en mai 1992, le 31 décembre 1992, à vingt-trois heures. L'offre de Québecor s'élevait à 30 millions de francs, dont 14 affectés au plan social. Mais après de multiples reports de sa décision, et diverses interférences des pouvoirs publics - Jack Lang, maire de Blois, n'a pas caché ses préférences pour le groupe québécois - le tribunal de commerce de Blois lui a préféré l'offre faite par les membres du conseil d'administration de l'imprimerie (le *Monde* du 14 avril). La décision ne semble pourtant pas avoir beaucoup ému les patrons de Québecor : le nouveau PDG de l'imprimerie, Dieu-donné Duriez-Coste, qui dirige l'entreprise depuis quatre ans et qui fut à l'origine des premiers contacts avec M. Peladeau, indique que « les dirigeants n'excluent pas de poursuivre leurs contacts avec les groupes de communication et d'impression qui se sont intéressés à ce dossier, mais sur des bases équilibrées ».

Enfin, selon les dirigeants de Québecor, France-Soir reste dans sa ligne de mire : « Il suscite chez nous un intérêt indéfectible, confie Pierre-Karl Peladeau. C'est un grand titre et un journal populaire, accueilli par nous comme nous le méritons. La France peut être un marché potentiel intéressant : il n'y a encore aucune pénétration importante de ce type de journal ». Toutefois, à la direction du journal, on nie la future vente du titre et on affirme que Robert Hersant aurait appris l'appât du su-persé de Québecor pour son quotidien populaire par l'intermédiaire de la presse de Montréal. MM. Peladeau, père et fils, auraient rencontré M. Hersant, à Paris début février, mais « il est trop tôt pour commenter » la teneur de ces entretiens.

CATHERINE LECONTE

(1) Le dollar canadien vaut environ 4,32 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTATS DEFINITIFS POUR 1992

Réuni le 13 avril 1993, sous la présidence de M. Gérard Worms, le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez a arrêté les comptes sociaux et approuvé les comptes consolidés du Groupe.

COMPTES SOCIAUX DE LA COMPAGNIE DE SUEZ

(en millions de FRF)	1991	1992
Résultat net de gestion	1.287	1.434
Résultat net des opérations sur valeurs immobilisées	1.603	(235)
Résultat net total	2.890	1.199

L'évolution du résultat des opérations sur valeurs immobilisées trouve son origine dans la réduction des plus-values de cessions et le provisionnement de participations affectées par la conjoncture.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE SUEZ

(en milliards de FRF)	1991	1992
Total du bilan	803	803
Fonds propres totaux	84	83
Fonds propres part Suez	48	46

(en millions de FRF)	1991	1992
Résultat d'exploitation	5.071	(610)
Résultat exceptionnel	2.157	1.642
Résultat des sociétés mises en équivalence	1.875	250
Résultat net	6.704	(201)
Résultat net part Suez	3.836	(1.869)

Conformes aux estimations publiées début mars, les résultats définitifs traduisent notamment l'effort de provisionnement des banques du Groupe sur les crédits aux professionnels de l'immobilier, ainsi que l'impact négatif des pertes de la société Baltica, elles-mêmes liées à la crise immobilière en Europe.

CREDISUEZ : LA RESTRUCTURATION DEVIENT EFFECTIVE

Le Conseil a approuvé les opérations qui rendent effective la transformation de Credisuez en un pôle bancaire et immobilier fortement capitalisé.

Credisuez qui regroupera désormais la Banque La Hérisse, la Compagnie Foncière Internationale et ISM disposera de fonds propres globaux supérieurs à 8 milliards de francs dont 6 milliards de fonds propres de base ; son ratio de solvabilité avoisinera 15% dont 11% au titre des fonds propres de base.

APPROBATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR 1993

Le Conseil a approuvé les grandes orientations du Groupe pour 1993. Elles confirment la priorité donnée depuis deux ans à l'amélioration de la compétitivité des entreprises du Groupe, au recentrage des activités de celui-ci et à un développement sélectif dans les services financiers, s'appuyant sur les synergies entre les différents métiers.

DIVIDENDE INCHANGÉ À 8,20 F (12,30 F avec avoir fiscal)

Compte tenu de ce programme d'action et de la solidité financière du Groupe, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, le versement d'un dividende identique à celui de l'année précédente. Il proposera également à l'Assemblée Générale, qui se réunira le 16 juin, d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour un paiement du dividende en actions. Ce dividende sera détaché le 29 juin.

Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1, rue d'Asstorg 75008 PARIS Tél : 40.06.64.00. MINITEL 3615 SUEZ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMERICAN BARRICK RESOURCES CORPORATION

PERFORMANCE RECORD EN 1992

American Barrick Resources Corporation a annoncé pour l'année 1992 un bénéfice net en hausse de 89% à 174,9 millions de dollars US, soit 61 cents par action contre 92,4 millions de dollars US, soit 34 cents par action, pour la même période en 1991. Les données par action reflètent la division par deux du titre annoncé par le Conseil d'administration le 8 février 1993.

American Barrick a annoncé une augmentation de 20% des réserves du Betze-Post à la mine de Goldstrike (Nevada) amenant le total des réserves de la société à 27,2 millions d'onces, plus grandes réserves aurifères en Amérique du Nord.

La production d'or en 1992 s'est accrue à 1 325 432 contre 789 846 onces en 1991. A la suite de l'accord passé avec Newmont Gold Company en décembre 1992 relatif à l'exploitation du Betze-Post à Goldstrike, la production totale devrait atteindre 1,5 millions d'onces en 1993, 1,7 millions d'onces en 1994 et 2 millions d'onces en 1995. La "Meikle Mine", en développement, devrait commencer à produire à partir de 1996.

En 1992, American Barrick a vendu l'once d'or au prix moyen de 422 dollars, grâce à sa politique de couverture, contre un prix moyen Comex de 345 dollars l'once.

Le Conseil d'Administration a annoncé une hausse de 23 % du dividende en numéraire de la société. L'acompte sur dividende de USD 0,04 par action sera mis en paiement le 15 juin 1993 aux actionnaires inscrits sur les registres de la société au 31 mai 1993.



Le Rapport Annuel 1992 est disponible sur demand écrite auprès du Cridi Lyonnais, Direction des Marchés d'Actions - Secteur Documentation (2ème étage) - 19, boulevard des Italiens - 75002 Paris.

VIE DES ENTREPRISES

Baisse de 21 % du bénéfice net

Une année 1992 contrastée pour les Banques populaires

Les Banques populaires, qui se définissent comme le banquier d'une PME sur quatre et d'un artisan sur trois, n'ont pas échappé, comme la quasi-totalité des établissements de crédit, à la montée des risques en 1992. Affectées notamment par les difficultés de la BRED, elles affichent pour autant des performances plutôt honorables et en fait contrastées. La rentabilité brute d'exploitation progresse de plus de 26 % pour atteindre 4,6 milliards de francs et de l'autre le bénéfice net recule de 21 % pour revenir à 1,28 milliard contre 1,64 milliard en 1991.

Le président du groupe, Jacques Delmas-Marsalet, préfère toutefois mettre en avant un résultat net

d'exploitation (après provisions) de 1,56 milliard de francs en baisse de seulement 4,9 %. « La chute du bénéfice net comptable n'est pas significative en termes économiques, car elle reflète pour l'essentiel la forte diminution des produits exceptionnels, l'accroissement des prélèvements fiscaux et les apports au fonds bancaire pour risques généraux », explique M. Delmas-Marsalet. En 1991, la BRED avait dégagé une plus-value de 360 millions de francs en cédant ses filiales à Cofibred.

En tout cas, les Banques populaires n'ont pas échappé à la règle générale et à l'envolée des déclarations aux provisions qui culminent à plus de 3 milliards de francs. Elles ont augmenté de 51,5 % après avoir déjà progressé de 30 % en 1991. Le groupe est victime de son engagement sur les PME, mais a également été touché par la crise de l'immobilier, un secteur où par tradition il était pourtant très présent. La progression de l'encours dans l'immobilier tient pour l'essentiel à la prise d'une participation de 51 % de la BRED dans un portefeuille de 6,3 milliards de francs de crédits aux professionnels du secteur. L'encours total du groupe s'élève maintenant à 8 milliards convertis en moyenne à 15 % et à près de 39 % pour les créances douteuses.

Les difficultés de la BRED, qui ont nécessité l'intervention pour 170 millions de francs du Fonds collectif de garantie du groupe et une véritable reprise en main, ne doivent pas masquer l'amélioration générale de la rentabilité d'exploitation. Le produit net bancaire a ainsi progressé de 7,7 % à 17,7 milliards de francs en raison à la fois d'une situation globalement préteuse sur les marchés mobiliers et de la hausse des commissions.

E. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financière Truffaut



GROUPE WORMS & CIE

Le conseil d'administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT s'est réuni le 9 avril 1993 pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992.

	1992	1991	Variation
Résultat net consolidé	39,0 MF	30,1 MF	+ 30 %
Dividende net	7,00 F	6,00 F	+ 28 %

*Compte tenu de l'attribution gratuite d'une pour dix réalisée 01-07-1992.

Le conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 9 juin 1993, la distribution d'un dividende net de 7 F par action (auquel s'ajoute un avoir fiscal de 3,50 F) contre 6 F par action en 1991. Le dividende sera mis en paiement le 10 juin 1993.

A la suite de l'OPE réalisée fin 1992, le groupe WORMS & Cie détient maintenant 98 % du capital de FINANCIÈRE TRUFFAUT et, conformément à ce qui avait été indiqué, le titre a été radié de la cote officielle début 1993.



SILIC : CONFIRMATION DE BONS RÉSULTATS EN 1992

Le Conseil d'Administration de SILIC, réuni le 4 avril 1993 sous la présidence de M. Gilles LAPORTE, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

L'année 1992, marquée par l'occultation de la crise immobilière, a toutefois été satisfaisante pour SILIC : le résultat social courant avant impôt s'élevait à 200 762 237,59 F, en progression de 4,67 % par rapport à l'exercice précédent. Ce comportement traduit la qualité des sites uniquement situés en Région Parisienne et la capacité d'adaptation du patrimoine à l'évolution de la demande.

L'impôt sur les bénéfices est passé de 25 millions de francs à 39,8 millions de francs, dû à l'imposition progressive des SICOM. De ce fait, le bénéfice net social de l'exercice 1992 est de 160 955 472,59 F contre 172 684 365,80 F, qui comprenait un résultat exceptionnel de 6 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a également pris connaissance des chiffres consolidés établis pour la première fois : les émissions de loyers s'élevaient à 305,4 millions de francs, et le résultat net consolidé de SILIC, après amortissement des courants et pertes des intérêts minoritaires, s'élevait à 138 046 472,59 F.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le mardi 22 juin à 10 heures, la distribution d'un dividende net de 44,48 F ouvrant droit à un avoir fiscal de 10,08 F, soit un dividende global de 54,56 F, en progression de 3,27 %.

Le Conseil d'Administration a constaté la bonne réalisation du patrimoine, dans une conjoncture économique difficile, comme en témoignent les émissions consolidées de loyers pour le 1^{er} semestre 1993 qui s'établissent à 154 423 277,96 F contre 150 927 586,48 F, soit une progression de 2,32 %.

La politique prudente de distribution de résultats et la faible endettement devraient permettre d'envisager en 1993 une nouvelle progression du dividende global.

Avec une marge de 5,2 % dans les services informatiques

Sligos parie sur la crise

« La crise de l'informatique, à terme, nous est favorable. » Quand d'autres s'agitent derrière les difficultés d'IBM pour justifier suppressions de postes et moindres résultats, Gérard Bauvin, PDG de Sligos, société de services informatiques et filiale du Crédit lyonnais, s'efforce de remettre les pendules à l'heure. « Les sociétés de services informatiques connaissent aujourd'hui des difficultés conjoncturelles. Rien à voir avec la crise profonde qui affecte les fabricants de matériels. »

Les prix des ordinateurs baissent. Les clients sont plus attentifs à la cohérence de leurs installations. Les budgets annués à la mise en place, à la gestion et à la maintenance de systèmes n'en seront que plus importants, estime M. Bauvin. « Actuellement, les entreprises ont des tas de projets informatiques dans leurs cartons. L'ingénierie de systèmes souffre. Mais c'est peut-être le secteur qui redressera le plus vite. »

Pour sa part, Sligos, qui s'est concentré, à temps, sur la gestion et la maintenance de parcs informatiques, boucle l'année 1992

plutôt honorablement. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 3,64 milliards de francs. Il progresse d'un peu plus de 13 %, à la suite d'une série d'acquisitions (prises de contrôle d'Ikkos et de B and S Card Services en Allemagne, de Nexus au Royaume-Uni). Il inclut encore Managix, société spécialisée dans les services informatiques aux PME et dans l'expertise comptable, dont le groupe s'est retiré l'an passé.

Le bénéfice net (part du groupe) s'est établi pour 1992 à 172,8 millions de francs, en hausse de 1,2 % par rapport à l'année précédente. La marge tirée de l'exploitation recule de 10,3 à 8,3 %. La marge nette reste dans la bonne moyenne du secteur, à 5,3 %.

Sligos, qui a encaissé, en 1992, 386 millions de francs à ses acquisitions, devrait observer une pause dans sa croissance externe. La priorité pour 1993 est le maintien de la rentabilité. Un objectif qui, selon Gérard Bauvin, n'exclut pas des rachats ponctuels si des opportunités devaient se présenter.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ DASA dans le rouge en 1992. — La société allemande Deutsche Aerospace (DASA) qui fait partie du groupe Daimler-Benz a enregistré en 1992 une perte de 1,16 milliard de francs, contre un bénéfice de 150 millions en 1991. Le résultat négatif dû en partie aux provisions pour les 7 500 suppressions d'emplois programmées jusqu'en 1994. La Deutsche Airbus Aerospace, filiale à 100 % de la DASA et partenaire allemand du consortium aéronautique européen Airbus, a été la seule des grandes sociétés de DASA à enregistrer un bénéfice (1,4 milliard de francs) l'an dernier. Pour 1993, Jürgen Schremp, président du directeur, s'attend à une perte comparable à celle enregistrée en 1992.

■ Strafor-Facom : résultat net part du groupe de 151 millions de francs en 1992. — Strafor-Facom (couleur, mobilier de bureau, forges) a réalisé en 1992 un bénéfice net part du groupe de 151 millions de francs, en léger retrait sur celui de 1991 (158 millions). Le chiffre d'affaires, réalisé pour 57 % à l'étranger, recule de 3,3 à 8,5 milliards de francs. Dans un communiqué, Strafor-Facom explique que le premier trimestre 1993 a été marqué par une baisse sensible des commandes, mais que « l'avenir doit être envisagé avec confiance » en raison « de la permanence des métiers exercés en position de leader et des gains de productivité réalisés ». Le groupe propose de maintenir le dividende à 23 francs (plus un avoir fiscal de 11,50 francs).

■ Stracel (papier journal) : perte nette consolidée de 250 millions de francs. — Filiale du groupe finlandais United Paper Mills (UPM), Stracel (papier journal et pâte à papier) a enregistré en 1992 une perte nette consolidée de 250 millions de francs après un déficit de 203 millions en 1991. Dans un communiqué, la société souligne que ses pertes sont imputables à la « situation désastreuse » provoquée par des importations de surplus de papier journal canadien venant des États-Unis, menant le fonctionnement du marché. Malgré une production en 1992 (exprimée en tonnes) supérieure de 10 % à celle de 1991, Stracel a réalisé un chiffre d'affaires consolidé stable d'environ 930 millions de francs.

■ De France pharmaceutique : résultat net en hausse de 68 %. — Le de France pharmaceutique (IFP), deuxième répartiteur (grossiste) français derrière l'OCP, a dégagé en 1992 un résultat net part du groupe de 89 millions de francs, en progression de 68 % par rapport à l'année 1991. Le résultat courant de la société, qui figure au marché hors cote de Paris, augmente de 72 % à 129 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 10,35 milliards de francs (+ 6 %). Le dividende versé au titre de l'année 1992 sera de 11 francs par action. Pour 1993, le groupe prévoit une hausse de ses ventes de 6 % et une croissance du résultat net en ligne avec celle de l'activité. Il devrait investir cette année 88 millions de francs afin de développer ses implantations en province, avec notamment une nouvelle agence à Caen. Une partie de ces investissements devrait également servir à des prises de participations, notamment dans des répartiteurs portugais et dans des entreprises travaillant dans l'informatique africaine.

CHOMAGE TECHNIQUE

■ Fiat : 73 000 personnes en chômage technique en mai. — Le constructeur automobile italien Fiat a annoncé mercredi 14 avril son intention de mettre 73 000 personnes en chômage technique pendant quelques jours en mai prochain, pour réduire sa production automobile à 35 000 unités. Du 10 au 16 mai, 33 000 ouvriers seront soumis à la « cassa integrazione » (chômage technique) : de 17 au 23 mai ils seront 7 000, et du 24 au 30 mai à nouveau 33 000, ont indiqué des responsables de Fiat aux organisations syndicales. Aucune usine ne cessera de produire pendant cette période, mais les mises en chômage technique concerneront la plupart des implantations. Fiat a justifié ces décisions par les difficultés sur le marché automobile depuis le début de l'année : - 20 % de ventes en Italie, - 17 % en Europe.

DISPARITION

■ Veba : décès accidentel du président de direction. — Le président du directeur du consortium industriel allemand Veba, Klaus Pilz, est décédé le 12 avril, emporté par une avalanche près de Sölden, en Autriche. M. Pilz présidait le directeur de Veba (énergie, chimie, joie, services) depuis 1989. La firme a indiqué qu'il était encore trop tôt pour donner les noms des candidats à sa succession. Entré dans le groupe Veba en 1961, Klaus Pilz avait été chargé de la direction financière en 1975 où il s'était alors imposé comme le dauphin du président Rudolf von Bennigsen-Forster. Le groupe Veba a enregistré en 1992 un bénéfice net de plus de 1 milliard de marks (3,4 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 65 milliards de marks (221 milliards de francs).

ACCORD

■ Accord entre Compag et Micro-soft. — Le fabricant américain d'ordinateurs Compag et le leader mondial du logiciel Microsoft ont annoncé mardi 13 avril un accord pour rendre leurs produits plus faciles à utiliser et développer une nouvelle gamme de micro-ordinateurs. Cette nouvelle gamme de machines Compag utilisera les logiciels Windows 3.1 de Microsoft et sera « prête à l'emploi ». Selon Eckhard Pfeiffer, pdg de Compag, il s'agit pour les deux firmes de s'adresser « à la fois à leurs clients traditionnels et à des consommateurs qui n'ont encore jamais utilisé de micro-ordinateurs ».

FERMETURE

■ Pratt et Whitney envisage de fermer deux usines aux États-Unis. — Le fabricant américain de moteurs d'avions Pratt et Whitney, touché par la baisse de ses commandes civiles et militaires, a annoncé, mercredi 14 avril, son intention de fermer deux de ses usines aux États-Unis et de réduire la production d'une troisième, ce qui entraînerait plus de 3 500 suppressions d'emplois. Les deux usines qui seraient fermées sont celles de East Hartford (2 200 ouvriers) et Southbridge (1 307 ouvriers). La troisième est située à North-Haven et emploie 1 947 ouvriers. Les trois installations sont situées dans le Connecticut, un État où Pratt et Whitney prévoyait déjà de supprimer 6 700 emplois d'ici à la fin de 1994.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 avril ↓ Effritement

Quelques prises de bénéfice ont grignolé, mercredi 14 avril, les gains enregistrés la veille à la Bourse de Paris après la décision de la Banque de France de réduire un de ses taux directeurs. En recul de 0,17 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a renoué, pendant quelques minutes, avec la hausse, avant de terminer la séance sur une perte de 0,13 % à 2 015,43 points. Ces mouvements se sont manifestés dans un marché calme, le volume des échanges atteignant pour l'ensemble du marché 2,4 milliards de francs.

Les prises de bénéfices étaient jugées tout à fait normales après la forte hausse de la veille (+ 1,57 %) qui saluait la réduction de 12 à 10 % du taux de prime en pension. Une que ce mouvement sur les taux ait été plus ou moins anticipé par les marchés. Ce recul qui entérine la baisse du loyer au jour le jour depuis les discussions législatives, a été suivi par une

diminution d'un quart de point du taux de base de plusieurs banques dont les trois grandes : la Société générale, le Crédit lyonnais et la BNP.

Malgré ce geste des banques, a été jugé quelque peu « frileux » par des analystes en regard à la détente du loyer de l'argent depuis une quinzaine de jours. Le taux au jour le jour est tombé mercredi à 8 1/2 % - 8 5/8 %, un niveau inconnu depuis bien longtemps.

Parmi les titres en hausse sensible, on relevait Sogefal + 8 %, Dassault Aviation + 7 % et SGE + 3,6 %. Christian Dior a pris 2,8 %. Total 2,6 % et Seb 2,3 %, les a cédés 4,7 %. L'UBI Local 3,5 % et Spie Bagatelle 3 %. La Lyonnaise des eaux-Dumaz n'a abandonné que 0,41 % en dépit de l'annonce d'une baisse de 67,5 % du bénéfice 1992. Cette chute était prévue depuis quelques semaines par la société et les analystes.

NEW-YORK, 14 avril ↑ Poursuite de la hausse

De bons résultats de sociétés et l'annonce d'une augmentation de 0,5 % des ventes des entreprises en février ont soutenu les titres boursiers, mercredi 14 avril, dans une atmosphère moyennement active. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a gagné 11,51 points, soit 0,34 %, à 3 445,64 points. Quelques 256 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont dépassé les titres en baisse : 1 028 contre 882, alors que 585 actions sont restées inchangées.

Digital Equipment a terminé à 41 3/4, en hausse de 1 7/8, après l'annonce d'une perte de 30,12 millions de dollars au premier trimestre contre une perte de 311,3 millions un an auparavant.

« La tendance est généralement déterminée par les sociétés qui annoncent de bons résultats », a expliqué James Schroeder, analyste chez MMS International, en ajoutant qu'il s'en est suivi un mouvement des sociétés qui annoncent leurs résultats financiers dirigant le marché.

Wall Street a également profité de la détente des taux sur le marché obligataire. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale

valeur de référence, est tombé à 6,75 % contre 6,78 % la veille au soir. Un autre gagnant de la journée a été le titre Minnesota Mining and Manufacturing à 113 3/8, en hausse de 2 5/8, soutenu par la hausse des prix des métaux précieux, due en partie à l'instabilité sociale en Afrique du Sud.

VALEURS	Cours de 13 avril	Cours de 14 avril
Alcatel	82 3/8	82 5/8
Alstom	52 1/4	52 1/4
Banque	38 3/4	38 3/4
Bois	37 3/8	37 3/8
Caisses d'épargne	50 3/8	50 3/8
Chemins de fer	55 1/2	55 1/2
Compagnie	86 1/2	86 1/2
Electricité	54 1/2	54 1/2
Environnement	54 1/2	54 1/2
Grandes entreprises	39 5/8	39 5/8
Industrie	78 1/8	78 1/8
Intérieur	48 1/4	48 1/4
IT	80 5/8	81 1/4
Matériel	80 1/2	80 1/2
Minéraux	80 1/2	80 1/2
Services	84 1/4	84 1/4
Textile	143 1/2	143 1/2
Transport	84 1/4	84 1/4
U.S. Steel	143 1/2	143 1/2
United Tech.	18 5/8	18 5/8
Westinghouse	48 5/8	48 5/8
Worldwide	15 1/4	15 1/4
Xerox Corp.	78 3/8	81 1/4

LONDRES, 14 avril ↓ Léger repli

Les valeurs ont clôturé en léger baisse, mercredi 14 avril au Stock Exchange, après avoir perdu à la mi-journée la totalité de leurs gains de la journée, le marché craignant que la multiplication des signes de reprise n'éloigne la possibilité d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 4,7 points à 2 842,1, soit une baisse de 0,2 %, après avoir gagné jusqu'à 7,4 points de hausse. Le volume des échanges a été contrecoupé, avec 817,7 millions de titres contre 419 millions mardi.

La publication des chiffres de la production industrielle, pourtant supérieurs aux prévisions avec une hausse de 1,8 % en février par rapport à janvier, n'a pas eu d'effets positifs sur le marché.

L'ensemble des compagnies récemment privatisées, comme celles d'eau et d'électricité, ont perdu du terrain. En revanche, les télécommunications et les pharmaceutiques ont progressé.

VALEURS	Cours de 13 avril	Cours de 14 avril
Admiral	5,82	5,84
BP	3,08	3,08
BT	6,08	6,08
Caixa	4,72	4,72
Chubb	9,75	9,75
De Beers	21,05	21,05
ELI	26,45	26,45
ELI	11,45	11,45
Environnement	11,45	11,45
IT	6,82	6,82
United Tech.	5,84	5,84
Worldwide	11,21	11,25

TOKYO, 15 avril ↑ Irrégulière

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a clôturé en hausse, jeudi 15 avril, grâce à une vague d'achats de dernière minute tandis que l'indice Topix, calculé sur une base plus large, a fini en légère baisse. L'indice Nikkei a progressé de 142,48 points, soit 0,88 %, à 20 878,84 points et l'indice Topix a cédé 3,07 points (0,19 %) à 1 589,73 points.

Selon les boursiers, le marché semble bien orienté et ne traverse qu'une phase d'ajustement. En effet, si les cours ont reculé sous l'effet de prise.

de bénéfices, les investisseurs ont systématiquement traité les valeurs à chaque baisse.

VALEURS	Cours de 14 avril	Cours de 15 avril
Aigle	1 280	1 280
Admiral	1 280	1 280
BP	2 050	2 050
Caixa	1 810	1 810
Chubb	1 280	1 280
De Beers	678	678
ELI	4 980	4 980
Environnement	1 720	1 720

CHANGES

Dollar : 5,41 F ↑

Le dollar s'inscrivait en hausse jeudi 15 avril à Paris, effectuant une correction technique après la baisse des dernières séances. A Paris, la monnaie américaine s'élevait à 5,41 francs contre 5,3635 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	14 avril	15 avril
FRANCO (DM)	1,5920	1,5985
Dollar (en DM)	113,47	113,43

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (15 avril) : 9 3/8 - 9 1/2 %
New-York (14 avril) : 3 1/4 %

BOURSES

13 avril 14 avril
Indice général 537,43 541,81
CAC (SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 2 015,43 2 015,43

NEW-YORK (indice Dow Jones)
13 avril 14 avril
Industriel 3 444,83 3 455,64

LONDRES (indice Financial Times)
13 avril 14 avril
100 valeurs 2 846,80 2 842,18
30 valeurs 2 196,28 2 199,28
Mines d'or 111,50 111,50
Fonds d'Etat 97,60 97,12

FRANCOFORT
13 avril 14 avril
Dax 1 671,85 1 672,44

TOKYO
14 avril 15 avril
Nikkei Dow Jones 20 878,84 20 878,84
Indice général 1 592,90 1 589,73

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
\$ E-U	Demandé 4,7744	Offert 4,7744
Yen (100)	4,7744	4,7744
DM	4,7744	4,7744
Franc suisse	4,7744	4,7744
Libra sterling (1000)	4,7744	4,7744
Libra sterling	4,7744	4,7744
Ponde (100)	4,7744	4,7744

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E-U	Demandé 3 1/8	Offert 3 1/8	Demandé 3 1/8
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
DM	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Franc suisse	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Libra sterling (1000)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Libra sterling	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Ponde (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Franc français	3 1/8	3 1/8	3 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

فكرنا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 15 AVRIL

Cours relevés à 11 h 15

Compan- VALERS						Règlement mensuel						Compan- VALERS						Compan- VALERS											
Compan-	VALERS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan-	VALERS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan-	VALERS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan-	VALERS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan-	VALERS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	% + -
6300	C.N.E.S.T.	6300	6300	6300	.....	1100	C.P.R. Pacific N.W.	333.70	336.50	336	+0.84	350	Legation Group	88.20	85.50	85.50	-1.83	360	Sino-	590	550	542	-1.45	250	Ford Motor	295	297	298.30	+0.44
950	S.N.P. T.P.	1042	1040	1040	-0.19	1100	C.R. Pacific N.W.	1186	1186	1189	+0.24	350	Legation Group	312	302	305	-2.54	360	S.N. Peugeot	1060	1066	1060	-0.46	250	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
1845	C.N.E.S.T.	1849	1850	1850	+0.05	1200	Châtaignier Les Fances	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation	4910	4811	4800	-0.20	480	S.N. Peugeot	484	480	489	-3.20	250	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
1845	C.N.E.S.T.	1850	1850	1850	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
1118	S.N. Peugeot T.P.	1118	1118	1118	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
85	Thomson T.P.	85	85	85	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
770	A.C.C.O.R.	770	770	770	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
2040	A.C.C.O.R.	2040	2040	2040	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330	.....	1200	C.N.E.S.T.	434.50	437.90	438.70	+0.28	420	Legation (P.V.)	2730	2730	2761	+0.07	510	S.N. Peugeot	640	638	649	+0.47	300	Gen. Elec.	515	517	518.30	+0.26
330	A.L.F.P.I.	330	330	330</																									

Comptant

(sélection)

SICAV

{sélection}

14/4

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission/Finale Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission/Finale Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission/Finale Inc.	Rachet net
Obligations																				
Smu-Elec 8.8% 79	102.05	7.43	Realite	332	...	Etrangeres					Acadia	222 21	218 86	France Garantie	228 22	267 89	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86	
10.80% 79/94	...	...	F.I.P.P.	340	...	Belgium	367	100	185 50	Adrienne C.	27012 48	31012 48	France Obligations	228 22	267 89	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
13.4% 83	108 08	4.22	F.A.I.C.	2200	...	Indonesie	320	100	321 60	Indonesie C.	305 29	310 48	France Obligations	228 22	267 89	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86		
10.26% ann 85	106 30	0.56	France S.A.I.D.	485	...	Suisse	4 53	...	...	Audinet	7374 76	7051 12	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
OAT 10% 52/2000	116 91	8.84	France S.A.I.D.	1771	1794	Suisse Group	22 80	...	...	Amigne	704 18	683 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
OAT 9.5% 12/1987	111 35	3.33	France S.A.I.D.	2950	...	S.T. Alcatel	52	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
OAT 9.5% 11/1991	107 05	2.01	France S.A.I.D.	570	...	Toronto Inten	31 50	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
PIT 11.2% 85	106 50	8.80	France S.A.I.D.	300	296	Trust Ind	5 90	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
OP 10.25% ann 90	115 20	0.17	France S.A.I.D.	462 30	...	West Rand Coal	5 90	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CNA 10% 5/1971	115 20	1.35	France S.A.I.D.	418	410	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	98 65	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21	114 77	Paribas Obligations...	1730 43	1704 86
CHP Paribas 5000F	97 76	2.47	France S.A.I.D.	851	...	...	...	...	...	Anguilla Inten	70887 00	73787 87	France Regions	118 21				

Second marché (sélection)

(selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcan (Can)	557	550	Gravigny	187	185
BAC	2370	2370	Gulfair	625	625
Eden (Bel)	452	450	L.C.C.	235	235
Calsonic (Jap)	214	246	Alcatel	74	74
Bell & How. (P.C.I.)	900	906	Invent. Health	1075	1075
Canam	310	310	Invent. Comput	117	117
Celco	1045	1000	U.P.S.I.	38	35
GESEP	175	175	Molier	178	178
CFPL	1080	1080	N.S.C. Schenker	180	180
CAJUM	1189	1180	Pharm. A.S. Epi	325	325
Confor	345	345	Select Invest. (Jap)	167	167
Orsted	105	105	Sabco	335	335
Dynalco	1280	1280	Sopas	338	338
Excess Refind	117	117	TFI	450	450
Excess Refind	195	195	Thomson H. Epi	230	230
Exps. Population	240	240	Val de C.	165	165
Exps. Population	165	165	Y. Sh. Luan Group	774	774
G.F. (Fr. Ind.)	35	35			
GLA	581	581			

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 14 avril 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 108 425				Volume : 10 983			
COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Juin 93
Dernier ...	118,06	118,10	117,92	Dernier ...	2 027,50	2 038,50	2 032
Précédent	118,24	118,24	117,90	Précédent	2 033	2 045,50	2 034

c : coupon détaché - o : offert - f : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 14 avril au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

- **Transparence des prix et d'électricité**
Le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant transposition de la directive du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité.

Les distributeurs fournissant de l'électricité ou du gaz aux industriels devront communiquer à l'administration les informations relatives à leurs prix et conditions de vente, à l'élaboration et au contenu de leur système de prix, ainsi qu'à la répartition des consommateurs entre les différentes catégories de consommation.

Ces informations serviront à la publication, à l'échelle européenne, des prix du gaz et de l'électricité en vigueur dans les États membres de la

Communauté, dans le respect du caractère confidentiel des informations touchant au secret commercial.

• **Attributions des ministres**

Le premier ministre a présenté les décrets relatifs aux attributions :

- du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
- du ministre des affaires étrangères ;
- du ministre de l'éducation nationale ;
- du ministre de la culture et de la francophonie ;
- du ministre de l'enseignement et de la recherche ;
- du ministre de la coopération ;
- du ministre de la communication.

Compte-tenu des treize décrets d'attribution examinés à l'occasion du conseil des ministres du 7 avril, l'ensemble des décrets nécessaires à la répartition des attributions entre les ministres ont ainsi été adoptés.

• **La situation dans le domaine de la sécurité**
(Le Monde du 15 avril)

La préparation de la rentrée scolaire
Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication

sur la préparation de la rentrée scolaire.

Le ministre a fait part des évolutions prévisibles des effectifs des élèves dans les différents niveaux d'enseignement ainsi que des moyens disponibles pour préparer la rentrée.

En vue de cette rentrée, il y a lieu de statuer sur la mise en œuvre de la rénovation des lycées. Une commission d'évaluation, dirigée par un inspecteur général de l'éducation nationale, est chargée de remettre ses conclusions sur cette question pour le 23 avril. Cette commission, qui comprend des représentants des différents services de l'enseignement supérieur, entendra des personnalités du monde culturel et scientifique. Les décisions nécessaires seront rendues publiques le 30 avril.

L'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale est chargée de veiller à ce que les opérations de gestion nécessaires à la préparation des examens et concours de fin d'année scolaire et à celle de la prochaine rentrée se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

La dégradation rapide des conditions de sécurité dans certains établissements situés dans la périphérie des villes constitue une préoccupation immédiate. Le ministre a souligné que les enseignants y remplissent leur mission de manière exemplaire.

PHILATELIE

Ecrivains français

La Poste mettra en vente générale, lundi 26 avril, six timbres à sulfate d'une valeur de 2,50 F + 0,50 F, de la série « Personnalités célèbres » consacrée à des écrivains français.



Ces timbres seront disponibles à l'unité ou en carnets les réunissant tous les six. Ont été retenus : Guy de Maupassant (1850-1893), Alain (Emile-Auguste Chertier, 1868-1951), Marcel Pagnol (1895-1974), Jean Cocteau (1889-1963), André Chamson (1900-1983) et Marguerite Yourcenar (1903-1987).

La Poste revient une nouvelle fois aux écrivains. En effet, lors de son lancement, en 1985, cette série réunissait Hugo, Mauriac, Rolland, Romains, Dorgelès et Sartre ; puis, en 1991, des poètes du vingtième siècle, Eluard, Breton, Aragon, Ponge, Prévert et Char.

En filigrane

• **Ventes.** - Vente sur offre de La Poste (Lyon, tél. : 78-37-17-25) de France, Europe, outre-mer et belle sélection d'anciennes colonies françaises. Au fil des ventes à prix nets d'avril, Actualité-Philatélique (Cornellies-en-Parisis, tél. : (1) 34-50-84-15) propose le 20 e noir Cérès oblitéré, premier timbre de France, à 150 F ; timbres tchécoslovaques de Mécène et d'Arménie chez Tallendiers (Paris, tél. : (1) 47-00-87-71) ; prix « ces- » sés pour les Documents officiels à 12 000 F la collection de 1973 à 1991 (plus de 48 000 F de cote) chez Drouot-Philatélie (Paris, tél. : (1) 45-23-41-83).

• **Manifestations.** - Strasbourg accueille, du 16 au 18 avril, le Salon Européen 93, organisé par la Chambre syndicale des négociants et experts en philatélie (CNEP). Au programme : vente anticipée « premier jour » des deux timbres Europe d'après des œuvres de Garmelin Richier et Olivier Debré ; présence d'une soixantaine de stands de négociants européens, de la Poste monétaire et du Monde des philatélistes. Le bloc souvenir d'Europhilex 93 est signé Wolf Dancy (palais des congrès, avenue Horrenschmidt, près de la place de Bordeaux, à Strasbourg).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex ; téléphone : (1) 49-60-33-28, télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

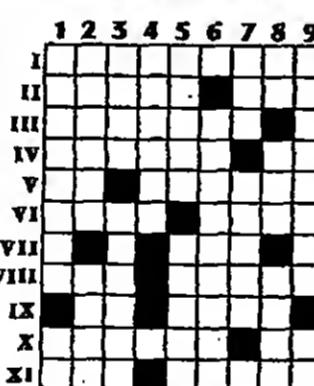
Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire : - M. Pierre Jourdan, préfet hors cadre, hors classe, est placé, sur sa demande, en disponibilité pour convenances personnelles ; - M. Arène Lux, préfet hors cadre, est mis en position de détachement. Sur proposition du ministre de l'économie et du ministre du budget, porte-parole du gouvernement : - M. Philippe Parin, administrateur civil, est nommé directeur du personnel et des services généraux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6020



HORIZONTALEMENT

I. Suffisant mais pas glorieux. - II. Est corré par les Russes, en Corée. - III. Soufflant comme des phoques. - IV. Orné. Conjonction. - V. Orientation. Espèce d'ours. - VI. Agent des transmissions. De quoi faire sauter tout le monde. - VII. Partie de campagne. - VIII. Court. Un petit étau. - IX. Est donc en bonne santé. Prénom. - X. Une note que l'on peut qualifier de douloureuse. Note. - XI. Boisson. Se trouve au bord de l'eau mais loin des côtes.

VERTICALEMENT

1. C'est toujours le premier. Symbole. - 2. Qui se reconnaît à la margue. Pied de lit. - 3. Ancien nom de la Thaïlande. Contre sa bon sens. - 4. Pneu. - 5. Conducteur. Fait partie de la tournée. - 6. Connu un amour monstrueux. - 7. Symbole de la vertu. Fait obstacle à un transit. - 8. Article étranger. Lettre. Fait une partie du minégo. - 9. Se prononce souvent avec peine. Préposition.

Solution du problème n° 6019

Horizontalement
I. Résonance. - II. Armées. - III. Important. - IV. Sial. Née. - V. Or. Anet. - VI. Nô. Tin. - VII. Nu. Ré. Feu. - VIII. Effectif. - IX. Urm. - X. Sa. Char. - XI. Ergoteuse.

Verticalement

1. Raisonnable. - 2. Emmittouffier. - 3. Taps. FM. - 4. Idolâtre. - 5. Cor. Nôce. - 6. En. En. Ce. - 7. Ném. Fichu. - 8. Chné. Nef. As. - 9. Ester. Usure.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Pauline, Catherine AMIEL et Marc DERON sont heureux d'annoncer la naissance de
Antoine,
le 22 mars 1993.

Anne et Aaron BARMAN, Léonard et Eric ont la joie d'annoncer la naissance de
Pauline,
à Paris, le 9 avril 1993.

Pascal ULLMO-MULLER, Jean-Charles MULLER, Pierre et Gilles MULLER, sont très heureux d'annoncer la naissance de
Pauline,
le 11 avril 1993.

31, boulevard Beaudouin, 75004 Paris.

Décès

M^{me} Mario D'AMICO, née Françoise Denech, s'est éteinte le 13 avril 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques religieuses se dérouleront dans l'intimité.

De la part de M^{me} P. Mortemard de Boisé, ses sœurs, M. et M^{me} J. Mortemard de Boisé, Isabelle et Antoine, M. et M^{me} Ph. Schuler, Edouard et Aline, ses neveux et nièces.

16, Grande-Rue, 78290 Croissy-sur-Seine.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Charles d'AURIOL, née Violette Ledoux, survenue le 14 avril 1993, dans sa quatre-vingt-onzième année.

De la part de M. et M^{me} Olivier d'Auriol, Alexandra et Céline d'Auriol, ses enfants, M^{me} Marguerite Salathé, M. et M^{me} Carlos Ledoux, M^{me} André de Stes, M. et M^{me} Jacques Ledoux, M. Charles Mourad, ses frères, sœurs, beau-frère et belles-sœurs, Et leurs descendants, Les familles Ledoux, d'Auriol, Berton, Courve, Martin, Les familles parentes et alliées.

La cérémonie religieuse aura lieu le 16 avril, à 14 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Dieu est lumière. » Jean, L. S.

12, avenue Tissot, CH 1006 Lausanne.

Cortez, Pyrénées-Atlantiques.

Marie-Claire Badour, sa femme, Ses enfants, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-trois ans, de

Serge BADOUD, survenu à Pau, le 13 avril 1993.

49, avenue Trespoey, 64000 Pau.

André Kramer, son époux, Antoine Kramer, son fils, M. et M^{me} Jean Maurice Ganne, ses parents, M. et M^{me} Jacques Kramer, ses beaux-parents, Elisabeth Ganne, Marie-Caroline et Jean Michel Malvy, Nathalie Ganne, Valérie et Benoît Prot, François Ganne et Viviane Lemaigre Dubreuil, Benoît Ganne, Yannick Croach, Colette et Gilbert Anstase, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Louis, Clément, Boris, Grégoire, Adrien, Angèle, Guilaine, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

Véronique KRAMER-GANNE, survenue à Paris, dans sa trente-neuvième année, le 13 avril 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 avril, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Sébastien, Paris-17^e, métro Wagram, suivie de l'inhumation au cimetière de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Michel MANCY, née Marie-Christine Richou.

De la part de Olivier et Wassila, Ignacio et Sylvie Cuadrado, Jérôme et Elizabeth, Laurent, ses enfants, M^{me} Charles Mancy, M. Jacques Bouchet, M. François Bouchet, M. et M^{me} Jean Richou, M^{me} Jacqueline Richou, Les familles Mancy, Richou, Rudelle, Bouchet, Botto et Hugot.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans l'immédiat futur.

On y associera le souvenir de son époux,

Barthélémy,

de son fils,

Michel,

de sa petite-fille,

Véronique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Alain Baroin, 70, boulevard Soult, 75012 Paris.

M^{me} Laure Callier, son épouse, M^{me} Marguerite Amigues, sa fille, Jean-Laurent et Monique Amigues, ses petits-enfants, Marie-Laurence, Isabelle, Emmanuel Amigues, ses arrière-petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert CALLIER, survenu dans sa quatre-vingt-dixième année, le mardi 13 avril 1993.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

75, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille, à la rue de l'Assommoir, 67100 Salsbourg, 240 Manor Avenue, Ottawa (Ontario), et à KI MO H4 Canada.

Le 13 avril 1993, à Grenoble,

Gilbert FAURE

nots à quité.

L'énergie, l'enthousiasme et la très grande force morale dont il a toujours fait preuve sont un message d'espoir pour ceux qui ont eu la chance et le bonheur de le connaître.

Ses amis et amis du Club perspective urologie.

Mozart, Lyon, Gex.

Françoise Girard, son épouse, Anne, Olivier, Nils, Alice, Maxime, ses enfants, Jean-Baptiste et Pauline Girard, son père et sa belle-mère, Jean et Robert Girard, ses frères, Gérard Vincent, son beau-frère, Et leurs familles, Amédée et Michèle Dubosson, ses beaux-parents, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice GIRARD, survenu le 7 avril 1993, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, en l'église de la Sainte-Trinité, avenue Jean-Mermoz, Lyon-8^e, à 7 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Registre de condoléances à l'église.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Michel MANCY, née Marie-Christine Richou.

De la part de Olivier et Wassila, Ignacio et Sylvie Cuadrado, Jérôme et Elizabeth, Laurent, ses enfants, M^{me} Charles Mancy, M. Jacques Bouchet, M. François Bouchet, M. et M^{me} Jean Richou, M^{me} Jacqueline Richou, Les familles Mancy, Richou, Rudelle, Bouchet, Botto et Hugot.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans l'immédiat futur.

On y associera le souvenir de son époux,

Barthélémy,

de son fils,

Michel,

de sa petite-fille,

Véronique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Alain Baroin, 70, boulevard Soult, 75012 Paris.

M^{me} Laure Callier, son épouse, M^{me} Marguerite Amigues, sa fille, Jean-Laurent et Monique Amigues, ses petits-enfants, Marie-Laurence, Isabelle, Emmanuel Amigues, ses arrière-petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert CALLIER, survenu dans sa quatre-vingt-dixième année, le mardi 13 avril 1993.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

75, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille, à la rue de l'Assommoir, 67100 Salsbourg, 240 Manor Avenue, Ottawa (Ontario), et à KI MO H4 Canada.

Le 13 avril 1993, à Grenoble,

Gilbert FAURE

nots à quité.

L'énergie, l'enthousiasme et la très grande force morale dont il a toujours fait preuve sont un message d'espoir pour ceux qui ont eu la chance et le bonheur de le connaître.

Ses amis et amis du Club perspective urologie.

Mozart, Lyon, Gex.

Françoise Girard, son épouse, Anne, Olivier, Nils, Alice, Maxime, ses enfants, Jean-Baptiste et Pauline Girard, son père et sa belle-mère, Jean et Robert Girard, ses frères, Gérard Vincent, son beau-frère, Et leurs familles, Amédée et Michèle Dubosson, ses beaux-parents, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice GIRARD, survenu le 7 avril 1993, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, en l'église de la Sainte-Trinité, avenue Jean-Mermoz, Lyon-8^e, à 7 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Registre de condoléances à l'église.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Remerciements

Et ses enfants, dans l'impossibilité actuelle de répondre aux nombreux témoignages de sympathie manifestés à l'occasion du décès de

M. René ISRAËL-ASSELAIN, remerciant tous ceux qui ont pris part à leur deuil.

Anniversaires

Le 15 avril 1982 disparu :

François COMBE, député au Parlement européen, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers.

En ce jour anniversaire, nous pensons particulièrement à lui.

Le 16 avril 1990, est mort

Brian L. de MARTINOIR, ethnographe et compositeur français.

Sa femme Francine demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

« Lorsque vous revendrez car il faut revenir. »

49, rue Lamarck, 75013 Paris. Castrum Peregrini, Montmartre-le-Haut, 10140 Vendeville.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communicant divers : 105 F

Thèmes étudiants : 60 F

مكتبة الأصل

Les questions au gouvernement, la politique de sécurité et les « bavures »

M. Pasqua met en garde ceux qui voudraient exploiter l'indignation des familles des victimes

Au cours de la séance des questions au gouvernement, mercredi 14 avril à l'Assemblée nationale, M. Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, invité à présenter sa politique en matière de sécurité après les récentes « bavures » policières, a renouvelé ses excuses aux familles des victimes tout en mettant en garde « ceux qui seraient tentés d'exploiter l'indignation des familles à des fins suspectes ».

La première séance des questions au gouvernement de la nouvelle législature, mercredi 14 avril, à l'Assemblée nationale, a été, pour l'essentiel, consacrée aux questions de sécurité. Les députés de la majorité se sont succédé pour amener M. Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, à préciser sa politique, dont il avait déjà donné les grandes lignes le matin au conseil des ministres.

En réponse à Françoise de Pauzieux (RPR, Paris), Serge Charles (RPR, Nord), Claude Dblonio (RPR, Nord), Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF, Paris), le ministre, après avoir renouvelé sa condamnation des actes de certains membres des forces de l'ordre qui « ne sauraient être justifiés par quelque argument que ce soit » et présenté comme nouvelle fois ses excuses aux familles des victimes, a déclaré : « Je mets en garde tous ceux qui seraient tentés d'exploiter l'indignation des familles à des fins suspectes. Nous avons vu le résultat de certains de ces agissements dernièrement dans Paris : ils ne seront pas tolérés, c'est clair, que chacun le sache ! » Il a ajouté que des mesures sont à l'étude pour que ceux-ci ne se reproduisent plus.

M. Pasqua, qui répondait à une question de M. Charles sur les moyens mis à la disposition de la police pour faire face aux événements de Tourcoing, a précisé :

« Nous ne réglerons pas ces problèmes uniquement par des mesures de sécurité et de répression », provoquant un « Ah ! » de soulagement sur les bancs socialistes, mais il s'est empressé d'ajouter : « même si, évidemment, la répression sera utilisée chaque fois que ce sera nécessaire », aussitôt soutenu par des applaudissements ouverts sur les bancs de la majorité.

Le ministre de l'Intérieur est ensuite revenu sur les violentes manifestations du dix-huitième arrondissement de Paris à l'invitation de M. Pierre-Bloch. Au risque de ranimer de mauvais souvenirs, il a alors retrouvé ses accents de 1986 : « Je veux mettre en garde en particulier les étrangers qui seraient interpellés à l'occasion de telles manifestations, a-t-il dit. Ils s'exposent à des mesures d'expulsion. Les étrangers entrés légalement sur le territoire ont droit à la protection des lois, ils ont aussi le devoir de les respecter. Pour ceux qui ne le feront pas, nous en tirerons toutes les conséquences. » L'attitude pondérée de M. Pasqua qui avait su ces derniers jours trouver les mots justes pour apaiser la colère semblait oubliée.

M^{me} Veil : annoncer des mesures concrètes

Interrogée par Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) sur son silence depuis son arrivée au gouvernement, M^{me} Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a souligné qu'on ne l'avait pas vue sur les lieux des drames, parce que, a-t-elle dit, « il y a parfois un certain va-et-vient à se rendre sur place, alors que les gens pleurent leurs morts qu'ils n'ont pas encore enterrés, pour se montrer via les caméras de télévision à des millions de Français. Ce qu'il faut, c'est s'occuper du fond du cœur à la souffrance des gens, mais aussi leur annoncer des mesures concrètes et leur apporter des solutions qu'ils attendent et qu'ils n'ont pas eues depuis des années ». En réponse à

Jean-Marc Ayrault (PS, Loire-Atlantique), elle a précisé : « Je voudrais tout d'abord, du fond du cœur, rendre hommage à tous ceux qui œuvrent sur le terrain pour rendre la vie dans les quartiers moins lourde. J'ai l'intention de travailler beaucoup avec eux ».

M^{me} Veil a indiqué qu'elle souhaitait prendre son temps : elle avait annoncé à la sortie du conseil des ministres qu'aucune mesure ne serait prise avant le débat d'orientation sur le 27 avril. En attendant, elle cotait « préparer une réunion sérieuse » à Roubaix et Tourcoing avec les partenaires locaux et chiffrer les dépenses nécessaires « avant de promettre ». Préoccupée par les conditions de vie des jeunes dans les banlieues, Simone Veil a assuré qu'elle allait traiter ces pro-

blèmes en priorité, mais qu'elle ne saurait « décréter en quelques jours les mesures extrêmement importantes qui doivent toucher tous les aspects de la vie des jeunes ».

Elle a fait aussi entendre sa différence sur la suppression des allocations familiales aux parents qui ne s'occupent pas assez de leurs enfants. Cette mesure préconisée par Pierre Carde, député UDF des Yvelines, pour « responsabiliser les parents », avait reçu le soutien de Pascal Clément, ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale, qui l'avait qualifiée de « bonne mesure ». M^{me} Veil a assuré que « le gouvernement n'entend nullement porter atteinte à ces prestations légales ».

SYLVIA ZAPPI

Intraitable Philippe Séguin

Alex Lemaître n'en est pas revenu. Sèchement rappelé au respect de son temps de parole lors des questions d'actualité au gouvernement, mercredi 14 avril par Philippe Séguin alors qu'il dissertait savamment de la crise bosniaque, le ministre délégué aux affaires européennes, qui énumérait ses nouveaux gélons dans l'hémicycle, a cru s'en affranchir en assurant d'un ton pincé que l'enjeu était ni plus ni moins « la paix et la guerre en Yougoslavie ». « Nous ne réglerons pas ce problème en quelques minutes au cours d'une séance de questions d'actualité », lui a fraîchement rétorqué le président de l'Assemblée nationale.

Le ministre n'a pas été la seule victime du nouveau système de questions qui privilégie la rapidité et la spontanéité (le Monde du 15 avril). Coupable de

la même infraction à la règle nouvelle des deux minutes trente, André Gerin (PC) n'a même pas eu la possibilité de poser la question qui devait conclure une longue intervention consacrée aux maux des banlieues.

Tout à tour furibond et morfondu, l'œil sur un chronomètre et la main sur une règle de bois, Philippe Séguin s'est montré intraitable. Avec raison. Le pari qu'il s'était fixé en début de séance, « revenir sur une dérive du système préjudiciable tant à l'information de l'Assemblée qu'à son image », a été globalement tenu. Les députés se sont félicités de leur capacité d'adaptation. Le public a, lui aussi, apprécié. La plus dure, éviter un retour insidieux dans les ornières passées, reste à venir.

GILLES PARIS

Nervosités policières

Un officier de police malmené par des collègues d'une patrouille de police-secours. Trois professeurs de lycée trahis après un séjour dans un commissariat parisien. Une équipe de France 2 prise à partie par des policiers. Un policier stagiaire blessé par un coup de feu tiré par un autre gardien de la paix... Autant d'incidents mineurs, si on les compare aux « bavures » des derniers jours. Mais cette somme de témoignages, qui pourrait sans doute être élargie, témoigne du climat de nervosité qui s'est installé dans la police.

Mardi 14 avril à cinq heures du matin, un officier de police circule dans sa voiture privée aux abords du Palais-Royal. Un car de police-secours fait signe au véhicule de s'arrêter. Sept gardiens de la paix descendant du fourgon. « Vos papiers ». Le contrôleur prend un tour « égrésier », commente l'officier, qui n'est alors pas en service et qui présente sa carte de police. Ses collègues sont-ils éméchés ? Le gradé est conduit au commissariat de Saint-Eustache, dans le premier arrondissement de Paris. Le calme ne revient pas : une altercation éclate à nouveau entre « collègues ». L'officier peut enfin s'en aller, non sans avoir reçu les excuses d'un des policiers qui l'ont interpellé. Le même jour dans l'après-midi, deux policiers stagiaires s'habillent dans le vestiaire de la compagnie chargée de surveiller la périphérie parisienne. Un contentieux semble opposer ces deux jeunes gardiens de la paix, Christophe et Bertrand. Ce dernier sort son arme de service. Il braque son collègue, arme son chien. Un coup part. Christophe est touché au cou.

Cette autre histoire se passe deux semaines plus tôt. Alice et Laure enseignent les arts plastiques. Frédéric, professeur d'histoire-géographie, est au volant de la voiture. Le 1^{er} avril à 21 h 45, il arrête son véhicule, moteur en marche, pour déposer Alice à l'angle de la mairie et du commissariat du onzième arrondissement de Paris. Surviennent un véhicule de police, qui fait des signes de phares. « Dégagez ! » Frédéric explique qu'il perd sur le champ, mais que le policier pourrait « rester poli ».

« Vous n'avez aucun droit ici, fermez-la ! »

« Au poste ! » Deux heures durent, selon leurs témoignages concordants, les professeurs vont subir une somme de vexations. « Vous n'avez aucun droit ici, fermez-la ! », s'entendent-ils dire aussitôt par le chef de poste. Pendant que Frédéric est sou-

mis à une fouille et à un contrôle de papiers, ses deux amies sont menottées à un banc. A son tour, il est menotté, debout, à un radiateur. Traités de « gaffistes », cor et d'« anar », ils sont pris à partie par des policiers. Alice exige que le policier « mette des gants, ce qui provoque la moquerie des agents présents ». Peu avant minuit, pour- suit-elle, « on me torde le bras et je reçois un coup de pied dans les fesses ». Pendant tout ce temps, les policiers leur « interdisent d'aller aux toilettes » malgré les demandes répétées de ces jeunes gens qui s'avouent « terrorisés ». Vers une heure du matin, les trois enseignants sont transférés au commissariat de la rue de Châteauneuf où des inspecteurs, « coboliers », dressent des procès-verbaux « pour stationnement interdit » et « refus d'obtempérer ». On les autorise enfin à aller aux toilettes.

La liberté de travail des journalistes

Mardi 14 avril, une équipe de France 2 filme la façade du commissariat central du dix-huitième arrondissement, qui a été au cœur des manifestations parisiennes des derniers jours. La caméra est alors prise à partie par des membres de la police du métro (SPSM, le service de protection et de sécurité du métro), qui n'ont « priori » aucune raison de l'interdire et est endroit. La journaliste est conduite au commissariat, où il refuse, semble-t-il, de donner son identité. Les menottes au poignet, il sera transféré dans un autre service de police judiciaire, où il sera relâché après un contrôle d'identité. Pendant ce temps, ajoute le Syndicat national des journalistes (SNJ), sa collègue était « interdite de mouvements sur le trottoir, à l'extérieur du commissariat ». Protestant contre ces « intimidations, menaces et violences », le SNJ entend « faire respecter la liberté de travail des journalistes et met en garde le ministre de l'Intérieur contre toute autre entrave à la liberté de la presse ».

A ces témoignages viennent s'ajouter les plaintes contre des violences policières qu'ont déposées six personnes interpellées lors des manifestations de protestation contre la mort du jeune Zdravko, les 7 et 8 avril à Paris. Ces jeunes gens se plaignent, comme l'étudiant dont nous avons publié le témoignage (le Monde daté 11-12 avril), de brutalités policières survenues lors de leur interpellation ou à l'occasion de « passages à tabac » dans des locaux de police.

ERICH INCIVIAN

Les députés ont élu leurs représentants à la Haute Cour de justice. Les députés ont désigné, mercredi 14 avril, les douze membres de la Haute Cour de justice et leurs six suppléants. Il s'agit, pour les titulaires, de Nicole Catala (RPR), Jean-François Deniau (UDF), Alain Grottereau (UDF), Georges Hage (PC), Jean-Jacques Hyst (UDF), Jacques Limouzy (RPR),

Pierre Mazeaud (RPR), Jean-Pierre Michel (PS), Didier Migaud (PS), Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), Patrick Ollier (RPR), Suzanne Sautvaing (RPR) et, pour les suppléants, de Xavier Deniau (RPR), Claude Dblonio (RPR), Henry Jean-Baptiste (UDF), Georges Mesmin (UDF), Roger-Gérard Schwartzberg (PS), André Gerin (PC).

SOMMAIRE

DÉBATS

Ex-Yougoslavie : proposition par Jean Médecin. Alternance : gouverner la France d'Europe par Henri Froment-Mourice. Russie : succès du choc par Roger Fauroux. Liberté : symboles par Michel Toubiana 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie. 3
Russie : la suite du procès des putschistes. 3
Afrique du Sud : des émeutes ont fait au moins six morts et quatre cents blessés. 6
Etats-Unis : avant le verdict du procès des policiers de Los Angeles, Hollywood accusé. 6
Le sommet égypto-israélien à Jérusalem. 7

POLITIQUE

Les nouvelles orientations du gouvernement sur la sécurité. 8 et 9
Les débats au Parlement : entrée en scène de Henri Emmanuelli. 10

SOCIÉTÉ

Jean-Paul II invite les cardinaux à quitter le camp d'Auschwitz. 12
M. Boubakeur prend le titre d'une Coordination nationale des musulmans de France. 12

CULTURE

Cinéma : De force avec d'autres, de Simon Reggiani. Cœur de méduse, de Vincent Ward. L'Adieu versaire, de Satyajit Ray. Jennifer 8, de Bruce Robinson. 13
Théâtre : l'histoire d'une histoire vraie : Photographie : le salut par le lumière. 14

ÉCONOMIE

La fin du sommet des pays industrialisés à Tokyo. 17
La Banque européenne se déclare fière de ses résultats. 18
« Notre position sur le GATT n'a

pas bougé d'un iota » déclare le président de la FNSEA. 18
Une année 1992 contrastée pour les Banques populaires. 20
Vie des entreprises. 20

COMMUNICATION

Restructurations et mouvements de capitaux dans la presse canadienne : les groupes Hollinger et Québecor tirent parti de la crise 19

LE MONDE DES LIVRES

Naissance de Sade et Claudel derrière ses masques et De la musique avant toute chose et La largeur du silence et Histoires littéraires par François Bott : « Le dernier mot » et La feuille de Pierre Laplace : « Un pas vers la majorité » et Histoire : la culture du Mal et D'autres mondes, par Nicole Zard : « L'enfer moderne » et Lettres étrangères : Onet, le solitaire célèbre ; moi, l'indien. 26 à 32

Services

Abonnements. 6
Annonces classées. 7
Carnet. 22
Loto. 12
Expositions. 16
Marchés financiers. 20 et 21
Météorologie. 23
Mots croisés. 22
Philatélie. 22
Radio-télévision. 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folio 25 à 32.
Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1993 a été tiré à 460 771 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : les Samoa cent ans après Stevenson
L'auteur de l'île au trésor avait trouvé son île. Dans l'archipel des Samoa, au milieu du Pacifique, Stevenson avait choisi sa dernière halte. Partir sur ses traces, au tout début du siècle, l'écrivain parisien Marcel Schwob découvrait une société « communautaire » qui a peu changé. Jusqu'à hypothéquer les chances de son développement.

فكرنا من الأصل

OFFRE DE REPRISE MACINTOSH

Attention, dans 15 jours cette annonce s'autodétruira.



Offre de reprise valable jusqu'au 30 Avril.

MAXIMUM REPRIS	APPLE	Mac II	PC
LC II/Centris 610/DuoDock	3 000 F	3 000 F	2 000 F
Centris 650/Quadra 800/950	3 000 F	5 000 F	2 000 F

Jusqu'au 30 Avril 1993, IC vous offre entre 2000 et 5000 F de reprise sur l'achat d'un Macintosh nouvelle génération. Vu les prix, les conseils et les services (PAO, gestion, maintenance) garantis par IC, on dirait que les affaires reprennent !



ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC BRAYONNE PARIS 4e (1) 42 72 26 26 - IC VINCENNES PARIS 11e (1) 42 06 90 90
IC AIGRE VALLEY PARIS 15e (1) 40 58 00 00 - IC MARSILLAN 81 91 27 25 05
IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 06 02 - IC LYON 34 70 03 58 25
IC AIX EN PROVENCE 42 35 28 08 - IC AVIGNON 90 82 22 22

DES LIVRES

Naissance de Sade

Deux siècles après, voici qu'on ouvre les archives de la famille. Surprise !
Le divin marquis eut un père extraordinaire. Qui — déjà — mariait fort bien philosophie et libertinage...

PAPERS DE FAMILLE
1. Le Règne du père (1721-1760)
« Bibliothèque Sade »
Edition de Maurice Lever.
Xavier et Thibault de Sade,
Fayard, 898 p., 395 F.

Un préjugé courant, démocratique et romantique, veut que les hommes de génie n'aient pas eu de père, du moins pas de père remarquable. A cette règle égalitaire, il fallait une exception énorme, renversant les idées reçues. Non, il ne s'agit pas de Jésus-Christ, mais de Sade. Le divin marquis, en effet, n'est pas tombé du ciel, sa naissance a été préparée. Il est en tous points le contraire d'un Edipe. Un Jean-Baptiste le précède, comte, dont les archives, pieusement conservées par son fils, sont à tous égards stupéfiantes. Roman familial ? En voici un, propre à déprimer gravement la névrose des siècles. Sade, le monstrueux Sade, a donc eu un père extraordinaire, à la fois diplomate, philosophe, soldat, libertin ? Un père aimant son fils et aimé de lui ? Traumatisme ! Scandale !

Enchantement, plutôt. Ces lettres de famille, brusquement ouvertes et qui arrivent ainsi, après deux siècles, à destination, sont une mine de révélations pour les historiens et les amateurs de littérature. Tout le dix-huitième siècle s'y déploie, y bat, s'y débat.

Le comte Jean-Baptiste de Sade se mêle de tout et est mêlé à tout : guerre, ambassades, théâtre, galanteries, intrigues. Ses correspondants l'informent constamment du moindre mouvement militaire, de la plus significative agitation des courtoises. Anonymes, célèbres (parmi eux : Voltaire, le maréchal de Richelieu, d'Argenson), ils écrivent tous comme s'ils devaient être publiés en jour. Ils ont un talent du diable. Parfois, en marge, l'écriture du marquis pour un bref commentaire. Exemple : « Lettre de mon père à l'une de ses maîtresses ». On croit rêver. Celle-là, c'est M^{me} de Charolais, dant voici le style à l'égard du comte : « Ne doutez jamais de la délicatesse d'une femme qui sait attendre son amant quatre ans... Bonjour, coquin. »

Jean-Baptiste de Sade a comme ami, entre cent, le maréchal de Saxe (rien que pour la description détaillée des combats et de la stratégie du temps, ce volume est une merveille). Il lui écrit : « Faites-moi part de vos amusements. Je souhaite qu'ils soient médiocres pour vous venir plus tôt... On mange, on chasse, on joue, on couche partout. Mais ce n'est qu'en France qu'on jouit de tous les délices de l'amour, même sans



Le comte de Sade : « Si mon fils allait être constant, je serais outré... »

en prendre infiniment. » Le ton est donné. On se parle à toute allure, mais avec précision, de sièges, de tranchées, d'attaques et de contre-attaques. De mariages arrangés et de liaisons tourmentées. De bêtises et d'agonies. De promotions et de destitutions. De publications ou de comédies récentes.

Un de ses correspondants, en campagne, écrit ainsi au comte (nous sommes en 1743, le petit Donatien a trois ans) : « Je

ne suis pas étonné que le bal vous ait produit quelques bonnes fortunes. Pour moi, je fais grand cas de celles du bas étage : je les trouve beaucoup meilleures. Il y a ici une très jolie petite fille qui vient me voir presque tous les soirs. La conversation n'est pas vive, mais elle n'a que treize ans, sa figure est charmante. La musique est ma plus grande ressource. » En ville, le soir, on joue au cavagnole, au piquet, à la manille, au pharaon, au bûche (sorte de loto).

Le plus étonnant est que la langue est tellement crue, déliée, vivante, qu'elle a l'air de se servir elle-même des corps comme conducteurs ou acteurs plus ou moins doués. On ne respecte rien ni personne. Les grands hommes du temps ? Voltaire ? « Il faut qu'il se batte toujours avec quelqu'un : général ou gousier, tout est égal pour lui ; la brochure d'un polisson qui lui refuse ses hommages le fait s'évanouir. » Marivaux ? Pas mal, mais peut faire mieux. Montesquieu ? Du génie, sans doute, mais trop avare. Les personnages de la pièce, publique ou intime, s'appellent le cardinal de Fleury, Conti, Tencin, Breteuil, Belle-Isle, Bernis. M^{me} de Pompadour est là, et Crébillon fils. Les variations érotiques de Louis XV n'empêchent pas qu'il soit « le meilleur des rois » (Damiens en saura quelque chose). Les batailles finit rage entre jésuites et jansénistes ? Sans doute, mais quelle importance ?

En 1745, le père du marquis écrit cette phrase : « Je jouis de tout et ne m'avouge de rien. » Une autre maîtresse du comte ? Voici Anne-Charlotte de Salaberry, marquise de Vernouillet. Elle lui écrit : « Vous êtes charmant. Vous parlez toutes les langues avec une égale facilité. Poète, philosophe ou galant : n'a-t-on toujours du plaisir à vous entendre. » Et aussi : « Je bannis la jalouse : elle rend le commerce épineux et enlaidit celui qui en est tourmenté. Je ne la trouve pardonnable que dans l'excès d'une passion, parce que l'ivresse excuse tout. » L'ivresse excuse tout : c'est déjà Juliette.

Les peintres de l'époque sont Quentin de La Tour ou Chardin, M^{me} Clairon chante à l'Opéra. Les lieux disputés sont Fontenoy, Rocoux, Lawfield. « Les ennemis n'ont pas cru que les Français entreprennent une manœuvre aussi audacieuse : la témérité de la chose en a fait la sûreté. » Quand le comte de Sade raconte une de ses aventures, il s'exprime ainsi : « Je cessai de parler, j'agis, je triomphai. » La philosophie générale des esprits conséquents peut se résumer par cette notation : « Je ne puis pas souffrir qu'on se serve de la religion pour nuire. » Tous ces interprètes ont lu les moralistes du grand siècle, le clavier fondamental. Ils sont au courant des intérêts de l'amour-propre et de la vanité menant le monde. On ne les étonnera pas, on ne les effrayera pas.

Philippe Sollers
Lire la suite page 27

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le dernier mot

François Boddaert a voulu savoir comment nos écrivains — de Montaigne à Malraux — avaient franchi « les portes de l'éternité ». Suivant « le convoi funèbre de la littérature française », il nous promène parmi de très jolis fantômes.

Page 26

HISTOIRE

La culture du Mal

Les nazis ont voulu « enchanter » le monde et l'homme nouveau qu'ils promettaient à l'Allemagne. Le national-socialisme a donc tenté aussi de se définir et de se légitimer par l'art et la culture de masse. Quelques livres viennent opportunément rappeler qu'il serait bien imprudent, lorsqu'on veut raisonner sur ces bouffées mortelles, de séparer culture et politique.

Page 29

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Un pas vers la majorité

Un bilan bourgeoisement établi, un état des lieux méticuleux, un tour du propriétaire rondement mené, voilà ce que nous propose Ulrich Im Hof avec ses *Lumières en Europe*. On lui reprochera bien d'être un peu scolaire, mais c'est qu'il nous apprend tant de choses sur ce mouvement de civilisation traversant toute l'Europe pendant un siècle qu'il nous transforme en élèves...

Page 32

Claudet derrière ses masques

Peu d'écrivains ont été à ce point enfouis sous leur caricature.
Gilles Cornec le dénonce à juste titre. Mais le poète ne se laisse pas si facilement saisir...

L'AFFAIRE CLAUDET
de Gilles Cornec
Gallimard, coll. « L'Infini ».
246 p., 92 F.

Il y aurait donc une « affaire Claudet » ? Et quels en seraient les termes ? A en croire Gilles Cornec, ceux d'une immense ruse. Non pas précisément celle qui, de manière posthume, a abouti à l'imaginaire dérisoire et simpliste, encore prévalant, du poète de *Tête d'or* et des *Cinq grandes odes* : odieux bourgeois gonflé d'argent et de suffisance, intégriste catholique poussant l'intolérance jusqu'à la provocation, notable « planqué » à Brangues durant la guerre (il avait soixante-douze ans en 1940) pour tenir son portefeuille d'actions tout en composant des odes à Pétrarque, et enfin — dernier en date des avatars — géolier psychiatrique par procuration de sa sœur Camille, forcément géniale puisque folle, évidemment libre et belle puisque rebelle... Peu d'écrivains, peu d'hommes ont à ce point été enfouis sous leur caricature, effacés par elle !

Cette image-là, les fidèles de toute les révoltes passées et à venir, les nostalgiques de la sub-

version surréaliste ou soixante-huitarde, l'ont amplement véhiculée, relayés en cela par les non-lecteurs de Claudet. Gilles Cornec — qui écrit, avec *L'affaire Claudet*, son premier livre, — a voulu remonter plus loin, à la source de cette caricature. Il y a trouvé Claudet vivant, un certain Claudet, paradoxal et passablement retors, assistant à la méprise qui se fomentait, et se faisant, en même temps, sinon le complice, du moins le partenaire des opérations. Quant au lien entre ce passé et l'image actuelle du poète, il est possible, selon l'auteur, de l'établir symboliquement grâce, par exemple, à deux épisodes récents : la profanation de la tombe de Claudet à Brangues en avril 1980, d'une part ; l'image grotesque, violente et animale, d'un Claudet transposé mais reconnaissable, dans le film de Claude Chabrol, *L'inspecteur Lavardin*, en 1986, d'autre part.

La démarche qui consiste à partir des haines, malentendus et controverses subis ou suscités par un écrivain est originale mais limitée. Si elle permet à l'essayiste de mettre en lumière ce paradoxe et d'accentuer les contrastes, elle mène également à une autre forme de caricature : Claudet en costume de grand inconnu, vizi subversif censuré par la bêtise de toujours...

Cette image brossée à la hussarde, plus séduisante assurément que la première, est simple, trop simple. De plus, son originalité ne fait pas forcément justice à la réalité, certes paradoxale, mais plus encore complexe et irréductible, d'une œuvre et d'une vie. Et pour Claudet, l'une et l'autre furent riches, langues, beaucoup plus dououreuses qu'il n'y paraît.

La trinité Maurras-Breton-Gide

Au-delà, le livre de Gilles Cornec — vif et bien informé, remisant au loin quelques vieilles lunes académiques — pose une autre question. Pour envisager et commencer de comprendre un « grand » écrivain, pour l'aimer dans la hauteur, la profondeur et la largeur de son génie, la meilleure démarche consiste-t-elle à s'avancer vers lui comme en terre conquise, déjà colonisée, pour l'épingler devant soi ? La voix du critique doit-elle se faire si forte et impérative, si singulière, qu'elle finisse par couvrir celle de son sujet ?

Trois noms dominent dans le panthéon inversé de cette « affaire Claudet », trinité qui n'a rien de « sainte » quoi qu'en dise Gilles Cornec : Charles Maurras, André Breton et André Gide. Pour le pre-

mier et le deuxième, les choses sont claires ; elles relèvent de la haine pure et simple. Pour le dernier, elles se compliquent à l'intérieur d'une relation (surtout épistolaire) dans laquelle tous les enjeux n'étaient probablement pas visibles.

Avec l'idéologue royaliste, il y a d'abord la querelle subalterne autour d'un ou deux fautes de l'Académie française : Claudet refusé en 1935, à la suite notamment d'une campagne de *L'Action française* ; Maurras élu en 1938, radié en 1945 après avoir été condamné aux travaux forcés à perpétuité, avec Claudet comme ténor à charge ; Claudet enfin, qui avait entre-temps refusé de siéger près de « l'immense canaille », est élu un an plus tard triomphalement au fauteuil de Racine et est accueilli sous la coupole par François Mauriac. A cette date, le poète et le diplomate ont depuis longtemps pris leur retraite.

Célèbre et célébré — par le général de Gaulle entre autres... — nullement insensible aux hommages et aux bénéfices de la gloire, il se consacre à son œuvre exotérique : plusieurs milliers de pages de lecture de la Bible.

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 28

PRIX GONCOURT DE LA NOUVELLE



Mariette Condroyer

UN APRÈS-MIDI
PLUTÔT GAI

nouvelles

nrf

GALLIMARD

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Sortilèges d'une vie

L'ENFANT QUI LISAIT LE CIEL de François Coupry. Robert Laffont, 190 p., 98 F.

Il est des auteurs reposants. Jamais ils ne boucoulent le lecteur. Livre après livre, ils chantonnent la même musique sur des sujets peu différents. Coupry n'est pas de ceux-là. Tantôt il fait dialoguer Faust et Antigone, tantôt il nous installe dans le corps d'une hypochondriaque, Hélène Larivière, tantôt il l'encadre dans le monde littéraire pavé d'un cycle romanesque qui invente un autre monde pour mieux dire la nôtre. Et voici qu'il nous invite à suivre une Marie Romane, à plonger dans son ciel, de l'un à l'autre des signes qu'elle y déchiffre. Cela s'appelle aussi poésie. Mais qu'on ne se méprenne pas, cette poésie aux saveurs de conte n'ôte rien au réalisme d'une histoire qui, pour être simple et claire, n'est rien de moins qu'un défi au destin, l'effacement d'un destin, la précision sur l'indécidable de sa vie. Elle déchiffre les directions habituellement ignorées qu'impose le destin, afin de n'avoir aucune surprise quand il l'aura menée là où elle devait aboutir. Mais l'impondérable n'est rien s'il ne se matérialise. Un oiseau qui passe, une feuille qui tombe, un person-

nage qui sera là ou non après dix secondes d'yeux clos, autant de signes à lire qui permettent d'interpréter de mystérieux messages.

Dès l'âge de six ans, Marie s'est installée dans une double vie, celle des présages qu'il faut augurer et celle de tous les jours, familiale, scolaire, de fille, d'adolescente, de jeune femme, d'amoureuse. Et, très tôt, elle ne s'est pas contentée de la lecture des événements pour tout autre insignifiant, elle est allée de la constatation à la provocation. Si arrive ceci, sera cela - qu'un avion passe d'est en ouest et papa se cassera la jambe. Or cela est si souvent parce que fut ceci que Marie, qui a « besoin d'une croyance du dedans, une croyance qui l'enferme pour toujours », ne doute pas qu'après avoir connu bonheur, amour et gloire, elle mourra à trente ans.

Née en 1960, et prisonnière de la certitude de son destin, mourra-t-elle en 1990 ou rompra-t-elle le charme, l'espace d'enchantement qui la lie à l'interprétation des signes ? C'est toute la part énigmatique du roman, où nous revivons ces trente dernières années en même temps que nous suivons les lectures célestes de Marie Romane. Mêler la réalité à l'in-vraisemblable, le terre à terre du quotidien à ce qu'il y a de plus mystérieux en nous, c'est une constante de l'œuvre de Coupry. Une fois de plus, il y réussit et la plume de la lecture en est doublée.

Pierre-Robert Leclercq

De la musique avant toute chose

Simple divertissement de prince ennuyé pour Stevenson, la poésie de Charles d'Orléans est, selon Jacques Drillon, « le modèle de la chose écrite qui chante mieux que le chant »

CHARLES D'ORLÉANS de Robert-Louis Stevenson. Traduit de l'anglais et présenté par Jacques Drillon. Le Promeneur, 80 p., 64 F.

CHARLES D'ORLÉANS ou le génie mélancolique de Jacques Drillon. Lattès, 192 p., 155 F.

Il est le ténébreux, le veuf, l'inconsolé, le prince d'Orléans à la Tour éboulée. Charles, duc d'Orléans, fils de Louis, le frère de Charles VI le roi fou, et de Valentine Visconti. Né en 1394, parmi les grands de son monde, dans une France livrée à la guerre de cent ans et à la guerre civile.

Né pour commander, pour venger son père assassiné quand il avait treize ans, son destin fut celui d'El Desdichado de Nerval. Son étoile semblait morte et son « luth constellé » portait « le soleil noir de la mélancolie ». Sa tour ne fut que celle de Londres et d'autres prisons anglaises, où il passa vingt-cinq ans après le désastre d'Azincourt, où celle du jeu d'échecs, qu'il pratiquait souvent (« J'ai ouï échecs jouer devant amour »), celle enfin du château de Blois, où il finit sa vie, entretenant une cour de poésie, organisant des concours de rimeurs auxquels participa Villon, le poète-voyon, qui symbolise à lui seul la poésie du Moyen Âge, au point de faire oublier celui qui, un temps, lui accorda refuge.

Charles d'Orléans rassembla ses poèmes, soigneusement reco-



Matisse : « Je suis en intimité avec Charles d'Orléans, quelle simplicité ! » (Lettre à André Roussy, 25 octobre 1942).

piés, dans de somptueux manuscrits. Mais l'imprimerie, apparue peu avant sa mort, en 1465, le négligea. Ses premiers poèmes furent publiés au dix-huitième siècle et les premières éditions datent du dix-neuvième (1). A cette époque, Théodore de Banville écrit des *Rondeaux composés à la manière de Charles d'Orléans*, le lycéen Arthur Rimbaud fait une composition qui est une lettre de Charles à Louis XI, Verlaine a subi son influence. Au dix-neuvième siècle, le prince-poète est sinon à la mode, en tout cas sorti du purgatoire. Il y retournera assez vite.

On voit en lui un précurseur du romantisme, « celui qui a vu le noir », un autre Hamlet. On aime sa malchance, l'échec de sa vie, tout ce qui en fait un héros malheureux. On lit moins ses vers, d'une grande tristesse, mais d'une légèreté, d'une musicalité qui ne correspondent pas à son destin funeste. Le *Grand Larousse universel du dix-neuvième siècle* évoque ses poésies, « qui ne manquent pas de grâce et de naïveté, mais dont on a exagéré le mérite ».

Grand amateur de littérature française - il écrivit sur Villon, Hugo, Dumas -, Robert-Louis Stevenson a publié, en 1876, un long article consacré à Charles d'Orléans. Son opinion est assez proche de celle de Larousse. Il n'aime guère ce prince sans caractère qui n'est ni assez docteur Jekyll ni assez mister Hyde. Le poète ne lui est pas antipathique : « Et le lecteur peut, quand il le désire, faire la connaissance du duc ; il peut même, si leurs humeurs s'accordent, devenir son ami. » Mais leurs humeurs ne s'accordent pas, Stevenson reste étranger à Charles d'Orléans. L'article est biographique et sans complaisance, le verdict sans appel : « La nullité de la vie publique de Charles d'Orléans était totale. Il ne réussit rien de ce qu'il entreprit ».

Cet échec est patent, on peut le juger avec moins de sévérité (2), mais il est incontestable. A partir de ce basculement, Charles a construit une autre vie, parallèle, qu'il transforme en vers. Cela, Stevenson ne le voit pas. Pour lui, la poésie de Charles d'Orléans n'est qu'un simple divertissement de prince ennuyé. Les ballades et les rondeaux « semblent avoir été inventés pour la prison ou l'hôpital. On pourrait placer en exergue à tous les recueils d'anciennes poésies cette formule écossaise : « Il ne devrait pas avoir grand-chose à faire, celui qui a écrit cela ! » Il ne voit dans ses vers que le reflet d'une époque que, « dans l'histoire de l'humanité (...), on pourrait presque comparer à l'école maternelle ».

Curieusement, le fait que la poésie soit un genre très répandu et très pratiqué ose sembler pas un

qu'en pour lui tordre le cou. La poésie ne sert à rien, elle est inutilisable, parce qu'elle est trop fragile, trop précaire. Et c'est sa fragilité qui la rend essentielle. Elle pourrait ne pas être, et elle ne pourrait pas être autrement que ce qu'elle est - cette combinaison de mots et de sons cherchée et trouvée par Nerval, Baudelaire, Verlaine, Apollinaire, etc. : « La connais-tu, Daphné, cette ancienne romance. » « Le soleil s'est noyé dans son sang qui se fige. » « Je fois souvent ce rêve étrange et pénétrant. » « Moi qui suis des lais pour les rênes... » Et Charles d'Orléans : « Prisonnier suis, d'amour martin/ Hélas ! et n'est-ce pas assez. » « Amoureux ont paroles peintes (3). » « Le vent a laissé son manteau/ De vent, de froidure et de pluie. »

Jacques Drillon prend le parti du prince : « La poésie de Charles d'Orléans ne transmet pas une idée, elle ne décrit rien : c'est une pure émotion », elle est « le modèle de la chose écrite qui chante mieux que le chant ». Il est logique qu'un critique musical amoureux de la langue française, auteur de livres sur Liszt et Schubert et aussi d'un *Traité sur la ponctuation française* (4), rende hommage à Charles d'Orléans, l'un des plus musiciens de nos poètes (« Trop entré en la haute gamme/ Mon cœur, d'ut, ré, mi, fa, sol, la »). Il fait sonner les mots les plus ordinaires pour en extraire du rythme (« Qui ? quoy ? comment ? à qui ? pourquoi ? / Passé, présent ou avenir, / Quand me viennent en souvenir, / Mon cœur en penser n'est pas coy »). Des moments les plus noirs de son existence, il compose des poèmes d'une grande tristesse, qui ne sont jamais pesants. Pour combattre Ennuy et Mélençolie, il utilise les armes les plus légères : « Ci pris, ci mis... / Trop fort me tie ! Mélençolie / De pis en pis. »

La poésie de Charles d'Orléans est d'une grande précarité. Il suffit d'un rien pour qu'elle tombe dans la foudre ou la convention. Ce qui arrive parfois. Elle est comme « la chanson bien douce » de Verlaine, qui lui doit tant : « Elle est discrète, elle est légère / Un frisson d'eau sur de la mousse. »

Alain Salles

(1) Jacques Drillon fait remarquer que l'usage d'elles est due à Chavet, qui fut le professeur d'histoire de Stendhal.

(2) Voir le roman de Hella S. Haase, *En la forêt de longue attente* (Le Monde des livres du 2 août 1991).

(3) Aragon a placé ce vers en exergue de *Prose du bonheur* et d'*Élu*.

(4) Liszt transcrit et Schubert et Liszt (Actes Sud, 1986 et 1988), *Traité de la ponctuation française* (Gallimard, 1991). Son Charles d'Orléans est une pièce de « théâtre à lire », dont les protagonistes sont : le texte, la marge, la citation, la note en bas de page.

Naissance de Sade

Suite de la page 25

Quand il le faut, les décisions sont vite prises : « Le vicomte de Rohan, dès qu'il a su qu'il avait la petite vérole, a fait son testament, reçu les sacrements, et a fait faire de la musique jusqu'au moment de sa mort. » Bien entendu, dans l'ombre, les dévots enragés, les dénonciateurs, tentent de terroriser. Comme ils ont l'air extérieurs à la vie, pourtant ! La vie véridique vibre, en douce, dans ce qui est sans doute la révélation la plus forte de cette malle aux trésors : M^{me} de Longueville, autre maîtresse du comte de Sade. Elle lui écrit : « Rien n'égale votre vivacité que ma tendresse... Adieu, mon Sade. C'est dire tout ce que j'aime de dire « mon Sade ». »

Quant au futur auteur de la *Philosophie dans le boudoir*, elle l'appelle « notre enfant », « notre fils ». Il est chez elle en vacances, en même temps que M^{me} de Vernouillet dont il est amoureux comme un chérubin. Il a treize ans. M^{me} de Vernouillet dit de lui : « C'est un singulier enfant. » M^{me} de Longueville, elle, écrit au comte : « Savez-vous qu'il est bien

embelli ? Je l'ai débarrassé avec de l'huile d'amandes douces, car je crois l'avoir fait et j'aimais à l'embellir : cela ne gâle point. » Oui, oui, ce petit aura « autant de courage que d'esprit ». C'est aussi l'avis de son commandant de cavalerie : « Il a une douceur extrême dans le caractère qui le fera aimer de tout le monde. »

Pourtant, un autre témoignage nous assure que le jeune marquis a un cœur ou plutôt un corps « furieusement combustible ». Qu'en pense son père ? Il le dit à sa maîtresse (et n'oublions pas que Sade veut dire le contraire de maussade) : « J'ai quelquefois vu des amants constants : ils sont d'une tristesse, d'une maussaderie à faire trembler. Si mon fils allait être constant, je serais outré. J'aimerais autant qu'il fût de l'Académie. » On connaît la suite.

Philippe Sollers

* Signalement, en collection de poche, la reprise de plusieurs titres de Sade : la *Philosophie dans le boudoir* (Grégoire de « la passion selon Sade », par Jacques Gérard, POL, « La Collection »); *Les Infortunes de la vertu* (10/18, n° 399); *Les 120 Journées de Sodome* (10/18, 2 volumes, n° 913 et 914); la *Normale Justine* (10/18, 2 volumes, n° 1241 et 1242).

Le langage du silence

Dans sa prose comme dans ses poèmes, Silvia Baron Supervielle reste fille de cette plaine argentine où tout se dissout

par Hector Bianciotti

LE LIVRE DU RETOUR de Silvia Baron Supervielle. José Corti, 240 p., 100 F. L'EAU ÉTRANGÈRE de Silvia Baron Supervielle. José Corti, 98 p., 90 F.

Voici le huitième recueil de poèmes de Silvia Baron Supervielle et, après *L'Or de l'incertitude* (1), son deuxième ouvrage en prose.

En lisant aussi bien sa prose que ses vers, on songe au grand peintre romantique Casper David Friedrich, en particulier à ceux de ses tableaux où un personnage, vu de dos, contemple quelque paysage illimité, cherchant l'infini du ciel obscur par des arbres ou des montagnes.

Infinité, lointain, distance : voilà des mots-clés où l'imaginaire de notre poète trouve de récurrents repères tout au long de son œuvre. Comme si son ambition était d'atteindre à une beauté indépendante de tout sujet, à un monde où rien ne se bornerait à être - comme dans cette plaine argentine où Silvia Baron Supervielle est née, où le jour immense s'étend comme un son muet, et de laquelle, au fond, elle n'est jamais sortie. Si, toutefois, elle a préféré vivre en France, pays de ses ancêtres, dont elle a repris la langue.

Serait-il interdit de penser que, bien des fois, les poèmes qui respectent une métrique, un système de rimes, d'ellipses, une forme établie par la rhétorique, comptent des vers anodins, et que leur beauté n'est due qu'à ces « trouvailles » où le sens et le son jouent de concert, au point qu'elles semblent venues de plus haut que l'auteur ?

Comme Ungaretti, lorsqu'il se limite à inscrire sur la page ces trois mots : « Je m'illumine/ d'immensité », Silvia Baron Supervielle tâche de ne retenir que le moment extrême de la méditation ou de la rêverie. Aussi dit-elle : « L'indiscernable/ vibration/ qui emmure/ le cri. » Ou : « L'éclair emportera/ le ciel entier/ la mer

détachée/ prendra les arbres/ tout sera un flot/ de feu dévoré/ de dessin. » Ou encore : « Sombres/ nous déjà/ quittés/ le songe/ et moi. »

Dans *L'Or de l'incertitude*, où elle s'aventure dans les sables mouvants de la prose, Silvia Baron Supervielle prit comme prétexte - pour décrire ses impressions d'Argentine, et dire « ce passage qui marque dans les cartes de l'alphabet [et qui] relie une mer à une autre, une langue à une autre langue » - la relation de voyage rédigée par un mousse de l'expédition de Magellan, s'efforçant de nommer, dans les langues qu'il baragouinait, les choses du Nouveau Monde : femme, flore, aborigènes.

Dans le *Livre du retour*, c'est une autre lecture passionnée de son enfance (l'histoire d'une fille qui a grandi dans un phare, n'ayant jamais connu les côtes, les villes), qui se trouve à l'origine d'une pareille entreprise : « Ouvrir sur le panneau de la mémoire (...). On rêve que je m'adresse à toi, alors que tu n'es visible pour personne, et que dans le rêve je suis à mon tour un fantôme. »

Laquelle des deux, de la narratrice ou de la fille de la mer, s'adresse-t-elle à l'autre ? Celle qui n'a d'existence que dans les pages d'un roman oublié est devenue l'image idéale projetée dans l'avenir, par la lectrice enfant. Et c'est vers cette image d'elle-même, somme toute, que l'écrivain entreprend un jour le voyage de retour vers le pays d'où les siens étaient partis. La lecture d'un livre peut tracer, ou dévoiler, le chemin que l'on suivra - c'est-à-dire le destin.

L'histoire est ténue : les paysages, peints d'un seul coup de pinceau, se dérobent en leurs détails ; ce qui paraît à portée de la main se dissout, se fond dans l'ailleurs des ailleurs perdus ; et les visages n'ont pas de traits ; c'est le regard, non pas les yeux, qui attire l'auteur : c'est l'âme qu'elle voudrait débusquer, et l'esprit en tête-à-tête avec lui-même qui lui importe.

Certes, il y a un danger, dans le genre de la fiction, à trop s'aban-

donner à l'évanescente. Rilke disait des personnages de Maeterlinck qu'ils étaient comme des parfums, mais il regrette que l'œil ignore le jardin auquel ils proviennent. Et Virginia Woolf observait que si Shakespeare pouvait faire exactement ce qu'il lui plaisait avec la langue, c'était parce que Falstaff, Cléopâtre, Hamlet, les soldats, les dignitaires, les meurtriers lui apprenaient à écrire.

Il y a une pudeur à franchir, dès qu'il est question de broder des personnages, de « raconter » une histoire, la vie.

Cela dit, cette pudeur, qui est le propre de la poésie, est souvent magnétique dans les pages de ce *Livre du retour*, où le langage (qu'enrichit la pieuse attention portée par l'auteur aux mots qu'on aurait cru enjoints à jamais dans une page de Rabelais, dans une ligne d'Agrippa d'Aubigné), le langage, donc, jouit d'un état de bonheur dont il est lui-même la source.

Et tout cela par un jeu de modulations délicates, avant de parvenir au silence : pour que l'ouïe écoute ce qu'on entend quand rien ne se fait plus entendre - sans cette pensée d'où l'on ne peut revenir à soi par voies de paroles - et comme l'écho d'une conférence de réves.

(1) José Corti, 1990.

De la littérature française

Sous la direction de Denis Hollier

UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

BORDAS

L'homme profond

AU CŒUR DE L'ENFANCE
d'Olivier Germain-Thomas.
Flammarion, 150 p., 85 F.

Olivier Germain-Thomas a toujours eu la tentation du vide. Ses livres — aussi bien essais que romans — ont des apprentissages du calme, des éducations de l'oubli. Eric, héros d'*Au cœur de l'enfance*, arrive, un été, au centre du Causse. Dans l'aveuglement minéral d'un paysage, dont l'auteur évoque très bien la nudité fauve, il espère voir se dissiper l'ombre de la patrie vénéneuse de Venise qu'il a aimée — cette «Princesse non identifiée» du précédent roman. Lorsqu'il tombe de bicyclette et se blesse, il est soigné par une petite fille, Lisette.

En nouant avec elle une relation délicate, Eric retrouve un état de candeur, l'insouciance d'un temps où «les murs ne limitaient pas encore l'existence». Il lui apprend, en échange, le goût de la glorieuse, l'amour de la terre et de la maison dont, en épousant ses «carottes rugueuses», on peut établir avec elle un lien chancel.

Mais le véritable enjeu du roman est dans sa deuxième partie, quand, s'aventurant avec Lisette dans une grotte de la région, qui est l'objet de fouilles, Eric glisse avec elle dans une

enfractuosité. Ils sont retenus prisonniers de l'abîme. Pour Olivier Germain-Thomas, ce n'est évidemment pas prétexte à un thriller des profondeurs... Avec le souci méthodique qui le caractérise, l'écrivain fixe à son personnage un «rendez-vous avec l'absolu». Traversant la «noir» qui n'a jamais été si noir, cette explosion de noir, perdant peu à peu les mots comme on perd son chemin, retrouvant une sensibilité primitive au contact de forces telluriques, Eric atteint un état d'«extrême fluidité». Cet «évanouissement de soi» est favorisé par son abandon à la fillette qui le guide sans peur et découvre des passages dans les limbes. La péripétie souterraine prend ainsi l'allure d'un trajet initiatique au bout duquel un homme, au bord de la perte de conscience, rejoint ses propres préhistoires.

En revenant à l'air libre, Eric sent que les souffrances du passé n'ont été que des constructions mentales et que «les murs ne sont dressés que par nos peurs». La grâce du récit d'Olivier Germain-Thomas vient de cette quête de liberté intérieure, de cet appel à être «attentif et léger», de cette volonté de ne laisser comme traces dans le monde que des signes du désir de vivre.

Jean-Noël Pancrazi

Le protocole de Chafarévitch

Un mathématicien russe commet un ouvrage antisémite.
Et il se trouve un éditeur pour le traduire et le publier...

Comment un livre fondamentalement antisémite peut-il être aujourd'hui traduit et publié en France? Le succès qu'il aurait recueilli dans son pays d'origine est-il une justification suffisante? L'éditeur de la *Russophobie*, d'Igor Chafarévitch, a répondu par l'affirmative à cette question. L'ouvrage de ce mathématicien russe — dont Soljenitsyne relevait «la liberté d'esprit et l'humour» dans le *Chêne et le Veau* — vient de paraître aux éditions Chapitre douze (1). Le texte de la *Russophobie* est précédé de deux entretiens avec l'auteur et suivi d'une «Lettre de marque aux calomnieux de la Russie». Signée par soixante-quatre écrivains russes, ce pamphlet est de même inspiration que les propos de Chafarévitch.

Les responsables de Chapitre douze, petite maison basée à Paris et à Bruxelles, n'ignorent pas que ce livre risquait de prendre l'humanisme à rebrousse-poil. Un avertissement placé au verso prévient d'ailleurs prudemment les observateurs : «Certains lecteurs risquent d'être choqués par la publication de la traduction française de la *Russophobie*, ouvrage qui d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier de polémique fasciste et raciste».

Ces mots ne semblent pas excessifs pour décrire un livre ultra nationaliste, antioccidental, ouvert

d'une forte aversion pour la démocratie et d'un antisémitisme sans fard. En s'appuyant sur une analyse historico-politique pour le moins personnelle, l'auteur évoque la haine du peuple russe que nourrissent les juifs, le rôle prépondérant que ceux-ci auraient tenu dans l'extermination de ce peuple, leur influence néfaste, due à «un isolement et un rapport de suspicion et d'inimitié envers le monde entier, entretenus pendant près de deux mille ans». Mal camouflée derrière une pseudo-rationalité, la phobie de Chafarévitch à l'égard des juifs contamine sa vision de l'Histoire, jusqu'à pervertir sa condamnation des méfaits réels du système soviétique.

Ces dérapages sont le fait d'un ancien rapporteur au Comité des droits de l'homme d'URSS, solidaire de Sakharov, farouche adversaire de la psychiatrie à des fins politiques. Ils sont aussi le reflet d'une idéologie antioccidentale et antisémite qui retrouve des adeptes dans l'ancienne Union soviétique, après avoir coodonné toutes les déviations d'extrême-droite au dix-neuvième siècle. L'intérêt historique de cette réurgence justifie la parution de l'ouvrage en France, aux yeux du PDG des éditions Chapitre douze. «Je considère qu'il est important que les Français apprennent ce qui risque de se passer en Russie et qui

est assez grave», explique ainsi Pierre-Olivier Simon. Encore eût-il été opportun d'entourer une telle publication de précautions importantes et, ootammet, d'une sérieuse mise en perspective historique et sociale. Or, les conditions de parution de la *Russophobie* aux éditions Chapitre douze — qui s'appelaient Société d'édition régionale jusqu'à une date récente — sont, à cet égard, ambiguës.

«Intellectuels cosmopolites»

En dehors de l'avertissement cité, où l'on parle des doctrines qui ont inspiré Chafarévitch «et contre lesquelles on considère que la lutte est toujours nécessaire», le texte est accompagné d'un commentaire. Plus étrange, le dossier de présentation remis à la presse et signé par Christian Jansen, directeur littéraire de la maison, qui se dit ouvertement opposé à la démocratie, annonce «un projet éditorial qui est appelé à dominer le mouvement des idées concernant la nouvelle Russie».

Le même dossier mélange allègrement la présentation de ce «projet éditorial» et des portraits assez flatteurs des signataires de la fameuse «Lettre de marque», sous le bandeau «Figures de la résistance». Il explique, sans ambages et surtout sans guillemets,

qu'un «petit peuple d'intellectuels cosmopolites, funestes héritiers des Démon qui pensèrent le plus terrible génocide de l'Histoire (66 millions de morts), s'acharne contre les Russes». Il signale enfin qu'Igor Chafarévitch et les soixante-quatre signataires de ladite lettre «expriment leur refus absolu de la «mort tède» que, sous le signe de la «démocratie», de la religion des droits de l'homme et d'une vision constructiviste du réel, les nouveaux calomnieux de la Russie ont programmée».

L'ouvrage de Chafarévitch, qui devait être acheminé vers les librairies par la société DDD-MDS, distributeur du groupe Média-participation, devra finalement être par l'éditeur lui-même. Mercredi 7 avril, les responsables de DDD-MDS ont décidé d'interrompre leur contrat avec Chapitre douze, pour des raisons commerciales «sans lien avec la nature de l'ouvrage». Tel n'est pas l'avis de l'éditeur, lequel estime que son distributeur a «baissé sa garde» après la parution d'un article critique dans *Libération* du 31 mars. La *Russophobie* risque donc d'avoir une carrière assez éphémère. Il n'est pas sûr que les lecteurs aient à le regretter.

Raphaële Rérolle

(1) Traduit du russe par Alexandre Volsky, 288 p., 160 F.

Claudel derrière ses masques

Suite de la page 25

C'est un des paradoxes suggérés par Gilles Cornec : le vieux Claudel garde intacte sa prodigieuse capacité créatrice. Ses «écrits de vieillesse», qui sont simplement, humblement, un commentaire en marge de l'écriture saïote, manifestent, avec éclat, une liberté, une jeunesse magnifiques (1).

Mais le conflit entre Maurras et Claudel n'est pas d'ordre personnel. Il est politique et religieux. Il révèle une antioimie centrale entre, d'une part, cette sacralisation du politique, dont parle justement Cornec à propos de l'Action française — condamnée par le pape en 1926, — et, d'autre part, le catholicisme claudelien, certes radical, mais qui o'entretient pas avec ce même politique un rapport de dépendance. Antidémocrate, Claudel est un pragmatique, formé à l'école du Quai d'Orsay. Ami des politiques radicaux et laïques, détestant autant le communisme que la «mythique hitlérienne» et tout messianisme politique, il n'en est pas moins séduit par l'ordre nouveau prôné par Vichy et par le franquisme espagnol. Rappelons, pour mémoire, la fameuse histoire des *Paroles au Maréchal* (et o'ode), datant de décembre 1940 («Se dit-il sera d'excuse», écrit le poète...), disons plutôt d'explication), suivies, quatre ans plus tard, d'un poème *Au Général de Gaulle*.

Homme d'humour et de colère — ni les mêmes humeurs ni les mêmes colères qu'un Bernanos si différent, opposant aux massives certitudes de Claudel un esprit de plus authentique charité, d'o'quitude et de pauvreté, — il refuse toute idolâtrie, surtout celle qu'engendre la politique.

Passons plus vite sur Bretteau. «L'affaire», là, est connue. Elle tourne autour de Rimbaud et de son annexion au catholicisme,

par la sœur d'Arthur, Isabelle, et de son mari Patrice Berrichon, avec la complicité de Claudel (moins sot, cela va sans dire, que ses acolytes). De son côté, le chef du clan surréaliste préfère lire le poète des *Illuminations* à travers les annales de l'Église et de la vulgate occultiste, l'incompatibilité absolue et définitive.

«Visage sans nuance, comme taillé au couteau; cou de taureau, continué tout droit par la tête, où l'on sent que la passion monte congestionner aussitôt le cerveau (...). La tête fait corps avec le tronc (...). Il me fait l'effet d'un cyclone figé.» Ce portrait de Claudel par Gide (dans son *Journal*, le 1^{er} décembre 1905) est connu. Il campe bien le personnage dans son apparence physique, avec ce qui en émane — et ce jusqu'aux dernières années — de force et de puissance, comme dans sa nature charnelle, saogine, sensuelle : rien de «désolé» chez Claudel; il o'est qu'à lire son œuvre pour s'en convaincre. Le contraste avec l'auteur des *Poux-monnaieurs* o'eo est que plus frappant.

Les deux hommes ont entre-tenus, de 1899 à 1926 (Corydon avait paru deux ans plus tôt), une correspondance importante, qui est un document passionnant de la littérature du premier quart de ce siècle. Elle fut publiée de leur vivant, en 1949, chez Gallimard, leur maison commune. La position de Claudel est celle du coauteur (il aura la même à l'égard de Jacques Rivière). Gide, en janvier 1912, écrit dans son *Journal* : «(...) Mo' pensée s'offirme en offense à la sienne.» La «résistance» de Gide face au missionnaire sera évidemment l'un des traits de cette «offense»; son homosexualité o' sera un autre, ou le même, déguisé. De là à faire de la «liaison» Gide-Claudel une fable sexuelle...

«Le chrétien ne vit pas comme le sage antique à l'état d'équilibre, mais à l'état de conflit», écrivait Claudel. Gilles Cornec a retenu cette affirmation pour l'appliquer à son sujet, avec excès sans doute, en en déduisant quelque peu le sens. «L'affaire» o'est pas close. Claudel reste à lire, simplement.

Patrick Kéchichian

(1) Gilles Cornec a précédemment raison de déplorer l'incompréhensible exigence dans laquelle est tenu, par Gallimard, cette part essentielle et admirable de l'œuvre claudelienne. Elle devrait avoir sa place dans la «Pléiade», à côté des poèmes, des proses, du théâtre et du journal, qu'il faut lire. La chose pourrait être simple, non alourdie de notes ou de gloses.

La mort de Jacques Dournes

Un chantre de la littérature orale

Jacques Dournes, des Missions étrangères de Paris (MEP), ethnologue, chantre de la littérature orale, théologien, ancien maître de recherche au CNRS, est mort, le 3 avril, à l'âge de soixante et onze ans.

Jacques Dournes est parti, sur la pointe des pieds, discrètement, comme se déplaçaient ces montagnards jorai ou sri qu'il aimait tant sur les hauts plateaux indochinois. Tout comme, jeune missionnaire, il était coté discrètement dans l'ethnologie avant de devenir un des maîtres de la littérature de la voix, fondant le Centre de recherche sur l'oralité et les *Chantres de littérature orale* (CLO). Une discrétion qui o'empêchait pas un caractère aussi imprévisible que les orages de mousson, à une prolifération à

l'image de l'exobérance de la végétation tropicale.

Arrivé en Indochine en 1946, il y reste un quart de siècle, d'abord pour évangéliser, ensuite pour témoigner, passionné par la vie, d'éthnies loogement méprisées et dont il prendra la défense avec véhémence. Il se plonge dans la recherche, «bûcheur fantastique, lûu, spartiate», comme le décrit son ami Georges Condominas, auteur de *Ils ont mangé la forêt* et fondateur du CEDRASEMI (1).

Sa vision scientifique o'était pas celle de tous : «J'avais le temps de me laisser lentement imprégner, procédant à une quête diffuse plutôt qu'à des enquêtes systématiques. Je me livrais à une enquête du langage pour ne pas risquer d'interpréter trop tôt (...). Travaillant seul et sans interprète, je m'adonnais à une ethnologie participante (...), écrivait-il dans sa position de thèse, *Péao, les maîtres des États*.

Il précisa dans *Florilège jorai* : «Nombre d'anthropologues (...) sont prêts à envisager l'homme comme un drôle d'oiseau ou quelque crustacé (...) ignorant l'imaginaire», «Pygmalion qui se construit un objet pour mieux le dominer et le structurer d'après leurs catégories (im) propres». «Pour sortir de cet ethnocentrisme, il conviendrait de retourner l'objectivité» en la situant du point de vue de celui que jusqu'alors on observait indistinctement : comment il se voit et se pense (...). Ces conditions sont partiellement réalisées dans l'expression spontanée de la littérature orale.» D'où sa passion pour ce mode d'expression trop longtemps méconnu, auquel il aura consacré la dernière, et oon la moins riche, partie de sa vie, et dont le flambeau a été repris par Nicole Revel. Car le patrimoine de l'humanité serait amputé si on le limitait à l'écrit.

Patrice de Bea

(1) Centre de documentation et de recherche sur l'Asie du Sud-Est et le monde insulindien.

«Bibliographie sélective»
• Ethnologue et ethnohistorique : *Les Fondations montagneuses du Sud Indochinois*, Saigon, 1950; *Bols-Bambou, aspect régional de l'Asie du Sud-Est*, CNRS, 1969; *Péao, une théorie du pouvoir chez les Indochinois jorai*, Flammarion, 1977; *Forêt Homme*, Aubier, 1978.

• Littérature orale : *L'Homme et son mythe*, Aubier, 1968; *Le Poète des Jorai et le style oral de leur expression*, POE, 1976; *Akhav, conte arabe de la forêt Indochinoise*, Payot, 1977; *Florilège jorai*, Seuil, 1987; *Florilège jorai*, Seuil, 1990; «Oralité et mémoire collective», *Grand Atlas des littératures*, Encyclopédie Universalis, 1990.

• Théologie : *Dieu dans les peuples*, préface de Henri de Lubac, Aubier, 1963.

«Lettre internationale» démenage

«Chers lecteurs, chers amis. La Lettre internationale traverse une période difficile. Peut-être pourrions-nous un jour vous raconter le comment et le pourquoi de tous ces problèmes... Mais pour l'instant nous prions instamment tous ceux d'entre vous qui en pâtissent de bien vouloir nous excuser...» Ainsi s'ouvre, sous d'inquiétants augures, le numéro de printemps de *Lettre internationale*, toujours aussi riche malgré une pagination réduite et un nouveau démenagement (1). Et qui compte désormais un réseau de dix éditions européennes en dix langues.

Au sommaire : «L'Europe malade de ses peuples» avec des articles de Paul Thibaud, P. O. Enquist, Nikita Mikhalov, Predrag Matvejevic, Danilo Kis; «Prague, 25 ans après» vue par Václav Janek, Karel Kosik, Marian Brandys, Adam Michnik; les textes des discours du Prix Nobel Derek Walcott à Stockholm et de Gyorgy Konrad à Rio pour la séance inaugurale du Congrès international du PEN Club, etc. (Numéro 36. Priortemps 1993. 60 francs.)

(1) Nouvelles adresses. — Rédaction : 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, tél. 42-61-36-96. Abonnements : Société Lettre internationale, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

EN POCHE

Dix ans sous les «Cahiers rouges»

Les «Cahiers rouges» des éditions Grasset fêtent leurs dix ans d'existence. Derrière la couverture écarlate ornée de lettres blanches, se cache l'ambition de mettre à la disposition du lecteur des œuvres d'auteurs célèbres ou moins connus. Par son prix et par son format, cette collection tient une place intermédiaire entre le poche et l'édition ordinaire. Riche à la fois de sa présentation attrayante et de sa diversité, elle fait une large place à la littérature française et étrangère, mais aussi à l'histoire de l'art, au théâtre, à la poésie et aux autobiographies.

A l'origine, les «Cahiers rouges» ont été créés pour exploiter les fonds des maisons Grasset, Fasquelle et Sagittaire. «Pour qu'un fonds vive, il faut remettre sans cesse ses auteurs dans l'actualité», explique Jean-Claude Fasquelle, PDG des éditions Grasset et Fasquelle. Il faut redonner à leur œuvre une nouvelle jeunesse et, dans certains cas, on peut même parler de résurrection. C'est ainsi qu'aux côtés d'écrivains très connus comme Giono, Cocteau ou Kafka, les «Cahiers rouges» ont sorti d'un relatif oubli des auteurs tels qu'André de Richaud, Marguerite Audoux ou Irène Némirowsky. La littérature étrangère est en tête des ventes de cette collection qui affiche un bulletin de santé satisfaisant. Parmi les prochaines publications, on trouvera deux romans de l'écrivain Klaus Mann, *le Volcan* et *Méphisto*.

R. R.

• La «Petite bibliothèque» de Peyot propose l'«Œuvre de Jung, de Charles Baudouin (n° P133). Une explication de la vie et de la pensée de celui qui fut l'un des pères de la psychologie moderne. Dans la même collection, série «Documentaire», paraît l'«Enfant et son médecin, de T. Berry Brazelton, traduit par Florence Verne (n° P138). Le célèbre pédiatre aborde les problèmes de la petite enfance au quotidien, de l'apprentissage de la propreté aux rivalités fraternelles, en passant par le cas des enfants hospitalisés.

• La collection «Points romans», des éditions du Seuil, propose trois œuvres contemporaines. Mr. Stone, de V. S. Naipaul — traduit par Annie Saumont — est le seul ouvrage que l'auteur, originaire des Caraïbes, ait installé en Grande-Bretagne, ait jamais consacré à des personnages purement anglais (n° R588). *Liberté pour les ours I*, le premier roman de l'écrivain américain John Irving, est l'histoire farfelue de deux individus décidés à libérer les animaux du zoo de Vienne. Traduit par Josée Kamoun (n° R587). Mon valet et moi est un court texte d'Hervé Guibert, consacré aux étranges relations entre un vieux maître soumis et son ariviteur abusif (n° R563).

• La *Roman de Méliuse*, œuvre composée au début du quinzisième siècle par Coudrette,

paraît en «GF-Flammarion» (n° 671). L'histoire, bête autour de l'union entre un chevalier et une fée, mêle l'humain et le surnaturel. La traduction en français moderne de Laurence Harf-Lancner rend parfaitement accessible ce récit pétri du merveilleux.

• La «Bibliothèque médiévale» de la collection «10/18» présente une anthologie intitulée *Poésie d'amour du Moyen Age allemand* (n° 2330). Cette édition bilingue est introduite et traduite par Danielle Buschinger, Marie-Renée Diot et Wolfgang Splewok. Dans le même série, paraît la *Geste du roi Arthur*, édition bilingue introduite et traduite par Emmanuelle Baumgartner et Ian Short (n° 2348). En «10/18», toujours, dans la série «Domaine étranger», *le Passe d'angeuse*, de Somerset Maugham, traduit par E. R. Blanchet (n° 1697) et *Gothique charpentier*, de William Gaddis, traduit par Marc Chodolanko (n° 2355).

• Chez Gallimard, en collection «L'Imaginaire», paraît le *Précepteur*, d'Henri Thomas (n° 292). En trois récits, les préfigurations d'un jeune professeur rêveur. Dans le même série, *W ou le souvenir d'enfance*, de Georges Perec (n° 293). L'alternance de deux textes contrastés dans leurs tonalités, mais qui se rejoignent par le biais du rêve.

LE SUICIDE D'UNE RÉPUBLIQUE
Weimar 1918-1933
(Weimar Kultur. The Outsider as Insider) de Peter Gay. Traduit de l'anglais par Jean-François Saut. Calmann-Lévy, 268 p., 130 F.
LA FASCINATION DU NAZISME
(Der schöne Schein des dritten Reiches) de Peter Reichel. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. Odile Jacob, 400 p., 160 F.
L'ART DE LA DÉFAITE (1940-1944) de Laurence Bertrand Dorléac. Seuil, 482 p., 150 F.

A Buchenwald, sur l'esplanade des rassemblements en pyjama rayé, le tilleul de Goethe ne fut pas abattu par les nazis. Et un manuel très lu de la SS postula jusqu'en 1945 que « tout est vie ». Voilà, entre mille autres, une de ces maximes et de ces images dont il faut se pénétrer pour comprendre et, inéluctablement, juger les entreprises de honte et de mort dont ce siècle n'est pas avare. En n'oubliant jamais, de surcroît, que cette violence iocote fut culturelle, armée et qu'il serait donc bien imprudent de persévérer à séparer culture et politique quand on veut raisonner sur ces bouffées mortelles : l'Esprit fut, il est vrai, féroce et corrompu, mais les masses furent étonnées au tréfonds, par la beauté du Mal et donc rendues complices par enchantement. Quelques livres à la pointe de l'historiographie des dictatures viennent opportunément nous le rappeler (1).

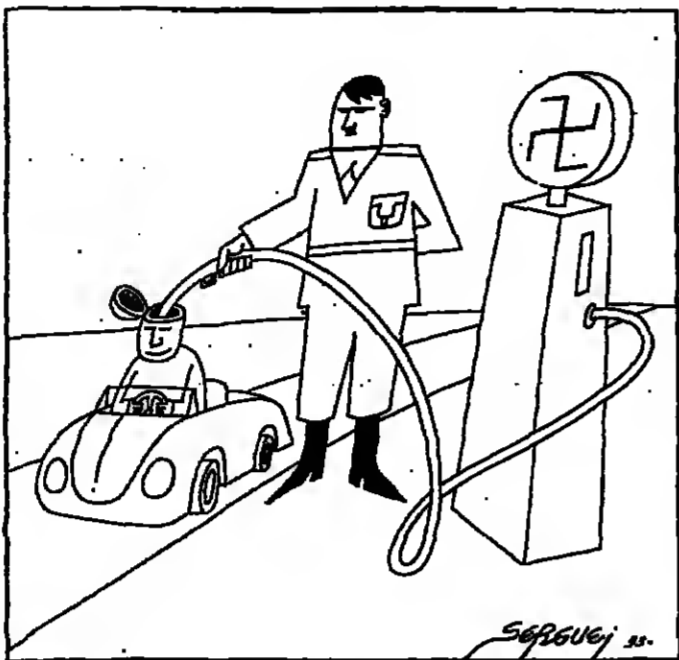
Peter Gay est un homme de Weimar, exilé aux États-Unis où il enseigna à Yale. Il est devenu un des meilleurs spécialistes de Freud et de l'histoire de la psychanalyse. Mais sa jeunesse n'a pas cessé de le poursuivre et, en 1968, en pleine révolte des campus hantés par Marcuse, il publiait cet essai, à mi-chemin entre histoire et confession, dont la traduction — excellente — paraît enfin. C'est du vif-argent : un de ces livres qui coulent, denses, pénétrants et qu'on n'oublie pas, avec Gilbert et Proust pour inspirateurs. Un livre engagé aussi, comme on savait le faire à l'époque qu'il décrit : dans sa préface à l'édition française, Peter Gay ne désespère pas de pouvoir expliquer, par le détour de Weimar, l'Allemagne de 1933, notre Allemagne nouvelle, celle du retour de la crise, où l'on viole les sépultures juives, où des néonazis fords au moule stalinien raisonnent méthodiquement, mais qui s'embrase si fort, certains soirs, aux feux tremblants de la protestation antiraciste.

La thèse ? Cette République, née au forceps en 1918 de l'humiliation de la défaite et des ravages d'une révolution manquée, celle que Karl Mannheim tenait pour un nouvel âge de Périclès, fut un régime, dit Peter Gay, où les outsiders, les « étrangers », qu'ils fussent démocrates, juifs, écrivains d'avant-garde, artistes et comédiens, tous péchés ou réduits à l'impuissance sous Guillaume, tous enlevés par cette subite, avaient enfin leur mot à dire sur le destin de l'Allemagne. Il ne tenait qu'à eux — pélo-mêle, dans une interruption de modernité qui de fait rappelle l'Athènes antique : Rilke et Brecht, la musique atonale, l'Ange bleu, le Bauhaus et le design — d'armer l'esprit, le cœur, la sensibilité de ces élites et de ces classes moyennes qui vont mépriser la jeune République au point de se jeter dans les bras d'Hitler. Ils ne l'ont pas fait. Et cette inconséquence, cette trahison, pense Peter Gay, accablée un peu plus ce régime éphémère qui ne survit aujourd'hui qu'en légende douteuse où la culture n'est qu'un piment.

Voilà donc un brillant réquisitoire qui accable des intellectuels et des artistes irresponsables devant l'histoire. La démonstration, fluente, précise, discutable bien sûr, est accablante. On sort de l'Institut Warburg, où Cassirer invoque vainement les Lumières, pour tomber sur des spécialistes de la nouvelle science politique qui se réfugient dans l'étude sans risque du droit public. On sympathise à peine avec le poète Stefan George, entouré de sa cour d'éphèbes douze, qu'on le voit aduler le kaiser Frédéric II et le Reich millénaire à travers Kantowitz. Voici les historiens, Meinel et Meinel, qui mélangent mysticisme creux et rationalisme daté pour mieux se poser en précepteurs de la nation et en gardiens de la raison d'État. On n'en finit pas de décompter les écrivains qui chantent l'impuissance du pouvoir démocratique, les théâtres qui flir-

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



La culture du Mal

tent avec le communisme moscovite, les philosophes (jeune Heidegger compris) qui entendaient l'individu en déclarant Hölderlin et ravivait les mythologies germaniques. Les expressionnistes eux-mêmes, peintres et cinéastes, flanqués des meilleurs architectes, cultivaient le flou, désertant Weimar pour Berlin, plutôt que d'aider à dire du sens et convaincre la jeunesse. Ainsi furent vaincus par défaut ces « étrangers » qui ont cartésien la culture au moment où il aurait fallu l'aguerir pour instruire et démocratiser les masses. Dès 1927, Fritz Lang, dans *Metropolis*, résume leur impuissance catastrophique et trahit même la fascination trouble qu'exercent sur l'intelligence les futurs vainqueurs de 1933. Max Weber, le solitaire, peut parler d'un « désenchantement du monde ».

Les nazis, eux, ont voulu « enchanter » le monde et l'homme nouveau qu'ils promettaient à l'Allemagne. Le livre de Peter Reichel démontre aisément que le national-socialisme a tenté aussi de se définir et de se légitimer par l'art et la culture de masse. Il renoue ainsi avec des analyses de l'école de Frankfurt et se réclame de Benjamin et de Kracauer qui avaient compris sur-le-champ qu'il trop laisser les masses face à elles-mêmes, la tentation vient vite de les forcer à assister à leur propre spectacle, de faire jaillir par le viol de la propagande toutes les forces mythiques qu'elles sont capables de déployer. Hitler et Goebbels l'avaient senti bien avant que le malheureux Rosenberg ne théorise médiocrement cet idéal grégaire.

Peter Reichel passe sans doute trop vite sur la « religiosité laïque » qui imprègne le nazisme, avec son culte de la nature qu'un livre de l'Américain Robert Fols décrit par contre avec luxe de détails probants puisés dans *Mein Kampf* (2) : tout fossé entre l'humanité et la nature étant comblé dans l'idéal nazi, toute extermination des non-conformes aux lois naturelles devenait possible ; une telle vision de l'homme sans transcendance, « religieuse et pseudo-scientifique », laisse se perpétuer la force et l'ordre des « lois de la nature » ; cette « religion » est à la fois une vision du monde et une idéologie qui peut embrasser toute la vie. Par contre, Reichel reprend maints travaux antérieurs et explique en détail comment les nazis cultivèrent la joie de vivre, unifièrent par l'idéal et esthétisèrent puissamment les bases biologiques et socio-darwiniennes de leur doctrine.

Les retraites aux flambeaux, les stades comblés, les éclairages du Führer, nous les connaissons. Mais le livre force l'intimité de la vie quotidienne ossifiée. Il montre Goebbels exigeant d'abord du divertissement à la radio et des films légers. Il dit le bonheur de nager en piscine au pied d'étrémeurs la Volkswagen sur l'autoroute, la multiplication des fêtes avec sances et bières, la fraîcheur des terrains de sport. Ce long détour par le loisir organisé et la beauté communicative, flanqués des délirs d'architecture et d'urbanisme que

l'on sait, n'éloigne pas de la terreur. L'argument de Reichel est très fort sur ce point : faute d'avoir pu résoudre avant 1939 la question sociale et la question nationale, les nazis ont transigé la violence et cultivé leur domination en faisant appel, avec une grande débilité, aux médias, ont lancé une vraie politique culturelle destinée à « créer des univers en trompe-l'œil ». Sans que la masse des Allemands, fascinée, songe à boucher ces menus plaisirs.

Et nous autres, en France, qu'avons-nous fait sur ce chapitre, au temps de la « Révolution nationale » et du capitalisme d'un régime de Vichy qui n'eut ni la force ni le loisir, malgré la collaboration, de se hisser au rang des totalitarismes conscients et organisés ? Nous n'avons pas joué, à l'évidence, dans la cour culturelle des « grands ». Mais le livre particulièrement riche et neuf de Laurence

« LA FRANCE AUX FRANÇAIS »
Histoire des haines nationalistes
de Pierre Birnbaum.
Seuil, coll. « XX^e siècle », 408 p., 140 F.

Aujourd'hui que la droite succède à la gauche dans un consensus quasi général, un livre comme celui-ci étonne et détonne. Il dit que la guerre des deux France est une constante de son histoire, que la haine n'est pas éteinte, qu'il dresse à intervalles réguliers les « vrais » Français, catholiques et nationalistes, contre ceux de la Réforme, de la Tora, du Coran et des Loges : les protestants, les juifs, les immigrés et les franc-maçons.

De la littérature française
Sous la direction de Denis Hollier
UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE
BORDAS

Bertrand Dorléac, écrit avec soin, bien assis sur des archives et des entretiens irrefutables qui couvrent le temps de guerre et l'épuration des milieux artistiques à la Libération, n'est pas si rassurant. Il démontre certes avec brio que l'art-marché fut un échec : cette accumulation de colorages médiocres et de bergeries naïves n'aura jamais assez de souffle pour exalter un homme nouveau. Les Français ne furent pas davantage transportés par l'art diplomatique des vainqueurs, qui installaient les Titans d'Arno Breker à l'Orangerie en 1942, ou par les caricaturistes aux ordres de *Je suis paroli* (3). Pourtant, Vieby a lui aussi soigné à convoquer les artistes pour régler la question sociale, panser les âmes et fortifier son pouvoir ; Vlaminck et Van Dongen n'ont pas craint de collaborer, les artistes juifs et maçons furent exclus, les modernes exilés, les médiocres encaissés.

Nous fûmes sauvés du désastre artistique par l'ambiguïté même des vrais créateurs. Les jeunes peintres de tradition française ont donné l'exemple, dès 1941, en exposant leur « beau refus de se soumettre ». Les avant-gardes révolutionnaires d'avant 1939 ont humblement cultivé une ambivalence, entre tradition et modernité, tolérance et révolte, qui les éloignait de la Renaissance officielle. Bien vite, le reflux du réalisme, le succès du non-figuratif répliquant, insensiblement, aux censeurs de l'art « dégénéré et enjaulé » : l'individu sera seul, enjaulé, destructeur, mais bien vivant en 1944. Merci à Laurence Bertrand Dorléac d'avoir su dire, si tranquillement, qu'en matière culturelle, en ce siècle de fer, le pire n'est jamais sûr et que l'intransigence de la création peut toujours promettre une libération.

(1) Le tout récent et précis *Dictionnaire des Jacques et du nazisme*, de Serge Bernier et Pierre Milza, fait valablement le point sur tous les aspects du phénomène en Europe (Ed. Complexe, 866 p., 390 F.).

(2) Robert A. Fols, *La religion de la nature et le nationalisme*, Le Cerf, 240 p., 230 F. On y trouve, en outre, un renfort aux arguments que Luc Ferry avançait récemment sur l'écologie d'aujourd'hui.

(3) Christian Delporte, dans les *Crayons de la propagande*, *Dessinateurs et destin politique* sous l'Occupation (CNRS Éditions, 223 p., 195 F.), donne la première étude historique sur cette profession à la pointe de la propagande la plus ravagante, qui sait marquer les esprits. Son analyse, bien illustrée, apprend beaucoup sur les « années noires ».

* Signalez également, dans la collection « Découvertes », Gallimard, l'ouvrage illustré d'Henry Rousseau *Les Années noires : vivre sous l'Occupation* (192 p., 78 F.).

Jours de colère jours de honte

LES TONDEUS
Un carnaval moche
d'Alain Brossat.
Maspero, 314 p., 139 F.
JOURNAL (1940-1950)
de Jean Galier-Boissière.
Préface d'Henri Amouroux.
Quai Voltaire, 1077 p., 295 F.

Elle fut, disait Eluard, cette « victime raisonnable, à la robe déchirée, au regard d'enfant perdue, découronnée, défigurée » : le tondus, le « collobo horizontal », le vendue qui « hochait », la détraquée, la fille perdue ou même indigne qui paya le départ de « ses » Fritz dans un « orgasme patriotique » plus que douloureux, nous dit Alain Brossat. Son image, mi-pécheresse, mi-bonnie, crâne rasé et croix gammée peinte sur la poitrine, est dans toutes les mémoires. Comment oublier la photo de Capa, prise au feu d'une exhibition dans la rue du Cheval-Blanc à Chartres, le 18 août 1944 ?

L'auteur, philosophe à Paris-VIII-Saint-Denis, n'est pas tendre pour les historiens, supposés trop positifs, qui n'auraient pas su, faute de sources fiables, exposer au moins leur embarras face à ce drame qui court dans nos imaginaires. Admettons. Mais Alain Brossat, lui, invoque et convoque cette honte mémorable sans se donner tout à fait les moyens d'une investigation complète, pulque qu'il a renoncé, par pudeur, à recueillir les souvenirs de quelques vieilles dames qui ont survécu à cette honte. Le voilà donc rivé à sa lecture pointilliste de la presse et des témoignages écrits, accumulant les notations, picorant, séduisant par ce sujet de livre « impossible à écrire ».

Son travail, pourtant, est attachant. Et fort, car, sans voyager, il décrit de manière plausible cette « fête des fous » — traduisons : des sots — qui scelle en bases vengeances la fin d'une grande peur malade. Il tente même de lui donner toute son épaisseur historique, en rappelant les chasses aux sor-

cières en pleine Renaissance et les vieilles fixations sur le bouc émissaire d'un Frazar ou Girard ont si bien dû l'instinct désordonné. Surtout, il fait sentir toute l'ambiguïté de la Libération, où le grand événement échevrouse tend de petites vengereses et arme tent de salopards. Avant que ne surgissent quelques mois plus tard d'autres tondus, les rescapées de Ravensbrück. Cette souffrance-là, autrement indicible, n'a pas fait oublier l'autre humiliation, au grand soleil de 1944.

Monsieur
Sans-Gêne

Gallier-Boissière, le 22 août 1944, note qu'un de ses amis a rencontré la mère de Josiane-Isabelle à Septeuil, près de Mantes-le-Jolie : « Pauvre petite ! Si elle eût couché avec les Allemands, c'est qu'elle avait dix-sept ans, monsieur, comprenez-vous ? Mais pourquoi lui avoir coupé les cheveux ? C'est une honte, monsieur ! Elle était prête à coucher aussi bien avec les Américains ! »

Tout est de la même eau, très ferrugineuse, dans le *Journal* de l'anticommuniste directeur du *Crapouillot* depuis 1915. Faussement naïf, bien décidé à ne jamais s'en laisser conter, Gallier tempête et s'émue, pointe les sottises et les lâchetés, fouille les démissions de l'intelligence. Il s'émue aussi d'ailleurs qu'il voit fleurir quelques signes de courage au ras du blème.

Il est inutile de préciser, je pense, que la rédaction de ces textes au viril, pensés à chaud entre 1944 et 1950, est un événement qui nous distrait des confessions de collabos ou des humiliations douteuses dont l'édition nous abreuve désormais. Monsieur Sans-Gêne a l'œil vif et le dent dure. Il nous fait raire par le menu, en pleine pête de la vie quotidienne, l'Occupation, la Libération et les débuts de la IV^e République. Ce *Journal* se déguste avec un plaisir rare.

J.-P. R.

La guerre des deux France

A rebours des théories apaisantes sur l'extinction des passions françaises,
Pierre Birnbaum dresse le code génétique des haines nationalistes

Il réfute quelques idées en vogue sur l'extinction des passions hexagonales — on pense à « la fin de l'exception française », décrite par François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon (1). Il s'inscrit en faux contre les analyses d'Ernest Gellner, le théoricien en vue du nationalisme contemporain (2). Il traque chez les plus respectés de Gaulle et André Siegfried les dérapages utiles à sa démonstration. Il met en garde contre la tentation d'absoudre, ce serait-ce qu'à demi, Céline, au nom du style (un vieux débat, le pont aux ânes de la critique en panne d'inspiration). Bref, il garde éveillé.

Professeur de sociologie politique à l'université Paris-I, Pierre Birnbaum tient pour acquise la rémanence, dans l'inconscient national, de la profession de foi qui ornait la « une » de *la Libre Parole*, d'Edouard Drumont : « La France aux Français ». Antidreyfusard hystérique, l'auteur de *la France juive* est emblématique, à ses yeux, du surgissement dans l'histoire nationale, au tournant du siècle dernier, de haines jamais assouvies (Birnbaum n'a aucune peine à montrer la persistance, jusqu'à nos jours, d'un délire antisémite, contre Simone Veil et Robert Badinter, par exemple).

Comme quelques-uns avant lui, il voit dans cette exacerbation identitaire un refus du message universaliste de 1789 en même temps qu'un rejet de l'Autre et de ses déclinaisons, du « youpin » ou « métèque ». Plus que d'autres, il met l'accent sur la charpente

idéologique qui sous-tend cette crispation nationaliste : le religion catholique. Jeanne d'Arc cointe Marianne : vin Vichy et le lèpénisme, l'héritage ne s'est pas perdu.

Curés de campagne
et communistes

« Cette volonté de fonder l'identité de la société française sur le catholicisme » est ancrée dans le subconscient national davantage qu'on se l'imagine. Birnbaum cite une étonnante déclaration de de Gaulle, qu'on dirait taillée sur mesure pour sa démonstration : « Comme la Réforme, la Révolution n'a été, selon le mot de Joseph de Maistre, *antiquaire* dans son essence. L'ancien, c'est s'éloigner de Dieu. » Il consacre, dans le même veine, un chapitre entier à déboulonner de son piédestal une gloire de l'Université, André Siegfried, l'un des foudrards de la science politique moderne, auquel il reproche, entre autres errements, d'avoir voulu établir, en 1939, à la fin de sa vie, « un lien direct entre le comportement politique des Français et leur origine ethnique ».

Ce mal français, ancien, profond, durable, que décrit Pierre Birnbaum, l'empêche de souscrire à la thèse d'Ernest Gellner selon laquelle — c'est Birnbaum qui résume — le nationalisme d'aujourd'hui « n'est pas l'émanation de cultures traditionnelles mais se présente plutôt comme un substitut aux formes traditionnelles d'identités collectives », dans un monde dominé par l'individualisme, l'élévation du

niveau des connaissances et la dépersonnalisation des relations individuelles. Pour Pierre Birnbaum, au contraire, le nationalisme français contemporain reste solidement enraciné « dans des groupes sociaux dotés de visions du monde conservatrices et presque communautaires ». De la déroute de 1871 à aujourd'hui, l'histoire l'attesterait suffisamment.

A rebours de ceux qui discouraient sur les vertus idéologiquement apaisantes des sociétés de masse, Pierre Birnbaum dresse le code génétique, dangereusement conduitable, des haines françaises. Pour autant, il ne s'interroge pas suffisamment sur le ressort profond de ces revendications identitaires. Le nationalisme de la fin du siècle dernier, qu'il décrit avec brio, a beaucoup à voir avec l'inquiétude de ceux qui, à l'époque, sont frappés de plein fouet par le progrès économique et technique. L'explication vaut certainement aujourd'hui pour le nationalisme version Front national. Sociologie, il ne fait pas assez appel à la sociologie. Elle lui montrerait, par exemple, pourquoi l'on disait de *la Libre Parole* de Drumont : « Curieux journal, tu par les curés de campagne et les communistes », c'est-à-dire par les tenants de l'ordre éternel des champs et les nostalgiques d'un socialisme préindustriel.

Bertrand Le Gendre

(1) *La République du Centre*. Calmann-Lévy, 1988.

(2) *Nations et nationalisme*. Fayot, 1990 (épisode).

Le cas français

PARIS ET SES PROVINCES
Le défi
de la décentralisation
1770-1992

de Pierre Deyon.
Armand Colin, 176 p., 120 F.

En France, la décentralisation est un défi. Plutôt qu'un essai de plus sur les avantages et les inconvénients de notre système administratif d'organisation territoriale, Pierre Deyon propose une réflexion d'historien soutenue par une conviction personnelle.

L'historien analyse « deux siècles de débat franco-français », depuis les tentatives réformatrices du règne de Louis XVI jusqu'à la loi Defferre de 1982 et à ses prolongements contemporains. La monarchie d'Ancien Régime ne cesse de poursuivre un effort pluri-séculaire de centralisation administrative afin d'affirmer sa propre autorité mais aussi l'État de droit. Cet effort s'est encore affirmé, et en quelque sorte a trouvé son accomplissement, avec la République et l'Empire par la création des départements et des préfets. Mais, en parallèle, l'idée de décentralisation et de recomposition des pouvoirs locaux et régionaux fait son chemin à toutes les époques et dans tous les partis... Le débat entre les jacobins et les girondins est un des thèmes permanents de la vie politique française. Les thèses décentralisatrices progressent plutôt pendant les périodes libérales, et dans l'ordre du discours. La centralisation se porte bien sous les régimes autoritaires, et avec un certain succès dans les faits.

Car la France est incontestablement un cas. De tous les grands pays démocratiques, elle est certainement le plus centralisé. C'est aussi celui qui a survécu pendant longtemps et qui surveille encore avec le plus de circonspection les libertés et les pouvoirs accordés à ses collectivités territoriales, communes, départements et régions. La fait qu'à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine les thèses régionalistes aient été soutenues par des partis ou des factions d'abandonner le centralisme, appuyés sur des valeurs réactionnaires (le retour au passé, le ruralisme...), et peinant éventuellement avec l'étranger en temps de guerre,

n'est certes pas servi cette cause qui se trouve ainsi marquée d'opprobre.

Mais Pierre Deyon reconnaît surtout le poids de l'Histoire pour bien comprendre la spécificité française, l'ancienneté de l'effort centralisateur, la force de l'idée d'une « République une et indivisible », la personnalisation extrême de la France autour du roi ou des institutions républicaines, le dramatisme des grandes périodes d'unité nationale, enfin la conviction même de l'historiographie française bien illustrée par Michelet, Lavisse ou par les manuels de l'école de Jules Ferry. La géographie pourrait ajouter à la démonstration l'inertie des structures qui se sont peu à peu composées autour de Paris capitale et qui ne peuvent s'effriter qu'aux prix d'efforts beaucoup plus lourds que ceux nécessaires à l'accumulation centralisatrice.

Une « République moderne »

La démonstration aurait pu en rester là. Le mouvement va inéluctablement dans le sens de la décentralisation et d'une certaine régionalisation. Mais le poids de la spécificité centralisatrice est tel qu'il ralentira encore longtemps l'évolution. Pierre Deyon, à son analyse d'historien, ajoute une conviction personnelle. Ancien président d'université à Lille, recteur de Strasbourg pendant dix ans, expérience qui l'a profondément marqué, membre d'un cabinet ministériel, associé à de nombreuses commissions ou groupes de travail ou cours des vingt dernières années, il mesure les risques d'une décentralisation mal conduite, mais il redoute plus encore tous les écueils du système centralisé, ses lourdeurs bureaucratiques, ses distances technologiques, son incapacité à réguler les situations complexes.

Au fond, Pierre Deyon rêve d'une « République moderne », débarrassée de ses complexes, assez assurée d'elle-même en Europe et dans le monde pour laisser aux collectivités qui le composent plus d'initiatives et de liberté. Ce débat-là n'est pas clos.

Armand Frémont

Le Nord a perdu le Sud

A travers l'arc méditerranéen, le philosophe Sami Naïr analyse la « guerre silencieuse » qui oppose l'Occident aux pays du tiers-monde

LE DIFFÉREND MÉDITERRANÉEN
Essai sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du tiers-monde
de Sami Naïr.
Ed. Kimé, 228 p., 135 F.

Le tiers-monde n'est plus de mode. On passe pour un « ringard » du seul fait d'évoquer son existence. En ce moment, il vaut mieux parler de « droit d'ingérence » et se focaliser sur un seul pays. C'est le tour de la Somalie. Elle intéresse les médias et les dirigeants politiques. Cela ne veut pas dire que tout va bien au Soudan ou en Éthiopie. Le philosophe Sami Naïr non seulement parle du tiers-monde dans son dernier livre, excédé d'une quinzaine d'articles écrits durant les années 80, mais analyse avec minutie et sans complaisance les problèmes et les drames de ces pays du Sud.

Car le tiers-monde est plus vivant et plus présent que jamais. Il est dans nos imaginaires, même si l'on reforme son image. Il est à nos portes, bien plus par ses tragédies (famine, guerres civiles, dictatures) que par sa civilisation ancestrale. Scindé en tiers-monde multiples, frappé d'irrationalité économique, appauvri par des puissances du Nord ou directement par certains de ses dirigeants sans légitimité politique, le tiers-monde ne peut plus dire sa douleur. Il faut à chaque fois que le drame soit plus grand, plus spectaculaire pour qu'on entende un peu ce qu'il nous dit. Combien de milliers d'enfants somaliens sont morts avant que le grand général du monde décide d'intervenir et de mettre de l'ordre dans ce pays meurtri, vidé de son sang, déshérité par une guerre entre clans, armés et nourris on ne sait par qui ?

Le mérite de Sami Naïr, c'est d'affirmer d'emblée, quelle que soit l'évolution des pays du Sud, la permanence de leurs problèmes et la nécessité de les étudier. C'est ce qu'il fait en s'en tenant au Maghreb et aux pays de la Méditerranée du Sud. Il démontre les mécanismes de développement et de domination qui s'y déploient selon une logique souvent étrange.

Le cas algérien est assez exemplaire de cette fracture qui oppose



L'Algérie d'aujourd'hui vue par Michael von Graffenried.



les deux rives de la Méditerranée et qui résume, à lui seul, les problèmes de développement auxquels est confronté le tiers-monde. Pourquoi l'Algérie ? Parce qu'elle fut un grand espoir pour un Sud désemparé et qui souhaitait voir un modèle original, avec une idéologie qui se ressemblait à une théorie basiste ni au nassisme. Hélas, l'Algérie est sortie déstructurée et malade d'une « guerre silencieuse » d'émancipation qui n'a pas laissé le temps aux héros de se préoccuper du problème de l'identité. Depuis son indépendance, l'Algérie a cessé de subir « une rationalité économique et sociale déformée ». Ni les échecs économiques, ni la déroute de l'agriculture, ni les crises de légitimité politiques n'ont réussi à provoquer dans ce pays le sursaut salvateur. Il aura fallu l'irruption du phénomène intégriste pour que l'État réagisse, mais en sacrifiant la démocratie. Sami Naïr démontre

comment l'intégrisme est l'incarnation de plusieurs maux. Pour lui, c'est un « fascisme religieux » dont le nihilisme destructeur l'apparente au fascisme européen. Or y retrouve la même conception autoritaire de l'ordre social habillée de fanatisme religieux.

Aux origines

du malaise

de Sami Naïr

Ce qui est intéressant dans la démarche de Sami Naïr, c'est qu'il ne se contente pas de donner une explication à partir de l'histoire immédiate, mais remonte aux origines du malaise. Il démontre comment l'islam, de tout temps, été construit à partir des propres préjugés de la vision occidentale du monde, comme il démontre la contradiction majeure du discours républicain laïc et positiviste, qui s'est, d'emblée, présentée au monde arabo-musulman avec le visage de l'envahisseur colonial. Ainsi, l'image et les valeurs de l'Occident de la Révolution française en furent irrémédiablement altérées. Toute tentative de laïcisation a été assimilée à la décolonisation et à la dépossession de l'identité. Même aujourd'hui, les intellectuels maghrébins qui osent prôner la laïcité dans leur pays, au titre de la démocratie et de la liberté de pensée, sont traités de « marginaux au service des intérêts occidentaux », comme si ces valeurs-là étaient le monopole de l'Europe. Comme l'écrit Sami Naïr, « la démocratie est captive ; elle ne signifie pas la même chose selon que l'on appartient aux couches sociales intégrées ou aux secteurs marginalisés ».

Entre le Nord et le Sud, il y a plus qu'un malentendu. Il y a, comme le fait remarquer Sami Naïr, spécialiste de ces questions, « une guerre silencieuse ». C'est dire combien le Sud est aussi dans le Nord, sauf que, de plus en plus, le Sud du Nord, c'est... l'Est, d'après l'expression de Mahmoud Hussein, auteur de ce remarquable essai sur la démocratie dans le tiers-monde qu'est *Versant sud de la liberté* (1).

Que faire pour que cette « guerre silencieuse », ce différend méditerranéen, débouche sur le paix, c'est-à-dire un développement rationnel ? Il y a, bien sûr, de nouvelles stratégies qui consistent dans la recherche de zones de développement avec les pays africains. Il y a, aussi, une révision des attitudes et des mentalités : cesser, par exemple, de traiter la deuxième religion de France - l'islam - en « ennemi intime ». Mais il y a, encore et surtout, la question palestinienne-israélienne. Toute politique arabe de la Méditerranée est conditionnée par la question palestinienne. « La guerre israélo-palestinienne, écrit Sami Naïr, est un obstacle à l'avènement d'un espace méditerranéen

équilibré... La geste palestinienne, qui servait de cache-sexe à la plupart des pays du champ de bataille, s'est autonomisée par rapport aux régimes arabes ; elle est devenue plus libre et elle a pris conscience de l'irréductibilité du fait national israélien. Evidemment, c'est la raison et non le cœur qui a tranché en ce sens. Mais il serait injuste de demander aux Palestiniens, après qu'on les ait déposés de leur terre millénaire, de leurs foyers, de leurs espèces de vie, de prendre à eux seuls en charge la tragédie du peuple juif ».

Sami Naïr, qui propose ici des analyses sans doute prémonitoires, surtout dans le cas de l'Algérie, glisse, entre deux paragraphes, une petite phrase qui risque d'attiser les peurs : « L'immigration n'est pas derrière nous, elle est devant nous ». L'immigration légale, certainement pas. Mais l'immigration clandestine se poursuivra, quelles que soient les mesures de protection et de répression que l'Europe prendra. Car il s'agit d'un désespoir au-delà des situations extrêmes que rien ne saura arrêter.

Tahar Ben Jelloun

(1) La Découverte, 1989.

Histoire du monde en cinq chapitres

En cent vingt-cinq pages, une démonstration lumineuse du géographe Pierre George sur le monde contemporain

LA GÉOGRAPHIE A LA POURSUITE DE L'HISTOIRE
de Pierre George.
Armand Colin, 125 p., 90 F.

Depuis plus d'un demi-siècle, Pierre George ne cesse d'analyser le monde contemporain. A raison d'un livre au moins par an, essai rapide ou somme sur un sujet particulier, il a profondément marqué plusieurs générations de géographes.

Dans le concert des sciences humaines et sociales, la géographie et l'histoire sont étroitement associées, nu, du moins, devraient l'être. Institutionnellement, la géographie est fille de l'histoire. Quand elle prend place dans les enseignements officiels, à la fin du dix-neuvième siècle, elle doit réaliser, en complément de l'histoire, les inventaires des lieux, soit, en terme de l'histoire, pour constater les faits présents. Elle apporte, au fond, les premiers ou les derniers chapitres d'un déroulement historique accompli. Pierre George s'est toujours prévalu de cette filiation. Pour faire de la géographie, ses livres, tous ses livres, sont pénétrés d'histoire, et, pendant très longtemps, de matérialisme historique.

Mais les bouleversements contemporains imposent une lecture des deux disciplines, et,

plus particulièrement, de la géographie, du raisonnement, de l'analyse, de l'abstraction alternant avec quelques brèves suggestions de lieux, mais toujours en situation. Ainsi s'impose, de manière quasi ascétique, Pierre George comme auteur. Et si le marxisme est mort, chez lui comme chez d'autres, la dialectique serrée est toujours bien là.

Voici donc une démonstration, en cent vingt-cinq pages, sur le monde contemporain. En cinq brefs chapitres, tout est dit. Les déséquilibres démographiques de la planète (« Trop d'hommes ? ») induisent des « couples migratoires » Nord-Sud, parmi lesquels le couple « France-Maghreb » n'est pas le moins problématique. La fin des « empires » laisse le champ libre à la résurgence de tous les nationalismes nu à la construction de nouveaux réseaux internationaux. La fin des systèmes (socialisme, capitalisme empirique) nuire des espaces d'indécision nu la chronologie se substitue à l'histoire. La ville partant (« Thus dans les villes ? »), et, particulièrement, les immenses mégapoles, de plus en plus difficiles à gérer et parfois à vivre, apparaissent comme l'espace commun de la plus grande partie de l'humanité, dans les pays industrialisés comme dans le tiers-monde. « Et si la course était finie ? », écrit Pierre George, en concluant sur les nouvelles approches de l'environnement, alors que les ressources naturelles

ne peuvent plus être tenues pour inépuisables et les déchets comme quantité négligeable.

La démonstration est fondée sur le triptyque population-économie-localisation, cher à Pierre George depuis toujours. Mais celui-ci insiste beaucoup, maintenant, sur le rôle aussi déterminant d'autres forces : la religion, la culture, les nationalités notamment. En fait, Pierre George ne fut jamais insensible à ces produits de l'histoire, même au temps du marxisme dominant. Il citait et cite encore volontiers Albert Demangeon ou Maxime Sorre. Mais ces résurgences s'inscrivent mieux dans la démonstration de nos jours, elles en font intimement partie, dans une contribution de la géographie à l'histoire la plus contemporaine, et réciproquement. Aussi les meilleures pages du livre portent-elles probablement sur l'éclatement actuel de la Yougoslavie, de l'Europe centrale et de l'ancienne URSS, d'autant que Pierre George a accumulé sur ces territoires une expérience exceptionnelle.

Le monde change, sans doute plus que jamais. La géographie se renouvelle, « à la poursuite de l'histoire ». L'analyse de Pierre George est celle d'un expert et d'un témoin.

A. Fr.

(1) Armand Colin, 1990.

(2) Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1989.

cicero
EDITEURS

Francis Poulenc
Journal
de mes mélodies

première édition intégrale
annotée par Renaud Mouchart
130 F. inc. isbn 2-90369-10-9

Jean Racine
Phèdre

texte de l'édition de 1677,
revue par l'auteur
précédée de « Fragments sur Phèdre »
de Jean-François Voltaire

30 F. inc. isbn 2-90369-11-7

autres auteurs parus
dans la « collection de réimpression »
dirigée par Jean-François Voltaire

Breton, Fauriol, Hardy,
Quémener, Lambert, Lacroix,
Rostov, Théophile de Vieux

Le Secours du Printemps de l'Église
La Tragédie Lyrique

cicero éditeurs
tél. (33) 11 46 14 00 99
fax (33) 11 49 95 62

مكتبة من الأصل

Moi, l'Indien

La littérature «peau-rouge» est désormais une réalité. Son acte de naissance? «La Maison de l'aube», de Scott Momaday

Dans la collection «Nuage rouge», aux éditions du Rocher, paraît, le 19 avril, un classique de la littérature indienne, la Maison de l'aube (1). Publié aux États-Unis en 1968, prix Pulitzer l'année suivante, le livre de Scott Momaday signe, selon Yves Berger, son préfacier français, «l'acte de naissance d'une littérature indienne peau-rouge». Nous publions ici des extraits de cette préface enthousiaste.

(...) Quand paraît House of Dawn, en 1968, voici donc vingt-cinq ans, des Peaux-Rouges sont auteurs de livres, certes. Écrivains, c'est autre chose. Comme on sait, les autochtones de l'Amérique septentrionale ne connaissent pas l'écriture. Le premier texte publié d'un Indien (un Amérindien, comme les ethnologues assurent que nous devrions dire, que nous ne disons pas) remonte à 1772 - mais c'est un sermon. Le premier roman publié d'un Indien à 1840 - mais son sujet a rien à voir avec l'Indienneté. Le premier roman publié d'un Indien à traiter d'un sujet indien paraît en 1899 : Simm Pokagon raconte dans *Queen of The Woods*, où il se met en scène, l'agonie de la vie pastorale, saccagée par les Blancs, des Potowatomis. Ici et là, un Creek, un Sioux, un Cherokee à l'œuvre... mais l'œuvre est négligeable et l'auteur justement négligé. Une exception possible : d'Arcy McNickle, Indien d'une tribu bien mal nommée, Tête plate (Flathead). En 1968, surgit enfin - littéralement surgit - le Kiowa (Cherokee par sa mère, Kiowa par son père, il ne se reconnaît que chez les Kiowas) Scott Momaday, avec cette *House of Dawn* qui recevra, l'année suivante, le prix Pulitzer et constitue, sans injustice à l'endroit des écrivains ou des contemporains, l'acte de naissance d'une littérature indienne peau-rouge (...).

L'impossible retour

La Maison de l'aube conte l'histoire d'Abel : à la fin de la dernière guerre mondiale, qu'il a connue sur les champs de bataille, il s'en retourne chez lui, dans une famille réduite à son seul grand-père, qui l'attend. De surcroît, Abel est le meurtrier d'un albinos, crime pour lequel il a fait de la prison. Quand il descend de l'autobus qui le ramène à son passé, il est ivre. Parti à dix-sept ans, il revient à vingt-cinq, l'innocence en moins. C'est le thème de l'impossible retour, chez soi et chez les autres, sur soi et dans le temps passé : «Il avait bien essayé de parler à son grand-père, mais n'avait pas su trouver les mots appropriés; il avait essayé de prier, de chanter, de se fonder dans le vieux rythme de la langue mais il n'y était plus accordé».

Où, ce retour? A Jemez, au Nouveau-Mexique, dans le paysage-type du Nouveau-Mexique : le pueblo, la mission, la mesa, le canyon. La pierre et le sable. Aussi, hélas l'autoroute (du pueblo, on ne la voit pas, mais on l'entend). Dans un pays-paysage à l'image du livre : l'un des plus beaux du monde. Tout entier fait du contraste - du apparent contraste - que supposent les épousailles de la désolation et du sublime. Reste que l'unité peut naître de ce contraste. «Nu», «dur», «austère» sont des adjectifs qui s'appliquent à cette partie du Nouveau-Mexique, et Scott Momaday, qui a passé un an à Paris, accepterait peut-être «jan-séniste». Écoutez : «En bas, dans la vallée, la ville s'étire comme un squelette écartelé, en plein cœur du pays, là où la terre n'est qu'une étuve, là où la gélée est emportée par le vent, là où la récolte n'est que survivance des semences». Mais aussi : «Et maintenant il était sous l'empire du pays silencieux qui venait déjà de s'emparer de la lumière pour resplendir». Et encore : «Il y avait une maison faite d'aube, de pollen et de pluie, dans un pays si ancien qu'on le disait immortel. Les collines étaient multicolores et la plaine

resplendissait d'argile et de sables bariolés. Dans la plaine, devant la sombre immensité sauvage des montagnes, paissaient des chevaux rouges, bleus et mouchetés. C'était un pays rude et tranquille. Tout y était beau (...).

Dans ce livre gorgé d'espace, d'infinité, de violence, de cruauté et de mort, pas un personnage (l'auteur moi-même que chacun d'eux) qui n'ait le goût et le sens de l'invisible, pas un personnage qui ne tente de voir au-delà et, quelquefois, y réussit : «L'arc orange grandit sur le pays et s'incurva jusqu'à former un diamètre impossible. Cela ne peut continuer ainsi, pensai-je, et je commençai à avoir peur, puis l'arc se dissipa et le soleil recula, mais pendant un instant j'avais vu jusqu'au centre de l'être du monde». Scott Momaday est servi, ici, par son sens du sacré, lié à l'Indienneté croyante qui perdure dans certaines réserves et que tentent de retrouver en d'insuffler dans les esprits oubliés de nouveaux prophètes, qui disent l'avenir improbable en puisant, pathétiques, dans le passé incertain : la manière est celle-là même, si émouvante, du lieutenant Dunbar, qui, dans *Dance with the Wolves*, réapparaît, dressée avec le Poing sa langue natale et perdue.

Indienneté religieuse, dévote, superstitieuse, à l'aise dans un monde qui finit par être un monde de signes, de sons, de messages, de symboles, d'avertissements et de magies. Indienneté qui juxtapose l'animal païen et la Vierge chrétienne, le taureau ou le cheval et Maria de Los Angeles, la patronne des Indiens à Jemez. Indienneté qui a su dans ses déplacements, ses migrations, ses dévotions, ses cérémonies, ses sacrifices, ses rituels, ses rivalités tribales et claniques et dans la somptuosité de ses sociétés. Tout un peuple qui croit à l'homme-médecine et au thaumaturge. Toute une culture de mythes, tout un sacré et toute une spiritualité courants dans les lignes de ce livre et servant ici à des fins réchantes, où l'Indien Scott Momaday accomplit sa passion de l'espace, de la grandeur et du mystère. Visionnaire, oui, ici dans la beauté majestueuse : «Pendant tout l'après-midi, les chariots arrivaient du sud, à une allure si lente et si régulière qu'ils sembleraient immobiles; mais en fait ils grossaient imperceptiblement, et leurs grandes bâches grises se gonflaient comme des voiles à l'horizon de la plaine».

La beauté convulsive au rythme du tambour indien... Dans ce livre de la sécheresse et du torride, du désespoir et du sauvage, de l'apreté des êtres, des lieux et des choses, la grâce est dans le ciel avec les aigles. Là encore, inoubliable ce passage qui décrit les voltes d'un couple d'aigles dans le ciel et le vent, le mâle et la femelle à tour de rôle reprenant en le heppant du bec, toujours plus près du sol (mais ils n'ont commencé haut dans l'azur) et sans une seule fois se poser, le serpent qui ne touchera jamais plus terre. Quel ballet, quelle allégresse au pays des canyons et des mesas!

La mesa et l'autoroute

La Maison de l'aube parle d'un temps presque révolu, retenu ici et là comme la robe sur laquelle un tire, le mince de la nature avec les anages, la pluie, les arcs-en-ciel, les étoiles - quelque chose que nous avons cessé de voir et de savoir ou, plutôt, que nous ne savons plus voir et reconnaître, - quand il constitue, en splendide et apreté, le tissu même, terrestre et idéal du livre. A l'ère du suaire, Scott Momaday excelle, comme il excelle à restituer l'ambiguïté du monde indien, en équilibre instable entre hier et aujourd'hui, entre la mesa éternelle et l'autoroute, le sacré et le profane, les dieux ou Dieu, les dieux ou rien, le calumet de la paix et la cigarette (du Bull Durham, un tabac à rouler de consommation courante...), la «habileté» et une déchéance qui s'incarnait dans l'alcool seul, voilà vingt-cinq ans (aujourd'hui, en plus, la drogue...). Comme il excelle à évoquer les animaux, non seulement les ébènes tueurs de serpents et les aigles tueurs de lièvres, non seulement les oiseaux sauvages et le cerf - mais aussi l'ours, qui est, dans la Maison de l'aube, le sujet d'une grande chasse rituelle...

Yves Berger

(1) 278 p., 120 F.
A Signaler également la réédition, toujours dans la collection «Nuage rouge», de *Les Indiens Zuni*, de Jean Casanove. Épuisé depuis longtemps, cet essai est l'un des rares ouvrages français cités dans les monographies américaines (272 p., 130 F.).

Onetti, le solitaire célébré

Il a quatre-vingt-quatre ans, ne sort jamais, mais écrit toujours. Madrid fête son dernier roman. «Et cela sert à quoi?» dit-il...

Juan Carlos Onetti savait, il nous l'avait dit, que lorsque, dans sa vieillesse, il convoquerait ses personnages, ceux-ci accourraient ponctuels à son chevet. Et voilà, réincarnés dans son dernier roman (1), Dias Grey, que nous avions connu dans *la Vie brève*. Petrus, sa fille Argüello-Jobs, et leur domestique, Josephine, s'attardent du *Chantier*; le typographe Lanza, un habitué de ses nouvelles, sans noblesse Barthe, l'apothicaire, ni le curé Bergner. Ni, surtout, le dieu Brausen, fondateur de la confrérie mythique de Santa-Maria, qui est devenu l'enseigne d'un café minable. Le cas d'un personnage tiré de *la Vie brève* est également émiré. «Il s'appelle Onetti, ne souriait pas, portait des lunettes, laissait deviner qu'il ne pouvait être sympathique qu'à des femmes pleines d'imagination ou à des amis intimes, ne sautait pas monastiquement, que ceux qui lui inspiraient une vague sympathie».

Celui-ci a maintenant quatre-vingt-quatre ans, ne sort jamais, ne voit personne, reste toujours couché dans son lit et, s'abîmant dans la solitude, a décidé de renverser l'ordre naturel des jours, dormant à partir de l'aube, veillant lorsque la nuit tombe.

Comment, dans ces conditions, un vieillard presque grabataire a-t-il pu écrire un roman de jeunesse? C'est la question que se posaient pas les centaines de fervents onettiens qui assistaient récemment, à Madrid, à la présentation du dernier livre du maître. Tous partageaient sa boutade : «St Proust l'a fait, moi aussi je peux le faire», répondit-il dans le film de José Berzosa projeté en fin de soirée (2).

Je suis les lieux communs

Cela s'est passé place de la Cibola, au palais de Lizarri, le jour de la mort du comte de Barcelona, fils et père de roi. L'Espagne officielle et socialiste est en deuil. Avec la disparition de don Juan, tout renaît dans l'ordre dynastique, mais le problème moral de la succession imposée par le franquisme ne fait que commencer. Il ne coïncide pas les dévots d'Onetti qui écoutent son message lu par Dolly, son épouse, la violoniste de *la Vie brève*. «Maître de quoi?», m'avait-il dit, cela me rend malade. C'est idiot. Cela correspond à un individu qui veut endoctriner ou enseigner, comme Bernard Shaw ou Sartre. Moi, non. Endoctriner ne m'a jamais intéressé».

Quelques auteurs des nouvelles générations - Juan Cruz, José-María Merino, Antonio Muñoz Molina - témoignent de leur dette envers le maître. Carmen Balcells pleure et jubile. Le livre lui est dédié «dans le seul but de la remercier». Mario Benedetti fait l'analyse de l'œuvre. *Quando ya no importa* (Quand plus rien n'aura d'importance) se situe, comme la plupart des œuvres d'Onetti, dans cette ville imaginaire qu'est Santa-Maria, mi-Montevideo, mi-Buenos-Aires. On peut dire qu'il s'agit du journal d'un certain Juan Carr, anti-héros débauché, amer et tendre, déraciné d'Europe, victime de la crise économique du cône sud dans les années 70, mêlé, malgré lui, à une histoire sordide de contrebande. Et, si l'on veut raconter l'histoire par le menu, on pourra décrire les écoulements fortifs de Carr avec la grosse et sale Enfantin, fertile en variations, les jeux érotiques du



«Il s'appelle Onetti, ne souriait pas...»

même monsieur avec la petite Vira, devenu Elvira à dix ans et simplement Elvira à quinze, déjà prostituée et vieille. Tout cela d'aucune importance. La beauté vient du langage. Brassée dans ce monde misérable d'alcool et de sexe, la prose d'Onetti émerge épurée. Avec les mots usés de tous les jours et un adjectif inattendu par-ci par-là, il compose des phrases immaculées : «Je suis les lieux communs et les maux de tête».

Dolly téléphone de temps à autre à la maison. Son mari dort toujours. A 11 heures du soir, il est enfin réveillé. Elle l'informe que la soirée a été un succès. «Et cela sert à quoi?» demande-t-il. La nuit seule l'intéresse. Elle commence. Dans une chambre débordante de revêtements, lui couché avec une bouteille de whisky et la biographie de Napoléon par André Castelot. Ce sont des éléments pour son prochain livre. L'essai d'en savoir plus, toujours par téléphone. Il me renvoie à

Jorge Luis Borges, cité ex aequo de son livre : «Lorsque j'écris, je me sens justifié; je pense; j'accomplis ma tâche d'écrivain, au-delà de la valeur que peut avoir mon écriture. Et si l'on me disait que tout ce que j'écris sera oublié, je ne pense pas que je recrois la nouvelle avec joie, mais je continuerais à écrire. Pour qui? Pour personne, pour moi-même». Et il ajoute, coupant net à toute nouvelle inquisition :

«Je n'ai pas envie de parler de quoi que ce soit, de croire ou de douter. Invente ce que tu voudras bien m'attribuer, je l'aurai dit. Tout m'est égal. Chaque soir, je constate que je suis toujours en vie, sans amertume et sans gratitude non plus. Cela me suffit».

Ramon Chao

(1) *Quando ya no importa*, éd. Alfaguara, Madrid. A paraître chez Christian Bourgois.
(2) «Trois jours avec Onetti», «Océaniques», 1990.

L'épopée et la résistance

Les vainqueurs ne sont pas toujours les plus aimés et les vieux gamins que nous sommes se souviennent encore de ces joutes après-midi où il était plus facile de recruter des voleurs que des gendarmes, des Indiens que des cow-boys. L'histoire tragique et magique de l'Inde d'Amérique du Nord n'a finit plus de fasciner les lecteurs français, qui, à défaut de pouvoir continuer à galoper dans des prairies imaginaires, peuvent retrouver dans deux collections littéraires le sage de cette nation très ancienne dans le nom de chaque tribu évoque, à la fois, la magie et le malheur, le courage et la défaite.

Aux Éditions du Rocher, la collection «Nuage rouge» a choisi pour totem celui d'un prestigieux chef de guerre et c'est sans doute ce choix qui détermine celui, un peu limité, de la ligne éditoriale. En proposant principalement des romans d'aventures à la gloire de la nation indienne, «Nuage rouge» ressemble un peu à une collection de Western «politically correct». On peut aussi regretter que son catalogue puisse bien plus d'une fois d'œuvres déjà publiées en France que dans celui, plus vaste et plus intéressant, des livres américains non traduits.

Si la réédition du *Dernier des Mohicans*, de Fenimore Cooper, de la Fibre brisée, d'Elliott

Arnold, de *Little Big Men*, de Thomas Berger, ou du superbe *Livre des Hopis*, de Frank Waters, s'imposait, c'est en format et au prix du livre de poche qu'on pouvait l'espérer. Râle que les livres sont tous passionnants, les couvertures superbes et que le programme annoncé est celui d'une collection qui se veut de plus en plus ambitieuse.

En ce donnant le nom de «Terre indienne» et en s'ouvrant, d'entrée de jeu, aux écrivains contemporains, la collection d'Albin Michel a choisi le terrain d'une modernité douloureuse. C'est sur le sort des descendants des glorieux guerriers du passé qu'elle attire notre attention. Les réserves ont remplacé la Prairie et les enfants de Nuage rouge doivent s'adapter à la vie en terre indienne.

Il faut lire les romans de James Welch ou les terribles témoignages de Mary Crow Dog et de Leslie Marmon Silko pour comprendre l'étendue du génocide indien et pour savoir que, si les Indiens vivent encore, c'est qu'ils ont le corps chevillé à l'âme.

Si «Nuage rouge» est la collection de l'épopée des Indiens, «Terra Indiana» est celle de leur résistance. Elles sont toutes deux indispensables.

Patrick Raynal

Le Monde ÉDITIONS
Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993) sous la direction d'Alain Gélédan
EN VENTE EN LIBRAIRIE

LES PARADIS PERDUS
LA RENTRÉE DES CLASSES
JACQUES DARCANGES
Les Éditions de l'Épiphanie
DISTRIBUTION distique 5, rue la Type - B.P. 65 - 20112 LUCÉ - Fax : 37 30 78 65

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

AU XVIII^e siècle, les journaux savaient poser à leurs lecteurs de vraies questions. En 1784, le *Bartholomäus Monetschrift* leur demande tout bonnement : « Qu'a-t-il que les Lumières ? » En allemand : « Was ist Aufklärung ? » Parmi les réponses publiées, celles de deux brillants philosophes. L'un, Moses Mendelssohn, a cherché à réunir sous un même toit tradition culturelle et religieuse juive et mouvement des Lumières. Ce qui lui a valu les foudres de ses coreligionnaires orthodoxes. L'autre, Emmanuel Kant, vient de publier sa *Critique de la raison pure*, appelée à un certain retentissement (1).

La brève réponse de Kant, une vingtaine de pages, est restée célèbre : l'*Aufklärung* est un processus à travers lequel l'homme devient majeur. Cette sorte de la minorité est, à la fois, spirituelle et historique, individuelle et collective. Elle implique un usage volontaire et courageux de sa raison, un renoncement aux douceurs de l'irresponsabilité, mais aussi une revendication politique et morale de liberté.

On s'est évidemment beaucoup moqué, par la suite, de cet optimisme jugé arrogant. Si les massacres en tout genre qui ont fléuri depuis deux siècles sur la planète sont le fait d'hommes enfin majeurs, mieux aurait valu, à tout prendre, qu'ils demeurent éternellement mineurs. Le fameux « sentiment tragique de l'existence » qui est la marque déposée de notre époque semble s'accorder davantage aux réalités que la foi dans les progrès de la raison.

Ni Kant ni ses contemporains n'étaient des naïfs. Ils ont écrit que le chemin était ouvert ; pas qu'il se parcourait à quelques enjambées, ni même que l'humanité l'emprunterait nécessairement. L'état d'enfance, de minorité et de soumission e bien des charmes ; le romantisme devait bientôt offrir de puissantes et exaltantes couleurs les gouffres de l'irrational, et la modernisme s'adonner à la délectation morose de l'inhumaine humanité.

Les Lumières ont été méprisées, haïes. Pire : réduites à l'état de parti. Il fallait être pour ou contre. Aucune autre époque n'a subi un traitement aussi singulier : est-on pour ou contre le haut Moyen Âge ? Pour ou contre la Rome antique ou la Renaissance ? La question est oiseuse ; sauf, semble-t-il, pour les Lumières, qui exige-

raient d'être déifiées ou diabolisées. Il y a une explication à ce simplisme : à travers ce mouvement de civilisation qui traverse toute l'Europe pendant un siècle, on entend juger à son aboutissement, le monde historique, la Révolution française.

Un bilan bourgeoisement établi, un état des lieux méticuleux, un tour du propriétaire rondement mené, voilà ce que nous propose Ulrich Im Hof avec ses *Lumières en Europe*. L'auteur est suisse, ce qui est gage de neutralité ; il est soixante-quatre ans, ce qui porte rarement aux excès. S'il n'entre que de la sagesse dans nos jugements, sa déposition devrait faire foi. Il a lu les meilleurs auteurs de Dublin à Vienne et de Naples à Oslo, les récits de voyageurs, les chroniques des cours, les recueils de chansons, les manuels juridiques et ceux de savoir-vivre. Son savoir est impressionnant et si discret qu'il en oublie parfois de bien écrire. On lui reprochera d'être un peu scolaire, mais c'est qu'il nous apprend tout de choses qu'il nous transforme en élèves.

Il nous apprend même ce que nous croyions déjà savoir. Que le mouvement des Lumières est un phénomène européen, par exemple, dans une Europe qui ignore encore qu'on peut mourir pour la patrie et qui découvre qu'on peut vivre pour l'humanité. Nous avions appris que le mouvement était né en Angleterre, qu'il avait trouvé sa langue en France, son havre à Amsterdam et ses rois à Potsdam et à Saint-Petersbourg.

Avec Im Hof, on le voit éclairer des pasteurs de Genève, des économistes toscans, des paysans danois, des princes espagnols, des commerçants de Lisbonne ou des avocats de Prague. René Pomeau, dans son *Europe des Lumières* (2), avait énoncé l'hypothèse que l'union européenne avait déjà existé, dans la cosmopolitisme de ces hommes de l'aube, qui parlaient d'*Enlightenment* à Londres, d'*Aufklärung* à Berlin, de *Lumières* à Paris, de *Luca* à Milan ou d'*Iluminismo* à Madrid, mais qui coudoiaient dans un exercice semblable de l'esprit critique, un même amour du savoir, une même passion de l'utilité, un même souci de remodeler les relations de

l'homme et du monde pour y rendre possible le bonheur. Im Hof arpente infatigablement le réseau serré de ces routes d'Europe où les utopistes croisent les ingénieurs et les réformateurs les tyrans, quand ce ne sont pas les mêmes qui jouent les différents rôles.

La matière est si riche et ce siècle si avide de tout soumettre à réexamen que l'historien, pour la clarté de l'exposé, est bien obligé de tailler, dans ces effervescences de jardin anglais, quelques allées versailles. La littérature se trouve ainsi sacrifiée. Il est vrai qu'elle est plus connue que le mouvement religieux, que les sociétés d'agriculture ou que les évolutions de la médecine. Surtout en France, où la célébrité de nos écrivains e donné à croire que Paris éclairait seul le reste du monde. Un peu moins de Voltaire, de Diderot ou de Rousseau, mais un peu plus de James Watt, de Cesare Beccaria, de Pufendorf et de Pombal : ce rééquilibrage donne son sens et sa saveur à la collection dans laquelle e inscrit l'ouvrage d'Im Hof, « Faire l'Europe », qui dirige Jacques Le Goff, publie, en

la part du cœur. C'est avec de telles simplifications que se créent les légendes et qu'on a pu accréder celle, fameuse et efficace, d'une époque qui n'aurait pu tout éclairer qu'en s'en tenant à la surface des choses. C'est Shaftesbury, des les premières lueurs du siècle, qui élabore une philosophie de l'enthousiasme et va trouver dans Diderot à la fois un traducteur, un disciple et un formidable amplificateur (3) ; c'est l'abbé Prévost, bien avant *Clarissa Harlowe*, bien avant la *Nouvelle Héloïse* et les torrents larmoyants qui déferlent sur le dernier tiers du XVIII^e qui exalte, à partir de 1730, l'amour fou du chevalier des Grieux pour son incorrigible grue de Manon. Et plus généralement, tout ce qui pense, tout ce qui sent, tout ce qui réforme et qui invente entre 1715 et la Révolution ne proclame jamais son désir de rationalité qu'en soupçonnant les faiblesses et les manques de la raison. Il faudra les simplifications de la propagande pour qu'elle soit transformée en déesse, par un disciple de Rousseau qui plus est. Avant, elle est une mortelle soumise à la critique, comme le reste.

Un pas vers la majorité

effet, ses titres simultanément en français, en anglais, en italien, en espagnol et en allemand. Une excellente garantie contre les dévies chauvines.

Il arrive aussi qu'à force d'éteindre l'historien schématisé. Ainsi, lorsqu'il semble faire sien l'opposition entre un premier âge des Lumières, rationaliste, réformateur, humaniste, et un âge tardif, préromantique, marqué par le retour du sentiment, des passions, de la religiosité populaire et de la réaction politique. Comme si les deux tendances n'avaient pas cohabité dès l'origine, comme si les hommes des Lumières ignoraient ou voulaient négliger la part de l'ombre et

« Cette fois, nous sommes délivrés. Pressés, étreints par les difficultés que nous avons à résoudre, meurtris et soutenus par un monde rigoureux, notre premier bonheur est dans notre ciel : c'est de voir briller sur nous les vraies étoiles de l'homme. »

(1) Le *Magazine littéraire*, dans son numéro d'avril, consacré à Kant, publie un commentaire inédit de Michel Foucault sur l'ouvrage de Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?* qui figurera dans un recueil de *Textes et entretiens, 1934-1984*, à paraître aux éditions de la Pléiade.

(2) Stock, 1992.
(3) Aubier vient de publier, dans une présentation et une traduction de Laurent Joffe, les très curieux et très séduisants *Exercices du comte de Shaftesbury* (480 p., 290 F.).

L'odyssée fabuleuse des Cantacuzène

Ils furent moines et diplomates, écrivains et savants, poètes et brigands.
Histoire d'une famille à travers les tempêtes du second millénaire

MILLE ANS DANS LES BALKANS
Chronique des Cantacuzène dans la tourmente des siècles
de Jean-Michel Cantacuzène.
Ed. Christian, 500 p., 200 F.

Depuis mille ans, le jardin des Cantacuzène est fécondé de larmes et de miel, de fiel et de sueur et, souvent, de génie. De sang aussi. Dispersés, les derniers Cantacuzène sont nombreux, ils vivent aussi bien à Londres et Paris qu'à Stockholm, en Allemagne, aux États-Unis, en Belgique et en Suisse. Il en reste même en Roumanie où ils se sont particulièrement illustrés à partir du seizième siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres et après. Leur mémoire ramène vers la fin du onzième, sur les rives du Danube, au temps des Croisés. En effet, la première apparition d'un Cantacuzène coïncide avec l'avènement à Byzance de la dynastie des Comnène, lorsque l'empereur Alexis l'envoya sur les rives du Danube guerroyer contre l'invasion des Cumans.

Un millénaire plus tard, Jean-Michel Cantacuzène restitue l'odyssée fabuleuse de plusieurs lignes de son nom, ce nom qui traverse l'histoire des Balkans, de la Roumanie, de la Russie et de la défunte Autriche-Hongrie. La gageure était audacieuse, le piège redoutable. Après le travail de Georges Castellan, il semblait que tout avait été dit sur les drames compliqués du sud-est européen (1). Ne restait-il au chroniqueur qu'à raconter, d'une manière plus ou moins romancée, les faits de leurs plus fascinants succès et échecs ? Le défi a été relevé, l'entreprise évitée. Universitaire, chercheur scientifique et diplomate, Jean-Michel Cantacuzène, né à Bucarest en 1933, installé en France depuis 1946, a su joindre la rigueur de l'historien soucieux de ses sources au talent du portraitiste enivré par ceux sans lesquels le passé resterait une suite de dates dénuées de signification.

Avec ses ancêtres, nous suivons les envolutions sanglantes de Byzance, la chute de l'Empire



Jean VI Cantacuzène président du concile de Constantinople (1391).

oriental précipités par les Ottomans à la faveur de la démission de l'Occident, la destruction de l'héritage byzantin aux seizième et dix-septième siècles, sur la rive gauche du Danube, l'installation, au nord de cette ligne de fracture, chez les Roumains, des princes phanariotes porteurs de traditions conservées au Phanar, dernier bastion chrétien de Constantinople devenue Istanbul. Plus tard, c'est le tour du sultan de battre en retraite devant Vienne, avant que ne s'amorce la montée du tsar. Empereurs et brigands, moines et diplomates, écrivains, poètes et savants, les Cantacuzène furent aussi emprisonnés, massacrés ou contraints à l'exil. C'est surtout en Valachie, en

Moldavie et en Transylvanie, principalement longtemps opprimés, qu'ils donnaient la mesure de leurs talents. Constantin, l'aristocrate, fut l'auteur, au dix-huitième siècle, d'une histoire du pays roumain ; Georges, surnommé le Nabab, plusieurs fois ministre à l'orée de notre siècle, bâtit des palais ; Iancou, Gogon et Jean Basile installèrent le chemin de fer et modernisèrent le pays. Plus tard, Charles-Adolphe, le poète ami de Mallarmé et de Valéry, devait périr dans un camp communiste, alors que Marie Jeanne, écrivain plus connue sous le nom de Ioana Orlea (2), survécut au goulag roumain, tout comme Pavel, de la lignée russe, surmonta

les horreurs de la Sibérie. Qu'il s'agisse du général « Furax », militaire exalté qui prisa main-forte aux tuteurs de la Garde de fer, de Joachim le Bavarois, déporté à Dachau, ou de Constantin, l'as de l'aviation roumaine, porteur d'un message du roi Michel priant les Anglo-Américains de débarquer en Roumanie avant l'arrivée de l'Armée rouge à Bucarest, il n'est pas de Cantacuzène qui ne puisse inspirer un roman.

Une épopée d'une telle dimension, chargée d'informations inédites sur l'espace danubien, suscite forcément interrogations et débats concernant, notamment, l'industrialisation de la Roumanie à la fin du siècle dernier (3), l'influence réelle des ultra-nationalistes dans les années trente et, aussi, la participation du général Antonescu à la guerre, aux côtés des Allemands jusqu'au Caucase, une fois la Bessarabie et la Bucovine roumaines libérées.

Sur le versant oriental d'une vallée, se dresse le plus beau château des Carpathes, joyau de style brancovan - variante roumaine de l'architecture byzantine - bâti par Cantacuzène le Nabab. Amarré au flanc de la montagne, il ressemblait autrefois, avec ses fenêtres éclaircies à un navire sur le point d'appareiller vers un avenir plus serein. Lugubre et cadencé, plus personne ne le visite aujourd'hui. Après la lecture de cette chronique qui ressuscite les supplices de Byzance, les morts au combat et ceux en exil, les poétesses et les grands commis de l'État, tous jardiniers de la pensée, francophiles et francophones éparpillés dans le monde, on serait tenté de s'écrier, en paraphrasant ces braves Tchèques : « Les Cantacuzène au Château ! »

Edgar Reichmann

(1) *Histoire des Balkans, XIV-XV siècles*, chez Fayard.

(2) *Un aigle en exil*, Seuil (voir « Le Monde des livres » du 7 novembre 1986) ; *Des années volées*, Seuil (voir « Le Monde des livres » du 3 juin 1992).

(3) A ce sujet, voir Carol Jancu, *Bielchoder et Crémieux, correspondance inédite*, université Paul-Valéry, Montpellier.

La belle vie

Le roman vrai d'un couple hors de l'ordinaire

LES TÉMÉRAIRES
de Cécile Romane.
Flammarion, 293 p., 120 F.

« Je n'ai pas de morale, j'ai des principes », dit joliment Thérèse des Téméraires. Pas de morale ? Dans un cocktail, elle incite un jeune homme timide, dont elle pourrait être la mère, à chaperder une bouteille d'alcool, juste pour lui apprendre à oser. Elle accueille et abrite - nous sommes dans les années d'avant la loi Veil - les jeunes femmes désireuses d'avorter, au nom de leur droit à disposer de leur corps. Apprend-elle que l'homme de sa vie a quelques maîtresses ? « Ce n'est pas parce que je l'aime que je dois lui refuser d'être heureux », remarque-t-elle, royale. Elle a, c'est simple, horreur du pré-à-penser. En vertu de quoi, chez elle, on reçoit plus volontiers « le déserteur que le général, le militant que le ministre ».

Elle a rencontré son mari, Jacques, dit « Génia », en 1939. Pas précisément la meilleure époque pour deux enfants de juifs russes qui ont émigré en France dans les années d'avant-guerre. Mais qu'importe : ils se sont trouvés et ne se quitteront plus. Car ils partagent le même désir de prendre la vie à bras-le-corps, les mêmes aversions - pour les dogmatiques, les cuistres, les pontifiants, les snobs, - les mêmes enthousiasmes - pour la liberté sous toutes ses formes : des consciences, des cœurs, des peuples. « *Les Téméraires*, dit Cécile Romane, pensent qu'il faut aider le monde à tourner rond, et ils s'en occupent. » Moyennant quoi, ils seront résistants sous l'Occupation, adhérents au réseau Jeanson d'aide au FLN durant la guerre d'Algérie, vivront en direct l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, militeront inlassablement pour un rapprochement israélo-arabe, abriteront, dans leur maison de Genève, une cohorte de résistants en tout genre - des tiers-mondistes militants aux amants clandestins. Tout en croisant, ça et là, quelques seconds rôles talentueux qui ont nom Boris Souverain, Joseph Kessel, Ilya Ehrenbourg, Vladimir Jankélévitch...

Les Téméraires, ou l'aura devint, c'est pas un roman, c'est un récit, l'histoire d'un couple vrai que Cécile Romane a rencontré. Elle avait dix-sept ans, ils en avaient cinquante. Elle devait rester huit jours, elle est restée quatre mois, puis ne les a plus quittés. « *Ils m'ont montré que la vie était marquée, surtout quand on s'occupe de choses sérieuses. Je suis tombée amoureux d'eux pour toujours.* »

Il est temps de le préciser : les Téméraires touchent de près l'histoire de ce journal. Car la principale protagoniste est cocoonne de nos lecteurs, par sa signature au moins, depuis longtemps : voilà une bonne trentaine d'années, en effet, qu'Isabelle Vichniec assure la correspondance du *Monde* auprès des Nations unies à Genève.

Pour écarter tout soupçon de complaisance, il est d'usage, lorsqu'un proche est concerné, de préserver une distance critique plus soignée encore qu'à l'ordinaire, voire de cultiver un brin de réticence. Eh bien, tant pis pour les usages ! Disons-le tout net : le livre de Cécile Romane, ce roman vrai du couple que forment Isabelle Vichniec et son mari, le poète Jacques Givet, est une fête.

Pas seulement parce qu'il donne à voir une extraordinaire leçon de vie, un parcours étonnant de géotérosité et d'humour rieur, fût-ce dans les situations les plus dramatiques. Mais parce que Cécile Romane est à la hauteur de ses modèles. De la fascination qu'elle avoue, on pouvait craindre le pire. C'est tout le contraire. Légère, charmante, son écriture évite, comme en se jouant, les pièges de l'hagiographie, ou de l'homme respectueux. Dans une construction épatée dont l'appartenance désordre épouse à merveille l'activité bouillonnante de ses héros, elle mêle, avec une justesse de ton constante, le grave et le futile, le digne et le rocambolesque. « *Comme je les trouve merveilleux, confie-t-elle, j'avais envie que tout le monde les connaisse et les aime.* » Mission accomplie, madame Romane.

Bertrand Andrusse

كتاب من الأصل